

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

A. 9. 1921.

GENÈVE,
le 18 août 1921.

Société des Nations.

**Rapport à la deuxième Assemblée sur
l'œuvre du Conseil et sur les mesures
prises pour exécuter les décisions de
la Première Assemblée**

League of Nations.

**Report to the Second Assembly of the
League on the Work of the Council
and on the Measures taken to Execute
the Decisions of the First Assembly**

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RAPPORT SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE.

Note. — Aux termes de l'article 4 du Règlement de l'Assemblée, l'ordre du jour de chaque session annuelle doit comprendre :

- a) un rapport sur l'œuvre du Conseil accomplie depuis la dernière session de l'Assemblée ;
- b) un rapport du Secrétaire général sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Une partie considérable des travaux du Conseil, au cours de ces derniers mois, a été consacrée aux mesures nécessaires pour exécuter les résolutions et les recommandations de la première Assemblée. On a donc jugé opportun, pour éviter les répétitions, de réunir les deux rapports mentionnés à l'article 4 du Règlement.

Le chapitre I^{er} du rapport présente un aperçu général des travaux dont le Conseil a pris l'initiative; ce chapitre I^{er} constitue, avec les parties du chapitre II qui traitent des mesures prises par le Conseil, le premier des deux rapports prévus par le Règlement de l'Assemblée.

Le chapitre II rend compte des mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée; il constitue donc, avec le chapitre III, le deuxième rapport prévu par le Règlement.

LEAGUE OF NATIONS

REPORT ON THE WORK OF THE COUNCIL AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE FIRST ASSEMBLY.

Note. — According to Article 4 of the Rules of Procedure of the Assembly, the agenda of a general session shall include :

- (a) A report upon the work of the Council since the last session.
- (b) A report by the Secretary-General upon the work of the Secretariat and upon the measures taken to execute the decisions of the Assembly.

A considerable part of the work of the Council during the last months has consisted in the steps which it has taken to carry out the resolutions and recommendations of the first Assembly. It has therefore been found convenient to combine the two reports described in Article 4 of the Rules of Procedure in order to avoid presenting the same material twice over.

Chapter I of the report is an account of the general work of the Council undertaken on its own initiative, and, together with the relevant portions of Chapter II, may be regarded as the first of the two reports required by the Rules of Procedure.

Chapter II of the report is an account of the measures taken to execute the decisions of the Assembly and may be regarded, with Chapter III, as the second of the two reports required by the Rules of Procedure.

CHAPITRE I^{er}.

APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DU CONSEIL.

	Page
A. MESURES ADMINISTRATIVES PRISES PAR LE CONSEIL, EN VERTU DES TRAITÉS DE PAIX.	
1. Territoire de la Sarre... ..	6
2. Ville libre de Dantzig... ..	10
3. Transfert par le Gouvernement allemand au Gouvernement français des fonds d'assurances sociales en Alsace-Lorraine....	15
4. Transfert à la Belgique de la souveraineté sur les cercles d'Eupen et de Malmédy... ..	16
5. Liquidation des biens de ressortissants de l'ancien Empire austro-hongrois	16
B. ACTION POLITIQUE DU CONSEIL.	
1. Iles d'Aland	17
2. Différend entre la Pologne et la Lithuanie	20
3. Passage des troupes internationales à travers la Suisse	29
4. Appel de l'Albanie	29
5. Expulsion par l'Autriche de réfugiés juifs	31
6. Appels adressés à la Société par les habitants de la Galicie orientale	32
7. Différend entre Costa-Rica et le Panama	32
8. Situation du Luxembourg en tant que Membre de la Société...	32
9. Appels adressés à la Société par le Roi du Hedjaz... ..	33
C. ACTION INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ.	
1. Rapatriement des prisonniers	34
2. Secours aux réfugiés russes	36
3. Œuvres de secours en Europe... ..	37
4. Protection des enfants	38
5. Bureaux internationaux dépendant de la Société	38

CHAPITRE II.

MESURES PRISES EN EXÉCUTION DES RÉOLUTIONS ET DES VŒUX DE L'ASSEMBLÉE ¹.

A. MESURES PRISES PAR LE CONSEIL EN EXÉCUTION DES RÉOLUTIONS ET DES VŒUX DE L'ASSEMBLÉE.	
1. Finances de la Société	41
2. Cour permanente de Justice internationale	42
3. Obligations incombant à la Société, en vertu de l'article 22 du Pacte (Mandats)	44
4. Lutte contre le typhus en Europe orientale	47
5. Organisation internationale du Travail intellectuel	49
6. Protection des minorités	49
7. Arménie	50
8. Secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre... ..	51
9. Commission d'enquête dans les territoires de l'ancien Empire ottoman	51
10. Mesures en vue d'assurer une plus grande publicité des travaux du Conseil... ..	51

¹ Des rapports spéciaux seront présentés à l'Assemblée sur toutes les questions qui figurent au chapitre II, à l'exception des Nos 6 à 10 de la Section A.

CHAPTER I.

THE GENERAL WORK OF THE COUNCIL

	Page
A. THE ADMINISTRATIVE WORK OF THE COUNCIL ARISING OUT OF THE PEACE TREATIES.	
1. The Territory of the Saar.	6
2. The Free City of Danzig.	10
3. The Transfer from the German Government to the French Government of Insurance Funds in Alsace-Lorraine. ...	15
4. The Transfer to Belgium of the Sovereignty over Eupen et Malmedy....	16
5. The Liquidation of the Property of Nationals of the former Austro Hungarian Monarchy.	16
B. THE POLITICAL ACTIVITIES OF THE COUNCIL.	
1. The Aaland Islands.	17
2. Poland and Lithuania.	20
3. The Passage of International Troops through Switzerland. ...	29
4. The Appeal of Albania.	29
5. The Expulsion of Jewish Refugees from Austria.	31
6. Appeals to the League from the Inhabitants of Eastern Galicia. ...	32
7. The Dispute between Costa Rica and Panama....	32
8. The Position of Luxemburg with regard to her Membership of the League....	32
9. Appeals to the League from the King of the Hedjaz.	33
C. GENERAL INTERNATIONAL ACTIVITIES OF THE LEAGUE.	
1. The Repatriation of Prisoners.	34
2. The Relief of the Russian Refugees.	36
3. General Relief Work in Europe.	37
4. The Protection of Children....	38
5. International Bureaux under the League of Nations.	38

CHAPTER II.

MEASURES TAKEN IN EXECUTION OF THE RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE ASSEMBLY¹.

A. DIRECT ACTION OF THE COUNCIL IN EXECUTION OF THE RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE ASSEMBLY.	
1. The Finances of the League....	41
2. The Permanent Court of International Justice.	42
3. Obligations of the League arising out of Article 22 of the Covenant (Mandates)....	44
4. The Campaign against Typhus in Eastern Europe....	47
5. The International Organisation of Intellectual Work.	49
6. The Protection of Minorities.	49
7. Armenia.	50
8. The Relief of Children in Countries affected by the War. ...	51
9. The Commission of Enquiry to the Territories of the former Ottoman Empire.	51
10. Measures to secure greater Publicity for the Work of the Council....	51

¹ Separate reports are presented to the Assembly upon all the items in Chapter II, except items 6 to 10 of Section A.

**B. TRAVAUX DES ORGANISATIONS TECHNIQUES CRÉÉES EN VERTU DES RÉSOLUTIONS
ET DES VŒUX DE L'ASSEMBLÉE.**

1. Conférence du transit.	53
2. Commission économique et financière provisoire.	54
3. Organisation d'hygiène.	59

**C. TRAVAUX DES COMMISSIONS ET DES CONFÉRENCES CONVOQUÉES PAR LE CONSEIL,
EN EXÉCUTION DES RÉSOLUTIONS ET DES VŒUX DE L'ASSEMBLÉE.**

1. Commission d'enquête sur le personnel et l'organisation du Secrétariat.	61
2. Commission des amendements au Pacte.	62
3. Commission de répartition des dépenses de la Société.	67
4. Commission chargée d'examiner la portée de l'article 18 du Pacte. (Enregistrement des Traités)	70
5. Commission consultative du trafic de l'opium.	71
6. Conférence sur la Traite des Femmes et des Enfants.	73
7. Armements	74
8. Commission internationale du Blocus	82

CHAPITRE III.

TRAVAIL DU SECRÉTARIAT.



**B. THE WORK OF THE TECHNICAL ORGANISATIONS CONSTITUTED UNDER
THE RESOLUTIONS OF THE ASSEMBLY.**

1. The Transit Conference	53
2. The Provisional Economic and Financial Committee	54
3. The Health Organisation	59

**C. THE WORK OF THE COMMITTEES AND CONFERENCES APPOINTED OR CON-
VENED BY THE COUNCIL IN EXECUTION OF THE RESOLU-
TIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE ASSEMBLY.**

1. The Committee of Enquiry into the Staff and Organisation of the Secretariat... ..	61
2. The Committee on Amendments to the Covenant	62
3. The Committee on the Allocation of the Expenses of the League	67
4. The Committee appointed to consider the Scope of Article 18 of the Covenant (Registration of Treaties)	70
5. The Advisory Committee on the Opium Traffic	71
6. The Conference on the Traffic in Women and Children... ..	73
7. Armaments	74
8. The International Blockade Commission	82

CHAPTER III.

THE WORK OF THE SECRETARIAT.

CHAPITRE PREMIER

**APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX
DU CONSEIL**

CHAPTER ONE

**THE GENERAL WORK OF THE
COUNCIL**

A. MESURES ADMINISTRATIVES PRISES PAR LE CONSEIL EN VERTU DES TRAITÉS DE PAIX.

I. TERRITOIRE DE LA SARRE.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT.

Conformément aux stipulations du Traité de Versailles, le Bassin de la Sarre est gouverné par une Commission de cinq membres nommés par le Conseil. Le mandat de quatre de ces membres nommés pour une année expirant le 13 février 1921, le Conseil, lors de sa douzième session à Paris, a renouvelé ce mandat pour une autre année. Ces membres sont :

M. LAMBERT	Belge.
Comte de MOLTKE-HUITFELD	Danois.
M. V. RAULT	Français.
M. R. D. WAUGH	Canadien.

M. RAULT a été de nouveau nommé Président. Le cinquième membre, M. HECTOR (Sarrois), ayant été nommé le 20 septembre 1920 pour succéder au premier membre sarrois de la Commission, démissionnaire, reste en fonctions jusqu'au 20 septembre 1921.

PROTESTATIONS DU GOUVERNEMENT ALLEMAND.

Depuis la première session de l'Assemblée, le Conseil a examiné trois questions relatives au Bassin de la Sarre, soulevées par le Gouvernement allemand. Ce dernier protestait contre certains faits ou certaines mesures prises dans le Bassin de la Sarre et réclamait l'intervention de la Société des Nations.

Le Gouvernement allemand protestait contre :

1. la présence des troupes françaises et l'exercice de la juridiction militaire française sur le territoire de la Sarre ;
2. l'expulsion d'habitants de la Sarre ;
3. l'introduction de l'emploi de la monnaie française dans les services de chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones.

Après avoir étudié les notes allemandes sur ces différents points, ainsi que les observations et les explications présentées par le Président de la Commission de gouvernement, le Conseil a adopté trois rapports. Ces rapports, et la correspondance relative à ces questions, ont été communiqués à tous les Membres de la Société des Nations à titre d'information.

M. Rault assistait à la séance du Conseil consacrée à ces questions. Le Conseil lui exprima son approbation générale pour son administration.

1° *Présence de troupes françaises et exercice de la juridiction militaire française dans la Sarre.*

Le Gouvernement allemand protestait non seulement contre la présence de troupes françaises et contre l'exercice de la juridiction militaire dans le territoire de la Sarre, mais aussi contre le maintien d'une force spéciale de gendarmerie française, qui, de l'avis du Gouvernement allemand, servait en quelque sorte de police politique. Il protestait également contre l'application de la loi française aux habitants de la Sarre, par des conseils de guerre, jugeant au nom du peuple français et non pas au nom de la Commission de gouvernement.

A. THE ADMINISTRATIVE WORK OF THE COUNCIL ARISING OUT OF THE PEACE TREATIES.

I. THE TERRITORY OF THE SAAR.

THE GOVERNING COMMISSION.

In accordance with the provisions of the Treaty of Versailles, the Saar Basin has been governed by a Commission of five, appointed by the Council. The term of office of four of the five members who were appointed for the first year of the Commission's work expired on February 13th, 1921, and the Council during its 12th session in Paris reappointed these members for another year

M. LAMBERT Belgian.
Count de MOLTKE-HUITFELDT Dane.
M. V. RAULT French.
Mr. R. D. WAUGH Canadian.

M. RAULT was again appointed Chairman. M. HECTOR (Sarrois), the fifth member of the Commission, was appointed on September 20th, 1920, as successor to the original Saar member of the Commission, resigned. He therefore holds office until September 20th, 1921.

PROTESTS OF THE GERMAN GOVERNMENT.

Since the first session of the Assembly, the Council has considered three questions concerning the Saar Basin raised by the German Government, which has protested against certain conditions or certain measures taken in the Saar Basin, and requested action by the League of Nations.

The three questions were :

- (1) The presence of French troops and the application of French military law in the Saar ;
- (2) The expulsion of inhabitants from the Saar ;
- (3) The introduction of French money in the railway, postal, telegraph and telephone services.

After examination of the German notes on these subjects and the observations and statements of the Chairman of the Governing Commission, the Council adopted three reports which, together with the correspondence on these questions, have been communicated to all the Members of the League of Nations for their information

M. Rault was present during the discussion of these questions by the Council, which expressed general approval of his administration.

(1) *The Presence of French Troops and the Application of French Military Law in the Saar.*

The German Government protested not only against the presence of French troops in the Saar and the exercise of military jurisdiction over the inhabitants, but also against the maintenance of a special French gendarmerie which was used, it was alleged, as a kind of special political police, and against the application to Saar inhabitants by French courts-martial of French law on behalf of the French nation and not of the Governing Commission.

Le Gouvernement allemand invoquait le paragraphe 30 de l'annexe au Traité de Versailles, relative au Bassin de la Sarre, pour alléguer qu'on ne devait conserver sur le territoire qu'une gendarmerie locale en vue du maintien de l'ordre. Etant donné que cette gendarmerie avait été constituée par décret en juillet 1920, la décision prise par le Conseil le 13 février 1920, autorisant la Commission de gouvernement à requérir l'aide de certaines troupes en attendant la constitution d'une force de gendarmerie, ne pouvait plus, de l'avis du Gouvernement allemand, justifier le maintien de ces troupes. Dans tous les cas, selon le Gouvernement allemand, les habitants des territoires ne pouvaient être jugés que conformément aux lois prévues par le Traité et par les tribunaux institués à cet effet.

En conséquence, l'Allemagne réclamait le retrait des troupes françaises, l'abolition de la juridiction des conseils de guerre et l'annulation des jugements prononcés par ces derniers contre les habitants.

La Commission de gouvernement a fait ressortir qu'aux termes du paragraphe 30, il lui incombait de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les habitants et les propriétés ; que les troupes en question ne constituaient pas une armée d'occupation, mais une garnison, et que leur chef était tenu d'obéir à tous les ordres du Président de la Commission ; que, d'autre part, une gendarmerie locale posséderait tous les défauts inhérents à une police recrutée sur place et que l'entretien d'une force de police locale suffisante constituerait une lourde charge pour les ressources financières du territoire. La Commission a déclaré également que, suivant la procédure adoptée déjà depuis quelques mois, les conseils de guerre ne jugeraient plus que les cas universellement reconnus comme relevant du droit international et qu'ils n'exerceraient aucune juridiction sur les habitants.

Le rapport sur cette question adopté par le Conseil concluait, après avoir examiné la situation, qu'il n'y avait pas lieu de modifier l'opinion du Conseil déjà exprimée le 13 février 1920 : étant donné qu'il incombe à la Commission de protéger les personnes et la propriété, elle a également le droit de demander le maintien ou le renvoi de la totalité ou d'une partie des troupes appelées à maintenir l'ordre et ce, en cas d'urgence, jusqu'à l'établissement d'une force de gendarmerie sarroise. Le rapport déclarait en outre que l'obligation de maintenir l'ordre était de la plus grande importance et comportait le droit d'utiliser, en cas de besoin, toutes forces qui pourraient être mises à la disposition de la Commission. La Commission seule était juge du degré de nécessité. D'autre part, la Commission était évidemment responsable vis-à-vis de la Société des Nations de la manière dont elle pourrait exercer ce droit. Le Conseil n'envisageait pas le maintien d'une garnison étrangère comme une des conditions permanentes de l'organisation de la Sarre, et décidait qu'il y aurait lieu de se passer de troupes étrangères dès que la gendarmerie locale serait suffisamment organisée.

Quant à l'exercice de la juridiction militaire, le Conseil était d'avis qu'en temps normal la justice ne pouvait être rendue qu'au nom de la Commission de gouvernement, conformément à la législation en vigueur dans la Sarre en novembre 1918 (sous réserve de toutes modifications qui y seraient apportées par la Commission après avoir consulté les représentants élus des habitants) et uniquement par les tribunaux désignés dans le Traité. Le Conseil reconnaissait la situation spéciale dans laquelle se trouvait la Commission de gouvernement ; il était d'avis qu'on pouvait difficilement lui refuser le droit de transférer, si elle le jugeait nécessaire, ce droit de juridiction à des conseils de guerre ; néanmoins, il estimait que c'étaient là des circonstances spéciales qui ne pouvaient guère se produire à l'avenir, après la création de la Cour suprême du Bassin de la Sarre.

Les conclusions de ce rapport ont été communiquées à la Commission de gouvernement à titre de directives, avec prière de vouloir bien fournir dans ses rapports périodiques des renseignements détaillés sur les progrès de l'organisation de la gendarmerie locale et sur la possibilité de réduire l'effectif de la garnison française. Un exemplaire de ce rapport a été également adressé au Gouvernement allemand.

2^o *Expulsion d'habitants de la Sarre.*

Par lettre au Secrétaire général, en date du 31 mars 1921, le Gouvernement allemand a protesté contre les expulsions « en masse » d'habitants du Bassin de la Sarre, expulsions, déclarait-il, ordonnées par les autorités militaires françaises au cours d'une grève de fonctionnaires en août 1920, après la proclamation de l'état de siège par la Commission de gouvernement. Il protestait également

The German Government claimed that under paragraph 30 of the Saar Annex to the Treaty of Versailles, no forces should be maintained in the Saar for the preservation of order except the local gendarmerie ; that, as this gendarmerie had been constituted by decree in July, 1920, the decision of the Council on February 13th, 1920, that the Governing Commission might have the assistance of certain troops in the Saar, pending the establishment of a gendarmerie of the Saar, could no longer justify their retention ; and that in any case jurisdiction could not be exercised over the inhabitants except in accordance with the laws and by the tribunals provided for in the Treaty.

Germany therefore asked that the French troops should be removed, that the jurisdiction of the courts-martial should be abolished, and that the sentences pronounced by them on the inhabitants should be annulled.

The Governing Commission pointed out that under paragraph 30 it was obliged to provide in all cases for the protection of persons and property ; that the troops were not a force of occupation, but garrison troops, and that their commander must comply with all requests made by the Chairman of the Commission ; that a local gendarmerie would possess the defects inherent in police obtained by local recruiting ; and that the maintenance of a sufficiently large local force would be a crushing charge upon the financial resources of the Territory. It also stated that, in accordance with the practice which had been adopted for some months, the courts-martial " would deal only with cases covered by the regulations generally recognised in international law ", and that they had no jurisdiction over the inhabitants.

The report on this question adopted by the Council reviewed the situation and concluded that there was no reason to modify the attitude of the Council as expressed on February 13th, 1920, when it was held that by reason of the Commission's duty " to protect persons and property, it would have the power to demand the maintenance or return of all or a part of the troops called up to preserve order, if necessary till the establishment of a Saar gendarmerie." It was further stated in the report that the duty of maintaining order was paramount and carried with it the right to make use, in cases of necessity, of any force which could be placed at the disposal of the Commission and that the Commission must be the judge of the degree of necessity. It was laid down, on the other hand, that the Commission was, of course, responsible to the League of Nations for the manner in which it exercised this discretion and that the Council did not contemplate the maintenance of a foreign garrison as a permanent feature of the organisation of the Saar, but adopted the policy of dispensing with the support of foreign troops as soon as the development of the local gendarmerie permitted.

With regard to the exercise of military jurisdiction, the Council held the view that justice could only in normal circumstances be exercised in the name of the Governing Commission, in accordance with the law in force there on November 11th, 1918, subject to any modifications of the law made by the Commission after consulting the elected representatives of the inhabitants, and only by the courts named in the Treaty. Although the Council recognised the emergency in which the Governing Commission had found itself, and considered that the Commission could hardly be denied the right of giving jurisdiction, so far as it considered it necessary, to courts-martial, it took the view that such exceptional circumstances were not likely to arise in the future after the establishment of the Supreme Court of the Saar Basin.

The conclusions of the report were communicated to the Governing Commission for its guidance, with the request that detailed information as to the development of the local gendarmerie and as to the prospects of reducing the French troops should be inserted in its periodical reports. A copy of the report was also sent to the German Government.

(2) The Expulsion of Inhabitants from the Saar

The German Government, in a letter to the Secretary-General of March 31st, 1921, protested against the expulsions " en masse " of inhabitants of the Saar Basin which, it stated, had been effected by French military authority during a strike of officials in August, 1920, after the proclamation of a state of siege by the Governing Commission. It also protested against the continued exclusion

contre le fait que le retour d'un grand nombre de ces expulsés restait encore interdit, malgré la levée de l'état de siège.

Le Gouvernement allemand a soutenu que ces expulsions étaient contraires au Traité de Versailles, à la loi relative à la liberté de déplacement et de résidence, en vigueur dans la Sarre, et au devoir de protéger la population qui incombait à la Commission. Il a déclaré, en outre, que ces expulsions s'effectuaient souvent avec une grande rigueur et que des personnes qui n'étaient pour rien dans la grève des fonctionnaires en avaient été victimes.

Dans des rapports antérieurs, le Président de la Commission de gouvernement avait déclaré que, au moment de la grève, il avait donné au général français, commandant les troupes, pleins pouvoirs pour assurer l'ordre et que ce dernier avait jugé nécessaire d'ordonner l'expulsion d'une centaine environ de pangermanistes notoires, dont la plupart n'étaient pas originaires du territoire de la Sarre.

Le Conseil a estimé à nouveau que la Commission devait avoir tous les pouvoirs nécessaires dans le cas d'événements extraordinaires, mais il a jugé que la situation serait différente après le retour aux conditions normales. Il a donc recommandé à la Commission de procéder à une nouvelle enquête sur tous les ordres d'expulsion encore en vigueur, afin de les réduire au minimum ; il a demandé également que, pour tous les cas examinés, un rapport fût bientôt adressé au Conseil. Copie du rapport adopté a été adressée au Gouvernement allemand.

3° Introduction de l'emploi de la monnaie française dans les services des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones.

Le Gouvernement allemand a déclaré que le décret de la Commission de Gouvernement, en date du 16 mars 1921, substituant le franc au mark comme monnaie légale pour les salaires et les tarifs en vigueur dans les services postaux, téléphoniques et télégraphiques de la Sarre, était contraire au § 32 de l'annexe du Traité de Versailles relatif à la Sarre. Cette annexe stipulait qu'aucune restriction ne serait apportée à la circulation de la monnaie française dans le territoire et particulièrement à l'usage de la monnaie française par les mines appartenant à l'Etat français. L'Allemagne soutenait que ce paragraphe impliquait que le mark était la seule monnaie légale du territoire et que la circulation du franc était simplement tolérée par le Traité. Le Président de la Commission de gouvernement, d'autre part, affirmait que, outre les droits conférés aux mines appartenant à l'Etat français, le § 32 autorisait la Commission de gouvernement à faire du franc la monnaie légale, si elle le jugeait convenable ; il ajoutait que le Traité ne prévoyait pas le maintien du mark comme seule monnaie légale du territoire ; que, d'après le § 19, la Commission de gouvernement avait pleins pouvoirs pour l'administration et la bonne marche des services publics et que, d'après l'article 33, la Commission de gouvernement elle-même avait la compétence nécessaire pour interpréter ces stipulations. De plus, la Commission de gouvernement faisait remarquer que ce décret avait été adopté en raison de la valeur plus stable du franc et parce que les opérations financières importantes de ces services étaient faites en cette monnaie.

Le Conseil, après avoir examiné en détail la situation au point de vue juridique et pratique, a estimé que le Traité ne prévoyait pas que le mark fût conservé comme seule monnaie légale dans le territoire et que, en promulguant ce décret, la Commission n'avait pas excédé les pouvoirs qu'elle tenait des articles 19 et 33, bien que la question de l'application de l'article 23, stipulant que les modifications apportées aux lois du territoire doivent être précédées d'une consultation des représentants des habitants, ne soit pas en l'espèce d'une clarté absolue. Le rapport se termine par une résolution déclarant que le décret du 16 mars ne donne lieu à aucune observation de la part du Conseil. Cette résolution a été communiquée au Gouvernement allemand.

EXPÉDITIONS PAR VOIES FERRÉES A DESTINATION OU EN PROVENANCE DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

Cette question, qui a été soulevée par la Commission de gouvernement, est inscrite à l'ordre du jour de la session de septembre du Conseil. La Commission de gouvernement déclare que la Sarre n'a pu adhérer à la Convention internatio-

from the Territory, after the removal of the state of siege, of many of the persons who had been expelled.

The German Government contended that these expulsions were contrary to the Treaty of Versailles, to the law concerning liberty of movement and residence in force in the Saar, and to the Commission's duty of protecting the population. It stated, moreover, that the expulsions were frequently carried out with great severity, and against persons in no way connected with the strike of officials.

In previous reports, the Chairman of the Governing Commission had explained that, at the time of the strike, he had given the French general in command of the troops complete freedom to ensure order, and that the latter had considered it necessary to decree the expulsion of about one hundred notorious Pan-Germans, mostly foreign to the Territory.

The Council again took the view that the Commission must have all necessary power in cases of emergency, but it held that the position would be different after a return to normal conditions. It therefore recommended that the Commission should institute a new enquiry into each sentence of expulsion still in force, in order to reduce them to a minimum, and it asked that reports should in each case be made to the Council at an early opportunity. A copy of the report adopted was sent to the German Government.

(3) *The Introduction of French Money in the Railway, Postal, Telegraph and Telephone Services.*

The German Government protested that the Governing Commission's decree of March 16th, 1921, by which the franc was substituted for the mark as the currency to be used for salaries and rates in the postal, telephone and telegraph services of the Saar, was contrary to paragraph 32 of the Saar Annex to the Treaty of Versailles, which provided that no restriction should be imposed on the circulation of French money in the Territory, and especially on the use of French money by the French State Mines. Germany contended that this paragraph implied that the mark was the sole legal currency of the Territory, and that the circulation of the franc was merely legally tolerated. The Chairman of the Governing Commission argued, on the other hand, that in addition to the rights which were given to the French State Mines, paragraph 32 authorised the Governing Commission to make the franc legal tender if it thought fit to do so, that the Treaty did not provide for the retention of the mark as the sole legal currency in the Territory, that under paragraph 19 the Governing Commission had full power to administer and operate the public services, and that by Article 33 the Governing Commission itself had the authority to interpret these provisions. The Governing Commission, moreover, explained that this decree had been adopted because of the more stable value of the franc, and because the chief financial transactions of these public services were conducted in that currency.

The Council, after an examination in considerable detail, of the legal and practical situation, took the view that the Treaty did not provide for the retention of the mark as the only legal currency in the Territory and that the decree was justified by virtue of the Commission's powers under Articles 19 and 33, even though the requirements of Article 23 (which stipulates that changes in the law of the Territory shall be made only after consultation with the representatives of the inhabitants) in such a case were not altogether clear. The report concluded with a resolution declaring that the decree of March 16th did not call for any observations on the part of the Council. This resolution was communicated to the German Government.

RAILWAY TRANSPORT TO AND FROM THE SAAR TERRITORY.

This question has been raised by the Governing Commission and placed on the agenda of the September session of the Council. The Governing Commission states that the adhesion of the Saar to the International Convention of 1890

nale de 1890 sur le transport des marchandises par voies ferrées (Convention de Berne) en raison de l'opposition du Gouvernement allemand et qu'en conséquence, l'Allemagne insiste pour que les expéditions de marchandises entre l'Allemagne et la Sarre soient soumises au règlement intérieur allemand concernant les transports.

Le Président de la Commission de gouvernement déclare que le Gouvernement allemand fonde sa décision sur le fait que la convention est conclue entre des « Etats », que la Sarre n'est pas un Etat et que l'adhésion de l'Allemagne à la convention vaut pour la Sarre, puisque la Sarre est territoire allemand.

La Commission de gouvernement soutient que l'Allemagne n'est plus en mesure d'exercer ses droits de souveraineté sur la Sarre, que c'est la Commission qui doit agir, en tant qu'Etat souverain, et qu'elle a reçu, d'une manière bien définie, tous pouvoirs pour l'administration des chemins de fer. Le Président de la Commission montre les difficultés matérielles de la situation, qui ont pour résultat, par exemple, de faire parcourir au charbon de la Sarre un kilométrage double de celui qui suffirait si la convention de Berne était applicable.

La Commission de gouvernement demande au Conseil : 1° d'intervenir pour que la Sarre puisse adhérer à la Convention ; 2° d'examiner la question conformément aux articles 376, 365 et d'après le § 22 de l'annexe au Traité de Versailles relatif à la Sarre, articles et paragraphe qui traitent des droits et des privilèges en matière de transit et de transport de la Sarre de ceux des Puissances alliées et associées, particulièrement en Allemagne, et des pouvoirs que possède la Société des Nations de régler les différends se rapportant à la partie XII du Traité (ports, voies d'eau et voies ferrées).

AUTRES QUESTIONS RELATIVES A LA SARRE.

Selon la décision adoptée dès le début, la Commission de gouvernement a présenté des rapports généraux périodiques sur la situation de la Sarre et sur l'œuvre de la Commission. Les sixième et septième rapports, qui traitent de la période s'étendant de novembre 1920 à mai 1921, étudient, d'une façon détaillée, la question de la situation et de l'emploi relatif du franc et du mark dans le territoire de la Sarre. Il semble, à présent, qu'une grande majorité des salariés, y compris les mineurs, les ouvriers sur métaux et les employés des postes, des téléphones et des télégraphes, sont payés en francs.

Dans son étude générale de la situation, au cours des six derniers mois, le Président indique qu'il n'y a pas eu de désordre ou de grève sérieuse et que le budget du territoire, pour l'exercice financier 1920-1921, accuse un excédent de recette de 25 millions de marks. Parmi les autres questions importantes, ces rapports signalent également l'établissement de la Cour suprême de Justice à Sarrelouis, le règlement de la question des fonctionnaires, l'organisation du territoire, au point de vue de l'administration locale, et la réduction de la taxe de charbon de 20 % à 10 %.

Le huitième rapport, relatif à la période s'étendant de mai à août 1921, vient d'être reçu et sera transmis, pour information, à tous les délégués pendant la session de l'Assemblée.

Le texte du protocole signé à Berlin le 3 juin, entre le Gouvernement allemand et la Commission de gouvernement du bassin de la Sarre, au sujet de diverses questions en suspens entre les deux Gouvernements et comprenant relations financières, les assurances sociales et les secours aux mutilés, a été soumis au Conseil, par la Commission, ainsi que le rapport spécial sur les négociations de Berlin. Outre ces rapports, la correspondance échangée entre le Gouvernement de la Sarre et l'Allemagne, au sujet de la protection à l'étranger, par le Gouvernement français, des intérêts des habitants de la Sarre, ainsi que certains ordres envoyés de Prusse à la police de la Sarre et des protestations contre l'immixtion des autorités allemandes dans l'administration du territoire de la Sarre, ont été transmis au Conseil et aux Membres de la Société, à titre d'information. Deux pétitions des habitants de la Sarre, protestant contre des actes de la Commission, leur ont été également transmises.

concerning the transport of goods by rail (Berne Convention) has been prevented by the opposition of the German Government, and that Germany insists upon treating shipments between Germany and the Saar as subject to the internal German transport regulations.

The Chairman of the Governing Commission states that the German Government bases its decision on the fact that the Convention is between "States," that the Saar is not a State, and that, in fact, the German adhesion to the Convention applies to the Saar, as the Saar is German territory.

The Governing Commission claims that Germany is no longer able to exercise her sovereign rights over the Saar; that it is the Commission which must act in the capacity of the sovereign State, and that the Commission has been specifically given full power to administer the railways. The Chairman of the Commission goes on to explain the practical difficulties of the situation, which in one case results in the transport of Saar coal over twice the mileage which would be required if the Berne Convention applied.

The Governing Commission requests the Council (1) to intervene in order that the Saar may be able to adhere to the Convention, and (2) to take up the question under Articles 376, 365 and paragraph 22 of the Saar Annex to the Treaty of Versailles, which concern the transit and transport rights and privileges of the Saar and of the Allied and Associated Powers, particularly in Germany, and the power of the League of Nations to settle disputes arising from Part XII of the Treaty (Ports, Waterways and Railways).

OTHER SAAR QUESTIONS.

In accordance with the practice adopted from the beginning, the Governing Commission has submitted general periodic reports on conditions in the Saar and on the action of the Commission. Both the sixth and seventh reports, which cover the period from November, 1920, to May, 1921, treat at great length the question of the relative position and use of the franc and the mark in the Territory. It would now appear that a large majority of the wage-earners, including the miners, metal-workers and the postal, telephone and telegraph employees, are paid in francs.

In his general review of the situation during these six months, the Chairman points out that there have been no serious disturbances or strikes, and that the budget of the Territory for the fiscal year 1920-21 show a credit balance of 25 million marks. Among other matters of importance these reports also record the establishment of the Supreme Court of Justice at Saarlouis, the settlement of the question of the officials, the organisation of the Territory for purposes of local administration, and the reduction of the coal tax from 20 % to 10 %.

The eighth report, for the period May to August, 1921, has just been received, and will be circulated for the information of all the Delegates during the present session of the Assembly.

The text of the Protocol signed at Berlin on June 3rd between the German Government and the Saar Basin Governing Commission, concerning various problems between the two Governments, including financial relations, social insurance and the relief of disabled soldiers, has been submitted by the Commission to the Council, together with a special report on the negotiations at Berlin. In addition to these reports, correspondence between the Saar Government and Germany concerning the protection abroad by the French Government of the interests of the inhabitants of the Saar, certain orders sent to the Saar Police from Prussia, and cases of alleged interference on the part of the German authorities in the administration of the Saar Territory have been circulated to the Council and to the Members of the League for their information. Two petitions from Saar inhabitants against the action of the Commission have also been circulated.

II. VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Au cours de la première session de l'Assemblée, le Conseil a, dans un rapport et dans une résolution adoptés le 17 novembre 1920, tracé les grandes lignes de la politique à suivre dans l'exécution des obligations touchant la Ville libre de Dantzig qui ont été confiées à la Société des Nations par le Traité de Versailles. Après un examen approfondi des stipulations du Traité et de la situation internationale de la Ville libre, le Conseil décida ;

a) que Dantzig serait placé sous la protection de la Société des Nations, à dater de sa constitution (15 novembre 1920), et que la Pologne paraissait particulièrement désignée pour recevoir éventuellement de la Société des Nations la tâche d'assurer la défense de la Ville libre ;

b) que la constitution de Dantzig serait placée sous la garantie de la Société des Nations, à dater également du 15 novembre 1920, mais que Dantzig serait priée d'apporter certains changements au texte de cette constitution ;

c) Qu'aucune modification qui serait en contradiction avec le statut de la Ville libre ne pourrait être introduite, sans l'assentiment préalable de la Société, dans la Convention du 9 novembre 1920 entre la Pologne et Dantzig, Convention dont le Conseil a pris connaissance sous forme de projet ;

d) que le Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, dont une des fonctions principales consistera, conformément à la Convention du 9 novembre, à trancher les litiges survenus entre la Pologne et Dantzig, devait être nommé pour une période de trois ans et que les dépenses afférentes seraient réparties entre la Pologne et Dantzig.

L'intervention ultérieure du Conseil dans les questions relatives à Dantzig s'est étendue surtout à l'application pratique ou à l'exécution des décisions prises lors de la session de Novembre.

Sept questions relatives à Dantzig ont été discutées à la douzième session du Conseil (février-mars 1921) et quatorze questions à la treizième session (juin 1921). Au cours de la treizième session, le général Haking, Haut Commissaire, M. Sahm, Président du Sénat de Dantzig, et M. Askenazy, délégué de la Pologne, ont assisté aux discussions. Le Haut-Commissaire a été invité à se trouver à Genève lorsque le présent rapport serait soumis à l'Assemblée.

1^o DÉFENSE DE LA VILLE LIBRE.

Après avoir procédé à l'examen des divers rapports qui ont été soumis sur cette question, le Conseil a adopté, à la date du 22 juin, une résolution dont voici le premier article :

« Le Gouvernement polonais est particulièrement désigné pour assurer éventuellement la défense terrestre de Dantzig, ainsi que le maintien de l'ordre sur le territoire de la Ville libre, au cas où les forces de police locale seraient insuffisantes.

» A cet effet, le Haut Commissaire demandera éventuellement des instructions au Conseil de la Société des Nations, en lui soumettant, s'il le juge opportun, des propositions sur les mesures à prendre. »

D'autres articles stipulent que, dans des cas spéciaux d'urgence, le Haut Commissaire est autorisé à s'adresser directement à la Pologne pour obtenir son aide en vue d'assurer la défense de la Ville libre ou de maintenir l'ordre. Il est stipulé que lorsque ces objectifs auront été atteints à la satisfaction du Haut Commissaire, les troupes polonaises devront se retirer. Dans tous les cas, le Conseil peut prendre des dispositions pour obtenir la collaboration soit de la Pologne, soit d'un ou de plusieurs Membres de la Société. Le Haut Commissaire doit présenter un rapport à la Société sur les mesures prises en pareils cas. Le Haut Commissaire a été prié, en outre, d'examiner les moyens de fournir dans le port de Dantzig, sans toutefois établir une base navale, un « port d'attache » pour les vaisseaux de guerre polonais, mais le Conseil n'a pas pris de décision sur la défense de Dantzig par mer.

II. THE FREE CITY OF DANZIG.

During the first session of the Assembly, the Council in a report and resolution adopted on November 17th, 1920, laid down the general lines of the policy to be pursued in discharging those duties with regard to the Free City of Danzig which were entrusted to the League of Nations by the Treaty of Versailles. After a careful consideration of the specific provisions of the Treaty and the international position of the Free City, the Council decided:—

(a) That Danzig should be placed under the protection of the League of Nations from the time of its establishment (November 15th, 1920); and that Poland appeared particularly fitted to be, if the circumstances required it, entrusted by the League of Nations with the duty of ensuring the defence of the Free City.

(b) That the Constitution should be placed under the guarantee of the League of Nations, also from November 15th, 1920, but that Danzig should be requested to make certain specified changes in the text of that document.

(c) That no modification contrary to the statute of the Free City should be introduced, without the previous assent of the League, into the Polish-Danzig Convention of November 9th, 1920, which was noted, in draft form, by the Council.

(d) That the High Commissioner of the League of Nations in Danzig, one of whose principal duties would be to settle differences arising between Poland and Danzig under the Convention of November 9th, should be appointed for three years, and that the expenses of the post should be divided between Poland and Danzig.

The subsequent action of the Council on Danzig questions has been largely in the nature of a practical application, or execution, of the decisions taken at the November session.

Seven questions relating to Danzig were discussed at the 12th session of the Council (February-March, 1921), and fourteen questions at the 13th session (June, 1921). During the 13th session, General Haking, the High Commissioner, President Sahm of the Danzig Senate, and M. Askenazy, the Polish Delegate, were present during the discussion of Danzig questions by the Council. The High Commissioner has been invited to be present in Geneva when this report is presented to the Assembly.

(1) THE DEFENCE OF THE FREE CITY.

After the consideration of various reports which had been submitted on this question, the Council on June 22nd, 1921, adopted a resolution, the first article of which reads as follows:—

“ The Polish Government is specially fitted to ensure if circumstances require it, and in the following conditions, the defence of Danzig by land, as well as the maintenance of order in the territory of the Free City in the event of the local police forces proving insufficient.

“ With this object in view, the High Commissioner will, if occasion arises, request instructions from the Council of the League of Nations, and will, if he thinks fit, submit proposals.”

Other Articles provide that in specified cases of urgency the High Commissioner may ask directly for Polish assistance to ensure the defence of the Free City or to maintain order. It is laid down that, when these objects have been attained to his satisfaction, the Polish troops shall be withdrawn. In all cases, the Council may arrange for the collaboration with Poland of one or more Members of the League. Moreover, the High Commissioner is to present a report to the League on the measures taken in such cases. The High Commission was further asked to examine the means of providing in the Port of Danzig, without establishing a naval base, a “ port d'attache ” for Polish war vessels, but the Council did not decide under what conditions the defence of Danzig by sea should be secured.

2° FABRICATION, VENTE, EMMAGASINAGE ET TRANSIT DU MATÉRIEL DE GUERRE
A L'INTÉRIEUR DE LA VILLE LIBRE.

Conformément à la résolution du Conseil du 17 novembre 1920, l'article suivant a été inséré dans la Constitution :

« Article 5. — La Ville libre ne pourra en aucun cas :

- » 1° servir de base militaire ou navale ;
- » 2° élever des fortifications ;
- » 3° autoriser la fabrication de munitions ou de matériel de guerre sur son territoire sans le consentement préalable de la Société des Nations. »

Etant donnés, toutefois, les événements qui se sont passés à Dantzig, le Haut Commissaire a désiré recevoir des instructions complémentaires touchant l'interprétation et la signification de cet article, l'attitude de la Société à l'égard de la question générale de la fabrication, de la vente, de l'emmagasinement et du transit du matériel de guerre à l'intérieur de la Ville libre et les pouvoirs du Haut Commissaire dans ce domaine.

La question fut soumise à la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes et, sur la recommandation de cette Commission, le Conseil décida, au cours de sa treizième session, d'interdire la fabrication, la vente, le transit et l'emmagasinement temporaire de matériel de guerre dans la Ville libre sans le consentement préalable de la Société. Cette décision a été prise sous réserve, bien entendu, des droits conférés à la Pologne par le Traité de Versailles et de ceux que possède la Conférence des Ambassadeurs sur le matériel de guerre laissé dans la Ville libre par l'Allemagne.

Il fut décidé, en outre, que du matériel d'aviation civile pourrait être fabriqué sous la surveillance du Haut Commissaire. Le Conseil a spécifié que l'autorité compétente au nom de la Société pour définir ce qui était matériel de guerre et ce qui ne l'était pas, était le Haut Commissaire ; celui-ci devait être informé de la présence de tout matériel de guerre existant à Dantzig ; il était autorisé à requérir de la Ville libre la mise sous séquestre de ce matériel jusqu'à ce qu'une enquête approfondie ait pu en définir la nature.

La Manufacture de fusils de Dantzig.

La manufacture de fusils de Dantzig, qui appartenait au Gouvernement allemand, fit l'objet d'un examen spécial. Cette manufacture a été administrée par la Ville pour le compte des Principales Puissances alliées et associées, qui en sont les propriétaires provisoires. Au mois de décembre 1920, Dantzig demanda l'autorisation de fabriquer 50.000 fusils pour le Pérou, mais le Conseil, après avoir examiné cette question au cours de ses onzième et douzième sessions, décida, nonobstant les raisons économiques invoquées par la Ville libre, que la Société des Nations ne saurait prendre la responsabilité d'augmenter les stocks d'armes existant dans le monde. Toutefois, le Conseil accorda l'autorisation de terminer, s'il était possible de le faire à bref délai, sous la surveillance du Haut Commissaire, les travaux entrepris antérieurement à la Constitution de la Ville libre, en vertu de contrats établis de bonne foi. En mai 1921, le Haut Commissaire présenta un rapport sur l'activité de la manufacture à cette date ; ce rapport mentionnait des contrats pour la Pologne et le Mexique et un projet de fabrication de fusils de chasse.

Le Conseil, au cours de sa session de juin, a décidé que toute fabrication d'armes, y compris les fusils de chasse, devait prendre fin immédiatement et que la manufacture d'armes devait être fermée à la date du 30 juillet 1921.

3° CONSTITUTION DE LA VILLE LIBRE ET QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES.

Les amendements à la Constitution de la Ville libre, demandés par le Conseil dans sa résolution du 17 novembre 1920, comportaient :

- a) l'interdiction déjà mentionnée d'employer Dantzig comme base militaire ou navale ;

(2) THE MANUFACTURE, SALE, STORAGE AND TRAFFIC IN WAR MATERIAL WITHIN THE FREE CITY.

In accordance with the Council's resolution of november 17th, 1920, the following Article was inserted in the Constitution :

“ Article 5. — The Free City of Danzig cannot, without the previous consent of the League of Nations, in each case :

” (1) Serve as a military or naval base ;

” (2) Erect fortifications ;

” (3) Authorise the manufacture of munitions or war material on its territory. ”

Owing to events in Danzig, however, the High Commissioner desired further instructions regarding the interpretation and significance of this Article, regarding the attitude of the League towards the general question of the manufacture, sale, storage, and traffic in war material within the Free City, and regarding his powers in this connection.

The matter was referred to the Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions ; and, on the recommendation of the Commission, the Council, at its 13th Session, decided to prohibit the manufacture, sale, transit, and temporary storage of war material in the Free City without the previous consent of the League. This decision was subject, naturally, to the rights of Poland under the Treaty of Versailles, and of the Conference of Ambassadors in respect of former German war material in the Free City. It was further resolved that civil air material might be manufactured under the supervision of the High Commissioner. The Council decided that the High Commissioner was the authority under the League to decide what was and what was not war material ; that he should be kept informed of the presence of war material in Danzig ; and that he should be empowered to request Danzig to sequester such material pending an investigation into its nature.

The Rifle Factory in Danzig.

The former German Government Rifle Factory in Danzig required special consideration. It has been managed by Danzig for the Principal Allied and Associated Powers, who are the temporary owners. In December, 1920, Danzig requested permission to manufacture 50,000 rifles for Peru, but the Council, after consideration of this question at its 11th and 12th sessions, decided that, despite the appeal of the Free City on economic grounds, the League could not undertake the responsibility for increasing the stock of arms in the world. Authorisation was given, however, for the completion, under the supervision of the High Commissioner, of work undertaken before the establishment of the Free City, by virtue of bona fide contracts, which could be completed within a brief period. The High Commissioner in May, 1921, reported on the work of the factory at that time, which included contracts for Poland and Mexico, and on a proposal for the manufacture of sporting rifles.

The Council, during its session in June, definitively decided that all manufacture of arms, including sporting rifles, must cease immediately, and that the Rifle Factory must be closed down on July 30th, 1921.

(3) CONSTITUTION OF THE FREE CITY AND CONSTITUTIONAL QUESTIONS.

The amendments to the Constitution of the Free City requested by the Council in its resolution of November 17th, 1920, provided :

(a) for the prohibition, already mentioned, of the use of Danzig as a military or naval base ;

b) la suppression du mot « hanséatique » dans la rédaction ;

c) la réunion en un seul article des deux articles ayant trait au caractère officiel de la langue allemande et aux droits de la fraction de langue polonaise de la population ;

d) une déclaration spéciale, selon laquelle le pouvoir constitutionnel du Sénat de Dantzig, quant aux affaires extérieures de Dantzig, et celui de l'Assemblée législative de Dantzig, quant à la conclusion des Traités, ne devait affecter en rien le droit de diriger les affaires extérieures de Dantzig conféré à la Pologne par le Traité de Paix ;

e) la soumission à l'examen de la Société des principes régissant le projet de loi dantziçois sur l'acquisition de la qualité de citoyen ;

f) une stipulation, aux termes de laquelle les amendements à la Constitution de Dantzig ne devaient pas entrer en vigueur avant que la Société n'ait déclaré qu'elle n'avait aucune objection à formuler ;

g) le droit pour la Société de demander, quand elle le jugerait bon, et d'obtenir de Dantzig des informations authentiques sur les affaires publiques de la Ville libre.

Le Conseil a approuvé, au cours de sa 12^{me} session, le texte de certains de ces amendements. Ces amendements ont été insérés dans une loi qui est entrée en vigueur avec l'approbation donnée par le Conseil au cours de sa 13^{me} session.

Les Sénateurs principaux.

Au cours de la 12^{me} session du Conseil, le professeur Attolico, qui avait fait fonction de Haut Commissaire à Dantzig pendant une partie des mois de décembre 1920 et janvier 1921, a attiré l'attention sur le fait que le Président et les sept autres sénateurs principaux, qui constituent en réalité le Gouvernement de la Ville libre, étaient désignés pour 12 ans et qu'ils n'étaient pas légalement tenus de démissionner si l'Assemblée populaire n'approuvait pas leur politique. Le professeur Attolico manifestait la crainte que la libre évolution de la vie politique de la Ville ne fût ainsi sérieusement compromise. Le Conseil se rangea à cette opinion et demanda à la Ville libre de prendre des mesures pour obvier à cet état de choses.

L'Assemblée populaire, par une majorité de 66 voix contre 37, estima que les dispositions existantes de la Constitution établissaient suffisamment la responsabilité des huit principaux sénateurs et assuraient à l'Assemblée populaire une voix prépondérante dans le contrôle des affaires de la Ville libre. Les partis de la majorité firent remarquer également, à l'appui du mandat de 12 ans, que les sénateurs principaux étaient à la fois les ministres de ce petit Etat et les chefs des divers départements administratifs et qu'il serait impossible d'obtenir les services d'individualités compétentes, à moins de leur assurer la durée de leurs fonctions. Les partis de la minorité firent valoir, au contraire, que malgré les dispositions de la Constitution, les sénateurs principaux, en tant que chefs des départements administratifs, étaient en mesure d'exercer une influence politique prédominante s'opposant aux volontés de l'Assemblée.

Après un examen des rapports reçus de Dantzig, le Conseil a décidé, au cours de sa session de juin, que les sénateurs principaux seraient élus pour une durée de quatre années seulement et qu'ils entreraient en fonctions un an après le commencement du mandat de chaque Assemblée populaire. Le Conseil décida, en outre, que l'approbation définitive de la Constitution par le Haut Commissaire ne serait accordée que lorsque la question des sénateurs serait résolue. Le Conseil avait déjà posé en principe, au cours de sa 12^{me} session, que la Société des Nations devrait toujours avoir le droit d'exiger de la Ville libre l'introduction dans sa Constitution de tels amendements ultérieurs que l'expérience montrerait nécessaires ou opportuns.

Loi sur l'acquisition de la qualité de citoyen.

Le Conseil ayant, par sa résolution du 17 novembre, demandé que la Constitution fût amendée sur ce point, le Gouvernement de Dantzig a fait parvenir au Conseil, en mai 1921, un projet de loi sur l'acquisition et la perte de la qualité de citoyen de Dantzig. Comme, toutefois, la Convention de novembre 1920 entre la Pologne et Dantzig stipulait que les conditions de la naturalisation dans la Ville

- (b) for the omission of the word "Hanseatic" from the text ;
- (c) for the fusion into one Article of two Articles dealing with the official character of the German language and the rights of the Polish-speaking portion of the population ;
- (d) for a specific declaration that the constitutional power of the Danzig Senate with reference to Danzig's external affairs, and of the Danzig legislature with reference to the conclusion of treaties, must not affect in any way Poland's rights under the treaties of Place to conduct Danzig's foreign affairs ;
- (e) for the submission for the examination of the League of the principles of the Danzig draft law concerning citizenship ;
- (f) for a stipulation that amendments to the Danzig Constitution should not come into force until the League had stated that it had no objection ; and
- (g) for the right of the League to request at any time, and to receive from Danzig, authoritative information on the public affairs of the Free City.

The Council at its 12th session approved the text of certain of these amendments. These amendments were incorporated in a law which entered into force with the approval of the Council, given during its 13th session.

The Principal Senators.

During the 12th session of the Council, Professor Attolico, who acted as High Commissioner in Danzig during part of December, 1920, and January, 1921, called attention to the fact that the President and the seven other principal Senators, who virtually acted as the Government of the Free City, were appointed for 12 years, and that they were not legally obliged to resign if the Popular Assembly did not approve of their policy. Professor Attolico feared that the free development of the political life of the Free City would thereby be seriously endangered. The Council shared this feeling, and asked the Free City to take steps to remedy the situation.

The Popular Assembly, by 66 votes to 37, held that the existing provisions of the Constitution sufficiently established the responsibility of the eight principal Senators and ensured to the Popular Assembly a preponderating control over the affairs of the Free City. The majority parties also pointed out, in favour of the period of 12 years, that the principal Senators in this small State were both cabinet ministers and heads of administrative departments, and that capable men could not be secured unless they were given security of office. The minority parties claimed that, despite the constitutional provisions, the principal Senators, as heads of departments, could exercise a predominant political influence in opposition to the Assembly.

After an examination of the reports from Danzig, the Council decided during its June session that the principal Senators should be elected for four years only, and that they should take office one year after the beginning of the term of each Popular Assembly. The Council further decided that the final approval of the Constitution by the High Commissioner should not be given until the question of the Senators had been settled. The Council had stated, as a general principle, during its 12th session, that the League of Nations would always be able to call upon the Free City to introduce into its Constitution such subsequent amendments as might be judged necessary or advisable in the light of experience.

The Law of Citizenship.

As a result of the constitutional amendment requested by the resolution of the Council of November 17th, the Danzig Government forwarded to the Council in May, 1921, a draft law on the acquisition and loss of Danzig citizenship. As, however, the Polish-Danzig Convention of November 9th, 1920, stipulated that conditions of naturalisation in the Free City should be determined when the agree-

libre seraient définies lors de la conclusion de l'accord entre la Ville libre et la Pologne, et comme aucun accord de cette nature n'avait pu être obtenu, le Conseil décida d'ajourner l'examen de la question jusqu'à sa session de septembre.

Droits de la population de langue polonaise.

Le Conseil aura aussi à examiner, pendant sa session de septembre, une demande du Gouvernement polonais tendant à l'adjonction à l'article 4 de la Constitution d'une clause stipulant que la loi à promulguer au sujet des droits de la fraction de langue polonaise de la population doit être soumise à l'approbation de la Société.

4^o RELATIONS ENTRE LA POLOGNE ET DANTZIG ET CONVENTION DU 9 NOVEMBRE 1920.

Conseil du Port.

Conformément à la Convention du 9 novembre entre la Pologne et Dantzig, un Conseil du port et des voies d'eau a été créé pour diriger, administrer et exploiter le port de Dantzig, y compris ses voies d'eau et ses voies ferrées. Ce Conseil est composé par parties égales de commissaires polonais et de commissaires dantziçois. Les deux Gouvernements n'ayant pu tomber d'accord sur le choix d'un Président, le Conseil a, le 26 février 1921, nommé, conformément à l'article 19 de cette Convention, le colonel James de Reynier (Suisse) président du Conseil du Port pour une durée de trois ans et aux appointements de 2000 livres par an.

Le Conseil du Port n'a pas été revêtu de tous les pouvoirs que lui confère la Convention avant le 26 mai 1921, mais il a accompli avant cette date un travail préliminaire considérable.

Article 6 de la Convention entre la Pologne et Dantzig.

Aux termes de l'article 6 de la Convention du 9 novembre 1920, le Haut Commissaire doit être informé du résultat de la consultation qui doit avoir lieu entre la Pologne et la Ville libre avant que la Pologne puisse conclure un traité affectant la Ville libre. Le Haut Commissaire a le droit d'opposer son veto à tout accord international dans la mesure où il s'appliquerait à la Ville libre de Dantzig, si le Conseil de la Société des Nations estime que cet accord est en contradiction avec la Convention du 9 novembre ou avec le statut de la Ville libre.

La Convention entre l'Allemagne, la Pologne et Dantzig, prévue par les articles 89 et 98 du Traité de Versailles sur la liberté du transit, a été la première convention présentée au Haut Commissaire et au Conseil en application de cet article ; elle a été soigneusement examinée par le Secrétariat et par le Conseil ; étant donné qu'il n'avait pas d'objections à présenter, le Conseil a, au cours de sa session de juin, décidé, conformément à l'article 6, que le Haut Commissaire serait autorisé à informer le Gouvernement polonais qu'il n'aurait pas en l'espèce à exercer son droit de veto. Le Conseil décida en même temps, avec l'agrément des représentants de la Pologne et de Dantzig, que le droit du Haut Commissaire d'opposer son veto à de tels accords internationaux devrait être exercé dans un délai de deux semaines après la fin de la première session du Conseil dans laquelle la question aura été examinée, et en tout cas dans un délai maximum de trois mois à compter du jour de la notification par écrit au Haut Commissaire du texte du traité signé par le Gouvernement polonais.

Appel des décisions du Haut Commissaire.

L'article 39 de la Convention du 9 novembre 1920, aux termes duquel les différends entre la Pologne et Dantzig doivent être soumis à la décision du Haut Commissaire, a aussi fait l'objet d'un examen spécial du Conseil au cours de sa session de juin. Deux appels des décisions du Haut Commissaire ont été présentés au Conseil, conformément à cet article, et dans les deux cas par le Gouvernement polonais.

L'affaire Puppel — Deutsche Bauern Bank soulevait la question de la compétence des tribunaux de la Ville libre dans un procès civil. Le Conseil décida, avec le consentement de la Pologne et de Dantzig, de demander une consultation à la Commission des réparations, puisqu'il avait été soutenu que la question était de la compétence de cette Commission. Les tribunaux doivent entre temps surseoir à toute décision.

ment between the Free City and Poland was concluded, and as no such agreement had as yet been reached, the Council decided to postpone consideration of the question until the September session.

The Rights of the Polish-speaking Population.

The Council will also consider during its September session a request from the Polish Government to add to Article 4 of the Constitution a clause requiring that the law to be enacted with regard to the rights of the Polish-speaking portion of the population shall be submitted for the approval of the League.

(4) POLISH-DANZIG RELATIONS AND THE CONVENTION
OF NOVEMBER 9TH, 1920.

The Harbour Board.

Under the Convention of November 9th, between Poland and Danzig, a Port and Waterways Board was created to control, administer and exploit the Port of Danzig, including its waterways and railways. It is composed of an equal number of Polish and Danzig Commissioners. As these two Governments could not agree on the selection of a President, the Council, on February 26th, 1921, in accordance with Article 19 of this Convention, appointed Colonel James de Reynier (Swiss) to this office for three years, at a salary of £2,000 per annum.

The Board did not come into possession of its full powers under the Convention until May 26th, 1921, although much preliminary work was done before that time.

Article 6 of the German-Polish-Danzig Convention.

Under Article 6 of the Convention of November 9th, 1920, the High Commissioner must be informed of the result of a consultation to be held between Poland and the Free City before Poland may conclude a treaty affecting the Free City. The High Commissioner has the right to veto any international agreement, in so far as it applies to the Free City, which, in the opinion of the Council, is inconsistent with the Convention of November 9th, or with the status of the Free City.

The German-Polish-Danzig Convention concerning freedom of transit, provided for by Articles 89 and 98 of the Treaty of Versailles, the first agreement to be presented to the High Commissioner and the Council under this Article, has been carefully examined by the Secretariat and the Council; and the Council, during its June session, decided that, as it had no objections to make under Article 6, the High Commissioner should be authorised to inform the Polish Government that he would not exercise his veto. The Council decided at the same time, with the agreement of the representatives of Poland and Danzig, that the right to veto such treaties should be exercised within two weeks after the end of the first Council session at which the treaty could have been brought up for consideration, and in no case later than three months after the High Commissioner had officially received the text from the Polish Government.

Appeals from the Decision of the High Commissioner.

Article 39 of the Convention of November 9th, 1920, providing for the submission of Polish-Danzig differences for the decision of the High Commissioner, also came up for special consideration at the June session of the Council. Two appeals against decisions of the High Commissioner were made to the Council under this Article, both by the Polish Government.

The case of Puppel v. the Deutsche Bauern Bank concerned the competency of the tribunals of the Free City in a civil action. The Council, with the consent of Poland and Danzig, decided to ask the opinion of the Reparations Commission, since it was claimed that the matter came within their jurisdiction. Meanwhile the Courts were to suspend action.

L'autre cas était relatif aux gardes polonais de Neufahrwasser. Le Gouvernement polonais retira cet appel à la suite de l'accord intervenu, pendant la session du Conseil, entre la Pologne et Dantzig, sur la question du maintien de gardes polonais à l'intérieur de la Ville libre. Cet accord prévoyait que :

- 1^o un emplacement spécial au bord de la Vistule serait mis à la disposition de la Pologne pour l'emmagasinage et le transbordement de son matériel de guerre ;
- 2^o la Pologne aurait le droit de maintenir sur cet emplacement une garde militaire à effectif restreint chargée des mesures d'ordre et de sécurité. L'effectif devait être déterminé d'accord avec le Haut Commissaire.

Les représentants de la Pologne et de Dantzig convinrent également que tout appel au Conseil d'une décision du Haut Commissaire, en vertu des stipulations des Traités, doit être adressé au Haut Commissaire dans les quarante jours à dater de la notification de sa décision.

Questions relatives à la Convention du 9 novembre, à soumettre le 31 juillet 1921 à la décision du Haut Commissaire.

A la suite d'un rapport du Haut Commissaire sur la nécessité d'obtenir un prompt règlement de certaines questions relatives à la Convention du 9 novembre entre la Pologne et Dantzig, les représentants des deux Gouvernements ont convenu de soumettre à la décision du Haut Commissaire toutes les questions qui n'auront pas été réglées par entente directe à la date du 31 juillet 1921.

5^o SITUATION DU HAUT COMMISSAIRE.

Le mandat de Haut Commissaire, confié à Sir Reginald Tower, est arrivé à expiration lors de la constitution de la Ville libre, le 15 novembre 1920. Le lieutenant-colonel Strutt, qui, à ce moment, remplissait déjà depuis quelques semaines les fonctions de Haut Commissaire et de représentant des Principales Puissances alliées et associées à Dantzig, y demeura jusqu'au milieu de décembre 1920, époque où lui succéda pendant un mois, comme Haut Commissaire provisoire, le Professeur Bernardo Attolico, directeur de la Section du transit du Secrétariat. Le général Haking a été désigné comme Haut Commissaire permanent pour la durée d'un an, à dater du 20 janvier 1921. M. Ferrari, son premier secrétaire, a assuré le service pendant l'absence du Haut Commissaire.

Les frais relatifs au Haut Commissariat, y compris les appointements du Haut Commissaire fixés à 100.000 francs or par an, doivent être répartis également entre la Pologne et Dantzig. La Société a avancé les sommes nécessaires jusqu'à cette date et Dantzig a remboursé environ 500 livres sterling dépensés par Sir Reginald Tower en sa qualité de Haut Commissaire de la Société.

6^o QUESTIONS DIVERSES.

Conventions conclues pendant l'administration provisoire des Alliés.

Quatre conventions ont été conclues entre la Pologne et d'autres contractants pendant la durée de l'administration provisoire de Dantzig par les Principales Puissances alliées et associées (10 janvier-15 novembre 1920). Au cours de la douzième session du Conseil, le Professeur Attolico signala que l'une de ces conventions, à savoir la convention du 12 novembre 1920 entre l'Allemagne et Dantzig, stipulait que certains fonctionnaires allemands, détachés provisoirement à Dantzig, jouissaient de certains privilèges discutables, tel que celui d'être soustrait à la juridiction administrative ordinaire, à laquelle son soumis les fonctionnaires de la Ville libre, et que certains fonctionnaires du service allemand de liquidation à Dantzig bénéficiaient aussi de prérogatives spéciales. Le Conseil décida que ces privilèges accordés aux fonctionnaires détachés devaient prendre fin à la date du 1^{er} juillet 1921, conformément aux dispositions de la Convention, et que le Haut Commissaire aurait à fixer un délai pour l'expiration des privilèges accordés aux fonctionnaires du service de liquidation. Cette date a été fixée provisoirement

The other case concerned the Polish Guards at Neufahrwasser. The Polish Government withdrew this appeal in view of agreements which were arrived at between Poland and Danzig during the June session concerning the maintenance of Polish guards within the Free City. These agreements provided :

- (1) That Poland should be allotted a special site on the Vistula as a depot for the transhipment of her war material ;
- (2) That on these premises Poland might maintain a small military guard to keep order, and for safety precautions, its strength to be determined by agreement with the High Commissioner.

The representatives of Poland and Danzig also agreed that any appeal to the Council against the decision of the High Commissioner under the Treaty provisions should be sent to him within forty days after the notification of his decision in the case.

Differences under the Convention to be submitted for the High Commissioner's Decision by July 31st, 1921.

After a report by the High Commissioner on the necessity for the speedy conclusion of the outstanding differences between Poland and Danzig under the Convention of November 9th, the Representatives of both Governments agreed to submit to his decision all the questions which had not been settled directly by July 31st, 1921.

(5) THE HIGH COMMISSIONER.

With the establishment of the Free City on November 15th, 1920, Sir Reginald Tower's term as High Commissioner came to an end. Lt.-Col. Strutt, who had been acting as High Commissioner and Allied representative in Danzig for some weeks before that date, remained until the middle of December, when he was succeeded for a month as Acting High Commissioner by Professor Bernardo Attolico, Director of the Transit Section of the Secretariat. General Haking was appointed as permanent High Commissioner for one year from January 20th, 1921. Signor Ferrari, his First Secretary, has been in charge of the office during the High Commissioner's absence.

The expenses of the post, including the High Commissioner's salary of 100,000 gold francs per annum, are to be divided equally between Poland and Danzig. The League has advanced the sums required up to date, and Danzig has repaid an amount of about £500 which was spent by Sir Reginald Tower as High Commissioner for the League.

(6) MISCELLANEOUS QUESTIONS.

Conventions concluded under the Temporary Allied Administration.

Four Conventions were concluded between Danzig and other parties during the time of the temporary administration of Danzig by the Principal Allied and Associated Powers (January 10th-November 15th, 1920). During the 12th session of the Council, Professor Attolico called attention to the fact that one of these, the German-Danzig Convention of November 12th, 1920, provided that German officials, temporarily seconded to Danzig, were given certain questionable privileges, such as exemption from the ordinary administrative jurisdiction for officials of the Free City, and that officials of the German Liquidation Administration in Danzig also received special privileges. The Council decided that these privileges to seconded officials should cease, as provided in the Convention, on July 1st, 1921, and that the High Commissioner should fix a time-limit for the expiration of those pertaining to the officials of the Liquidation Administration. He has provisionally fixed this date as September 30th, 1921. As no decision has yet been made regarding the future ownership of many of the Danzig public

au 31 septembre 1921. Comme aucune décision n'a encore été prise au sujet de l'attribution future de la propriété de plusieurs services publics de Dantzig, il n'a pas été possible, aussi tôt qu'on avait cru pouvoir le faire, de se dispenser des services des fonctionnaires allemands détachés.

Les trois autres conventions entre l'Allemagne et Dantzig se rapportent à la questions des options, à l'administration de la justice et aux relations économiques. Une cinquième convention, passée entre Dantzig et l'administration de Memel, a trait au Tribunal suprême provisoire de Memel et de Dantzig.

Le Conseil s'est réservé le droit d'examiner, quand il le jugerait bon, la validité de toutes ces conventions ou celle de leurs stipulations particulières, dans la mesure où ces conventions et leurs stipulations affectent la Société des Nations.

Situation financière de la Ville libre.

Au cours de sa treizième session, le Conseil a examiné un rapport du Haut Commissaire sur la situation financière précaire de la Ville libre et a renvoyé la question à la Commission économique et financière provisoire de la Société des Nations. La Commission a été priée de déposer son rapport avant la session de septembre du Conseil.

Autres rapports et décisions.

Outre les décisions mentionnées ci-dessus, le Conseil, au cours de sa douzième session, a pris aussi des dispositions spéciales pour assurer la communication au Gouvernement polonais des documents concernant la Ville libre.

Le Haut Commissaire a déposé un rapport non seulement sur les questions spéciales dont il s'agit, mais aussi sur la situation politique et économique de Dantzig, sur les relations entre la Pologne et Dantzig et sur la situation de la Société et du Haut Commissaire dans la Ville libre. Le Secrétariat a également distribué différents rapports qui traitaient, entre autres, de la situation déplorable d'un grand nombre des enfants de la ville, en faveur desquels le Haut Commissaire a créé un fonds de secours.

III. TRANSFERT PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS DES FONDS D'ASSURANCES SOCIALES EN ALSACE-LORRAINE.

L'article 312 du Traité de Versailles ordonne, au sujet des territoires cédés par l'Allemagne, le transfert aux divers Gouvernements intéressés des réserves accumulées par celle-ci, pour faire face au fonctionnement, dans ces territoires, des assurances sociales et assurances d'Etat.

L'article 77 du même traité prévoit la remise au Gouvernement français de la partie de ces réserves qui revient aux Caisses d'assurances d'Alsace-Lorraine.

Aux termes de l'article 312, ce transfert devait s'effectuer en vertu d'une convention spéciale à conclure dans les trois mois à partir de la mise en vigueur du Traité de Versailles. A défaut d'un accord à l'expiration de ce délai, une commission de cinq membres devait être nommée, dont un par le Gouvernement français, un par le Gouvernement allemand et trois par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail parmi les ressortissants des autres Etats.

L'article 312 porte, en outre, que « cette Commission votant à la majorité des voix, devra, dans les trois mois de sa constitution, adopter des recommandations à soumettre au Conseil de la Société des Nations; les décisions du Conseil devront être immédiatement considérées par l'Allemagne et par l'autre Etat intéressé comme définitives. »

Une Commission franco-allemande, réunie à Kehl, ne réussit pas à conclure de convention spéciale fixant les conditions du transfert. On dut alors nommer

services, it has not been possible to dispense with the services of German-seconded officials as early as had been anticipated.

Three other Conventions between Germany and Danzig deal with the options question, the administration of justice and economic relations. A fifth Convention, between Danzig and the administration of Memel, concerns the temporary High Court for Memel and Danzig.

The Council has reserved the right to consider at any time the validity of any of these agreements, or of their separate stipulations, as far as the League of Nations is concerned.

Financial Position of the Free City.

During its 13th session, the Council considered a report from the High Commissioner on the precarious financial position of the Free City, and referred the matter for further examination to the Provisional Economic and Financial Committee of the League of Nations, which was requested to report before the September session of the Council.

Other Decisions and Reports.

In addition to the decisions mentioned above, the Council also made special provision during its 12th session for the communication to the Polish Government of documents concerning the Free City. The High Commissioner has reported not only on the special questions considered in this report, but also on the political and economic situation at Danzig, the relations between Poland and Danzig, and the position of the League and of the High Commissioner in the Free City. Reports circulated by the Secretariat have also dealt, among other things, with the unfortunate situation of many of the children of Danzig, for whom the High Commissioner has opened a relief fund.

III. TRANSFER FROM GERMAN GOVERNMENT TO THE FRENCH GOVERNMENT OF THE CAPITAL AND RESERVE FUNDS FOR SOCIAL INSURANCE IN ALSACE-LORRAINE.

Article 312 of the Treaty of Versailles provides for the transfer to various other Governments of portions of the reserve funds accumulated by the German Government in the territories ceded by Germany in order to meet the requirements of social or State insurance in such territories.

Article 77 of the same Treaty provides for the handing over to the French Government of such proportion of these funds as are due to insurance offices in Alsace-Lorraine.

Under Article 312, this transfer was to be effected by a special convention to be concluded within three months after the putting into force of the Treaty of Versailles, and, should no agreement have been reached at the end of that period, a commission of five members was to be appointed, one member by the French Government, one by the German Government, and three by the Governing Body of the International Labour Office from among the nationals of other States.

Article 312 further provides : " This Commission shall by a majority vote, within three months after its appointment, adopt recommendations for submission to the Council of the League of Nations, and the decision of the Council shall forthwith be accepted as final by Germany and the other Governments concerned. "

A Franco-German Commission met at Kehl, but it was unable to conclude the special Convention for determining the conditions of the transfer. Steps

la Commission spéciale de cinq membres prévue à l'article 312. Cette Commission adopta à l'unanimité une recommandation qui fut approuvée par le Conseil de la Société, dans une résolution votée le 21 juin.

IV. EUPEN ET MALMÉDY.

Le rapport présenté à l'Assemblée, à sa première session, mentionnait la décision prise par le Conseil le 20 septembre 1920 de reconnaître le transfert définitif à la Belgique, des districts d'Eupen et de Malmédy.

Tous les documents relatifs à cette question, reçus avant ou pendant la première session de l'Assemblée, y compris certaines protestations du Gouvernement allemand contre la décision du Conseil, furent communiqués aux représentants des Membres de la Société.

Une nouvelle protestation du Gouvernement allemand, en date du 20 janvier 1921, a été adressée au Conseil qui l'a examinée à sa douzième session. Le Conseil autorise le Secrétaire général à informer le Gouvernement allemand que la décision prise par le Conseil le 20 septembre 1920 était définitive. Copie de toute la correspondance échangée à ce sujet a été communiquée aux Membres à titre d'information.

V. LIQUIDATION DES BIENS DE RESSORTISSANTS DE L'ANCIENNE MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE.

Le 7 juin, le Gouvernement autrichien, dans une lettre au Secrétaire général se plaignait de ce que le Gouvernement du Royaume des Serbes-Croates et Slovènes eût annoncé son intention de mettre sous séquestre les biens des ressortissants autrichiens situés sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, si le Gouvernement de la République autrichienne ne s'engageait pas à faire acquitter en couronnes yougoslaves les dettes contractées par les ressortissants autrichiens envers leurs créanciers de Yougoslavie. Le Gouvernement autrichien faisait valoir que ces mesures de séquestre étaient contraires à l'article 267 du Traité de Saint-Germain.

Le Conseil discuta la question le 28 juin, en présence des représentants de l'Autriche et de l'Etat serbe-croate-slovène. On proposa d'ajourner l'examen de cette question, afin de pouvoir l'étudier plus attentivement au point de vue juridique ; entre temps, l'Etat serbe-croate-slovène devrait s'abstenir de toute mesure nouvelle.

Le représentant de l'Autriche se rallia à cette proposition.

Le représentant de l'Etat serbe-croate-slovène proposa, au nom de son Gouvernement, des négociations diplomatiques directes entre les deux parties. Il ajoutait que si ces négociations n'aboutissaient pas, le Conseil serait compétent pour connaître de la question.

Le représentant autrichien déclara que son Gouvernement était prêt à négocier directement, ainsi que le proposait le Gouvernement serbe-croate-slovène.

Le représentant de l'Etat serbe-croate-slovène accepta de transmettre à son Gouvernement la recommandation du Conseil qui demandait qu'en attendant une solution, aucune mesure ne fût prise en vue de la liquidation des biens des ressortissants autrichiens.

were accordingly taken to appoint the special commission of five members under Article 312. This commission was duly appointed, and came to a unanimous decision.

This recommendation was approved by a resolution adopted by the Council of the League on June 21st.

IV. EUPEN AND MALMEDY.

As the Assembly was informed at the first Session, the Council, on September 20th, 1920, recognised the definitive transfer of the districts of Eupen and Malmédy under the sovereignty of Belgium.

All the documents relating to this question which were received before and during the last Assembly Session, including certain German protests against the action of the Council, were brought to the attention of the Delegates at that Session.

A further German protest dated January 20th was received and considered by the Council at its twelfth Session, when the Secretary-General was authorised to inform the German Government that by the Council decision of September 20th, 1920, the question was finally settled. Copies of all this more recent correspondence was also circulated to the Members of the League for their information.

V. LIQUIDATION OF THE PROPERTY OF NATIONALS OF THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN MONARCHY.

On June 7th, the Austrian Government in a letter addressed to the Secretary-General, complained that the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom had announced its intention of applying measures of sequestration against the property of Austrian nationals situated in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy unless the Government of the Austrian Republic agreed that the debts owed by Austrian nationals to Jugo-Slav creditors should be paid in Jugo-Slav crowns. The Austrian Government represented that such measures were contrary to Article 267 of the Treaty of St-Germain.

The Council discussed this question on June 28th in the presence of the representatives of Austria and the Serb-Croat-Slovene State. It was proposed that the question should be adjourned in order that its legal aspect might be more closely studied, and that, in the meantime, the Serb-Croat-Slovene State should refrain from taking any further action in the matter.

The Austrian representative agreed to this suggestion.

The representative of the Serb-Croat-Slovene State proposed on behalf of his Government that direct diplomatic negotiations should be opened between the respective parties. He added that, if no agreement were reached by this method, the Council would be competent to deal with the matter.

The Austrian representative said that his Government was ready to negotiate directly as proposed by the Serb-Croat-Slovene Government.

The representative of the Serb-Croat-Slovene State agreed to forward to his Government the recommendation of the Council that, pending a solution, no measures should be taken for the liquidation of the property of Austrian nationals.

B. ACTION POLITIQUE DU CONSEIL.

I. QUESTION DES ILES D'ALAND.

Le rapport sur les travaux du Conseil, présenté à la première Assemblée, rappelait que, le 20 septembre 1920, le Conseil avait, pour la question des îles d'Aland, décidé de désigner une Commission de rapporteurs « chargée de lui présenter, dans le plus bref délai possible, un rapport fournissant les éléments sur lesquels le Conseil pourrait fonder une recommandation de nature à établir, par un règlement soit définitif, soit provisoire, des conditions favorables au maintien de la paix, en tenant compte des intérêts légitimes de toutes les parties en cause ».

Pendant les mois de novembre et décembre 1920, cette Commission alla à Stockholm, à Helsingfors et dans l'archipel alandais. Elle se composait de MM. le Baron Beyens, Félix Calonder, Abram J. Elkus. Elle rédigea son rapport au mois de février et le présenta au Conseil pendant la 13^{me} session du Conseil, à Genève.

Le Rapport de la Commission des rapporteurs.

La Commission proposait de laisser la souveraineté des îles d'Aland à la Finlande, sous réserve de garanties données par le Gouvernement finlandais pour assurer à la population la protection de la langue et de la culture suédoises.

Les conclusions du rapport étaient que la Finlande n'avait cessé d'être, depuis plus d'un siècle, un Etat autonome et que l'archipel alandais faisait partie de cet Etat autonome. Il déclarait que si la Finlande, Etat autonome depuis longtemps, nation au territoire nettement délimité et à la vie nationale en plein développement, pouvait justement revendiquer sa séparation d'avec la Russie, les habitants des îles qui ne constituaient qu'une mince fraction de la nation finlandaise, ne pouvaient réclamer ce même droit de libre détermination. La Commission regardait comme inopportun de sanctionner la séparation des îles et de la Finlande à la suite d'un plébiscite, puisque la séparation d'une minorité d'avec l'Etat dont elle fait partie, et son incorporation à un autre Etat, ne peuvent être envisagées que comme une solution extrême et tout à fait exceptionnelle, quand cet Etat n'a pas la volonté ou le pouvoir de décréter ou d'appliquer des garanties justes et efficaces. La Commission faisait remarquer que les habitants des îles d'Aland n'avaient, à l'inverse de la Finlande, été ni persécutés ni opprimés et qu'ils étaient surtout menacés dans leur langue et leurs sentiments de race, par le fait que la population de langue suédoise de la Finlande ne constituait qu'une petite minorité.

La Commission reconnaissait que les habitants des îles, de par leur situation et de par leurs traditions, constituaient un groupement séparé, parfaitement distinct de la population finnoise et même de la population de langue suédoise de Finlande. Elle notait avec sympathie leur ardent désir de garder intactes leur langue et leur culture, mais elle pensait que puisque l'Etat finlandais était prêt à assurer aux habitants de l'archipel des garanties, et à observer loyalement ses engagements vis-à-vis d'eux, il ne serait pas équitable, au point de vue historique, géographique ou politique, de se ranger à la solution d'une séparation.

La Commission définissait avec soin quelles étaient les garanties qu'elle regardait comme essentielles pour compléter les mesures législatives d'autonomie votées par la Diète finlandaise en 1920. Elle recommandait que l'enseignement fût donné dans les écoles primaires et techniques des îles d'Aland en langue suédoise seulement, et que l'on décrétât l'exclusion obligatoire du finnois. La propriété exclusive du sol et la jouissance de cette propriété devaient être réservées aux communes et aux habitants. Afin d'empêcher des compagnies finnoises d'acquérir des terrains pour y établir des chantiers de construction et afin d'empêcher l'entrée de main-d'œuvre finnoise qui en résulterait, le droit de préemption à un

B. THE POLITICAL ACTIVITIES OF THE COUNCIL.

I. THE AALAND ISLANDS.

It was recorded in the report on the work of the Council presented to the first Assembly that on September 20th, 1920, the Council had decided to appoint a Commission of Rapporteurs for the Aaland Islands "charged with the duty of furnishing the Council, in the shortest time required for necessary consultations and having regard to the legitimate interests of all parties concerned, with a report which would enable it to frame a final or provisional settlement of the question and to establish conditions favourable to the maintenance of peace in that part of the world."

This Commission was duly appointed, and during November and December, 1920, it pursued its investigations at Stockholm and Helsingfors and in the Aaland Archipelago. The members of the Commission were Baron Beyens, M. Felix Calonder and M. Abram J. Elkus. The Commission drafted its report in February and the report was presented to the Council during its 13th Session, held in Geneva.

The Report of the Commission of Rapporteurs.

The Commission recommended that the Aaland Islands should remain under the sovereignty of Finland subject to guarantees obtained from the Finnish Government for the protection of the Swedish language and culture of the islanders.

The Commission concluded that Finland had been an autonomous State continuously for over one hundred years and that the Aaland Archipelago formed part of this autonomous State. It expressed the opinion that, whereas Finland, as an autonomous State of long-standing and as a people with a clearly defined territory and well-developed national life, might reasonably be allowed to determine her separation from Russia, no such right of self-determination could be claimed by the islanders, who constituted only a small fraction of the Finnish nation. The Commission held that it would be unwise to sanction the separation of the islands from Finland as the result of a plebiscite, since "the separation of a minority from the State of which it forms a part and its incorporation in another State can only be considered as an altogether exceptional solution, a last resort when the State lacks either the will or the power to enact and apply just and effective guarantees." The Commission pointed out that, unlike Finland, the Aaland Islands had been neither persecuted nor oppressed and that the Aaland population was merely threatened in its language and its racial sentiment by the fact that the Swedish-speaking population of Finland was a small minority.

The Commission recognised that the islanders by position and tradition were a group apart in Finland, quite distinct from the Finnish population and even from the Swedish-speaking population of the mainland. It sympathised with their ardent desire to preserve intact their language and culture, but considered that, as the Finnish State was ready to grant guarantees to the inhabitants and faithfully to observe its engagements with them, it would be inequitable from the point of view of history, geography, and politics to decide in favour of a separation.

The Commission carefully defined the guarantees which it considered to be essential to complete the Law of Autonomy which had been voted by the Finnish Diet in 1920. It recommended that primary and technical schools of the provinces of Aaland should give instruction only in Swedish and that the exclusion of Finnish should be obligatory. The exclusive ownership and enjoyment of their property should be reserved for the communes and their inhabitants, and, in order to provide against the possibility of Finnish companies acquiring land for the construction of building-yards and a consequent influx of Finnish workmen, the right of pre-emption, at a price to be equitably fixed by a Commission

prix équitable fixé par une Commission nommée par le Conseil général des îles d'Aland, devait être réservé aux habitants des îles chaque fois qu'une offre d'achat serait faite par une compagnie ou par une personne étrangère. La Commission recommandait également qu'on amendât un article de la loi actuelle d'autonomie, d'après lequel tout étranger arrivant dans l'île pouvait obtenir immédiatement droit de cité et qu'un séjour de cinq ans au moins fût déclaré nécessaire avant que le droit de cité pût être revendiqué par des étrangers.

La Commission proposait, en outre, que le gouverneur des îles fût choisi sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil général d'Aland. Elle pensait qu'au cas où le Gouvernement finlandais refuserait d'accorder ces garanties essentielles, les habitants seraient en droit d'exiger un plébiscite. Le Conseil devait, à son avis, recommander au Gouvernement finlandais d'accorder ces garanties et lui déclarer que dans ce cas la loi d'autonomie modifiée devait avoir un caractère international et recevoir la garantie de la Société des Nations. La Commission proposait également, à ce sujet, de donner aux habitants des îles la possibilité de recourir au Conseil de la Société des Nations et à la Cour permanente de Justice internationale en cas de difficulté ou de conflit.

La Commission examinait également les mesures à prendre pour assurer la neutralisation militaire de l'archipel. Elle ne mettait pas en doute que la Convention de 1856 par laquelle la France, la Grande-Bretagne, la Russie convenaient qu'aucune fortification ne devait être établie dans l'archipel, ne demeurât en vigueur et qu'elle n'instituât dans l'intérêt de l'Europe un statut international particulier pour les îles. Le fait qu'au cours de la dernière guerre les îles avaient été fortifiées, en dépit de cette Convention, semblait cependant indiquer que des garanties plus effectives étaient nécessaires. La Commission prenait bonne note de l'accord intervenu entre les Gouvernements suédois et finlandais sur l'opportunité d'une neutralisation des îles au moyen d'une convention contresignée par la Suède, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Pologne. Le Gouvernement suédois avait même déjà rédigé un projet de Convention qui paraissait, en principe, devoir donner toute satisfaction. Aux yeux de la Commission, cette Convention ne devait s'occuper que du désarmement et de la neutralisation, et devait avoir comme conclusion une délimitation des frontières de l'archipel.

Décision du Conseil.

Le rapport de la Commission fut examiné par le Conseil, pendant sa treizième session. Les représentants de la Suède et de la Finlande siégèrent parmi les Membres du Conseil pendant les discussions, conformément aux stipulations de l'article 15 du Pacte. Ils firent des déclarations nouvelles au sujet du différend et en particulier au sujet des conclusions de la Commission des rapporteurs.

Le Conseil demanda aux représentants des îles d'Aland qui s'étaient rendus à Genève des détails sur le régime sous lequel ils vivaient. Il a paru, à la suite de ces discussions, que les habitants des îles d'Aland n'étaient point opprimés, mais qu'ils craignaient qu'une immigration, en provenance de la Finlande, ne finît par empiéter sur leur culture et leur langue suédoises.

Le Conseil, dans sa séance du 24 juin, examina une proposition qui donnait à la Finlande la souveraineté des îles d'Aland. Cette proposition reconnaissait la nécessité d'accorder aux habitants quelques garanties nouvelles et de conclure un accord pour la neutralisation de l'Archipel.

Cette proposition fut adoptée par le Conseil.

Le représentant de la Suède déclara que ses compatriotes n'apprendraient pas la décision du Conseil sans éprouver un sentiment de vive déception et fit une déclaration dont voici les conclusions :

« La Suède est prête à reconnaître loyalement à la décision du Conseil la valeur que lui attribue le Pacte, mais elle ne cessera d'espérer que le jour viendra où l'idée du droit aura suffisamment pénétré la conscience des peuples pour faire triompher les revendications inspirées de motifs aussi nobles et d'un sentiment national aussi profond que ceux de la population des îles d'Aland. Elle parviendra alors à se faire entendre et recevra enfin satisfaction. »

appointed by the General Council of Aaland, should be accorded to the islanders on every occasion when offers of purchase were made by a foreign company or person. The Commission also recommended that an Article in the present Law of Autonomy, under which strangers arriving in the islands were immediately accorded the franchise, should be amended, and that a sojourn of at least five years should be necessary for strangers before they might claim the same rights as natives.

The Commission also suggested that the Governors of the Islands should be chosen from a list of three candidates presented by the General Council of Aaland. The Commission considered that in the event of the Finnish Government refusing these essential guarantees, a plebiscite might justly be claimed by the islanders. It suggested that the Council should recommend the adoption of the guarantees to the Finnish Government, and it represented that, in this event, the amended Law of Autonomy would assume an international character and might be placed under the protection of the League of Nations. In this connection, the Commission suggested that the islanders might be allowed some form of recourse to the Council of the League and to the Permanent Court of International Justice in the event of difficulties or disputes.

The Commission also reported upon the steps which should be taken for the military neutralisation of the islands. The Commission regarded it as proved that the Convention of 1856, under which France, Great Britain, and Russia agreed that they would not fortify the Aaland Islands, was still in force and that it established in the interests of Europe a special international status for the Islands. The fact that during the late war the Islands were fortified contrary to the Convention indicated, however, in the view of the Commission, that more effective guarantees were necessary. The Commission noted that the Swedish and Finnish Governments had agreed that the Islands might most conveniently be neutralised by a Convention in which Sweden, Denmark, Finland, France, Germany, Great Britain, Italy and Poland should participate and that the Swedish Government had already drafted a Convention on the subject, which, in principle, appeared to be satisfactory. The Commission considered that this Convention should deal solely with disarmament and neutralisation and that it should conclude by designating the boundaries of the Islands.

The Decision of the Council.

The report of the Commission was considered by the Council during its 13th session. During the discussions, the representatives of Sweden and of Finland sat as members of the Council in accordance with the provisions of Article 15 of the Covenant. They presented further statements in regard to the dispute and particularly in regard to the conclusions of the Commission of Rapporteurs.

Representatives of the Islands being in Geneva, the Council questioned them regarding the conditions under which they lived. It appeared from this examination that the islanders suffered under no oppression, but that they genuinely feared that an encroachment might be made upon their Swedish language and culture owing to immigration from the mainland.

As a result of these discussions, at the meeting of the Council on June 24th, a recommendation was made that the sovereignty of the Aaland Islands should belong to Finland. It was recognised that certain further guarantees for the protection of the islanders were necessary, together with the conclusion of an arrangement for the neutralisation of the Archipelago.

This recommendation was adopted by the Council.

The Swedish representative, who said that it was with a feeling of profound disappointment that the Swedish nation would learn of the decision of the Council, read a statement which concluded as follows :—

“ Sweden is ready loyally to recognise that the decision of the Council has the force given to it by the Covenant. But Sweden will not abandon the hope that the day will come when the idea of justice shall have so permeated the conscience of the peoples, that the claims inspired by such noble motives and a national feeling as deep as that of the population of the Aaland Isles will be triumphantly vindicated. Thus it will make its voice heard and will at last have justice done to it. ”

Le représentant de la Finlande déclara accepter la décision du Conseil.

On se rendit compte que les garanties atteindraient mieux leur objet si elles étaient discutées et acceptées par les représentants de la Finlande et de la Suède, assistés d'un Membre du Conseil de la Société. On convint, avec l'assentiment des deux parties, qu'elles se réuniraient et s'efforceraient d'aboutir à un accord ; au cas où elles n'y parviendraient pas, le Conseil serait forcé de fixer lui-même les garanties qu'il estimerait nécessaires.

La réunion entre les deux parties eut lieu sous la présidence de M. Hymans ; on arriva à un accord qui fut soumis au Conseil le 27 juin.

Voici le texte de l'accord concernant les garanties, soumis au Conseil et adopté par lui le 27 juin :

1. La Finlande, résolue à assurer et à garantir à la population des îles d'Aland la préservation de sa langue, de sa culture et de ses traditions locales suédoises, s'engage à introduire à bref délai dans la loi d'autonomie des îles d'Aland du 7 mai 1920 les garanties ci-dessous :

2. Le Landsting et les communes d'Aland ne sont dans aucun cas obligés d'entretenir ou de subventionner d'autres écoles que celles où la langue d'enseignement est le suédois. Dans les établissements scolaires de l'Etat l'enseignement se fera également dans la langue suédoise. Sans le consentement de la commune intéressée, la langue finnoise ne peut être enseignée dans les écoles primaires entretenues ou subventionnées par l'Etat ou par la commune.

3. Lorsqu'un immeuble situé à Aland est vendu à une personne qui n'a pas son domicile légal dans la province, toute personne y domiciliée légalement, ou le conseil de province, ou bien la commune dans laquelle l'immeuble est situé, a le droit de racheter l'immeuble à un prix qui, faute d'accord, sera fixé par le tribunal de première instance (*Häradsrätt*) en tenant compte du prix courant.

Des prescriptions détaillées seront fixées par une loi spéciale concernant la procédure du rachat et la priorité entre plusieurs offres.

Cette loi ne peut être modifiée, interprétée ou abrogée que dans les mêmes conditions que la loi d'autonomie.

4. Les immigrants dans l'archipel d'Aland jouissant des droits de citoyen en Finlande n'acquerront le droit de suffrage communal et provincial dans les îles qu'après cinq ans de domicile légal. Ne seront pas considérés comme immigrants les personnes qui ont eu précédemment cinq ans de domicile légal dans les îles d'Aland.

5. Le Gouverneur des îles d'Aland sera nommé par le Président de la République finlandaise d'accord avec le Président du Landsting des îles d'Aland. Au cas où cet accord ne pourrait se réaliser, le Président de la République choisira le gouverneur sur une liste de cinq candidats, désignés par le Landsting et présentant les garanties requises pour la bonne administration des îles et la sécurité de l'Etat.

6. La province d'Aland aura le droit d'employer pour ses besoins 50% des revenus de l'impôt foncier, outre les revenus prévus par l'article 21 de la loi d'autonomie.

7. Le Conseil de la Société des Nations veillera à l'application des garanties prévues. La Finlande transmettra au Conseil de la Société des Nations, avec ses observations, toutes plaintes ou réclamations du Landsting d'Aland au sujet de l'application des garanties susdites, et le Conseil pourra, au cas où la question serait de nature juridique, consulter la Cour permanente de justice Internationale. »

The Representative of Finland said he accepted the Council's decision.

It was realised that the guarantees would be more likely to achieve their purpose if they were discussed and accepted by the representatives of Finland and Sweden, consulting together, with the assistance of an additional member of the Council of the League. It was arranged, with the assent of the two parties, that they should meet in conference and endeavour to reach an agreement, on the understanding that, should they fail to do so, the Council would itself be compelled to determine the guarantees which were necessary.

The consultation between the two parties took place under the chairmanship of M. Hymans. An agreement was reached and was submitted to the Council on June 27th.

The following is the text of the agreement concerning the guarantees submitted to the Council and adopted on June 27th :—

(1) Finland, resolved to assure and to guarantee to the population of the Aaland Islands the preservation of their language, of their culture, and of their local Swedish traditions, undertakes to introduce shortly into the Law of Autonomy of the Aaland Islands of May 7th, 1920, the following guarantees :

(2) The Landsting and the communes of the Aaland Islands shall not, in any case, be obliged to support or to subsidise any other schools than those in which the language of instruction is Swedish. In the scholastic establishments of the State, instruction shall also be given in the Swedish language. The Finnish language may not be taught in the primary schools supported or subsidised by the State or by the commune without the consent of the interested commune.

(3) When landed estate situated in the Aaland Islands is sold to a person who is not legally domiciled in the Islands, any person legally domiciled in the Islands, or the Council of the province, or the commune in which the estate is situated, has the right to buy the estate at a price which, failing agreement, shall be fixed by the Court of First Instance (*Häradsrätt*) having regard to current prices.

Detailed regulations will be drawn up in a special law concerning the act of purchase and the priority to be observed between several offers.

This law may not be modified, interpreted, or repealed except under the same conditions as the Law of Autonomy.

(4) Immigrants into the Aaland Archipelago who enjoy rights of citizenship in Finland shall acquire the communal and provincial franchise in the Islands only after five years of legal domicile. Persons who have been five years legally domiciled in the Islands shall not be considered as immigrants.

(5) The Governor of the Aaland Islands shall be nominated by the President of the Finnish Republic in agreement with the President of the Landsting of the Aaland Islands. If an agreement cannot be reached, the President of the Republic shall choose the Governor from a list of five candidates nominated by the Landsting, possessing the qualifications necessary for the good administration of the Islands and the security of the State.

(6) The Aaland Islands shall have the right to use for their needs 50 % of the revenues of the land tax, besides the revenues mentioned in Article 21 of the Law of Autonomy.

(7) The Council of the League of Nations shall watch over the application of these guarantees. Finland shall forward to the Council of the League of Nations, with its observations, any petitions or claims of the Landsting of Aaland in connection with the application of the guarantees in question, and the Council shall, in any case where the question is of a juridical character, consult the Permanent Court of International Justice.

Restaient la question du désarmement et de la neutralisation de l'archipel. Le Conseil décida de remplacer la Convention de 1856 par un accord plus large, placé sous la garantie de toutes les Puissances intéressées, y compris la Suède. Le Conseil décida que cet accord devrait, dans ses grandes lignes, s'inspirer du projet de convention préparé par le Gouvernement suédois et chargea le Secrétaire général de demander aux gouvernements intéressés de désigner des représentants dûment accrédités, afin de discuter et de conclure cet accord.

Le Ministre suédois des Affaires étrangères a demandé, dans un télégramme envoyé de Stockholm le 4 juillet que l'on préparât sans plus tarder la réunion d'une conférence entre les Puissances intéressées, à savoir : la Suède, la Finlande, l'Allemagne, le Danemark, la France, l'Empire britannique, l'Italie et la Pologne.

II. DIFFÉREND POLONO-LITHUANIEN.

Origine du différend.

L'intervention du Conseil dans le différend entre la Pologne et la Lithuanie fut provoquée par le prince Sapiéha, Ministre polonais des Affaires étrangères, en septembre 1920. La situation était compliquée et dangereuse. La frontière entre la Pologne et la Lithuanie n'avait pas été fixée. Le Conseil suprême avait, le 8 décembre 1919, tracé la ligne dite ligne Curzon à l'ouest de laquelle la Pologne était autorisée à établir une administration régulière ; mais cette décision n'avait jamais été communiquée à la Lithuanie, ni reconnue par elle, et d'autre part, elle réservait expressément les droits éventuels de la Pologne sur les territoires à l'est de la ligne Curzon.

La ville et le territoire de Vilna avaient été arrachés aux Bolchéviks par les Polonais, au printemps 1919, et administrés par la Pologne jusqu'en juillet 1920. Pendant cette période, la ligne de démarcation entre les forces polonaises et les forces lithuaniennes, suivait, du Niémen jusqu'à Dvinsk, une ligne sud-ouest-nord-ouest passant à 40 km. au nord-ouest de Vilna.

En juillet 1920, sous la pression des Bolchéviks, les Polonais évacuèrent Vilna. En même temps, par le Traité de Moscou du 12 juillet, le Gouvernement lithuanien obtenait des Russes la ville et le territoire de Vilna ; il occupait la ville le 14. La frontière du Traité de Moscou entre la Lithuanie et la Russie laissait à la Lithuanie Vilna, Lida et Grodno, et à l'ouest atteignait le Bobr, à 30 km. de la frontière prussienne, franchissant ainsi la ligne Curzon.

La situation, en septembre 1920, était devenue critique en raison de la présence de troupes lithuaniennes à l'ouest de la ligne Curzon. En outre, les Polonais accusaient le Gouvernement lithuanien de n'avoir pas observé la neutralité dans la guerre entre la Pologne et les Soviets.

Premières mesures : La ligne de démarcation. La Commission militaire de contrôle.

Le Conseil n'essaya pas, à ce moment, de trouver une solution définitive du conflit, mais s'efforça seulement de faire accepter aux deux parties une ligne de démarcation provisoire entre les zones d'occupation et d'empêcher tout acte d'hostilité entre leurs troupes. L'état de guerre existant alors entre la Pologne et la Russie soviétique et une partie de la Lithuanie étant occupée par les troupes russes, le Conseil pouvait difficilement assurer la reconnaissance de la neutralité du territoire en question.

A la suite de l'intervention du Conseil, la Lithuanie accepta comme ligne provisoire de démarcation la frontière fixée par le Conseil suprême, en 1919, et s'engagea à retirer ses troupes du territoire situé à l'ouest de cette ligne. La Pologne, de son côté, s'engagea à respecter la neutralité du territoire occupé par la Lithuanie à l'est de cette ligne, à condition que le Gouvernement des Soviets s'y engageât également.

Le Conseil nomma une Commission militaire de contrôle présidée par le colonel Chardigny, qui se rendit dans les districts occupés, obtint le retrait des troupes polonaises et lithuaniennes de chaque côté de la ligne de démarcation et la signature d'un armistice tout le long du front.

There remained the question of disarmament and neutralisation of the Islands. The Council decided that the Convention of 1856 should be replaced by a broader agreement under the guarantee of all the Powers concerned, including Sweden. The Council was of opinion that this agreement should conform in its main lines with the text of the Convention drafted by the Swedish Government, and it instructed the Secretary-General to ask the Governments concerned to appoint duly accredited representatives to discuss and conclude the Convention.

The Swedish Minister for Foreign Affairs, in a telegram sent from Stockholm on July 4th, asked that immediate steps should be taken to call a conference of the interested Powers, namely : Sweden, Finland, Germany, Denmark, France, the British Empire, Italy and Poland.

II. DISPUTE BETWEEN POLAND AND LITHUANIA.

Origin of the Dispute.

The intervention of the Council in the dispute between Poland and Lithuania was invoked by Prince Sapieha, the Polish Minister for Foreign Affairs, in September, 1920. The situation was complicated and dangerous. The frontier between Poland and Lithuania had not been defined. The Supreme Council had, on December 8th, 1919, delimited a frontier known as the "Curzon" line, to the west of which Poland was authorised to establish a regular administration. This decision, however, had never been communicated to Lithuania or recognised by her ; moreover, this decision expressly reserved the rights of Poland as regards the territory to the east of the Curzon line.

The city and territory of Vilna had been delivered from the Bolsheviks by the Poles in the spring of 1919 and administered by Poland up to July, 1920. During this period, the line of demarcation between the Polish and Lithuanian forces followed from the Niemen as far as Dvinsk a line south-west, north-east, passing 40 km. to the north-west of Vilna.

In July, 1920, under the pressure of the Bolsheviks, the Poles evacuated Vilna, while at the same time, by the Treaty of Moscow, signed on July 12th, the Lithuanian Government obtained from the Russians the city and territory which had been thus abandoned. The Lithuanian Government occupied the city on July 14th. The frontier, as fixed by the Treaty of Moscow, between Lithuania and Russia left to Lithuania Vilna, Lida and Grodno and extended to the west as far as the Bobr within 30 km. of the Prussian frontier, crossing the Curzon line.

The position in September, 1920, was critical owing to the presence of Lithuanian troops to the west of the Curzon line. The Poles, moreover, accused the Lithuanian Government of a breach of neutrality in the war between Poland and the Soviets.

First Measures : The Line of Demarcation and the Military Commission of Control.

The Council did not, at this stage, endeavour to arrange a final settlement of the dispute, but tried to obtain the provisional acceptance by the parties of a line of demarcation in the zones of occupation and to prevent any hostile acts between their troops. Owing to the state of war then existing between Poland and Soviet Russia and the occupation of a part of Lithuania by Soviet troops, it was difficult to secure a recognition of the neutrality of the territory in question.

As a result of the intervention of the Council, Lithuania accepted, as a provisional line of demarcation, the frontier fixed by the Supreme Council in 1919, and undertook to withdraw her troops from the territory west of this line, while Poland promised to respect the neutrality of the territory occupied by Lithuania to the east of the line on condition that this neutrality was equally respected by the Government of the Soviets.

The Council appointed a Military Commission of Control under Colonel Chardigny, which proceeded to the occupied districts, secured the withdrawal of the Polish and Lithuanian troops on either side of the line of demarcation, and arranged an armistice along the whole front.

L'affaire Zeligowski.

La situation se modifia entièrement avant la réunion du Conseil, le 20 octobre 1920. D'abord les troupes polonaises avaient chassé l'armée des Soviets de Grodno et de Lida ; la Pologne et la République des Soviets avaient signé un armistice et des préliminaires de paix à Riga. En second lieu, le 8 octobre, le général Zeligowski était entré à Vilna à la tête d'une division et avait installé un nouveau gouvernement sous le nom de « Gouvernement de la Lithuanie centrale ».

C'est dans ces conditions que les délégués de la Pologne et de la Lithuanie se présentèrent de nouveau devant le Conseil à Bruxelles, en octobre 1920. Le Gouvernement polonais déclara qu'il n'était pas responsable des événements de Vilna. Il avait désavoué le général Zeligowski et l'avait déclaré rebelle. La République polonaise ne pouvait toutefois employer la force contre le général Zeligowski, son initiative étant unanimement approuvée par l'opinion publique polonaise. Le Gouvernement polonais déclarait que, s'ils pouvaient décider de leur propre sort, les districts occupés par le général Zeligowski préféreraient être rattachés à la Pologne qu'à la Lithuanie.

Dispositions prises en vue d'un plébiscite.

Après de longues discussions, les représentants de la Pologne et de la Lithuanie acceptèrent, sur la proposition du Conseil, qu'on procédât sous les auspices de la Société, à un plébiscite, qui permettrait aux habitants des territoires contestés d'exprimer librement leur désir de s'unir, soit à la Lithuanie, soit à la Pologne. Le Conseil aurait à fixer les limites de la région soumise au plébiscite et les conditions nécessaires pour assurer la liberté du vote. Il devrait également décider des mesures à prendre pour assurer le retrait et le désarmement de toutes les troupes installées dans la région en question.

Le Conseil, au cours de sa session tenue à Genève, en novembre 1920, espérait encore pouvoir procéder à un plébiscite ; il prit les mesures nécessaires pour l'organisation d'un détachement international qu'on enverrait à Vilna, afin de permettre à l'opinion populaire de s'exprimer librement.

Il devint bientôt évident, étant donnée l'attitude des parties, qu'il serait très difficile d'arriver, par ce moyen, à résoudre le conflit. La Commission militaire, présidée par le colonel Chardigny, se voyait rebutée dans ses efforts en vue d'assurer la démobilisation de l'armée lithuanienne et d'obtenir les renseignements nécessaires pour la préparation du plébiscite. La Commission militaire se voyait également incapable d'obtenir une réduction de l'armée du général Zeligowski. Quoique le Gouvernement polonais eût désavoué la tentative du général Zeligowski, ses troupes, qui ne dépassaient point un effectif de 20.000 hommes à son entrée à Vilna le 8 octobre 1920, atteignaient 50.000 hommes à la fin de novembre. Les demandes répétées de démobilisation présentées par la Commission militaire étaient écartées et le Conseil fut, à regret, obligé de constater qu'il se trouvait en face d'une politique voulue d'obstruction.

En février, le détachement de troupes internationales n'avait pas encore pu partir, en raison des résistances des deux parties, et il était clair que la préparation du plébiscite demanderait beaucoup de temps.

La Conférence de Bruxelles.

C'est dans ces conditions que le Conseil, pendant sa 12^{me} session tenue à Paris du 21 février au 4 mars 1921, demanda aux deux parties si elles accepteraient de se rencontrer officieusement à Bruxelles, sous la présidence de M. Hymans, et d'entamer des négociations directes, afin d'arriver, si possible, à un règlement complet et définitif de toutes les questions en suspens.

Les deux parties devaient se rencontrer sur un pied d'égalité absolue. Les discussions qui eurent lieu pendant cette Conférence de Bruxelles, au sujet du sort de Vilna, ont été brièvement résumées, dans les termes suivants, dans un rapport présenté ultérieurement au Conseil par M. Hymans :

The Zeligowski Affair.

The position was, however, entirely changed before the next meeting of the Council on October 20th, 1920. First, the Polish troops had driven the Soviet Army from Grodno and from Lida, and an armistice, with peace preliminaries, had been signed at Riga between Poland and the Soviet Republic. Secondly, on October 8th, General Zeligowski, at the head of a division, had entered Vilna and proclaimed a Government under the title of the "Government of Central Lithuania."

In these circumstances the delegates of Poland and Lithuania again appeared before the Council in Brussels in October 1920. The Polish Government represented that it was not responsible for what had occurred at Vilna. It had repudiated General Zeligowski and had declared that he was acting as a rebel. The Polish Republic could not, however, intervene forcibly against General Zeligowski, since his initiative had received the unanimous support of Polish public opinion. The Polish Government claimed that the districts where General Zeligowski had assumed control would, if allowed to settle their political destiny, decide to become attached to Poland rather than to Lithuania.

Arrangements for a Plebiscite.

After considerable discussion, the representatives of Poland and Lithuania accepted a proposal of the Council that a plebiscite should be held under the auspices of the League, whereby the inhabitants of the disputed territory might freely express their wishes concerning their adherence either to Lithuania or to Poland. It was understood that the Council would determine the area within which the plebiscite should be held and the conditions necessary to ensure freedom of voting. It was also understood that the Council would decide what measures should be taken for the withdrawal or disarmament of any troops within the disputed area.

The Council, during its session held in Geneva in November, 1920, still hoped that it would be possible to arrange for a plebiscite, and took steps for the organisation of international forces to be despatched to Vilna in order to ensure a free expression of the popular opinion.

It soon, however, became obvious from the attitude of the parties that it would be difficult to arrive at a settlement of the dispute in this direction. The Military Commission under Colonel Chardigny was resisted in its efforts to procure a demobilisation of the Lithuanian army and in its attempts to obtain the information which was indispensable for the organisation of the plebiscite. The Military Commission was equally unable to obtain a reduction of the forces of General Zeligowski. In spite of the repudiation of General Zeligowski by the Polish Government, his effectives, which did not exceed 20,000 men when he entered Vilna on October 8th, 1920, amounted to 50,000 men at the end of November. Repeated requests for demobilisation presented by the Military Commission were disregarded and the Council was reluctantly compelled to note that a regular policy of obstruction was being followed.

In February the detachment of international police had not yet started owing to the reluctance of the two parties, and it was clear that the plebiscite would involve a long delay.

The Brussels Conference.

In these circumstances the Council during its 12th session held at Paris from February 21st to March 4th, 1921, asked the two parties if they would agree to meet informally at Brussels under the presidency of M. Hymans, and negotiate directly with one another in his presence in order that a complete and final settlement of all the questions at issue, if possible, be reached. It was understood that the two parties would meet on a footing of complete equality.

The discussions between the two parties during the Conference at Brussels concerning the future of Vilna were briefly summarised as follows in a report subsequently presented to the Council by M. Hymans :

« Il suffira de dire que les Lithuaniens invoquent l'ancienne histoire du Grand-Duché de Lithuanie, et le Traité de Moscou du 12 juillet 1920 par lequel les Soviets ont renoncé en faveur de la Lithuanie à la souveraineté russe sur Vilna et son territoire ; ils assurent que les Lithuaniens constituent, avec les Blancs-Russiens, la population autochtone de ce territoire, quoique une partie d'entre eux ne parlent pas la langue lithuanienne, et que les habitants de langue polonaise ne dépassent pas 20 pour cent de la population totale des régions contestées ; enfin que le bassin du Niémen forme une unité économique dont Vilna est le centre naturel, et qui ne peut être divisée sans que cette ville et sa province dépérissent. Ils récusent toute manifestation obtenue en faveur du rattachement à la Pologne sous le régime actuel d'occupation militaire

« La délégation polonaise fait valoir que le mot de Lithuanie est équivoque, car il désigne tantôt un domaine ethnographique limité, tantôt une entité historique, le Grand-Duché de Lithuanie. Celui-ci n'a jamais eu un caractère national au sens moderne, et son histoire même, depuis le XIV^{me} siècle, l'a étroitement associé à la Pologne et pénétré de culture polonaise. C'est de ce Grand-Duché, et non de la Lithuanie ethnographique, que Vilna est la capitale. La délégation polonaise conteste les données statistiques sur lesquelles s'appuie la revendication lithuanienne, et évalue l'élément polonais à plus de 60 pour cent de la population de la région contestée. Elle refuse de reconnaître le titre du Gouvernement des Soviets à disposer de Vilna et de son territoire, vu qu'il a lui-même, le 28 août 1918, abrogé tous les traités relatifs au partage de la Pologne, et elle invoque l'article 3 du Traité de Riga, par lequel la Russie soviétique déclare que le règlement de tout litige territorial entre la Pologne et la Lithuanie à l'ouest de la frontière fixée par ce Traité, regarde exclusivement ces deux Etats. Elle conteste la nécessité économique du rattachement à la Lithuanie de la région de Vilna, et déclare que ce pays ne peut se relever qu'avec le concours de la Pologne. Elle affirme enfin que la population ne cesse de manifester son désir d'appartenir à la patrie polonaise, et déclare qu'on ne peut disposer de son sort en dehors d'elle. »

La délégation lithuanienne, dans sa proposition de solution pratique du conflit, déclara que la Lithuanie était prête à nouer avec la Pologne des relations pacifiques et amicales. Elle proposa de laisser à la Lithuanie la ville et le district de Vilna ; la Lithuanie était disposée à garantir à l'élément polonais du district de Vilna la direction de l'enseignement, et à conclure une convention commerciale avec la Pologne sous le régime de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement polonais, de son côté, réclama Vilna en déclarant que l'armée polonaise avait libéré la ville du joug des bolchévistes, et qu'il avait assuré aux habitants que l'on respecterait leur droit de libre détermination. Chacune des deux parties revendiquait Vilna au nom d'arguments historiques.

M. Hymans, en face de ces deux thèses absolument inconciliables, demanda qu'on lui permît de rédiger un projet qui pourrait servir de base pour toutes les discussions soumises à la Conférence.

Projet de solution du conflit préparé par M. Hymans.

La proposition de M. Hymans ayant été acceptée par les deux parties, M. Hymans présenta à l'examen des deux délégations, le 20 mai 1921, un texte qui traitait de toutes les questions en litige. Voici ce texte :

« BRUXELLES, le 20 mai 1921.

» 1^o Les deux Etats reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Ils reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs

“ It is enough for me to say that the Lithuanians quoted from the history of the Grand-Duchy of Lithuania and from the Treaty of Moscow of July 12th, 1920, in which the Soviets renounce Russian sovereignty over Vilna and its territory in favour of Lithuania ; they emphasised the fact that the Lithuanians, together with the White Russians, constituted the original population of this territory, although a portion of them do not speak Lithuanian, and that the Polish-speaking inhabitants do not exceed 20 per cent. of the total population of the territories in dispute. Lastly, they said that the basin of the Niemen constituted an economic unit, of which Vilna was the natural centre, and that, if this unit were divided, this town and its district would fall into decay. They refused to admit the value of any manifestation in favour of union with Poland under the present regime of military occupation.

“ The Polish delegation pointed out that the word ‘Lithuanian’ had a double meaning, since it was sometimes used to denote a definite ethnographical region, and sometimes to denote an historical territory, the Grand-Duchy of Lithuania, which had never possessed the characteristics of a nation in the modern sense of the word, and which, as its history showed, had been, since the fourteenth century, closely associated with Poland and permeated with Polish culture. Vilna was the capital of this Grand-Duchy, and not of the ethnographical Lithuania. The Polish delegation contested the statistical data upon which the Lithuanian claim was based, and estimated the Polish element at more than 60 per cent. of the population of the territory in dispute. It refused to admit that the Government of the Soviets had any right to dispose of Vilna and its territory, seeing that it had itself on August 28th, 1918, cancelled all treaties referring to the partition of Poland. The delegation quoted Article 3 of the Treaty of Riga, in which Soviet Russia declared that the settlement of all territorial disputes between Poland and Lithuania, west of the frontier fixed by that Treaty, exclusively concerned these two States. The delegation contested the necessity, from an economic point of view, of attaching the Vilna territory to Lithuania; and declared that the territory in question could recover its prosperity only with the aid of Poland. Lastly, it pointed out that the population continued to give expression to its desire to belong to Poland, and declared that its future could not be decided without reference to the population.”

The Lithuanian delegation, in proposing a practical solution of the dispute, declared that Lithuania was ready to enter into peaceful and friendly relations with Poland. It proposed that the town and district of Vilna should belong to Lithuania; Lithuania was prepared to guarantee the control of education to the Polish element in the Vilna district and to conclude a commercial treaty with Poland based on the principle of the most-favoured nation.

The Polish Government laid definite claim to Vilna on the ground that the Polish army had freed the city from the Bolsheviks, and that it had assured the inhabitants that their right of self-determination would be respected. Both parties laid claim to Vilna on historical grounds.

M. Hymans, confronted with these two wholly irreconcilable views, proposed that he should be permitted to draft a scheme which might be put forward as the basis for a discussion of all the questions submitted to the Conference.

The Draft Scheme of M. Hymans for a Final Settlement.

This proposal was favourably received by both parties, and on May 20th, 1921, M. Hymans presented for the consideration of the two delegations a text covering all the questions in dispute. The following is the text of the scheme presented :

“ BRUSSELS, May 20th, 1921.

“ (1) The two States mutually recognise each other's independence and sovereignty. They mutually recognise that they have common interests requiring

qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondée sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison.

» 2. La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzkeniki — une ligne Druzkeniki-Stora-Ruda-Jeziory, rejoignant le Niémen vers Vola, le Niémen jusqu'au confluent de la Bérézina, et une ligne nord-est rejoignant la frontière de la Russie fixée par le Traité de Riga.

» 3. Le Gouvernement lithuanien s'engagera à organiser, par une loi constitutionnelle, la Lithuanie en Etat fédéral composé de deux cantons autonomes de Kovno et de Vilna. La limite entre les deux cantons suivrait approximativement la zone neutre actuelle.

» 4. Les cantons seront organisés sur une base analogue à celle des cantons suisses, et le Gouvernement central aura les mêmes attributions que le Gouvernement fédéral de Berne. La capitale fédérale sera établie à Vilna.

» 5. L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional avec un commandement unique comme en Suisse.

» 6. Les langues polonaise et lithuanienne seront langues officielles dans tout l'Etat.

» 7. Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées, à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

» 8. Les troupes occupant actuellement le territoire de Vilna devront l'évacuer dès la conclusion de l'accord, ainsi que tous les fonctionnaires non originaires du pays. Les troupes du Gouvernement lithuanien ne pénétreront dans le canton de Vilna qu'après l'organisation de ce canton, et après les élections municipales, cantonales et législatives.

» 9. Pendant la période intermédiaire, et dans le cas où l'on ne pourrait constituer au moyen d'éléments locaux une police suffisante pour le maintien de l'ordre et la protection de la frontière orientale, des contingents équivalents de troupes lithuanienes et de troupes polonaises pourront être admis dans le canton de Vilna et y occuper des secteurs limités fixés à l'avance, selon un accord entre les deux Gouvernements.

» 10. Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Gouvernements nommeront chacun trois représentants qui formeront un Conseil commun des Affaires étrangères ; ce Conseil aura pour fonctions de décider à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent les deux pays et la préparation d'un programme d'action commun. Il préparera un rapport pour les conférences périodiques des deux Gouvernements.

» 11. Les deux Diètes, polonaise et lithuanienne, désigneront suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal. Les actes de politique étrangère d'intérêt commun qui exigent une sanction législative seront soumis en premier lieu aux deux délégations siégeant en commun. Le texte approuvé par elles sera présenté à la ratification des deux diètes.

» 12. Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats sur les bases suivantes :

a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption des méthodes d'instruction et d'organisation des troupes.

b) Entente entre les deux états-majors, dès le temps de paix, pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler la mobilisation, les transports de concentration et le dispositif des troupes à la frontière. Cette entente se réaliserait par des conférences périodiques. En outre, une liaison permanente serait assurée par un organe spécial permanent d'étude et de collaboration.

the establishment of a system of co-operation, based on special conventions and on the creation of permanent organisations for common action.

“(2) The frontier between Poland and the Lithuanian State shall follow the Curzon line as far as the Niemen—the course of the Niemen as far as Druzkeniki—a line Druzkeniki-Stora-Ruda-Jeziory rejoining the Niemen near Vola—the Niemen as far as its junction with the Berezina—and a line running north-east rejoining the frontier of Russia, as fixed by the Treaty of Riga.

“(3) The Lithuanian Government shall undertake by means of a constitutional statute, to establish Lithuania as a federal State, consisting of the two autonomous cantons of Kovno and Vilna, the boundary between the two cantons to follow, approximatively, the present neutral zone.

“(4) The cantons shall be organised on a basis similar to that of the Swiss cantons, and the Central Government shall have the same powers as the Federal Government of Berne. The Federal capital shall be established at Vilna.

“(5) The army shall be organised on a basis of local recruiting, under a single command, as in Switzerland.

“(6) The Polish and Lithuanian languages shall be the official languages throughout the State.

“(7) Throughout the Lithuanian State ample guarantees shall be accorded to all racial minorities as regards education, religion, language and the right of association.

“(8) Troops now occupying the territory of Vilna must evacuate it as soon as this agreement is concluded, as also all the officials who are not natives of the country. The troops of the Lithuanian Government shall not penetrate into the Canton of Vilna until the Canton has been organised, and municipal, cantonal and legislative elections have taken place.

“(9) During the intermediary period, and in the event of it not being possible to form a police force consisting of local elements sufficiently strong to maintain order and protect the eastern frontier, contingents of Lithuanian and Polish troops of equal strength may be admitted into the Canton of Vilna and allowed to occupy limited sectors beforehand by agreement between the two Governments.

“(10) In order to maintain a liaison between the foreign policy of the two countries, the two Governments shall each appoint three representatives who will form a common Council for foreign affairs; this Council will have to decide, by a majority of votes, what are the questions which jointly concern the two countries and will have to see that these questions are examined and a programme of common action drawn up. It will prepare a report for the periodic conferences of the two Governments.

“(11) The two Diets, Polish and Lithuanian, shall appoint two delegations of equal numbers, selected in accordance with a system of proportional representation. Measures of foreign policy of mutual interest which require legislative sanction shall be submitted, in the first place, to the two delegations in joint session. The text approved by them shall be submitted to the two Diets for ratification.

“(12) A defensive military convention between the two States shall be drawn up on the following basis:

- (a) An understanding between the two general staffs in regard to the methods of army training and organisation.
- (b) An understanding between the two general staffs in time of peace regarding the preparation of a common plan of action in the event of war, and also regarding a mobilisation scheme, concentration and disposition of troops for the defence of the frontiers. This understanding to be arrived at by means of periodic conferences. In addition, a permanent liaison shall be ensured by a special permanent organisation for deliberation and co-operation.

- c) Concours limité donné par l'armée lithuanienne à l'armée polonaise en dehors du territoire lithuanien (comme effectifs et comme rayon d'action). Coopération des troupes polonaises avec les troupes lithuaniennes sur le territoire lithuanien. Usage réciproque des bases territoriales, routes, chemins de fer, etc., dans un intérêt stratégique commun.
- d) Commandement unique, en cas d'opérations communes des deux armées, tout en laissant le gros des forces lithuaniennes groupé sous le commandement lithuanien.

» L'appréciation du caractère défensif de toute opération de guerre prévue appartiendra au Conseil commun des Affaires étrangères. En cas de désaccord entre les représentants des deux Gouvernements à ce Conseil, la Pologne et la Lithuanie s'engagent à se conformer à la décision d'un arbitre, désigné à l'avance avec leur agrément par le Conseil de la Société des Nations ¹.

» 13. Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée, sera conclue entre les deux pays.

» Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

» Un conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé :

a) de veiller à l'application de l'accord douanier ;

b) d'en préparer éventuellement les modifications ;

c) d'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communication, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

» Il présentera aux deux Gouvernements un rapport commun.

» 14. La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit commercial.

» En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le port, ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

» 15. En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations avec leur agrément ². »

L'intention de M. Hymans, dans ce projet, était de lier la question de Vilna à celle des relations générale entre les deux États, et de ne point traiter la question territoriale de l'attribution de Vilna comme un problème séparé.

Le 25 mai, M. Hymans invitait les deux parties à lui faire savoir par écrit si elles étaient disposées à accepter le compromis proposé comme base de discussion.

La délégation lithuanienne répondit le 27 mai. Elle acceptait le projet de M. Hymans comme base de discussion, mais en faisant observer que cette réponse

¹ Amendement proposé par M. Hymans, le 3 juin 1921 : « par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ».

² Amendement proposé le 3 juin 1921 par M. Hymans : « à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou d'un arbitre désigné par elle avec l'agrément des parties ».

- (c) Assistance to be given within limits by the Lithuanian army to the Polish army outside Lithuanian territory (as regards effectives and sphere of action). Co-operation of the Polish troops with the Lithuanian troops on Lithuanian territory. Mutual use of territorial bases, roads, railways, etc., in the strategic interests of both parties.
- (d) A single command in the event of military operations common to both armies, the main body of Lithuanian troops to be left, however, under the Lithuanian command.

“ The joint Council for Foreign Affairs shall be the competent authority for deciding whether any contemplated military operation is of a defensive character. In case of disagreement between the representatives of the two Governments on this Council, Poland and Lithuania undertake to conform to the decision of an arbitrator, to be previously appointed, with their consent, by the Council of the League of Nations ¹.

“(13) An economic convention, of a more comprehensive nature than the ‘most-favoured nation’ clause, shall be concluded between the two countries.

“ The two countries shall reciprocally accept the principle of the free admission of each other’s products, with such exceptions as may be rendered necessary by either their internal fiscal regime, or — pending the establishment of a common monetary system — by the inequality of the exchange.

“ It shall be the duty of a common Economic Council consisting of three representatives of each Government :

- (a) To see that the customs agreement is carried out ;
- (b) To make provision for alterations in that agreement, whenever required ;
- (c) To examine all questions of economic interest to both parties, *e. g.*, transport, communication, monetary system, fiscal regime, monopolies, purchases of goods abroad, economic conventions.

“ This Council shall submit a joint report to both Governments.

“(14) Lithuania shall allow Poland free access to the sea and free transit for commerce.

“ Moreover, as regards the port of Memel, the two countries shall agree as to an arrangement which shall give Lithuania the sovereignty over the port, but shall at the same time secure to Poland the right to utilise the port at all times, as well as the use of the Niemen for transporting all kinds of goods including munitions and war material. Should such an agreement be reached, M. Hymans would request the League of Nations to use its influence with the Allied Powers in support of the arrangement adopted.

“(15) In case of disagreement as to the interpretation of the present Convention, the two countries undertake to accept the decision of an arbitrator appointed, with their consent, by the League of Nations. ² “

It was the intention of M. Hymans in this scheme to connect the problem of Vilna with that of the general relations between the two States and not as hitherto to treat the territorial question of the attribution of Vilna as a problem apart.

On May 25th, M. Hymans invited both parties to inform him in writing whether they were disposed to accept the proposed compromise as a basis for discussion.

The Lithuanian delegation replied on May 27th to the effect that they accepted the preliminary scheme as a basis for discussion without committing

¹ Amendment proposed by M. Hymans on June 3rd, 1921 : « by the President of the Permanent Court of International Justice ».

² Amendment proposed by M. Hymans on June 3rd, 1921 : « to the decision of the Permanent Court of International Justice or to an arbitrator appointed by it with the consent of both parties ».

ne préjugait de l'acceptation ni d'un article particulier ni de l'ensemble, et à la condition que la délégation polonaise accepterait également le projet comme base de discussion.

La délégation polonaise répondit le 28 mai. Elle déclarait que les idées contenues dans le projet pourraient être regardées comme une base de discussion, pourvu que la population de Vilna et de son territoire y consentît, et qu'on ne pouvait poursuivre les négociations que si les représentants des populations intéressées y prenaient part sur un pied d'égalité.

M. Hymans fit observer que cette demande entièrement nouvelle, faite après plusieurs semaines de négociations, était en contradiction avec le principe dont on était convenu de régler le conflit par négociations directes entre les deux Etats. Il se voyait donc obligé de suspendre les négociations et d'en référer au Conseil. Les deux parties convinrent de regarder les négociations de Bruxelles comme ajournées et non point comme terminées, et les deux délégations furent invitées à se présenter devant le Conseil lorsque celui-ci s'occuperait du conflit.

Nouvelle action du Conseil.

Le Conseil s'occupa à nouveau de conflit polono-lithuanien, en présence des deux parties, au cours de sa 13^{me} session en juin 1921. Il approuva, à l'unanimité, le projet rédigé par M. Hymans comme base de discussion et déclara qu'à ses yeux ce projet était de nature à amener un accord définitif entre les deux parties. Il demanda donc aux deux délégations de reprendre les discussions de Bruxelles sous la présidence de M. Hymans.

Dans l'intervalle, il était nécessaire de conclure des arrangements provisoires à propos du territoire contesté, jusqu'au moment où le projet soumis aux deux parties serait exécuté après modifications intervenues au cours des négociations.

Le Conseil, après une longue discussion, adopta le 28 juin les recommandations suivantes :

« Le Conseil, après avoir pris connaissance du rapport de M. Hymans sur les négociations de Bruxelles, approuve à l'unanimité l'avant-projet transactionnel établi par M. Hymans avec l'agrément des deux délégations.

» Le Conseil considère cet avant-projet comme de nature à amener l'accord définitif entre la Pologne et la Lithuanie.

» Après avoir entendu les deux délégations qui ont déclaré qu'elles acceptaient l'avant-projet de M. Hymans comme base de discussion, le Conseil formule les recommandations suivantes :

» 1) Les négociations directes commencées à Bruxelles y continueront sous la présidence de M. Hymans à partir du 15 juillet en prenant comme base l'avant-projet de M. Hymans.

» Afin de donner aux groupes divers ethniques des populations intéressées l'assurance qu'il sera tenu compte de leurs sentiments et de leurs revendications, un ou deux représentants de chaque groupe agréés par M. Hymans, sur la proposition respective de chacune des deux parties, pourront être entendus à titre d'information au cours des négociations.

» L'accord signé par les Gouvernements sera soumis aux Diètes des deux pays, et ultérieurement à celle de Vilna dont la création est prévue dans l'avant-projet.

» 2) Avant le 1^{er} septembre prochain, date de la prochaine session du Conseil :

a) tous les éléments des troupes du général Zeligowski, qui ne sont pas originaires du territoire contesté dans les limites fixées par l'avant-projet de M. Hymans devront quitter progressivement le territoire à partir du 15 juillet, date de la reprise des négociations ;

b) une milice locale qui ne dépassera pas 5000 hommes, dont 600 montés, sera organisée sous les auspices de la Commission militaire de contrôle pour assurer provisoirement le maintien de l'ordre.

themselves to any particular article or to the scheme as a whole, and on condition that the Polish delegation also accepted the scheme as a basis for discussion.

The Polish delegation replied on May 28th. It stated that the ideas contained in the scheme " might be regarded as a basis for discussion if the population of Vilna and its territory agreed, and that consequently negotiations could not be continued unless representatives of the population concerned took part in them on a footing of equality. "

M. Hymans pointed out that this entirely new request, made after several weeks of negotiation, was in conflict with the agreement that a settlement should be reached by direct negotiations between the two States. He was therefore obliged to suspend the negotiations and refer the matter to the Council. It was agreed, however, by the two parties that the negotiations at Brussels should be regarded as adjourned and not as terminated, and the two delegations were invited to appear before the Council when the dispute came up for consideration.

Further Action by the Council.

The Council resumed its discussion of the dispute in the presence of the two parties during its 13th session held in June, 1921. It unanimously approved the draft scheme drawn up by M. Hymans as a basis for discussion between the two parties and expressed the opinion that this draft should lead to a definite agreement between them. It accordingly asked the two delegations to resume the discussions at Brussels under the chairmanship of M. Hymans.

Meanwhile, it was necessary to make provisional arrangements in the territory under dispute for the period until the draft scheme as modified by subsequent negotiation between the two parties came into operation.

The Council, after considerable discussion, made on June 28th the following recommendations :

" The Council, having considered the report of M. Hymans on the negotiations at Brussels, unanimously approves the draft scheme drawn up by M. Hymans in agreement with the two delegations.

" The Council is of opinion that this draft should lead to a definite agreement between Poland and Lithuania.

" After having heard the two delegations, who declared their readiness to accept M. Hymans' draft as a basis of discussion, the Council formulates the following recommendations :

" (1) The direct negotiations opened at Brussels shall be continued there on July 15th under the Presidency of M. Hymans, upon the basis of M. Hymans' draft scheme.

" With a view to affording a guarantee to the various ethnical groups of the populations concerned that their feelings and claims will not be ignored, one or two representatives of each group may, with the approval of M. Hymans and at the suggestion of either party, be heard in the course of the negotiations for the purpose of giving information to the Conference.

" The agreement signed by the Governments shall be submitted to the Diets of the two countries and subsequently to that of Vilna, the establishment of a Diet for the latter being provided for in the draft scheme.

" (2) Before September 1st next; the date of the next meeting of the Council :

(a) All the men of General Zeligowski's troops who are not natives of the disputed territory within the limits fixed by M. Hymans' draft must gradually leave the territory, from July 15th onwards, the date on which negotiations will be re-opened.

(b) A local police force not exceeding 5,000 men, of which 600 shall be mounted, shall be organised by the Military Commission of Control in order to assure temporarily the maintenance of order.

Tout le matériel de guerre, armes et munitions non nécessaires pour l'organisation de la dite milice, sera évacué dans les délais prévus à l'alinéa a) ;

La Commission militaire aura la faculté de modifier cette disposition, d'accord avec les deux parties, dans le sens de l'article 9 de l'avant-projet ;

c) Les fonctionnaires de toutes catégories non originaires du pays, devront également en être retirés progressivement à partir du 15 juillet.

» 3) Avant le 1^{er} septembre prochain, les troupes lithuaniennes devront prendre leur stationnement normal de temps de paix, dont le détail devra être communiqué au Conseil avant le 1^{er} août, en même temps que les mesures prises pour la réduction des effectifs actuellement mobilisés.

» 4) Le Conseil engage instamment les deux pays à rétablir dès maintenant les relations consulaires et à étudier sans délai les mesures propres à rétablir de libres communications entre la région de Vilna et les régions voisines.

» 5) Les deux Gouvernements assureront à la Commission militaire toutes facilités pour le contrôle des dispositions prévues dans la présente résolution, notamment pour l'organisation de la police locale, aussi bien dans le territoire contesté que dans les régions limitrophes. La Commission militaire fixera en particulier, avant le 1^{er} septembre, la date à laquelle la ligne ferrée Vilna-Grodno pourra être remise en exploitation. »

En demandant aux deux parties de vouloir bien prendre en considération ces recommandations, le délégué britannique, parlant en séance publique, au nom de ses collègues, tint le langage suivant :

« Quant à moi (et je crois exprimer également l'opinion de mes collègues), j'ai le sentiment que les efforts du Conseil de la Société des Nations, pour poursuivre ces négociations, seront voués à l'insuccès si nous n'obtenons pas des Gouvernements polonais et lithuanien des assurances satisfaisantes de leur acquiescement aux lignes générales du projet de M. Hymans que vient d'approuver le Conseil. Si ces principes généraux n'étaient pas acceptés comme base de discussion, ce serait dépenser son temps en pure perte que poursuivre les négociations sur des points de détail. Nous devons savoir où nous en sommes, et c'est maintenant qu'il importe de le savoir.

» Quel est, dans ses grandes lignes, le projet que nous proposons ? Ce n'est pas un projet d'union fédérale, encore moins de fusion politique complète. C'est un projet suivant lequel les deux Etats, tout en gardant intacts leur indépendance et leur souveraineté, conviendraient de s'associer amicalement pour assurer le développement de leurs intérêts communs. Il s'inspire de l'idée que la Lithuanie ne peut guère, dans les circonstances actuelles, espérer conserver « un splendide isolement », mais qu'elle a tout intérêt à collaborer avec la Pologne, comme la Pologne a tout intérêt à s'associer avec elle. Nous ne croyons pas qu'une association entre la Lithuanie et la Pologne, telle que nous la proposons, doive nuire en rien aux relations que le Gouvernement de Kovno peut désirer entretenir avec les Etats voisins de Lettonie et d'Esthonie. Nous ne proposons pas davantage de donner à l'association entre la Pologne et la Lithuanie, une forme étroite et sans souplesse. Nous comprenons fort bien que la défiance que ressentent l'un pour l'autre ces deux Etats, en ce moment si près de la guerre, ne peut être immédiatement dissipée, quel que soit notre espoir de voir cette hostilité non dissimulée disparaître avec le temps. Nous estimons cependant que si le projet que nous proposons est loyalement accepté par les deux parties, la Pologne et la Lithuanie s'appuieront l'une sur l'autre, conscientes de leurs intérêts communs et mutuellement soucieuses de ne pas porter atteinte à leur indépendance nationale.

» Le monde entier aspire à la paix ; refuser d'accepter comme base de discussion un projet qui laisse entrevoir la possibilité d'une paix raisonnable serait trahir les intérêts de la civilisation européenne.

All war material, arms and munitions not required for the organisation of the local police force shall be evacuated within the period laid down in paragraph (a).

The Military Commission shall have the power to modify these provisions in agreement with the two parties in the sense indicated in Article 9 of the draft scheme.

- (c) Officials of all kinds who are not natives of the country must also be gradually withdrawn from July 15th onwards.

“ (3) Before September 1st next, the Lithuanian troops shall re-occupy their normal peace stations, details of which shall be submitted to the Council before August 1st at the same time as the measures taken for the reduction of the forces now mobilised.

“ (4) The Council urgently requests the two countries immediately to re-establish consular relations and to study at once measures for the re-establishment of free communication between the district of Vilna and the neighbouring districts.

“ (5) The two Governments shall afford the Military Commission every facility for controlling the dispositions laid down in this resolution, in particular those relating to the organisation of the local police force, not only in the territory in dispute but also in the neighbouring districts. The Military Commission in particular shall fix, before September 1st, the date on which the Vilna-Grodno railway shall once more be open to traffic.”

In commending this plan to the favourable consideration of the two parties, the British member of the Council, speaking publicly on behalf of his colleagues, expressed himself in the following terms :—

“ I feel that it will be quite useless for the Council of the League of Nations to attempt to proceed with these negotiations unless we obtain satisfactory assurances from the Polish and Lithuanian Governments that they are willing to accept in its general lines the scheme drafted by M. Hymans, which has now received the approval of the Council. Unless these general lines are accepted as a basis of discussion — and I am glad to welcome the satisfactory assurances we have received from the delegates of Poland and Lithuania — it would be a pure waste of time to proceed with negotiations on points of detail. We must know where we stand, and we must know now.

“ What are the main features of the plan which we propose? It is not a plan for a federal union; still less is it a plan for complete political fusion. It is a plan under which the two States, while retaining their independence and sovereignty unimpaired, enter into a friendly association for the promotion of their common interests. It is a plan based on the view that Lithuania can hardly, in present circumstances, expect to maintain a splendid isolation, but that she has everything to gain by co-operation with Poland, just as Poland has everything to gain by association with her. We do not see that the association of Lithuania with Poland, as we propose, need in any way prejudice the friendly relations which the Government of Kovno may wish to secure with the neighbouring States of Latvia and Esthonia. Nor do we propose that the association between Poland and Lithuania should be strict and unelastic. We can well understand that the distrust between these two States, which are now trembling on the verge of war, cannot be immediately dissipated, much as we may hope that time will cure this unconcealed hostility. We believe, however, that under the plan which we propose, if it be loyally accepted on both sides, Poland and Lithuania will march together, conscious of their common interests, and each respectful of the other's national independence.

“ The whole world has need of peace, and to refuse to accept as a basis of further discussion a plan which affords a reasonable prospect of peace would constitute an act of treason against the interests of European civilisation.

» Le Conseil est donc unanime à exhorter les deux parties en litige à accepter les lignes générales de la résolution présentée en ce moment, à une condition toutefois, dont l'exécution préliminaire est indispensable pour que nous puissions envisager une solution satisfaisante. La ville et le district de Vilna doivent être évacués par les troupes polonaises du général Zeligowski. L'évacuation doit se faire, conformément aux termes de la résolution du Conseil, s'opérer ponctuellement et loyalement. Il ne doit pas y avoir d'échappatoire ; aucune mesure ne doit pouvoir prêter à une accusation de ce genre. Qu'il soit bien entendu que le Conseil est unanime à insister sur ce point. Je souligne particulièrement cette unanimité du Conseil, car rien n'est plus propre à retarder le règlement du conflit entre la Pologne et la Lithuanie que le soupçon d'une division entre les Grandes Puissances au sein du Conseil, et l'idée qu'une Puissance soutient la Lithuanie, tandis qu'une autre se range aux côtés de la Pologne. Cette division n'existe pas. Je ne puis parler qu'au nom du Gouvernement de la Grande-Bretagne, mais je crois que les Gouvernements de France et d'Italie m'appuieront si je déclare que l'on doit procéder immédiatement à l'évacuation et la considérer comme indissolublement liée au plan général de collaboration que le Conseil, à l'unanimité, recommande instamment aux autorités responsables de Pologne et de Lithuanie, et à l'opinion publique de ces deux pays. »

M. Askenazy insista particulièrement sur le paragraphe de la résolution du Conseil touchant la ratification par la Diète de Vilna. Le délégué polonais regardait ce paragraphe comme la reconnaissance et la réalisation du principe de libre détermination en faveur de la population de Vilna, et comme une mesure remplaçant la demande, faite par le délégué polonais à Bruxelles, de faire participer aux négociations des délégués de Vilna.

M. Galvanauskas, délégué de la lithuanie, s'opposa au paragraphe relatif à la ratification par la Diète de Vilna, parce qu'on pouvait le considérer comme pré-jugeant de l'acceptation d'une partie du projet, en sous-entendant la constitution d'un canton de Vilna. Il trouva également insuffisantes les garanties indiquées comme nécessaires dans la résolution du Conseil pour préserver l'ordre dans le territoire contesté et pour assurer l'évacuation des troupes du général Zeligowski. Il déclara avec insistance que la seule méthode pratique d'administration, en attendant la solution de la délimitation des frontières, était de diviser le territoire contesté en deux zones : l'une administrée par la Lithuanie et l'autre par la Pologne, et de revenir à l'accord conclu à Suwalki le 7 octobre 1920, avant que le général Zeligowski se fût saisi, par la force, de l'administration de Vilna.

M. Galvanauskas se déclarait incapable, dans ces conditions, d'accepter la recommandation du Conseil. La délégation lithuanienne devait en référer à son Gouvernement.

Attitude des Gouvernements.

Le 15 juillet, le Gouvernement polonais déclara accepter la recommandation du Conseil, mais avec certaines réserves. Il affirmait que tous les éléments polonais servant dans l'armée du général Zeligowski seraient rappelés en Pologne, mais que le Gouvernement polonais devrait se borner à soumettre au général Zeligowski la demande du Conseil concernant la réduction des forces qui resteraient sous ses ordres après le départ des éléments polonais.

Le 24 juillet, le Gouvernement lithuanien déclarant qu'il n'était pas en mesure d'appliquer les recommandations du Conseil, réclama l'exécution pure et simple de la Convention de Suwalki. Le délégué lithuanien ajouta que la Lithuanie désirait renouer avec la Pologne des négociations directes.

M. Hymans répondit aux deux Gouvernements dans les termes suivants :

(a) *Réponse au Gouvernement polonais :*

« A Monsieur SKIRMUNT.

BRUXELLES, le 28 juillet 1921.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note du Gouvernement polonais du 15 juillet, en réponse à la résolution du Conseil du 28 juin.

“The Council, therefore, is unanimous in exhorting the two parties to this dispute to accept the main lines of the resolution which is now submitted. But there is one preliminary condition, without which we see no prospect of a satisfactory settlement. The town and district of Vilna must be evacuated by the Polish troops of General Zeligowski. It must be evacuated according to the terms laid down in the Council's resolution, and the evacuation of the Polish troops must be carried out punctually and in good faith. There must be no evasion ; there must be no conduct which is likely to give grounds for an accusation of evasion. Let it be understood that the Council is unanimous in its insistence on this point. I lay particular stress on the unanimity of the Council, for nothing is more calculated to retard the settlement of the Polish-Lithuanian controversy than the suspicion that the Great Powers are divided in council, and that while one Power sides with Lithuania, another Power sides with Poland. No such division exists. I can speak only for the Government of Great Britain, but I believe also that the Governments of France and Italy will support me when I say that the evacuation should be forthwith taken in hand as part and parcel of the general plan of participation which is earnestly commended by the unanimous voice of the Council to the responsible authorities of Poland and Lithuania and to public opinion in both these countries.”

M. Askenazy laid particular emphasis on the clause in the resolution of the Council concerning ratification by the Diet of Vilna. The Polish delegation regarded this clause as a recognition and realisation of the principle of self-determination in favour of the people of Vilna, and as a substitute for the stipulation requested by the Polish delegation at Brussels for the participation of a delegation from Vilna in the negotiations.

M. Galvanauskas, the Lithuanian delegate, objected to the clause concerning ratification by the Diet of Vilna as prejudging the acceptance of part of the draft scheme by implying that a canton of Vilna would be constituted. He further objected that the guarantees mentioned in the resolution of the Council as necessary for the preservation of order in the disputed territory and for the evacuation of the troops of General Zeligowski were insufficient. He urged that the only practicable method of administration, pending a settlement of the frontiers, was to divide the disputed territory into two parts, one to be administered by Lithuania and the other by Poland, and to honour the agreement made at Suwalki on October 7th, 1920, before General Zeligowski had forcibly assumed control of the administration of Vilna.

In these circumstances, M. Galvanauskas declared that he was unable to accept the recommendation of the Council and that the Lithuanian delegation would refer the matter to its Government.

The Attitude of the Governments.

On July 15th the Polish Government declared that it accepted the recommendation of the Council, but with certain reservations. It stated that the Polish element serving in the army of General Zeligowski would be recalled to Poland, but that the Polish Government must confine itself to submitting to General Zeligowski the request of the Council concerning the reduction of the forces which would remain under his orders after this elimination had been effected.

On July 24th the Lithuanian Government declared that it was not in a position to carry out the recommendation of the Council, and asked for the application, pure and simple, of the Convention of Suwalki. The Lithuanian Government added that Lithuania desired to resume direct negotiations with Poland.

M. Hymans thereupon addressed to the two Governments the following replies:

a) *Reply addressed to the Polish Government :*

Translation.

“ TO MONSIEUR SKIRMUNT,

BRUSSELS, July 28th, 1921.

“ SIR,

“ I have the honour to acknowledge receipt of the Polish Government's note of July 15th in reply to the resolution of the Council dated June 28th.

» Je regrette, — et le Conseil partagera certainement mon sentiment — que le Gouvernement polonais ait grandement diminué la valeur de son acceptation de la résolution du 28 juin, en déclarant attendre du général Zeligowski l'exécution de mesures qui, selon le Conseil, dépendent du Gouvernement polonais lui-même, et en réservant par une phrase dont je ne saisis pas clairement la portée, les droits de la Pologne sur le territoire de Vilna.

» En dehors de ces restrictions qui m'auraient mis dans l'obligation d'obtenir de nouvelles précisions du Gouvernement polonais, la réponse de la délégation lithuanienne qui vient de me parvenir et dont le texte vous sera communiqué par le Secrétariat général, ne permet pas de reprendre les négociations dans les conditions et les délais prévus par la résolution du Conseil.

» Toutefois, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement polonais est disposé à envoyer des délégués à Genève le 25 août prochain, pour s'y rencontrer sous ma présidence avec les délégués du Gouvernement lithuanien, et chercher avec eux s'il est possible de trouver un terrain d'entente entre les deux pays, sur les questions qui les divisent.

» Je croirais manquer à la mission dont le Conseil m'a chargé, si je n'essayais pas encore une fois de mettre en présence les délégations des deux pays et de faire appel à leur sagesse politique pour trouver une solution du conflit.

» La présence des deux délégations me paraît, d'ailleurs, indispensable à la préparation du rapport que j'aurai à soumettre au Conseil pour lui exposer les raisons qui ont déterminé l'attitude des deux Gouvernements.

» Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.
(Signé) PAUL HYMANS.»

b) Réponse au Gouvernement lithuanien :

A Monsieur GALVANAUSKAS.

BRUXELLES, le 28 juillet 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 22 juillet, qui m'a été remise le 26 à Bruxelles, par MM. Milosz et Narouchevitch.

» La décision du Gouvernement lithuanien eût-elle même été favorable, j'aurais regretté qu'elle me fût parvenue si tard, la période de liberté que je m'étais réservée pour présider les négociations étant en grande partie écoulee.

» Je regrette davantage encore, et le Conseil partagera certainement mon sentiment, que le Gouvernement lithuanien ne se voie pas en mesure de donner suite aux recommandations contenues dans la résolution du Conseil du 28 juin.

» J'ai l'honneur de vous demander si, conformément aux intentions exprimées dans le dernier paragraphe de votre lettre, le Gouvernement lithuanien est disposé à envoyer des délégués à Genève le 25 août prochain pour s'y rencontrer, sous ma présidence, avec les délégués du Gouvernement polonais et chercher avec eux s'il est possible de trouver un terrain d'entente avec les deux pays sur les questions qui les divisent.

» Je croirais manquer à la mission dont le Conseil m'a chargé si je n'essayais pas encore une fois de mettre en présence les délégations des deux pays et de faire appel à leur sagesse politique pour trouver une solution du conflit.

» La présence des deux délégations me paraît, d'ailleurs, indispensable à la préparation du rapport que j'aurai à soumettre au Conseil pour lui exposer les raisons qui ont déterminé l'attitude des deux Gouvernements.

» Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

(Signé) PAUL HYMANS.»

“ The Council will certainly share my regret that the Polish Government has largely reduced the value of its adhesion to the resolution of June 28th, by declaring that it leaves to General Zeligowski the carrying out of the measures which, in the Council’s opinion, depend upon the Polish Government itself, and by reserving in a sentence, the meaning of which I do not quite understand, its rights over the Vilna territory.

“ Apart from these restrictions, which would have necessitated my obtaining further explanations from the Polish Government, the reply of the Lithuanian Government, which has just reached me and which will be communicated to you by the Secretariat, precludes the resumption of the negotiations under the conditions and at the time laid down in the Council resolution.

“ Nevertheless, I have the honour to ask you whether the Polish Government is prepared to send delegates to Geneva on August 25th next, to meet the delegates of the Lithuanian Government under my presidency and to endeavour to find jointly some common basis for arriving at an understanding between the two countries on the disputes between them.

“ I should be failing in the duty which the Council has laid upon me if I were not once more to try to bring together the delegations of the two countries and to appeal to their political wisdom with a view to finding some solution of the dispute.

“ Moreover, the presence of the two delegations seems to me to be essential in order to prepare the report which I shall have to submit to the Council explaining the reasons for the attitude adopted by the two Governments.

“ I have the honour, etc.,

(Signed) PAUL HYMANS. ”

(b) *Reply addressed to the Lithuanian Government.*

[Translation.]

“ To Monsieur GALVANAUSKAS.

BRUSSELS, *July* 28th, 1921.

“ SIR,

“ I have the honour to acknowledge the receipt of your note of July 22nd, which has been transmitted to me at Brussels by M. Milosz and M. Narouchavitch.

“ Even if the decision of the Lithuanian Government had been favourable, I should have regretted that it was communicated to me at so late a date, as the period during which I had kept myself free in order to preside over the negotiations has to a great extent elapsed.

“ I regret even more, and the Council will certainly share my feeling that the Lithuanian Government does not feel in a position to carry out the recommendations of the resolution of the Council dated June 28th.

“ I have the honour to ask you whether, in accordance with the intentions expressed in the last paragraph of your letter, the Lithuanian Government is prepared to send delegates to Geneva on August 25th next to meet the delegates of the Polish Government under my presidency and to endeavour to find jointly some common basis for arriving at an understanding between the two countries on the disputes between them.

“ I should be failing in the duty which the Council has laid upon me if I were not once more to try to bring together the delegations of the two countries and to appeal to their political wisdom with a view to finding some solution of the dispute.

“ Moreover, the presence of the two delegations seems to me to be essential in order to prepare the report which I shall have to submit to the Council explaining the reasons for the attitude adopted by the two Governments.

“ I have the honour, etc.,

(Signed) PAUL HYMANS. ”

III. PASSAGE DES TROUPES INTERNATIONALES A TRAVERS LA SUISSE.

Le Gouvernement français, chargé par le Conseil de préparer le transport du détachement international destiné à maintenir l'ordre dans le territoire contesté de Vilna pendant la préparation du plébiscite, avait été autorisé, au nom du Conseil, à demander aux Gouvernements intéressés l'autorisation de faire passer ces troupes sur leurs territoires. Une demande avait été adressée à cet effet aux Gouvernements de la Suisse, de l'Autriche et de la Tchéco-Slovaquie.

Le Gouvernement suisse répondit qu'il ne pouvait accorder l'autorisation nécessaire. Il croyait savoir, en effet, que la décision du Conseil relative au plébiscite n'avait pas rencontré le plein assentiment des deux parties en présence. Il redoutait, au cas où il accorderait l'autorisation demandée, de se voir obligé de la retirer à une date ultérieure si le Gouvernement des Soviets venait à attaquer la région de Vilna et si les opérations de police entreprises par le Conseil se trouvaient ainsi transformées en véritables opérations militaires.

Le Conseil, au cours de sa 12^{me} session, invita M. Dunant, ministre de Suisse à Paris, à expliquer le point de vue du Gouvernement suisse. L'attention du ministre de Suisse fut attirée sur le grand préjudice moral causé à la Société par la décision de son Gouvernement et le regret lui fut exprimé que le Conseil fédéral eût pris sa décision sans donner au Conseil de la Société l'occasion de s'expliquer sur les conditions dans lesquelles devait avoir lieu l'envoi de ces troupes.

A la séance du Conseil du 4 mars, M. Dunant déclara qu'il y avait eu malentendu. Le Gouvernement suisse avait toujours pleinement reconnu le devoir moral de solidarité qui s'impose à tous les Membres de la Société, et grâce à des rapports plus suivis avec la Société des Nations, les cas qui pourraient se présenter à l'avenir seraient réglés d'un commun accord et dans une pleine confiance réciproque.

IV. APPEL ADRESSÉ PAR L'ALBANIE.

Par un télégramme daté du 5 mars 1921, M. Vrioni, premier Ministre d'Albanie, a informé le Secrétaire général qu'une partie considérable de l'Albanie du Nord était occupée par les troupes serbes ; un grand nombre de réfugiés venant de la région occupée étaient arrivés à Tirana et dans le pays environnant, dans un état de complet dénuement ; en raison du manque de ressources, le Gouvernement albanais éprouvait les plus grandes difficultés à secourir les réfugiés. Le télégramme se terminait par un appel adressé au Conseil de la Société des Nations en vue de l'évacuation des territoires albanais occupés par les Yougoslaves.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général, le 29 avril, M. Midhat Frasheri, président de la Délégation albanaise à Paris, déclarait que certaines parties du territoire albanais avaient été occupées par les Grecs et les Yougoslaves ; il demandait au Secrétaire général de prendre les mesures qu'exige la situation afin d'obtenir l'évacuation, par la Grèce et par la Serbie, des régions du territoire albanais que ces deux Puissances occupent actuellement et de rétablir ainsi la paix et l'entente dans un pays cruellement éprouvé.

M. Frasheri indiquait dans sa lettre que les frontières de l'Albanie avaient été fixées en 1913 par les Grandes Puissances et que, depuis la fin de 1918, l'Etat serbe-croate-slovène avait occupé une portion de territoire située en deça de la frontière assignée à l'Albanie. Cette occupation avait causé la mort de 738 Albanais et la fuite vers l'intérieur d'environ 40.000 des habitants.

Le 15 juin, le premier Ministre d'Albanie télégraphiait au Secrétaire général et faisait appel au Conseil, conformément à l'article 11 du Pacte. Il attirait son attention sur la situation qui existait entre l'Albanie et ses voisins, situation, déclarait-il, qui constituait une menace sérieuse pour la paix.

III. PASSAGE OF INTERNATIONAL TROOPS THROUGH SWITZERLAND.

The French Government, entrusted by the Council with the task of organising the transport of the international detachment intended to maintain order in the contested territory of Vilna during the preparation for a plebiscite, was authorised to ask the interested Governments on behalf of the Council for permission to despatch these troops over their territory. A request to this effect was addressed to the Governments of Switzerland, Austria and Czecho-Slovakia.

The Swiss Government replied that it was unable to grant the necessary permission on the ground that it did not believe that the decision of the Council to hold a plebiscite had received the full assent of the two parties, and it feared that, if it granted the required permission, it would be obliged to withdraw it at a later date, if the Government of the Soviets should make an attack on the territory of Vilna and if the police operations undertaken by the Council should thus be transformed into military operations.

The Council, during its 12th session, invited M. Dunant, the Swiss Minister in Paris, to attend and to explain to the Council the point of view of the Swiss Government. The attention of the Swiss Minister was drawn to the great moral injury which had been caused to the League by the decision of his Government and regret was expressed that the Federal Council had taken its decision without giving the Council of the League an opportunity of explaining under what conditions the despatch of troops would eventually be undertaken.

At a meeting of the Council held on March 4th, M. Dunant declared that there had been a misunderstanding. He stated that the Swiss Government fully recognised the moral duty of solidarity incurred by all Members of the League and expressed the opinion that, thanks to the closer relations which would exist between Switzerland and the League, any such cases which might arise would be examined in future in collaboration and in complete mutual confidence.

IV. THE APPEAL OF ALBANIA.

By a telegram received on March 5th, 1921, the Secretary-General was informed by M. Vrioni, the Prime Minister of Albania, that a considerable portion of Northern Albania was under Serbian military occupation; that a large number of refugees in the occupied district had entered Tirana and the neighbouring districts in a state of destitution; and that, for lack of means, the Albanian Government found the greatest difficulty in providing for these people. The telegram concluded by appealing to the Council of the League of Nations to bring about the evacuation of the Albanian territories occupied by the Jugo-Slavs.

In a letter addressed to the Secretary-General on April 29th, M. Midhat Frasher, the President of the Albanian delegation in Paris, stated that portions of Albanian territory had been occupied by the Greeks and the Jugo-Slavs, and asked the Secretary-General to take the steps which the situation demands to obtain the evacuation by Greece and Serbia of those districts of Albanian territory which these two Powers are now occupying, and thus to restore peace and harmony to a sorely tried country.

M. Frasher pointed out, in his letter, that the frontiers of Albania had been fixed in 1913 by the Great Powers, and that since the end of 1918 the Serb-Croat-Slovene State had been in occupation of territory lying on the Albanian side of this frontier. This occupation had resulted in seven hundred and thirty-eight Albanians losing their lives, and the flight of some 40,000 of the inhabitants to the interior.

On June 15th the Prime Minister of Albania telegraphed to the Secretary General appealing to the Council under Article 11 of the Covenant. He called attention to the situation existing between Albania and her neighbours, which, he stated, constituted a serious menace to peace.

A la suite de cet appel, le Gouvernement albanais fut invité, ainsi que les Gouvernements de la Grèce et de l'Etat serbe-croate-slovène, à envoyer des délégués à la 13^{me} session du Conseil afin de discuter la situation.

Les représentants de l'Albanie, de la Grèce et de l'Etat serbe-croate-slovène, présentèrent leurs déclarations au Conseil le 25 juin. Le délégué albanais réitéra en les développant, ses accusations contre la conduite des troupes grecques et yougoslaves, opérant en deçà de la frontière albanaise, telle qu'elle avait été fixée par les Grandes Puissances en 1913. La discussion porta principalement sur la validité relative des accords conclus par les Grandes Puissances, avant et pendant la grande guerre, en ce qui concerne les frontières de l'Albanie, et sur la question de savoir s'il était opportun que le Conseil de la Société des Nations s'occupât de cette affaire, étant donné que la Conférence des Ambassadeurs en était déjà saisie.

Le délégué albanais soutint que les Accords conclus en 1913 à la fin de la guerre balkanique, au moment où l'existence de l'Albanie, en tant qu'Etat indépendant, fut reconnue par les Grandes Puissances, n'avaient été annulés par aucun accord ultérieur. En particulier, il refusa de reconnaître la validité des Accords provisoires de Londres de 1915, dans lesquels le partage de la plus grande partie de l'Albanie et l'établissement d'un protectorat italien sur le reste du territoire albanais avaient été négociés entre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie. Il fit valoir que l'Accord de 1915 avait été nettement abrogé par le Traité de Rapallo et par le Protocole préliminaire de Tirana, par lesquels l'Italie avait renoncé au protectorat qu'elle revendiquait et avait reconnu la souveraineté de l'Albanie sur Valona. Il affirma que les frontières de l'Albanie avaient été fixées par les six Grandes Puissances qui, avant la guerre, représentaient ce qu'on appelait « le concert européen ». Il indiqua que la Société des Nations avait pris la succession du « concert européen » et avait seule le droit de régler la question que l'on discutait. Il refusa d'admettre la compétence de la Conférence des Ambassadeurs qui n'avait à connaître que des rapports entre vainqueurs et vaincus, tels qu'ils étaient déterminés par les Traités de paix. Le délégué albanais conclut en demandant au Conseil d'envoyer en Albanie une Commission d'enquête qui examinerait la situation sur place.

Le délégué grec mentionna le rapport de la 5^{me} Commission de la première Assemblée, dans lequel il était déclaré que les frontières de l'Albanie n'avaient jamais été entièrement délimitées. Il indiqua que l'Albanie avait, elle-même, adressé un appel à la Conférence de la Paix et avait fait valoir que les Principales Puissances avaient le droit de déterminer les frontières de l'Etat albanais. Puisque une autre juridiction avait été invoquée et que sa décision n'était pas encore prise, il demandait s'il était possible de ne pas attendre cette décision et d'invoquer la juridiction de la Société.

Le représentant de l'Etat serbe-croate-slovène fut également d'avis que la question devait être traitée par la Conférence des Ambassadeurs.

On fit remarquer, au cours de la discussion, que la première Assemblée de la Société des Nations, en admettant l'Albanie parmi ses Membres, avait explicitement reconnu que ses frontières n'avaient pas été nettement fixées. On fit remarquer également que l'article 89 du Traité de St-Germain stipulait que l'Autriche devait reconnaître et accepter les frontières de la Bulgarie, de la Grèce, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Etat serbe-croate-slovène et de l'Etat tchéco-slovaque, telles qu'elles seraient fixées par les Principales Puissances alliées et associées. Le droit que possédait la Conférence des Ambassadeurs de fixer les frontières de l'Albanie, était nettement impliqué dans cet article.

Le Conseil décida que, puisque la Conférence des Ambassadeurs avait abordé l'étude de la question albanaise, et qu'elle la discutait en ce moment même, il ne serait pas opportun pour le Conseil d'en aborder l'étude simultanément. Entre temps, il recommanda aux trois parties de s'abstenir de tout acte susceptible de gêner la procédure en cours. Il leur assura que la question était l'objet de la vigilance la plus attentive de la part du Conseil de la Société des Nations, qui apporterait à la défense de la population et de la nation albanaises toute son attention.

Le délégué albanais refusa d'accepter cette décision et demanda que la question de compétence fût renvoyée à une commission de juristes. Dans la protestation qu'il adressa au Conseil en terminant, il affirma à nouveau que la Con-

In view of this appeal, the Albanian Government, together with those of Greece and the Serb-Croat-Slovene State, was invited to send representatives to attend the 13th session of the Council in order to discuss the situation.

Statements were made before the Council on June 25th by the representatives of Albania, Greece and the Serb-Croat-Slovene State. The Albanian delegate repeated and amplified his accusations in regard to the conduct of the Greek and Jugo-Slav troops operating within the Albanian frontier as defined by the Great Powers in 1913. The discussions principally turned upon the relative validity of the arrangements made by the Great Powers before and during the Great War in regard to the frontiers of Albania, and upon whether it was desirable that the Council of the League should deal with the question in view of the fact that it was already under consideration by the Conference of Ambassadors.

The Albanian delegate contended that the arrangements made in 1913 at the end of the Balkan war, when the existence of Albania as an independent State was recognised by the Great Powers, had not been invalidated by any subsequent arrangement. More particularly, he refused to recognise the validity of the provisional Agreements of London of 1915, whereby the partition of the greater part of Albania and an Italian protectorate over the remainder was negotiated between England, France, Italy and Russia. He contended that the Arrangement of 1915 had been definitely set aside by the Treaty of Rapallo and the preliminary Protocol of Tirana, under which Italy had renounced her claim to a protectorate, and recognised the sovereignty of Albania over Valona. He maintained that the frontiers of Albania had been fixed by the six Great Powers which, before the war, were known as the "European Concert." He represented that the successor of the European Concert was the League of Nations, which alone had the right to pronounce upon the question at issue, and he denied the competence of the Conference of Ambassadors, which was concerned only with relations between victors and vanquished as determined by the Peace Treaties. The Albanian delegate concluded by asking the Council to send to Albania a commission of enquiry in order to study the facts on the spot.

The Greek delegate quoted the report of the 5th Committee to the first Assembly, which stated that the frontiers of Albania had never been entirely determined. He pointed out that Albania had herself addressed an appeal to the Peace Conference, and represented that the Principal Powers had the right to determine the frontiers of the Albanian State. Since the jurisdiction of another body had been demanded, and judgment was pending, he questioned whether it was possible, without waiting for the judgment of that body, to invoke the jurisdiction of the League.

The representative of the Serb-Croat-Slovene State was also of opinion that the question was one to be dealt with by the Conference of Ambassadors.

It was pointed out in the course of the discussion that the first Assembly of the League, in admitting Albania to membership, explicitly recognised that its frontiers had not been defined. It was further noted that Article 89 of the Treaty of St. Germain stipulated that Austria should recognise and accept the frontiers of Bulgaria, Greece, Hungary, Poland, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and the Czecho-Slovak State as those frontiers might be determined by the Principal Allied and Associated Powers. The right of the Conference of Ambassadors to fix the frontiers of Albania were clearly implicit in this Article.

The Council decided that, as the Conference of Ambassadors had taken up the Albanian question and was discussing it at that moment, it would be inadvisable to take it up simultaneously. Meanwhile, the three parties were recommended to abstain from any act calculated to interfere with the procedure in course. They were assured that the question would be most carefully watched by the Council of the League of Nations which would give to the defence of the people and the nation of Albania every possible attention.

The Albanian delegate refused to accept this decision and asked that the question of competence might be referred to a committee of jurists. He repeated, in a final protest to the Council, that the Conference of Ambassadors was not

férence des Ambassadeurs n'avait pas la compétence nécessaire pour traiter cette question et il déclara que la situation actuelle, en Albanie, était pleine de dangers et nécessitait une action immédiate.

Le Gouvernement albanais a demandé que la question fût inscrite à l'ordre du jour de la seconde Assemblée de la Société.

V. RÉFUGIÉS JUIFS EXPULSÉS D'AUTRICHE.

Le 9 septembre 1919, le Gouvernement de la Basse-Autriche promulgua un décret enjoignant à tous les anciens ressortissants de la Monarchie austro-hongroise qui ne résidaient pas en Autriche allemande antérieurement au 1^{er} août 1914, et n'avaient pas acquis la nationalité autrichienne après cette date, d'avoir à quitter le territoire de l'Autriche allemande avant le 20 septembre 1919, sous peine d'expulsion.

Dans un mémorandum en date du 27 février, la délégation polonaise à la Société des Nations attirait l'attention sur ce décret, et déclarait que les autorités autrichiennes ne l'avaient appliqué dans toute sa rigueur que dans le cas des ressortissants polonais, et plus spécialement de Juifs de la Galicie orientale. Le nombre de Juifs galiciens, en Autriche, à cette époque, s'élevait à environ 50.000, et tous avaient reçu un ordre individuel d'expulsion. Le Gouvernement polonais pria le Conseil de la Société des Nations de vouloir bien intervenir pour empêcher les autorités autrichiennes d'obliger les personnes qui ne désiraient pas retourner en Pologne à se soumettre à ce décret, et à passer la frontière polonaise contre leur gré.

Le Conseil examina la question à sa 12^{me} Session. Les représentants de la Pologne et de l'Autriche étaient présents et soumirent au Conseil un exposé de leur opinion.

Le représentant de l'Autriche alléguait qu'il était du devoir de son Gouvernement de rapatrier toutes les personnes dont le séjour en Autriche portait préjudice au peuple autrichien.

Sur avis du Conseil, les représentants de l'Autriche et de la Pologne se réunirent, et après une courte discussion à laquelle prirent part des représentants du Conseil, un accord fut conclu. On admit que, au point de vue légal, l'Autriche avait le droit d'expulser les Juifs de Galicie, et que la Pologne était dans une certaine mesure responsable de la population du territoire de l'ex-Autriche-Hongrie qu'elle occupait au nom des Alliés. On fit ressortir que le nombre de Juifs expulsés jusqu'à ce jour par la police autrichienne ne s'élevait qu'à 140 et que 600 personnes tout au plus avaient quitté l'Autriche pour se conformer au décret. On admettait que la situation de l'Autriche devait être prise en considération, car la population y manquait de nourriture et accusait les réfugiés de rendre plus grave encore la détresse générale.

On faisait remarquer en outre, que 15.000 ou 20.000 réfugiés s'étaient prévalus du droit d'option leur permettant de rester en Autriche, conformément au Traité de Saint-Germain, et qu'il appartiendrait aux tribunaux autrichiens de juger ces demandes séparément.

Dans ces circonstances, le représentant de la Pologne s'engagea, au nom des autorités diplomatiques polonaises en Autriche, à examiner sans délai les listes de personnes que les autorités autrichiennes désiraient rapatrier. D'autre part, le représentant de l'Autriche s'engagea à ce que le droit d'expulsion ne fût pas exercé contre tous ceux qui revendiquaient le droit d'option conformément au Traité de Saint-Germain, tant que les autorités compétentes n'auraient pas statué sur leur cas. En outre, il s'engagea à ce que fussent examinés d'une façon toute spéciale les cas des individus régulièrement employés, des malades et de vieillards, de ceux dont les maisons avaient été détruites, ainsi que de certaines catégories d'étudiants.

competent to deal with the question, and declared that the present position in Albania was dangerous, and called for immediate action.

The Albanian Government has requested that the question should be placed on the agenda of the second Assembly of the League.

V. THE EXPULSION OF JEWISH REFUGEES FROM AUSTRIA.

On September 9th, 1919, the Government of Lower Austria published a decree, requiring all former nationals of the Austro-Hungarian Monarchy who were not resident in German Austria previous to August 1st, 1914, and who had not acquired Austrian nationality after that date, to leave the territory of German Austria before September 20th, 1919, under pain of forcible expulsion.

In a memorandum dated February 27th, the Polish delegation to the League of Nations, drawing attention to this decree, stated that the Austrian authorities had enforced it rigorously only in the case of Polish nationals, more particularly the Eastern Galician Jews. The number of Galician Jews in Austria was at that time about 50,000 and they had all received, individually, orders of expulsion. The Polish Government desired the Council of the League of Nations to intervene in order to prevent the Austrian authorities from compelling persons who did not wish to return to Poland to submit to this decree and to cross the Polish frontier against their will.

The Council considered the matter during its 12th Session, when the representatives of Poland and Austria attended the Council and presented statements of their views.

The representative of Austria pleaded that it was the duty of Austria to repatriate all persons whose residence in the country was injurious to the Austrian people.

Upon the advice of the Council, the representatives of Austria and of Poland met together and after some discussion, in which representatives of the Council participated, came to an agreement. It was recognised that from a legal point of view Austria had an undeniable right to expel the Galician Jews, and that Poland was, in a certain sense, responsible for the population of the former Austro-Hungarian territory which it occupied in the name of the Allies. It was noted that the number of Jews so far expelled by the Austrian police was only 140 and that only 600 other persons had left Austria owing to the decree. It was admitted that the condition of Austria must be taken into consideration. Her population lacked food and accused the refugees of intensifying the general distress.

It was further noted that from 15,000 to 20,000 of the refugees had claimed the right of option to remain in Austria under the Treaty of St. Germain and that Austrian tribunals would have to pass judgment individually on these requests.

In these circumstances, the representative of Poland undertook that the Polish authorities in Austria would consider, without delay, any lists of persons whose repatriation the Austrian authorities desired to effect. The representative of Austria undertook, on his side, that the right of expulsion would not be exercised against individuals whose claims to exercise the right of option under the Treaty of St. Germain were under consideration until the competent authorities had reported on each case. He further undertook that special consideration would be given in the case of persons regularly employed, of sick and aged persons, of persons whose homes had been destroyed, and of certain classes of students.

VI. APPELS DES HABITANTS DE LA GALICIE ORIENTALE ADRESSÉS A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Au début de 1921, de nombreux appels ont été adressés au Président du Conseil de la Société des Nations, ainsi qu'au Secrétaire général, par les habitants de la Galicie soumis à l'administration des autorités polonaises d'occupation. L'Autriche avait cédé tous ses droits sur cette région aux Principales Puissances alliées et associées, conformément au Traité de Saint-Germain ; toutefois, ce district se trouve actuellement administré *de facto* par les autorités militaires polonaises ; d'autre part, les habitants ne peuvent revendiquer pour leur protection le Traité des Minorités signé par la Pologne, attendu que ce Traité ne s'applique qu'aux territoires situés dans les frontières de l'Etat polonais. En fait, la question n'est pas susceptible d'un règlement juridique.

Le Conseil examina les appels qui lui avaient été adressés par les habitants, entre autres par le Conseil national ukrainien de la Galicie orientale, seul vestige du gouvernement local qui avait, en 1919, combattu contre les Polonais. A sa séance du 23 février à Paris, le Conseil décida que, dans les circonstances actuelles, il ne pouvait qu'attirer l'attention des Principales Puissances alliées sur les documents en question.

VII. DIFFÉREND ENTRE COSTA-RICA ET PANAMA.

Le Conseil fut informé, à sa session de Paris en février 1921, qu'il existait une certaine tension entre les Gouvernements de Costa-Rica et de Panama.

Pour ce motif, un télégramme fut adressé le 4 mars au Ministère des Affaires étrangères de Costa-Rica, ainsi qu'au Ministère des Affaires étrangères de Panama, pour les prier de fournir des renseignements sur la situation et pour rappeler à ces Gouvernements les principes et les obligations qu'ils avaient acceptés aux termes du Pacte.

Avant la clôture de la session du Conseil à Paris, tout danger de conflit armé était évité, grâce à l'entremise du Gouvernement des Etats-Unis. Le Conseil adressa ses félicitations aux parties intéressées, ajoutant qu'à son avis, la procédure qu'elles venaient de suivre était conforme à l'esprit du Pacte.

VIII. SITUATION SPÉCIALE DU LUXEMBOURG PARMIS LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Le Grand-Duché de Luxembourg, lors de son adhésion à la Société des Nations, reconnut la nécessité d'apporter certaines modifications au texte de la constitution du Grand-Duché et s'engagea à effectuer ces modifications sans retard.

Le 25 avril, M. Reuter fit savoir au Secrétaire général que la procédure suivie pour effectuer ces modifications exigerait un temps considérable. Dans l'intervalle, il désirait connaître la situation précise du Luxembourg tant que ces modifications nécessaires n'étaient pas effectuées et que le Parlement du Grand-Duché ne les avait pas ratifiées. Il exposait que cette ratification était indispensable pour permettre au Grand-Duché de verser sa quote-part à la Société des Nations en ce qui concerne le présent exercice financier.

Le Secrétaire général, autorisé par le Conseil à cet effet le 21 juin, fit savoir au Gouvernement du Grand-Duché, que l'admission du Luxembourg dans la Société des Nations était catégorique et définitive, qu'il ne pouvait être question d'une situation provisoire en tout ce qui concernait les droits et les devoirs du Luxembourg pendant la période où l'on procédait à la revision de la constitution. Le Gouvernement du Grand-Duché était en outre prié, dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration financière de la Société des Nations, de vouloir bien essayer de fixer la date à laquelle il pourrait remplir ses obligations.

VI. APPEALS TO THE LEAGUE FROM THE INHABITANTS OF EASTERN GALICIA.

Early in 1921 a number of appeals were addressed to the President of the Council of the League and to the Secretary-General by the inhabitants of Galicia under the administration of the Polish authorities of occupation. Austria had ceded all her rights in this district to the Principal Allied and Associated Powers under the Treaty of St. Germain, but the districts in question were at present under the *de facto* administration of the Polish military authorities. The inhabitants were unable to appeal for protection to the Minorities Treaty signed by Poland since that Treaty applied only to territory within the frontiers of the Polish State. There was no *de jure* settlement of the situation.

The Council considered the appeals that had been addressed to it by the inhabitants, notably by the National Ukrainian Council of Eastern Galicia, which was all that remained at that time of the local Government which in 1919 had fought against the Poles. At its meeting held in Paris on February 23rd, the Council decided that in the circumstances it could only draw the attention of the Principal Allied Powers to the documents in question.

VII. THE DISPUTE BETWEEN COSTA RICA AND PANAMA.

The Council was informed, during its session held in Paris in February 1921, that a state of tension existed between the Governments of Costa Rica and Panama.

It accordingly telegraphed on March 4th to the Secretary of State for Foreign Affairs for Costa Rica and to the Secretary of State for Foreign Affairs for Panama, requesting information as to the facts and calling the attention of the Governments of these countries to the principles and obligations which they had accepted under the Covenant.

Before the Council separated at the close of the Paris session, all danger of armed conflict had been eliminated owing to the good offices of the Government of the United States. The Council congratulated the interested parties and expressed the view that the procedure to which they had had recourse was in conformity with the spirit of the Covenant.

VIII. THE POSITION OF LUXEMBURG WITH REGARD TO HER MEMBERSHIP OF THE LEAGUE.

The Grand-Duchy of Luxemburg, on being admitted to the League of Nations, recognised the necessity of inserting certain modifications in the text of the constitution of the Grand-Duchy, and pledged itself to introduce these modifications without delay.

On April 25th M. Reuter informed the Secretary-General that the procedure for modifying the constitution of the Grand-Duchy would take some considerable time. Meantime, he desired to know precisely what was the position of Luxemburg pending the introduction of the necessary changes and their ratification by the parliament of the Grand-Duchy. He stated that ratification was essential before the Grand-Duchy could pay its contribution to the League for the present financial year.

The Secretary-General was authorised by the Council on June 21st to inform the Government of the Grand-Duchy that the admission of Luxemburg into the League had been final and absolute and that there could be no question of a provisional status so far as concerned her rights and obligations during the period while the constitution was under revision. The Grand-Ducal Government was requested, in the interests of the financial administration of the League, to endeavour to fix a date by which it would be able to fulfil its obligations.

**IX. APPELS ADRESSÉS A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
PAR LE ROI DU HEDJAZ.**

Le 10 décembre 1920, le Conseil a reçu et examiné un appel du Roi du Hedjaz qui protestait contre le régime actuel en vigueur en Syrie et en Mésopotamie.

Le Conseil décida de transmettre cet appel aux Principales Puissances alliées.

De nombreux télégrammes ont, depuis lors, été envoyés par le Roi du Hedjaz, le 22 mai, le 15 juin, le 3 juillet et le 5 juillet 1921, pour protester contre certaines mesures prises par l'administration française en Syrie. Le Secrétaire général a transmis ces télégrammes aux Membres du Conseil de la Société des Nations, à titre d'information.

**IX. APPEALS TO THE LEAGUE FROM THE KING OF THE
HEDJAZ.**

The Council, on December 10th, 1920, received and considered an appeal from the King of the Hedjaz, in which he objected to the present regime in Syria and Mesopotamia.

The Council decided to forward this appeal to the Principal Allied Powers.

A number of telegrams have since been received from the King of the Hedjaz, dated May 22nd, June 15th, July 3rd and July 5th, 1921, protesting against certain actions of the French administration in Syria. The Secretary-General has forwarded these telegrams to the Members of the Council of the League for their information.

C. ACTION INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ.

I. RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS.

Le D^r Nansen a fait savoir au Conseil, le 25 juin, qu'il espérait d'ici peu être en mesure de déclarer que le rapatriement des prisonniers était complètement terminé, mais que cela dépendrait en grande partie des ressources financières à sa disposition.

Rapatriement par la Baltique.

Le D^r Nansen a rendu compte au Conseil, le 23 février, que, jusqu'à cette date, 280,000 prisonniers de toutes nationalités avaient été rapatriés par la Baltique. Cet excellent résultat a été dû en partie à une Conférence qui a réuni, le 17 janvier, les représentants des Gouvernements de l'Allemagne, des Soviets, de la Lettonie et de la Lithuanie. Des dispositions ont été prises à cette conférence pour assurer un service de trains directs entre la Russie et les autres pays intéressés.

A la date du 10 juin, environ 323,850 prisonniers avaient été rapatriés par la Baltique.

Le D^r Nansen a conclu, en décembre, un accord avec le Gouvernement des Soviets, aux termes duquel les prisonniers se trouvant dans le Turkestan devaient être groupés et transportés par voie ferrée jusqu'à Moscou, d'où ils pourraient être rapatriés par la Baltique. Environ 5,000 prisonniers avaient déjà été rapatriés de cette façon à la date du 21 février ; mais on estimait qu'il en restait encore environ 12,000 dans le Turkestan.

Rapatriement par la Mer Noire.

Le D^r Nansen a envoyé en décembre, dans les régions de la Mer Noire, une mission de la Croix-Rouge. Celle-ci a signalé que, dans la région du Don, du Kouban, du Terec, et dans les territoires cis-caucasiens, il y avait environ 15,000 prisonniers qu'il fallait rapatrier par Novorossisk et, de là, par voie de mer. Les frais nécessités par cette opération devaient se monter à environ 120,000 livres.

Le D^r Nansen a rendu compte au Conseil, en juin, des dispositions prises pour assurer une concentration méthodique de ces prisonniers à Novorossisk. Un camp avait été établi dans cette ville et un vapeur venait de terminer sa première traversée et d'amener de Novorossisk à Trieste 1,489 prisonniers. On estimait qu'il en restait encore 7,000 à rapatrier par cet itinéraire.

Rapatriement par Vladivostock.

L'itinéraire de rapatriement le plus coûteux était celui via Vladivostock. En février 1921, le D^r Nansen avait déjà épuisé toutes les ressources réunies pour cette œuvre par le Comité de rapatriement américain et provenant de diverses associations bénévoles des États-Unis. Ces ressources ont été complètement employées à l'affrètement de cinq navires qui, dès le début du printemps, ont transporté 8,837 prisonniers de Vladivostock à Trieste. Le D^r Nansen a été assez heureux pour conclure un accord avec les autorités soviétiques, grâce auquel 20,000 prisonniers se trouvant dans le district d'Omsk ont été transportés par les chemins de fer russes jusqu'à la Baltique. Cet accord lui a permis d'abandonner l'itinéraire via Vladivostock et de réaliser ainsi une économie considérable.

Résultats généraux.

Jusqu'à ce jour (15 juillet), le rapatriement des prisonniers a donné les résultats suivants :

C. GENERAL INTERNATIONAL ACTIVITIES OF THE LEAGUE.

I. THE REPATRIATION OF PRISONERS.

Dr. Nansen reported to the Council on June 25th that he hoped shortly to be able to state that the work of repatriating the prisoners of war was completed, but that this would largely depend upon his financial resources.

The Baltic Routes.

Dr. Nansen reported to the Council on February 23rd that up to that date 280,000 prisoners of all nationalities had been repatriated over the Baltic. The excellent progress made was partly the result of a Conference which had been held on January 17th, at which representatives of the German, Soviet, Latvian and Lithuanian Governments were present. At this Conference arrangements were made for through railway transport between Russia and the other countries concerned.

By June 10th approximately 323,850 prisoners had been repatriated by the Baltic routes.

Dr. Nansen made an agreement in December with the Soviet Government, whereby prisoners in Turkestan were to be collected and taken by railway to Moscow, from where they could be repatriated over the Baltic. Some five thousand prisoners had already been repatriated in this way by February 21st, but it was estimated that about twelve thousand prisoners still remained in Turkestan.

The Black Sea Route.

Dr. Nansen sent to the Black Sea Provinces in December a Red Cross Mission which reported that in the region of the Don, Kuban, Terek and the Cis-Caucasian territories, there were some fifteen thousand prisoners who required to be repatriated via Novorossisk, and thence by ship over the Black Sea. The cost of this enterprise would be about £ 120,000.

Dr. Nansen reported to the Council in June that arrangements had been made for the concentration of these prisoners at Novorossisk at a regular rate. A camp had been established there, and a steam-ship had just completed its first voyage bringing, from that port to Trieste a total of 1,489 prisoners. It was estimated that there still remained some 7,000 prisoners to be repatriated by this route.

The Vladivostock Route.

The most expensive route for repatriation was the ocean route from Vladivostock. In February, 1921, Dr. Nansen had already exhausted all the funds which had been collected for this work by the American Repatriation Committee from various voluntary associations in the United States. This money was exhausted by the charter of five ships which, in the early spring, conveyed 8,837 prisoners from Vladivostock to Trieste. Dr. Nansen was fortunately able to make an arrangement with the Soviet authorities by which some 20,000 prisoners in the Omsk district were conveyed over the Russian railways to the Baltic. This arrangement enabled him to abandon the route via Vladivostock and thus to effect a considerable economy.

General Results.

Up to the present date (July 15th) the following results have been achieved in the repatriation of the prisoners :

Par la Baltique	340.000	prisonniers.
Par Vladivostock	11.600	»
Par la Mer Noire	3.000	»
Total	<u>354.600</u>	»

Difficultés financières.

Pendant l'hiver 1920-1921, le Dr. Nansen s'est trouvé en présence de graves embarras financiers dus aux difficultés qu'il a éprouvées à se faire verser les acomptes que certains gouvernements s'étaient engagés à avancer sur les fonds mis par eux à la disposition de la Commission des crédits de secours internationaux à Paris. Ces difficultés ont néanmoins été heureusement surmontées.

Les gouvernements représentés à la Commission de crédits de secours internationaux ont contribué au rapatriement des prisonniers pour les sommes suivantes :

Grande-Bretagne	168.000	livres sterling, plus 55.000
France	65.000	» »
Pays-Bas	45.000	» »
Suisse	48.000	» »
Norvège	17.500	» »
Suède	10.000	» »
Danemark	18.750	» »

Les Gouvernements de la France, de la Norvège, de la Suède et du Danemark ont aussi fourni des contributions en nature.

Le Conseil a décidé, le 27 juin, d'envoyer une lettre de remerciements au Dr. Nansen et à ses collaborateurs, pour la façon admirable dont ils s'étaient acquittés de leur mission.

Réfugiés en pays étranger.

Le Dr. Nansen, dans le rapport qu'il a présenté au Conseil le 23 juin, a attiré son attention sur le fait qu'il existe des groupes importants de personnes qui ne sont pas des prisonniers de guerre, mais qui vivent comme réfugiés en pays étranger. Dans l'intérêt du rétablissement de l'ordre en Europe, il y aurait avantage à leur fournir l'aide nécessaire, soit pour retourner chez elles, soit pour s'établir dans les pays où elles trouveraient des moyens d'existence. Il a exprimé l'espoir que le Conseil examinerait à fond les conséquences fâcheuses de cet état de choses.

Selon les instructions données par le Conseil dans sa résolution du 27 juin, le Secrétaire général a informé le Dr Nansen que le Conseil avait déjà abordé l'examen de cette question.

Echange d'enfants grecs et de prisonniers bulgares.

Le Dr. Nansen a informé la première Assemblée, dans sa 23^{me} séance (14 décembre), qu'il consentait à assumer la responsabilité du groupement et du rapatriement d'un certain nombre d'enfants grecs retenus en Bulgarie, et du rapatriement en Bulgarie, par mesure de réciprocité, de prisonniers bulgares retenus en Grèce.

Le Dr. Nansen a envoyé une mission à Athènes et à Sofia, en janvier 1921, et le Conseil a été en mesure, le 22 février, d'informer le premier ministre de Bulgarie que le Gouvernement grec était prêt à libérer les prisonniers bulgares à condition que tous les efforts possibles fussent faits pour retrouver les enfants grecs encore retenus en Bulgarie et pour hâter leur retour. Le Conseil a demandé au Gouvernement bulgare quelles assurances il pouvait donner à cet égard et quelles mesures il entendait prendre. Le Ministre de Bulgarie à Paris a répondu le 28 février; il a déclaré que le Gouvernement bulgare ferait tout son possible pour assurer le rapatriement des enfants grecs et que les mesures nécessaires avaient déjà été prises.

The Baltic Routes	340,000	prisoners
The Vladivostock Route	11,600	„
The Black Sea Route	3,000	„
Total number of prisoners repatriated.	<u>354,600</u>	

Financial Difficulties.

During the winter of 1920-1921, Dr. Nansen was confronted with serious financial embarrassments owing to difficulties in securing the payment of some of the contributions which certain Governments had agreed to advance for this purpose from the funds which they had placed at the disposal of the International Relief Credits Committee in Paris. These difficulties have, however, been successfully overcome.

The Governments represented on the International Relief Credits Committee have contributed in cash to the work of repatriation as follows :—

Great Britain	£ 168,000	plus £ 55,000
France	£ 65,000	
Netherlands	£ 45,000	
Switzerland	£ 48,000	
Norway	£ 17,500	
Sweden	£ 10,000	
Denmark	£ 18,750	

The Governments of France, Norway, Sweden and Denmark also made contributions in kind.

The Council decided on June 27th to send a letter of thanks to Dr. Nansen and to his colleagues for their admirable work.

Refugees in Foreign Countries.

Dr. Nansen, in his report to the Council on June 23rd, drew attention to the fact that there were considerable bodies of people who were not prisoners of war, but who were living as refugees in foreign countries and who might, for the better ordering of Europe, be assisted either to return to their homes or to settle in countries where they might secure a livelihood. He expressed the hope that the Council would seriously consider the evils arising from this unfortunate circumstance.

The Secretary-General was instructed by the Council, in a resolution adopted on June 27th, to inform Dr. Nansen that the Council had already undertaken the consideration of this question.

Exchange of Greek Children and Bulgarian Prisoners.

Dr. Nansen informed the first Assembly at its 23rd Meeting held on December 14th that he had consented to be responsible for ensuring that certain Greek children who were being detained in Bulgaria should be collected and returned to their homes and that the Bulgarian prisoners detained in Greece should be reciprocally returned to Bulgaria.

In execution of this undertaking Dr. Nansen sent a mission to Athens and Sofia in January, 1921. As a result of this mission the Council on February 22nd was able to inform the Prime Minister of Bulgaria that the Greek Government was prepared to release the Bulgarian prisoners on condition that everything possible was done to trace the Greek children remaining in Bulgaria and to expedite their return. The Council asked the Bulgarian Government what assurance it could give in the matter, and what action the Bulgarian Government was taking. The Bulgarian Minister in Paris replied to this communication on February 28th, stating that the Bulgarian Government would do its utmost to achieve the repatriation of the Greek children, and that all the necessary steps had already been taken.

Dès réception de cette communication, le Conseil a adressé une lettre au Gouvernement grec déclarant que, d'après les renseignements fournis par le Dr Nansen et contenus dans la lettre du Ministre de Bulgarie à Paris, il était certain que le Gouvernement bulgare faisait sincèrement tous ses efforts pour tenir ses engagements. Le Conseil insistait auprès du Gouvernement grec pour qu'il rapatriât sans délai les prisonniers bulgares.

Prisonniers turcs retenus par le Gouvernement grec.

Sur les instances du Comité international de la Croix-Rouge, le Conseil, au cours de sa session de juin, est intervenu en faveur d'un certain nombre de prisonniers turcs retenus par les autorités grecques. Ces prisonniers avaient été rapatriés d'Extrême-Orient sur un navire japonais et le Gouvernement japonais désirait vivement que des dispositions spéciales fussent prises en leur faveur.

Le Conseil a décidé que le Dr Nansen serait autorisé à faire les représentations nécessaires au Gouvernement grec en vue du rapatriement, ou tout au moins du débarquement immédiat de ces prisonniers. Il a décidé également que le sort de ces prisonniers devait faire l'objet d'une attention spéciale. Il a été proposé de les grouper dans un camp régulièrement organisé, en territoire neutre ou en territoire grec, et de libérer immédiatement le personnel de la Croix-Rouge et les civils.

II. SECOURS AUX RÉFUGIÉS RUSSES.

Le Comité international de la Croix-Rouge, dans une note adressée au Conseil de la Société le 20 février, a attiré son attention sur le problème des réfugiés russes dispersés dans tous les pays d'Europe. Ces réfugiés, au nombre de plus de 800,000, se trouvaient tout particulièrement dans les Etats des Balkans, en Pologne, en Turquie, en Bulgarie et en Yougoslavie. Ils étaient sans protection légale et sans statut juridique, et pour la plupart sans ressources et sans possibilités d'instruction.

Le Comité international de la Croix-Rouge avait convoqué, le 16 février, les représentants du Bureau international du Travail, de l'Union internationale de secours aux enfants, du " Save the children Fund, " de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et de l'Association russe de secours. Toutes ces organisations avaient déjà fait tout ce qu'elles pouvaient pour assister les réfugiés, mais elles s'étaient rendu compte qu'il était nécessaire de traiter ce problème d'une façon plus générale et que leurs efforts devaient être centralisés.

Le Comité international de la Croix-Rouge proposait que la Société procédât à la nomination d'un commissaire général pour les réfugiés russes. Ce commissaire serait chargé de faire pour les réfugiés russes ce que le Dr Nansen a fait avec tant de succès pour les prisonniers de guerre.

Il était proposé que le Haut Commissaire fût chargé :

- a) de définir la situation juridique des réfugiés ;
- b) d'organiser leur rapatriement en Russie ou de leur trouver un emploi en dehors de la Russie ;
- c) de coordonner les efforts déjà faits en leur faveur.

Le Conseil a examiné la question le 21 février 1921. Il a décidé d'adresser à tous les Membres de la Société une lettre leur demandant si une collaboration internationale était possible, à leur avis, et dans quelle mesure elle devrait s'exercer. Le Conseil, dans cette lettre aux gouvernements, indiquait que la définition de la situation juridique des réfugiés relevait surtout des gouvernements des pays où ils résidaient. Dans l'intervalle, le Secrétaire général a été prié de proposer au Comité international de la Croix-Rouge que l'assistance aux réfugiés fût confiée à un Comité mixte, composé de représentants de la Croix-Rouge internationale et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

The Council, on receipt of this communication, addressed a letter to the Greek Government stating that, from information given by Dr. Nansen and contained in the letter from the Bulgarian Minister in Paris, it was satisfied that the Government of Bulgaria was genuinely doing its best to carry out its undertakings. The Council urged the Greek Government to repatriate the Bulgarian prisoners without delay.

Turkish Prisoners detained by the Greek Government.

At the instance of the Comité international de la Croix-Rouge, the Council, during its session in June, intervened on behalf of a number of Turkish prisoners who were being detained by the Greek authorities. These prisoners were in course of repatriation on a Japanese vessel from the Far East, and the Japanese Government was anxious that special arrangements should be made for their well-being.

The Council decided that Dr. Nansen should be authorised to make any representation which might be necessary to the Greek Government in order that these prisoners might be repatriated or at least disembarked without delay, and that special supervision should be given to their welfare. It was suggested that the prisoners should be established in a regular camp on neutral or Greek soil, and that the Red Cross staff and the civilians should be immediately released.

II. THE RELIEF OF THE RUSSIAN REFUGEES.

The International Committee of the Red Cross, in a note addressed to the Council of the League on February 20th, drew attention to the problem of the Russian refugees dispersed in all the countries of Europe. The refugees numbered more than 800,000 and were to be found especially in the Balkan States, in Poland, Turkey, Bulgaria and Jugo-Slavia. They were without legal protection or legal status. Most of them were without means of subsistence and without adequate means of education.

The International Committee of the Red Cross had, on February 16th called a meeting of representatives of the International Labour Office, of the International Union for Helping the Children, of the London " Save the Children " Fund, of the League of Red Cross Societies and of the Russian Relief Association. All these organisations had already done what they could to assist the refugees, but they realised that the problem would have to be dealt with in a more general way and that their efforts should be centralised.

The International Committee of the Red Cross suggested that a General Commissioner for the Russian refugees should be appointed by the League who would do for the Russian refugees the kind of work which Dr. Nansen had so successfully undertaken on behalf of prisoners of war.

It was suggested that the duties of the High Commissioner should include :

- (a) The definition of the legal position of the refugees ;
- (b) The repatriation of these refugees to Russia, or their employment outside Russia ; and
- (c) The co-ordination of the efforts already undertaken for the assistance of the refugees.

The Council considered the matter on February 21st, 1921, when it decided to address a letter to all the Members of the League asking them whether, and to what extent, international co-operation was, in their opinion, practicable. In this letter it was suggested that the definition of the legal position of the refugees was primarily a matter for the Governments of the countries in which they were living. Meanwhile, the Secretary-General was asked to suggest to the International Committee of the Red Cross that the relief of the refugees should be entrusted to a mixed committee consisting of representatives of the International Red Cross and of the League of Red Cross Societies.

Comme suite à cette décision, le Secrétaire général a écrit, le 1^{er} mars, au Comité international de la Croix-Rouge, en insistant sur les avantages d'une collaboration entre le Comité international et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge a informé le Secrétaire général, le 14 mars, qu'elle s'était entendue avec le Comité international : dorénavant, un comité mixte, composé de trois représentants de chacune de ces organisations, assurerait la coordination de leurs efforts et leur action commune dans certaines circonstances.

Le Secrétaire général, en vertu de la décision prise par le Conseil le 21 février, a, de plus, envoyé aux gouvernements un mémorandum, en date du 10 mars, leur demandant de présenter des propositions pour résoudre le problème. En réponse à cette lettre, les Gouvernements de Belgique, de France, de Tchéco-Slovaquie et de Suisse, ont préconisé la création d'une organisation générale, sous les auspices de la Société, et déclaré que la nomination d'un Haut Commissaire leur paraissait offrir une solution heureuse des difficultés actuelles.

Le Conseil a examiné à nouveau la question le 27 juin. Il a approuvé en principe la nomination d'un Haut Commissaire chargé de coordonner l'action des Gouvernements et des associations privées. Le Conseil, néanmoins, n'a pas jugé possible de découvrir immédiatement une personne possédant la compétence voulue et a estimé, de plus, qu'un travail préparatoire était nécessaire avant de procéder à cette nomination. Il a été d'avis que ce travail préparatoire devait être entrepris par le Secrétariat de la Société. Il a demandé au Secrétariat de continuer à coordonner l'action des associations privées et à se charger de la correspondance nécessaire avec les gouvernements intéressés. Le Secrétaire général a été prié de proposer aux Membres de la Société particulièrement intéressés à la question, la réunion prochaine d'une conférence des fonctionnaires chargés, dans les divers pays, de s'occuper de la question des réfugiés russes.

Le Conseil, se rendant compte qu'il serait nécessaire de réunir des sommes considérables, a jugé indispensable de s'enquérir, auprès des gouvernements les plus spécialement intéressés, des crédits qu'ils seraient prêts à consacrer à cette œuvre. Il a confié au Secrétariat de la Société des Nations le soin d'étudier le point de vue financier, en même temps que les autres aspects du problème. Le Président du Conseil de la Société a reçu, de ses collègues, l'autorisation écrite de désigner le Haut Commissaire, dès qu'il jugerait le moment venu.

III. ŒUVRES DE SECOURS EN EUROPE.

Le Conseil de la Société, le 26 février 1921, a proposé la création d'un comité mixte, composé de membres du Comité international de la Croix-Rouge et de membres de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, afin de coordonner les efforts des œuvres de secours dans toute l'Europe. Le Conseil de la Société, en adressant cette proposition aux deux associations mentionnées ci-dessus, a déclaré qu'il approuverait entièrement un projet de collaboration de ce genre et qu'il s'efforcera d'obtenir l'aide et l'appui de tous les Membres de la Société.

Il y avait un réel danger de confusion entre les sphères d'action de ces deux grandes organisations de Croix-Rouges et il a semblé au Conseil qu'un mode de collaboration devait être établi afin d'éviter tout gaspillage d'efforts et tout double emploi.

Un projet tendant à constituer un comité mixte avait déjà été étudié par ces deux organisations de Croix-Rouge qui l'adoptèrent le 1^{er} avril 1921. Elles ont communiqué immédiatement leurs décisions au Conseil et celui-ci, le 21 juin, a adressé à tous les Membres de la Société une lettre les informant de la création de ce comité mixte et les priant de donner toute l'aide possible à cet organisme. Le Conseil a suggéré aux Gouvernements qu'ils feraient œuvre utile en accordant les faveurs suivantes :

In pursuance of this decision the Secretary-General wrote, on March 1st, to the International Red Cross Committee, laying special stress on the advantages of co-operation between the International Committee and the League of Red Cross Societies.

The League of Red Cross Societies informed the Secretary-General on March 14th, that an agreement had been concluded between the League of Red Cross Societies and the International Committee to the effect that henceforth a mixed committee, consisting of three representatives from each of these organisations, should ensure the co-ordination of their efforts and take joint action in certain matters.

The Secretary-General, in further execution of the decision taken by the Council on February 21st, sent to the Governments a memorandum, dated March 10th, inviting proposals for a solution of the problem. In answer to this letter the Belgian, French, Czecho-Slovak and Swiss Governments advocated the formation of a general organisation under the auspices of the League, and expressed the view that the appointment of a High Commissioner seemed a promising solution of the present difficulties.

The Council again considered the question on June 27th, when it approved in principle the appointment of a High Commissioner whose duty it would be to co-ordinate the action of the Governments and of private organisations. The Council, however, did not think it possible to discover immediately a person possessing the required qualifications, and considered, moreover, that a certain amount of preparatory work was necessary before the appointment was made. It was of the opinion that this preparatory work should be done by the Secretariat of the League. The Secretariat was asked to co-ordinate the action of the private organisations and to conduct any correspondence which might be necessary with the Governments concerned, and the Secretary-General was asked to propose to the Members of the League particularly concerned that a conference should be held at an early date of the officials responsible for dealing with the question of Russian refugees in the various countries.

The Council realised that considerable funds would be required for the work and decided that it would be necessary to ascertain approximately, from the Governments most interested in the question, the amounts of money which they were prepared to devote to the object. The task of studying the financial problem prior to the meeting of the Conference was entrusted to the Secretariat of the League, together with the other problems involved. The President of the Council was authorised, with the written approval of his colleagues, to arrange for the appointment of a High Commissioner as soon as this appeared to be opportune.

III. GENERAL RELIEF WORK IN EUROPE.

The Council of the League, on February 26th, 1921, suggested that a joint Council of the Comité international de la Croix-Rouge and of the League of Red Cross Societies should be formed in order to co-ordinate relief work throughout Europe. The Council of the League, in addressing this suggestion to the two bodies, stated that it would cordially endorse such a scheme of co-ordination and that it would endeavour to obtain for it the assistance and support of all the Members of the League.

A real danger of confusion had arisen as to the spheres of these two great Red Cross organisations. It seemed to the Council that some form of co-operation between them should be devised in order to prevent overlapping and waste of effort.

The scheme for the formation of a joint Council was already under consideration by both organisations of the Red Cross and was finally adopted on April 1st, 1921. Their decision was at once communicated to the Council of the League, which, on June 21st, addressed a letter to all the Members of the League informing them of what had occurred and urging them to render all possible assistance to the joint organisation. The Council of the League suggested that the following concessions on the part of the Governments addressed would prove of the greatest possible assistance :

- 1^o Transport gratuit par les gouvernements du matériel expédié par le Comité mixte aux pays dévastés ;
- 2^o Exemption des droits de douane pour ce matériel ;
- 3^o Possibilité d'acheter sur place les denrées alimentaires ou les objets de première nécessité aux prix les plus bas ;
- 4^o Facilités de transports accordées au personnel travaillant pour le Comité mixte ;
- 5^o Mise à la disposition du Comité mixte, par les gouvernements, des bâtiments publics disponibles pour abriter les enfants et les malades.

IV. PROTECTION DE L'ENFANCE.

Le 13 juin, l'Union internationale de Secours aux Enfants a adressé une lettre au Secrétariat général. Cette lettre demandait, au nom de cette association, ainsi qu'au nom de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge, qu'un département spécial pour la protection de l'Enfance, fût établi au Secrétariat de la Société.

Le Secrétaire général a proposé, au lieu de la création d'un département spécial, la nomination d'un fonctionnaire du Secrétariat s'occupant particulièrement de cette question.

Le Conseil, dans sa séance du 28 juin, a fait remarquer qu'un Congrès international pour l'assistance aux enfants avait été convoqué par le Gouvernement belge, à Bruxelles, au mois de juillet. Le Conseil a décidé que le Secrétariat, s'il y était invité, serait autorisé à se faire représenter pour suivre les travaux de ce Congrès. En attendant le rapport du Congrès, aucune mesure nouvelle ne serait prise.

V. BUREAUX INTERNATIONAUX PLACÉS SOUS L'AUTORITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Bureaux établis par Conventions.

L'article 24 du Pacte stipule que tous les bureaux internationaux qui ont été ou seront établis par traités collectifs, seront placés sous l'autorité de la Société des Nations, sous réserve, néanmoins, de l'assentiment des parties intéressées, lorsqu'il s'agit de bureaux créés avant la mise en vigueur du Pacte.

Le Conseil, dans sa séance du 27 juin à Genève, a discuté les principes généraux dont la Société devait s'inspirer dans l'application de l'article 24.

On a fait remarquer qu'aucun des bureaux constitués antérieurement au Pacte n'avait encore exprimé le désir de bénéficier des stipulations de l'article 24 et que ces bureaux ne pouvaient être placés sous l'autorité de la Société qu'avec le consentement de tous les signataires des conventions.

Le Conseil a discuté le degré d'autorité que pourrait exercer la Société, aux termes de l'article 24. Il a pensé qu'il était dans les intentions de cet article de laisser à toutes les organisations établies par des conventions, une large mesure d'autonomie et que l'autorité de la Société devait se borner normalement à donner à ces bureaux son appui moral ou à provoquer des améliorations s'inspirant de l'intérêt général.

Bureaux non établis par Conventions.

Le Conseil a également examiné quelle devait être son attitude à l'égard des bureaux internationaux non établis par des conventions et qui, en conséquence, échappent normalement à l'application de l'article 24. Le Conseil a décidé qu'une demande officielle visant à placer le bureau sous l'autorité de la Société, devait,

- (1) Free transport by Governments of material sent to the Joint Council for distressed areas ;
- (2) The exemption from customs duty of all such materials ;
- (3) Opportunity for the local purchase of foodstuffs and primary necessities of life at the lowest prices ;
- (4) Transport facilities for the staff working on behalf of the Joint Council ; and
- (5) Provision by Governments for the Joint Council of such public buildings as may be available for the housing of children and sick persons.

IV. THE PROTECTION OF CHILDREN.

On June 13th a letter was addressed to the Secretary-General by the Union internationale de Secours aux Enfants, enclosing a joint request from that body and from the League of Red Cross Societies and the International Committee of the Red Cross, to the effect that a special department might be established within the Secretariat of the League for the protection of children.

The Secretary-General proposed, instead of the creation of a special department, the appointment of a particular officer within the Secretariat.

The Council noted, at its meeting on June 28th, that an international congress for the relief of children had been summoned by the Belgian Government to meet in Brussels in July. The Council decided that the Secretariat, if invited, should send a representative to follow the work of the congress, but that pending the report of the congress no further action should be taken.

V. INTERNATIONAL BUREAUX UNDER THE LEAGUE OF NATIONS.

Bureaux established by Conventions.

Article 24 of the Covenant stipulates that all international bureaux which have been or shall be subsequently constituted by general treaties shall be placed under the direction of the League of Nations, subject, however, to the consent of the parties in the cases of bureaux created before the coming into force of the Covenant.

The Council, at its meeting held in Geneva on June 27th, discussed the general principles which should govern the League in the execution of Article 24.

It was noted that none of the bureaux constituted previous to the Covenant had yet expressed a desire to take advantage of the provisions of Article 24, and that such bureaux could only be placed under the direction of the League with the consent of all the signatories of the conventions.

• The Council discussed the degree of authority to be exercised by the League under Article 24. It was presumed that it was the intention of this article to leave to all organisations established by convention a large measure of autonomy and that the direction of the League should be confined normally to giving the bureaux its moral support or to suggesting improvements in the interests of all concerned.

Bureaux not established by Conventions.

The Council also considered its policy in regard to international bureaux not established by conventions and, therefore, lying nominally outside the scope of the provisions of Article 24. The Council decided that a formal request to be placed under the direction of the League must in all cases be submitted by the

dans tous les cas, être présentée par le Comité de direction de ce bureau, et que la Société ferait dépendre son acceptation du résultat d'une enquête menée par le Secrétariat. Il a été bien entendu que le patronage de la Société, dans les cas de ce genre, n'impliquerait pas l'obligation de fournir à ce bureau une aide financière.

Le Conseil a examiné la situation des Bureaux internationaux suivants :

Bureau hydrographique international,
Bureau international d'assistance,
Institut international de commerce.

Bureau hydrographique international.

Le Conseil a décidé de surseoir à la mise sous l'autorité de la Société des Nations du Bureau hydrographique international, jusqu'à ce qu'il ait reçu des renseignements plus précis sur la constitution complète de ce bureau. On a fait remarquer que ses statuts ont été approuvés par 19 Etats sur les 21 qui avaient pris part à la Conférence. Le Secrétaire général a été provisoirement autorisé à donner à ce bureau toute l'aide possible dans ses travaux.

Bureau international d'assistance.

Le Conseil a décidé que le Bureau international d'assistance, dont le siège est à Paris, serait placé sous l'autorité de la Société des Nations. Ce bureau a été créé pour faire une propagande active en faveur des traités internationaux, destinés à assurer la réciprocité dans l'assistance fournie aux étrangers indigents et pour collaborer avec les gouvernements intéressés en vue d'assurer l'exécution de ces traités. Le bureau n'a pas été créé par une convention internationale, mais plusieurs Etats ont nommé des délégués officiels pour suivre ses réunions.

Institut international de commerce.

Le Conseil a décidé que la Commission économique et financière provisoire de la Société serait invitée à donner son avis sur l'Institut international de commerce de Bruxelles.

L'institut a été fondé en 1919 par la Conférence internationale interparlementaire du commerce et placé sous le patronage du Roi des Belges. L'objet de cet institut est de centraliser, de coordonner et de publier toutes informations relatives aux statistiques et aux législations commerciales. Le Gouvernement belge a prié le Conseil de la Société de reconnaître l'Institut comme un organisme de la Société des Nations, ayant pour objet de recueillir toutes statistiques et documents commerciaux et économiques.

governing body of the bureau, and that the League should make its consent dependent upon the result of enquiries undertaken by the Secretariat. It was understood that the patronage of the League in such cases would not involve the obligation to supply a bureau with financial assistance.

The Council considered the position of the following International Bureaux :

The International Hydrographic Bureau.
The International Relief Bureau.
The International Institute of Commerce.

he International Hydrographic Bureau.

The Council decided to postpone placing the International Hydrographic Bureau under the direction of the League until it had received more precise information as to the exact position. It was stated that the statute of this Bureau had been approved by 19 States out of 21 which had taken part in the conference. The Secretary-General was provisionally authorised to afford this Bureau such assistance as was possible in its working.

The International Relief Bureau.

The Council decided that the International Relief Bureau, which has its seat in Paris, should be placed under the direction of the League. This Bureau is designed to carry on propaganda in favour of international treaties for securing reciprocity in the furnishing of charitable relief to indigent foreigners, and to co-operate with the Governments concerned with a view to ensuring that these treaties are executed. The Bureau was not created by an international convention but several States have appointed official delegates to attend its congresses.

The International Institute of Commerce.

The Council decided that the Provisional Economic and Financial Committee of the League should be invited to give an opinion concerning the International Institute of Commerce in Brussels.

The Institute was founded in 1919 by the Inter-Parliamentary International Commercial Conference and placed under the patronage of the King of the Belgians. The object of the Institute is to centralise, co-ordinate and publish information regarding commercial statistics and legislation. The Belgian Government has requested the Council of the League to recognise the Institute as an organ of the League of Nations for the collection of commercial and economic statistics and documents.

CHAPITRE II

MESURES PRISES POUR APPLIQUER LES RÉOLUTIONS ET LES RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE

CHAPTER TWO

**MEASURES TAKEN IN EXECUTION
OF THE RESOLUTIONS
AND RECOMMENDATIONS OF THE
ASSEMBLY**

**A. MESURES PRISES PAR LE CONSEIL
EN EXÉCUTION DES RÉSOLUTIONS
ET DES RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE.**

I. — FINANCES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

a) Budgets de la Société des Nations.

Les trois premiers budgets de la Société, portant sur la période qui va des débuts de la Société au 31 décembre 1921, ont été régulièrement approuvés par la première Assemblée le 17 décembre 1920.

Le troisième budget qui correspond à l'exercice 1^{er} janvier - 31 décembre 1921, ne pouvait évidemment fournir que des évaluations provisoires. Dès le mois de juin, il apparut clairement au Conseil que certains chapitres de crédits du troisième budget se révéleraient insuffisants, tandis que d'autres accuseraient un excédent. Aussi le Conseil a-t-il exercé les pouvoirs à lui conférés par la résolution de l'Assemblée du 17 décembre 1920 pour ratifier certains virements d'un article à l'autre du même chapitre, sans augmenter le total voté pour l'exercice financier. Il a également approuvé certaines avances consenties sur le fonds de roulement, afin de permettre à la Section financière de la Commission économique et financière de se livrer à certains travaux. Ces avances étaient destinées à la préparation du projet de crédits internationaux, et du projet de relèvement de l'Autriche.

Le quatrième budget de la Société qui correspond à l'exercice financier de 1922 a été préparé conformément aux recommandations de la première Assemblée, trois mois avant la session annuelle de l'Assemblée et soumis au Conseil à sa session de juin. Il se divise en sept chapitres :

- 1^o Sessions de l'Assemblée et du Conseil,
- 2^o Services généraux de Secrétariat,
- 3^o Organisations spéciales de la Société,
- 4^o Dépenses sur le compte capital,
- 5^o Remboursement du fonds de roulement,
- 6^o Cour permanente de Justice internationale,
- 7^o Bureau international du Travail.

Ce budget est plus détaillé que les précédents et contient des tableaux et des notes explicatives. Etant donné qu'il a été établi sept mois avant le commencement de l'exercice, le Secrétaire général se verra sans doute obligé de demander à l'Assemblée de ratifier certaines modifications, lors de sa discussion.

Conformément au désir exprimé par la Commission d'enquête sur l'organisation et le personnel du Secrétariat, chaque organisation spéciale a son budget propre pour 1922. Il est probable que les Présidents des Commissions de ces organisations présenteront et appuieront eux-mêmes devant l'Assemblée, si c'est nécessaire, le budget de leur organisation respective.

Le quatrième budget tel qu'il est établi, à présent évalue les dépenses pour 1922 à 23.768.846 fr. or, contre 21.250.000 fr. or pour le budget de 1921. La légère augmentation qu'accuse ce budget est due pour une large part à l'amélioration progressive des différentes devises nationales, qui fait prévoir la nécessité de se procurer plus de francs or pour acheter le même nombre de francs suisses, de francs français, et de livres sterling qu'en 1921. En outre, on a porté au budget de 1922 les dépenses de la Cour permanente de Justice internationale comme si elle

A. DIRECT ACTION OF THE COUNCIL IN EXECUTION
OF THE RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS
OF THE ASSEMBLY.

I. THE FINANCES OF THE LEAGUE.

(a) *The Budgets of the League.*

The first three budgets of the League, which covered the period from the beginning of the League to December 31st, 1921, were duly approved by the first Assembly on December 17th, 1920.

The third budget, which covered the period January 1st to December 31st, 1921, was admittedly only a provisional estimate. Already in June it had become apparent to the Council that certain appropriations in the third budget would prove insufficient, while in respect of others there would be a surplus. The Council accordingly exercised the powers conferred on it by the recommendation of the Assembly of December 17th, 1920, to sanction certain transfers from one item to another in the same chapter without increasing the total sum voted for the financial year. The Council has also approved of certain advances made from the working capital fund in order to finance various activities of the Financial Section of the Provisional Economic and Financial Committee. These expenses were incurred in connection with the international credits scheme and the relief of Austria.

The fourth budget of the League, which covers the financial year 1922, was, in conformity with the recommendations of the first Assembly, prepared three months before the annual session of the Assembly, and was submitted to the Council during its June session. The budget is divided into seven Chapters :

- (1) Assembly and Council Meetings.
- (2) General Services of the Secretariat.
- (3) Special Organisations of the League.
- (4) Capital Expenditure.
- (5) Working Capital Replacement.
- (6) The Permanent Court of International Justice.
- (7) The International Labour Office.

• More particulars are given in the fourth budget than in the previous budgets, and detailed explanations are submitted in notes and schedules. Since the budget was established for a period which does not begin until seven months after the time when the estimates were prepared, the Secretary-General may be obliged to ask the Assembly to sanction certain modifications when the budget is discussed.

In accordance with a desire expressed by the Committee of Inquiry into the Staff and Organisation of the Secretariat, each of the special organisations of the League has separate estimates in the 1922 budget, and it is hoped that the Chairmen of the Committees of these organisations will be prepared to explain and defend before the Assembly, if necessary, the budgets of their respective organisations.

The fourth budget, as at present drafted, estimates the expenditure for 1922 at 23,768,846 gold francs, as compared with 21,250,000 gold francs authorised in the budget for 1921. The slight increase in the budget for 1922 is due, in a large measure, to the fact that owing to the gradual improvement in value of the various national currencies it is expected that more gold francs will be required to buy the same number of Swiss francs, French francs, or pounds sterling than in 1921. Moreover, provision is made in 1922 for the International

devait siéger toute l'année, ainsi que les dépenses d'une organisation économique et financière considérablement accrue.

Le quatrième budget de la Société a été approuvé par le Conseil le 17 juin 1921. Il reste entendu que les Membres du Conseil conservent le droit de discuter, approuver, et modifier ce budget, au cours de la deuxième session de l'Assemblée,

b) Vérification des comptes.

Conformément aux recommandations de la première Assemblée (17 décembre 1920), le Conseil a été chargé de s'assurer les services de vérificateurs appartenant à un gouvernement choisi parmi les Membres de la Société des Nations, et d'inviter ces experts à présenter au Conseil un rapport sur la régularité des écritures et de la comptabilité, trois mois au moins avant la session annuelle de l'Assemblée.

Le Conseil de la Société, lors de sa réunion à Paris le 23 février 1921, a décidé de prier le Gouvernement suisse de vouloir bien autoriser le service de vérification de son Ministère des Finances à se charger de ces fonctions. Le Gouvernement suisse a désigné M. M. H. Ryffel, chef des services fédéraux de Caisse et de Comptabilité, et M. A. Kohler, adjoint au Contrôle fédéral des Finances.

Le rapport de ces vérificateurs sur le second exercice budgétaire a été communiqué à tous les Membres de la Société et présenté au Conseil le 17 juin. Le Conseil a approuvé la vérification des comptes et transmis au Gouvernement suisse l'expression de ses remerciements.

Les recommandations de la première Assemblée sur la procédure à suivre pour l'autorisation des dépenses ont été strictement observées. Toutes les dépenses imprévues imputables à l'article 27 du second chapitre du budget, ainsi que tous les virements d'un article à l'autre ont été effectués conformément à une résolution spéciale du Conseil, communiquée immédiatement à tous les Membres de la Société.

c) Liste des traitements du personnel du Secrétariat.

La première Assemblée a, le 17 décembre 1920, adopté la résolution suivante :

« Une liste des membres du Secrétariat et du Bureau international du Travail indiquant leurs nationalités respectives, leurs traitements et leurs indemnités, par classes, sera publiée une fois par an ; les deux premières éditions comprendront un exposé des services déjà rendus par certains fonctionnaires supérieurs ; enfin un autre compte rendu sera annexé au budget annuel ; il indiquera la nationalité, le traitement et les indemnités de chaque membre du Secrétariat et comprendra un tableau indiquant les indemnités de déplacement allouées à chaque classe. »

Comme suite à cette résolution, le Secrétaire général a publié une liste du personnel divisée en classes, dans le numéro de juin du *Journal officiel* de la Société des Nations (2^e année, N^o IV). Cette liste, indiquant pour chaque fonctionnaire la nationalité, le traitement et les indemnités alloués, a été communiquée aux Membres de la Société le 6 juin et est annexée au budget de 1922.

II. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

La résolution adoptée par la première Assemblée le 13 décembre 1920, au sujet de la Cour permanente de Justice internationale, déclare que le Conseil devra soumettre aux Membres de la Société le Statut de la Cour permanente, pour adoption sous forme de protocole dûment ratifié et contenant la reconnaissance du Statut.

Les bureaux du Secrétariat ont donc ouvert un protocole de signature du Statut le 16 décembre 1920, et adressé des copies conformes à tous les Membres de la Société, pour les inviter à donner leur signature et leur ratification.

Court of Justice being in session throughout the year and for a considerable expansion of the Economic and Financial Organisation.

The fourth budget of the League was duly approved by the Council on June 17th, 1921. It was understood that Members of the Council retained full liberty during the second Assembly to discuss, approve, or amend the budget, should they so desire.

(b) *The Auditing of Accounts.*

Under the recommendations adopted by the first Assembly on December 17th, 1920, the Council is asked to engage the services of auditors of a Government chosen from the Members of the League, and to invite these auditors to present to the Council a report on the correctness of the accounts and of the book-keeping, at least three months before the annual session of the Assembly.

The Council of the League, at its meeting held in Paris on February 23rd, 1921, decided to ask the Swiss Government to authorise the Audit Department of the Ministry of Finance to undertake this duty. The Swiss Government appointed M. M. H. Ryffel, Chef des Services fédéraux de Caisse et de Comptabilité, and M. A. Kohler, Adjoint au Contrôle fédéral des Finances.

A statement of accounts prepared by these auditors for the second budgetary period was circulated to all the Members of the League and presented to the Council on June 17th. The Council duly approved the accounts as audited, and thanked the Swiss Government for its assistance in the matter.

The recommendations of the first Assembly with regard to the procedure to be followed for the authorisation of expenditure have been strictly followed. All unforeseen expenses chargeable to item 27 of the second chapter of the budget or transfers from one item to another of the budget have been effected by virtue of a special resolution of the Council which has been immediately communicated to all the Members of the League.

(c) *Salary Lists of the Staff of the Secretariat.*

The first Assembly on December 17th, 1920, adopted the following resolution :

“ That a list of the staff of the Secretariat and of the International Labour Office, showing nationalities and salaries and allowances by classes, be published yearly, with the addition to the first and second issues of a list containing an account of the previous services of certain of the higher officials ; and that a further list be prepared and attached to the annual budget, showing the nationality, salary and allowances of each individual member of the staff, and containing a schedule showing the travelling allowances for each class with the amounts paid. ”

The Secretary-General, in execution of this resolution, published a list of the staff by classes in the June issue of the *Official Journal* of the League (2nd year, No. IV). The list of the staff, showing the nationality, salary and allowance of each individual member, was forwarded to the Members of the League on June 6th, attached to the budget for 1922.

II. THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

The resolution concerning the Permanent Court of International Justice adopted by the first Assembly on December 13th, 1920, declares that it shall be the duty of the Council to submit the Statute of the Permanent Court to the Members of the League for adoption, in the form of a protocol duly ratified and declaring their recognition of the Statute.

A protocol of signature of the Statute was consequently opened at the offices of the Secretariat on December 16th, 1920, and certified true copies were sent out to all Members of the League inviting signature and ratification.

Le 25 février 1921, le Conseil prit acte de la signature du protocole par 27 Membres, à savoir :

Afrique du Sud,	Grèce,	Pays-Bas,
Brésil,	Inde,	Pologne,
Chine,	Italie,	Portugal,
Colombie,	Japon,	Salvador,
Costa-Rica,	Luxembourg,	Siam,
Cuba,	Norvège,	Suède,
Danemark,	Nouvelle-Zélande,	Suisse,
France,	Panama,	Uruguay,
Grande-Bretagne,	Paraguay,	Venezuela.

Sept Etats ont signé, avec de légères différences, la clause facultative sur la juridiction obligatoire de la Cour permanente figurant à l'article 36, paragraphe 2 du statut. Ce sont : le Costa-Rica, le Danemark, le Luxembourg, le Portugal, le Salvador, la Suisse, l'Uruguay.

Lors de la réunion du Conseil à Genève, le 17 juin, le protocole portait, en plus de la signature des Etats mentionnés ci-dessus, celle des Etats suivants :

Australie,	Bulgarie,	Roumanie,
Autriche,	Canada,	Etat Serbe-Croate-Slovène,
Belgique,	Espagne,	Tchéco-Slovaquie.
Bolivie,	Perse,	

A la 13^{me} session du Conseil à Genève s'y ajoutèrent les signatures de la Finlande et de l'Albanie. La Finlande signa également la clause facultative.

Lors de la réunion du Conseil à Genève, le 17 juin, le statut de la Cour permanente avait été *ratifié* par la Suède, le Danemark, l'Italie et la Suisse.

La ratification du Gouvernement italien a été déposée au Secrétariat pendant la session du Conseil à Genève.

L'instrument de ratification du Statut par l'Autriche a été déposé.

Le Sénat français et la Chambre des députés ont voté la ratification du Statut.

Le Congrès fédéral du Venezuela l'a également voté.

La Reine des Pays-Bas a signé le décret ratifiant le Statut.

Le Gouvernement de l'Albanie a déposé son instrument de ratification.

La ratification de la République de Costa-Rica a été votée par le Parlement.

La ratification du Gouvernement britannique, accompagnée de celle de tous les Dominions de l'Empire, a été déposée.

Des Gouvernements de la Belgique, du Japon, de l'Espagne et du Brésil promirent, au cours de la dernière session du Conseil, à Genève, de ratifier rapidement le Statut.

Le Gouvernement de la Pologne et celui de la Roumanie ont déclaré que la ratification de leurs pays respectifs était en cours de préparation et serait acquise avant la prochaine session de l'Assemblée.

D'autres déclarations officieuses du même genre sont parvenues au Secrétariat.

Il est donc probable que lorsque l'Assemblée se réunira, une vingtaine de ratifications du Statut auront été déposées.

Conformément à la résolution de l'Assemblée en date du 13 décembre 1920, la Cour ne peut être appelée à siéger que lorsque la majorité des Membres de la Société aura ratifié le protocole. A la date du 25 février 1921, seule la Suède avait ratifié le protocole ; aussi le Conseil autorisa-t-il en février le Secrétaire général à adresser un pressant appel aux Membres de la Société signataires du protocole pour obtenir

On February 25th, 1921, the Council noted that up to that date 27 Members had signed the protocol, namely :

Brazil	India	Poland
China	Italy	Portugal
Colombia	Japan	Salvador
Costa Rica	Luxemburg	Siam
Cuba	Netherlands	South Africa
Denmark	New Zealand	Sweden
France	Norway	Switzerland
Great Britain	Paraguay	Uruguay
Greece	Panama	Venezuela

Seven States had signed, in slightly varying terms, the optional clause concerning the compulsory jurisdiction of the Permanent Court contained in Article 36, paragraph 2, of the Statute, namely : Costa Rica, Denmark, Luxemburg, Portugal, Salvador, Switzerland and Uruguay.

When the Council met at Geneva on June 17th the protocol had been signed by the following States in addition to those already mentioned :

Australia	Bulgaria	Roumania
Austria	Canada	Serb-Croat-Slovene
Belgium	Czecho-Slovakia	State
Bolivia	Persia	Spain

During the 13th session of the Council at Geneva the signatures of Finland and Albania were obtained, and Finland signed also the optional clause.

When the Council assembled in Geneva on June 17th, the Statute of the Permanent Court had been ratified by Sweden, Denmark, Italy and Switzerland.

The ratification of the Italian Government was deposited with the Secretariat during the Geneva session of the Council.

The deed of ratification of the Statute by Austria has been deposited.

The French Senate and Chamber have voted the ratification of the Statute.

The Federal Congress of Venezuela has also voted for ratification.

The Queen of the Netherlands has signed the Act ratifying the Statute.

The Government of Albania has deposited its deed of ratification.

The ratification by the Republic of Costa Rica has been voted by the Legislature.

The ratification by the British Government, together with the ratification of all the Dominions of the British Empire, has been deposited.

Promises of speedy ratification were made on behalf of the Governments of Belgium, Japan, Spain and Brazil during the recent session of the Council in Geneva.

The Governments of Poland and Roumania have declared that the ratifications of their respective countries are in course of preparation and will be ready before the forthcoming session of the Assembly.

Similar unofficial statements have reached the Secretariat from other countries.

It is, therefore, probable that by the time the Assembly meets some twenty ratifications of the Statute will have been deposited with the Secretariat.

According to the resolution of the Assembly of December 13th, 1920, the Court cannot be called upon to sit until the protocol has been ratified by a majority of the Members of the League. By February 25th only Sweden had as yet ratified the protocol. The Council, therefore, in February authorised the Secretary-General to send out a pressing appeal to those Members of the League which had

leur ratification du Statut. Il pria également ceux qui ne l'avaient pas encore signé de vouloir bien le faire et d'effectuer le dépôt de leur ratification.

Le Secrétaire général n'estimait pas que la résolution de l'Assemblée permit même de préparer l'élection des juges de la Cour, tant que la majorité des Membres de la Société n'aurait pas ratifié le protocole. Mais d'autre part, il était essentiel de prendre certaines dispositions au moins trois mois avant la seconde session de l'Assemblée, pour permettre de procéder à l'élection au cours de la session. Le Conseil a donc autorisé le Secrétaire général, en février, à faire le nécessaire, dès le 1^{er} avril s'il le croyait utile, afin d'assurer la désignation *provisoire* des candidats aux fonctions de juge.

Le Secrétaire général prit immédiatement des mesures en vue de ces désignations provisoires. Il invita les Gouvernements des Membres de la Société et des Etats mentionnés à l'annexe au Pacte à vouloir bien compléter leurs groupes nationaux à la Cour d'arbitrage de La Haye, ou à nommer des groupes spéciaux en vue de l'élection.

Comme il fallait que ces démarches préliminaires fussent terminées le 1^{er} juin, il adressa vers cette date des lettres d'invitation aux Membres des groupes ainsi constitués pour les prier de procéder aux désignations prescrites, les noms des candidats ainsi désignés devant parvenir au Secrétaire général avant le 15 août.

III. OBLIGATIONS QUI INCOMBENT A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DU PACTE.

Commission des Mandats.

La constitution de la Commission permanente des mandats, dont la création était prévue au paragraphe 9 de l'article 22 du Pacte, reçut l'approbation du Conseil le 1^{er} décembre 1920, lors de la 1^{re} session de l'Assemblée; il fut décidé que la Commission se composerait de neuf Membres, en majorité ressortissants des Puissances non mandataires, et nommés individuellement par le Conseil. Il était stipulé en outre qu'ils ne devaient pas, au cours de leurs fonctions de membres de la Commission, occuper une situation qui les mît sous la dépendance directe de leurs gouvernements. L'Organisation internationale du Travail aurait, de son côté, le droit d'envoyer à la Commission un expert choisi par elle et qui siégerait à titre consultatif lorsqu'on discuterait de questions relatives au travail.

Comme suite à une résolution adoptée le 22 février par le Conseil, on décida d'inviter les personnalités suivantes à siéger à la Commission permanente des Mandats :

M. BEAU	(France).
M ^{me} ANNA BUGGE WICKSELL	(Suède).
M. W. CAMERON FORBES	(Etats-Unis).
M. Freire D'ANDRADE	(Portugal).
L'Honorable W. ORMSBY-GORE	(Grande-Bretagne).
M. Pierre ORTS	(Belgique).
M. Van REES	(Hollande).
M. THEODOLI	(Italie).
M. Kunio YANAGIDA	(Japon).

Le Conseil fut informé, lors de sa 13^{me} session, que toutes les personnalités avaient accepté l'invitation à l'exception de M. Cameron Forbes. On décida, pour le remplacer, de faire appel à une autre personnalité.

Rapports des Puissances mandataires.

Dans le rapport relatif à la Commission permanente des Mandats, adopté par le Conseil le 1^{er} décembre 1920, il était spécifié que les Puissances manda-

signed the protocol to ratify the Statute and to those which had not signed it to do so, and to deposit their ratifications.

As he did not feel sure that under the Assembly resolution even preparations for the election of the judges of the Court could be made until a majority of the Members of the League had ratified the protocol, and since certain measures must be taken at least three months before the second Assembly in order to enable the elections to be held while it was in session, the Secretary-General was authorised by the Council in February to take steps if necessary on or after April 1st to obtain a *conditional* nomination of candidates for election as judges of the Court.

The Secretary-General at once took steps to obtain these conditional nominations. He invited the Governments of the Members of the League and of the States mentioned in the Annex to the Covenant to complete their national groups of the Court of Arbitration at The Hague or to appoint special electoral groups for the purpose.

It was necessary that this preliminary step should be completed by June 1st. About that date, letters of invitation were sent to the members of the groups duly constituted asking them to proceed to the necessary nominations. These nominations should have reached the Secretary-General before August 15th

III. OBLIGATIONS OF THE LEAGUE ARISING OUT OF ARTICLE 22 OF THE COVENANT.

The Mandates Commission.

The constitution of the Permanent Mandates Commission to be set up under paragraph 9 of Article 22 of the Covenant was approved by the Council on December 1st, 1920, while the first Assembly was still in session. It was decided that the Commission should consist of nine members, the majority of whom would be nationals of non-mandatory Powers. They were to be appointed individually by the Council, and it was further stipulated that they should not, while members of the Commission, hold any office which put them in a position of direct dependence on their Governments. It was further decided that the International Labour Organisation should have the privilege of appointing to the Commission an expert chosen by itself, who would attend in an advisory capacity when questions relating to labour were discussed.

By a resolution adopted by the Council on February 22nd, it was decided that the following persons should be invited to serve on the Permanent Mandates Commission :

M. BEAU	(France).
Mme Anna BUGGE WICKSELL	(Sweden).
Governor W. CAMERON FORBES	(United States of America)
M. Freire D'ANDRADE	(Portugal).
The Hon. W. ORMSBY-GORE	(Great Britain).
M. Pierre ORTS	(Belgium).
M. Van REES	(Holland).
M. THEODOLI	(Italy).
M. Kunio YANAGIDA	(Japan).

The Council was informed during its 13th session that all these persons had agreed to sit on the Commission with the exception of Mr. Cameron Forbes. It was decided that another member should be asked to sit in his place.

The Reports of the Mandatories.

Under the scheme for a Permanent Mandates Commission adopted by the Council on December 1st, 1920, it was resolved that the Mandatory Powers should

taires présenteraient à la Commission les rapports annuels sur l'administration des territoires mandatés, dont il est question au paragraphe 7 de l'article 22 du Pacte. Ces rapports devaient être transmis à la Commission par les représentants autorisés des Puissances intéressées ; ceux-ci seraient prêts à fournir les explications ou tous renseignements que la Commission pourrait leur demander. La Commission devait transmettre ensuite ce rapport au Conseil, en y joignant ses propres observations et celles des représentants autorisés.

Le 21 juin 1921, le Conseil examina la recommandation suivante adoptée par l'Assemblée le 18 décembre 1920 : « Les mandataires seront invités à présenter à la Commission un rapport sur l'administration récente des territoires actuellement confiés à leurs soins. » On discuta la question de savoir s'il fallait demander ces rapports seulement aux Puissances mandataires dont le mandat avait été défini, ou également à toutes les Puissances qui avaient administré ou qui administraient des territoires mandatés. On décida de charger le Secrétaire général d'inviter ces deux catégories de Puissances (celles dont les mandats avaient déjà été définis par le Conseil, et celles qui administraient des territoires destinés à être soumis au régime des mandats), à lui présenter leurs rapports pour transmission à la Commission permanente des Mandats. Les représentants au Conseil du Gouvernement Belge, du Gouvernement britannique et du Gouvernement français déclarèrent que leurs Gouvernements avaient l'intention de présenter des rapports à leurs Parlements respectifs et que ces rapports seraient, bien entendu, à la disposition de la Société des Nations.

Définition des Mandats.

Le Conseil a arrêté les termes des mandats C dont voici la liste, le 17 décembre 1920, vers la fin de la session de la première Assemblée :

Mandat sur l'Afrique allemande du Sud-Ouest, attribué au Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud ;

Mandat sur le Samoa allemand, attribué au Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande ;

Mandat sur Nauru, attribué à la Grande-Bretagne ;

Mandat sur les possessions allemandes sud-équatoriales de l'Océan Pacifique, autres que Samoa et Nauru, attribué au Gouvernement du Commonwealth d'Australie ; et enfin :

Mandat sur les possessions allemandes nord-équatoriales de l'Océan Pacifique, conféré au Japon.

Le Conseil, en arrêtant les termes de ces mandats, a pris acte de la déclaration officielle suivante du Gouvernement japonais :

En se fondant sur l'esprit et sur les principes fondamentaux de la Société des Nations, et sur l'interprétation du Pacte, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale Japonaise est fermement convaincu de la justice de la revendication qu'il a faite jusqu'ici en vue d'obtenir l'insertion dans les mandats « C » d'une clause assurant l'égalité de traitement en matière d'échanges et de commerce. Toutefois, dans un esprit de conciliation et de coopération, et pour éviter de laisser plus longtemps la question en suspens, ce Gouvernement a décidé d'agréer que le mandat soit publié sous sa forme actuelle. Cette décision, cependant, ne doit pas être considérée comme impliquant que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale Japonaise accepte que les sujets japonais soient soumis, dans les territoires placés sous mandat, à un traitement comportant une discrimination désavantageuse à leur égard. Ce Gouvernement n'entend pas davantage renoncer à la réclamation qu'il a faite en déclarant que les droits et les intérêts des sujets japonais dans ces territoires, tels qu'ils existaient dans le passé, doivent être complètement respectés.

Les projets suivants de mandats A et B, transmis par le Secrétariat en décembre 1920, ont été soumis au Conseil lors de ses 12^e et 13^e sessions :

Mandats A. — Pour la Syrie et le Liban, attribués au Gouvernement français.

send to the Commission the annual reports on the administration of the Mandates mentioned in paragraph 7 of Article 22 of the Covenant. It was decided that these reports should be forwarded to the Commission through duly authorised representatives of the Powers concerned, who would be prepared to offer any supplementary explanations or information which the Commission might desire, and that the Commission should send on these reports to the Council, together with its observations and those of the duly authorised representatives.

On June 21st, 1921, the Council considered a recommendation adopted by the Assembly on December 18th, 1920, suggesting that the "mandatories should be asked to present to the Commission a report on the recent administration of the territories now confided to their care"; and it discussed the question whether a request for such reports should be addressed not only to those mandatory Powers, the terms of whose mandates had actually been defined, but to all the Powers which were or had been administering territories to be placed eventually under the mandatory system. It was finally decided that the Secretary-General should be instructed to invite both those Powers whose mandates had already been defined by the Council and those which were administering territories eventually to be placed under the mandatory system, to furnish him with such reports for transmission to the Permanent Mandates Commission. The British, French and Belgian representatives on the Council declared in this connection that their Governments intended to present reports to their national Parliaments and that these reports would naturally be at the disposal of the League.

The Definition of the Mandates.

The Council defined the terms of the following "C" mandates on December 17th, 1920, towards the end of the session of the first Assembly :

Mandate for German South-West Africa to be exercised by the Government of the Union of South Africa ;

Mandate for German Samoa to be exercised by the Government of the Dominion of New Zealand ;

Mandate for Nauru to be exercised by Great Britain ;

Mandate for the German possessions in the Pacific Ocean south of the Equator other than German Samoa and Nauru to be exercised by the Government of the Commonwealth of Australia; and the:

Mandate for the German possessions in the Pacific Ocean lying north of the Equator to be exercised by Japan.

The Council, in defining these mandates, noted a formal declaration presented by the Japanese Government in the following terms :

"Relying upon the spirit and fundamental principles of the League of Nations and upon an interpretation of the Covenant, His Imperial Japanese Majesty's Government have a firm conviction in the justice of the claim they have hitherto made for the inclusion of a clause concerning the assurance of equal opportunities for trade and commerce in "C" mandates. But from the spirit of conciliation and co-operation, and their reluctance to see the question unsettled any longer, they have decided to agree to the issue of the mandate in its present form. That decision, however, should not be considered as an acquiescence on the part of His Imperial Japanese Majesty's Government in the submission of Japanese subjects to a discriminatory and disadvantageous treatment in the mandated territories; nor have they thereby discarded their claim that the rights and interests enjoyed by Japanese subjects in these territories in the past should be fully respected."

The drafts of the following "A" and "B" mandates, which were forwarded to the Secretariat in December, 1920, were placed before the Council during its 12th and 13th sessions :

"A" Mandates. — For Syria and the Lebanon to be exercised by the French Government ;

Mandats A. — Pour la Mésopotamie et la Palestine, attribués au Gouvernement britannique.

Mandats B. — Pour l'Afrique orientale, le Togo et le Cameroun, attribués au Gouvernement britannique.

Mandats B. — Pour le Togo et le Cameroun, attribués au Gouvernement français.

Mandat B. — Pour l'Afrique orientale, attribué au Gouvernement belge.

Le 22 février 1921, le représentant de la Grande-Bretagne au Conseil proposa d'ajourner l'étude des mandats B, jusqu'au retour d'Orient du Ministre des Colonies britannique, qui était en train d'étudier la situation des territoires placés sous mandat britannique. A la même date, le Vicomte Ishii présentait au Conseil un rapport sur les mandats B, signalant certaines stipulations qui pouvaient donner lieu à des interprétations en désaccord avec les termes mêmes du Pacte.

Ce dernier rapport soulevait d'importantes questions de principes et de politique, aussi le Conseil décida-t-il qu'on ne pouvait passer immédiatement à son examen.

Le 23 février 1921, le Conseil reçut de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, une note du Gouvernement américain protestant contre la définition des mandats sans consultation préalable des Etats-Unis. Cette note rappelait une note antérieure, adressée par le Gouvernement des Etats-Unis, en date du 20 novembre 1920, au Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne et aux Gouvernements de la France et de l'Italie, où était présentée en détail l'opinion des Etats-Unis sur les responsabilités des Puissances mandataires. L'attention du Conseil était spécialement attirée sur le fait que la note demandait que les projets de mandats à soumettre à la Société des Nations fussent communiqués au Gouvernement des Etats-Unis ; celui-ci désirait les examiner avant qu'ils ne fussent présentés au Conseil de la Société. Le Conseil serait ainsi informé de l'opinion du Gouvernement des Etats-Unis sur les mandats et pourrait se rendre compte des conditions auxquelles le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à les approuver. En outre la note demandait qu'une publicité suffisante fût donnée aux projets de mandats soumis au Conseil afin qu'on eût toute faculté de pouvoir en examiner les termes. La note protestait spécialement contre l'attribution de l'Ile de Yap au Japon, aux termes du mandat conféré par le Conseil le 17 décembre. Elle insistait sur la nécessité d'assurer à toutes les nations l'égalité de traitement commercial dans les territoires mandatés.

Le Conseil répondit à ces observations par une lettre dont les termes furent arrêtés le 1^{er} mars 1921. Cette lettre informait le Gouvernement des Etats-Unis que le Conseil avait ajourné l'examen des mandats A et B jusqu'à une session ultérieure et que, par suite, aucune décision ne serait prise jusqu'à ce que le Gouvernement des Etats-Unis ait eu l'occasion d'exprimer son opinion.

D'autre part, le Conseil faisait remarquer que l'objection soulevée par le Gouvernement des Etats-Unis au sujet de l'Ile de Yap était relative à l'attribution des territoires mandatés, attribution qui relevait du Conseil suprême. Cette objection ne visait pas la définition des termes mêmes du mandat qui seule incombait au Conseil de la Société. Le Conseil, informé que toutes les Iles au Nord de l'Equateur avaient été attribuées au Japon, avait arrêté les termes de ce mandat. S'il y avait malentendu sur l'attribution de l'Ile de Yap, c'était un malentendu entre les Etats-Unis et les Principales Puissances alliées, et non pas entre la Société des Nations et les Etats-Unis.

Le Conseil concluait en invitant les Etats-Unis à se faire représenter dans les discussions ultérieures sur les mandats A et B. Quelques jours avant sa réunion, lors de sa 13^{me} session, le Conseil n'avait reçu aucune réponse à cette invitation. Comme d'autre part on savait que le Gouvernement des Etats-Unis continuait à affirmer les droits des Etats-Unis dans la question des mandats, le Président intérimaire du Conseil de la Société crut devoir adresser une lettre aux Principales

- “ A ” *mandates*. — For Mesopotamia and Palestine to be exercised by the British Government ;
- “ B ” *mandates*. — For East Africa, Togo and the Cameroons to be exercised by the British Government ;
- “ B ” *mandates*. — For Togo and the Cameroons to be exercised by the French Government ;
- “ B ” *mandate*. — For East Africa to be exercised by the Belgian Government.

On February 22nd, 1921, the British representative on the Council suggested that the consideration of the “ B ” mandates should be postponed pending the return from the Near East of the head of the British Colonial Office, who was at that time investigating conditions in the British mandated territories. On the same date, Viscount Ishii submitted to the Council a report on the “ B ” mandates, drawing attention to provisions which might possibly be construed as at variance with the terms of the Covenant.

The report of Viscount Ishii raised important questions of principle and policy, and the Council decided that they could not be immediately discussed.

On February 23rd, 1921, the Council received from the American Embassy in Paris a note from the United States Department protesting against a definition of the mandates without previous consultation with the United States. Attention was drawn to the Note which had been addressed by the Government of the United States on November 20th, 1920, to the British Secretary of State for Foreign Affairs and to the Governments of France and Italy, in which the views of the United States were fully set forth regarding the nature of the responsibilities of the mandatory Powers. The attention of the Council was particularly invited to a request made in that Note that the draft mandates to be submitted to the League of Nations should be communicated to the Government of the United States for its consideration before they were submitted to the Council of the League, in order that the Council might be furnished with the opinion of the Government of the United States on the mandates and an indication of the basis on which the Government of the United States would be prepared to approve them. It was further insisted that suitable publicity should be given to the draft mandates submitted to the Council, in order that the fullest opportunity might be afforded for the consideration of their terms. Particular exception was taken to the attribution of the Island of Yap to Japan under the mandate defined by the Council on December 17th and emphasis was laid on the need for securing to all nations in the mandated territories equal opportunities for trade and commerce.

The Council replied to these observations in a letter adopted on March 1st, 1921. The Government of the United States was informed in this letter that the Council had postponed the consideration of the “ A ” and “ B ” mandates until a later session and that no decision would therefore be reached with regard to them until the United States Government had had an opportunity to express its views.

The Council pointed out that the objection raised by the United States Government in respect of the Island of Yap involved the allocation of the mandated territories, which was the duty of the Supreme Council, and not the definition of the terms of the mandates, which was the duty of the Council of the League. The Council of the League had been notified that all the islands north of the Equator had been allocated to Japan, and, on this assumption, had proceeded to define the mandate. It was pointed out that, if a misunderstanding existed as to the allocation of the Island of Yap, it was a matter which lay between the United States and the Principal Allied Powers rather than between the United States and the League.

The Council concluded by inviting the United States to send a representative to take part in its next discussions on the “ A ” and “ B ” mandates. As the Council shortly before it assembled for its 13th session, had received no reply to its invitation to send a representative, and as it was known that the United States Government had not waived its claims in regard to the interests of the United States in the matter of mandates, the acting President of the Council

Puissances alliées, le 15 juin 1921 ; il y déclarait que le Conseil préférerait certainement ne pas exercer les fonctions que lui confie l'article 22 du Pacte, tant que les conditions dans lesquelles cette action doit s'exercer ne seraient pas complètement réalisées, et spécialement tant que le titre des Puissances mandataires à exercer leurs mandats n'aurait pas été accepté et défini à la suite d'un accord complet entre les Principales Puissances alliées et associées. Il demandait en conséquence aux Principales Puissances alliées de s'efforcer d'arriver à une solution sur les points en discussion entre elles et les Etats-Unis, afin de permettre au Conseil de la Société de régler la question des mandats avant la prochaine session de l'Assemblée.

A la première séance de sa 13^e session, à Genève, le 17 juin, le Conseil approuva les principes exposés dans cette lettre et décida d'ajourner à septembre l'examen des mandats A et B.

IV. LUTTE CONTRE LE TYPHUS EN EUROPE ORIENTALE.

Le 7 décembre 1920, la première Assemblée approuvait les mesures prises antérieurement par le Conseil pour combattre le typhus en Europe, ainsi que le rapport des diverses commissions et sous-commissions de l'Assemblée chargées d'étudier la question. Elle décidait qu'il était nécessaire d'agir immédiatement, dans la mesure où le permettraient les souscriptions déjà promises.

Au 15 avril 1921, on disposait des crédits suivants :

Grande-Bretagne	50 .000	livres sterling.
Grèce	10 .000	» »
Suède	3 .000	» »
Japon	5 .316	» »
Suisse	2 .150	» »
Perse	2 .000	» »
Belgique	1 .000	» »
Siam	1 .000	» »
Autriche	42	» »
Bulgarie	27	» »
Finlande	25 .000	francs français.
Pérou	364	livres sterling.
Albanie	100 .000	liras italiennes.
Souscriptions privées	24	livres sterling.

Etaient d'autre part promises les contributions suivantes :

France	50 .000	livres sterling.
Canada	200 .000	dollars.
Espagne	40 .000	livres sterling.
Allemagne	1 million	marks papier.
Honduras	1 .000	dollars.
Danemark	5 .000	livres sterling.
Pays-Bas	100 .000	florins.
Chine	2 .000	livres sterling.
Uruguay	5 .000	pesos or.

En juillet 1921, le Canada versait le montant de la contribution qu'il avait promise.

La Commission des épidémies instituée en vertu de la résolution de l'Assemblée du 7 décembre 1920, a concentré ses premiers efforts dans le secteur de Grodno-Lida-Walkowysk-Brest-Litowsk-Bialystock ; elle est spécialement venue en aide au service d'hygiène publique polonais en vue d'assurer le fonctionnement des deux importantes stations de quarantaine de Baranowitchi et de Rovno par lesquelles devaient être rapatriés les prisonniers de guerre bolchévistes et polonais. Les autorités publiques polonaises ont donné toutes facilités aux commissaires pour inspecter les hopitaux et les stations.

thought it right to address a letter to the Principal Allied Powers on June 15th, 1921. He stated in this letter that he felt assured the Council would prefer not to exercise the functions conferred upon it by Article 22 of the Covenant so long as the conditions requisite for their exercise had not been completely fulfilled, and particularly so long as the title of the mandatory Powers to execute their mandate had not been accepted and defined as the result of a complete agreement between the Principal Allied and Associated Powers. He therefore asked the Principal Allied Powers to make every effort to arrive at a solution of the points under discussion between them and the United States in order that the Council of the League might be enabled to settle the whole question of mandates before the next meeting of the Assembly.

The Council, when it met in Geneva for its 13th session on June 17th, approved the principles embodied in this letter and agreed to defer till September the consideration of the "A" and "B" mandates.

IV. THE CAMPAIGN AGAINST TYPHUS IN EASTERN EUROPE.

The first Assembly, on December 7th, 1920, approved the action previously taken by the Council to combat typhus in Europe and the reports submitted by the various Committees and Sub-Committees of the Assembly which had considered the subject and resolved that it was imperatively necessary to make at once such a beginning with the campaign as was possible within the limits of the funds already promised.

The funds available for the campaign were as follows on April 15th, 1921 :

Great Britain	£ 50,000	
Greece	£ 10,000	
Sweden	£ 3,000	
Japan	£ 5,316	
Switzerland	£ 2,150	
Persia	£ 2,000	
Belgium	£ 1,000	
Siam	£ 1,000	
Austria	£ 42	
Bulgaria	£ 27	
Finland	25,000	French francs
Peru	£ 364	
Albania	100,000	Italian lire
Private Subscriptions	£ 24	

The following further sums had been promised :

France	£ 50,000	
Canada	\$ 200,000	
Spain	£ 40,000	
Germany	1 million	paper marks
Honduras	\$ 1,000	
Denmark	£ 5,000	
Holland	100,000	florins
China	£ 2,000	
Uruguay	5,000	gold pesos.

By July, 1921, Canada had already paid her promised contribution.

The Epidemic Commission appointed under the Assembly resolution of December 7th, 1920, concentrated its first efforts in the Grodno-Lida-Walko-wysk-Brest-Litovsk-Bialystock area, and afforded special help to the Polish Public Health Administration in working the two large and important quarantine stations at Baranowscize and Rovno through which the returning Bolshevist and Polish prisoners of war were passing. The Polish public authorities gave the Commissioners every facility for the inspection of hospitals and stations.

La résolution de l'Assemblée proposait qu'on sollicitât la collaboration de l'Office international d'Hygiène publique, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le Conseil décidait que pour obtenir la collaboration de ces Sociétés, il y avait lieu de constituer un Comité consultatif auquel elles pourraient se faire représenter.

Ce Comité consultatif a tenu sa première réunion à Varsovie le 15 avril 1921. Il se composait de la Commission des Epidémies de la Société des Nations, assistée du Professeur Madsen, de l'Office international d'Hygiène publique, du D^r Ferrière et de M. Frick, du Comité international de la Croix-Rouge, et du Professeur Winslow, de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le service polonais d'hygiène était représenté par le Ministre de l'Hygiène publique, M. Chodzko, et deux experts. La Commission des épidémies de la Société des Nations se composait du D^r Norman White (Commissaire en chef pour le typhus), du Major Fitz Hugh, du Colonel Gauthier (Médecin-chef de la Mission militaire française en Pologne), du D^r Rajchman et de Dame Rachel Crowdy, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Comité consultatif adopta un certain nombre de résolutions importantes sur les points suivants :

1^o La situation de la Pologne, au point de vue épidémique, reste menaçante pour les peuples occidentaux et exige que les nations du monde entier viennent à son secours dans la mesure de leurs moyens, ce pays servant de barrière et de sauvegarde à l'Europe occidentale contre les maladies épidémiques venant d'Orient.

2^o La lutte, engagée et organisée par le Commissariat des Epidémies de Pologne, a été sagement combinée et se poursuit avec compétence et succès.

3^o La Commission des Epidémies a adopté une sage ligne de conduite en utilisant ses maigres ressources pour prêter assistance au Gouvernement polonais et renforcer son action, les souscriptions de la Société des Nations ne représentant qu'une somme bien faible en proportion des dépenses engagées par le Gouvernement polonais.

4^o Le Comité consultatif soumettait à l'examen du Conseil la recommandation suivante :

« Considérant les difficultés qui proviennent des délais dans le paiement de certaines souscriptions déjà promises, le Comité consultatif recommande de demander au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il veuille bien considérer l'opportunité d'un nouvel appel :

1^o aux Etats qui n'ont pas encore payé la contribution qu'ils s'étaient engagés à fournir;

2^o aux Etats qui n'ont pas encore répondu au premier appel.

» Le Comité recommande encore, de demander au Comité mixte du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge d'étudier la possibilité d'adresser de nouveaux appels aux Sociétés qui leur sont affiliées. »

Le Conseil, examinant, au cours de sa 13^{me} session, les conclusions du Comité consultatif, a estimé qu'il serait inopportun de lancer un troisième appel, étant donné que les deux précédents n'avaient eu aucun succès auprès de certains Etats.

Les Membres du Conseil furent priés de faire individuellement des démarches pressantes auprès de leurs gouvernements respectifs ainsi qu'auprès des délégations à l'Assemblée, des autres Etats qui n'ont pas encore payé leur contribution.

De l'avis de la Commission des Epidémies, la lutte entreprise contre le typhus a été remarquablement efficace, si l'on tient compte des moyens restreints mis à la disposition des organisateurs. Elle a été admirablement conduite par le service de l'Hygiène polonais.

It was provided by the resolution of the Assembly that the Office international d'Hygiène publique, the Comité international de la Croix-Rouge and the League of Red Cross Societies should be asked to co-operate in the work.

The Council decided that, in order to obtain the co-operation of these Societies an Advisory Board should be established on which they might be represented.

This Advisory Board met for the first time at Warsaw on April 15th, 1921. It consisted of the Epidemic Commission of the League of Nations, assisted by Professor Madsen of the Office international d'Hygiène publique, Dr. Ferrière and M. Frick, of the Comité international de la Croix-Rouge, and Professor Winslow of the League of Red Cross Societies.

The Polish Health Administration was represented by the Minister of Public Health, M. Chodzko, and two experts. The Epidemic Commission of the League of Nations was constituted by Dr. Norman White (chief typhus commissioner of the League), Major Fitz Hugh, Colonel Gauthier (senior medical officer of the French military mission in Poland), Dr. Rajchman, and Dame Rachel Crowdy, representing the Secretary-General of the League of Nations.

The Advisory Board adopted a number of important resolutions to the following effect :

(1) That the situation in Poland in regard to epidemics remained a menace for the Western peoples and demanded all the assistance which the nations of the world could give to Poland, which served as a barrier and safeguard for Western Europe against epidemic diseases imported from the East.

(2) That the campaign, as hitherto conducted and planned by the Epidemic Commissariat of Poland, was planned on wise lines and was being carried out with efficiency and success.

(3) That the policy of the Epidemic Commission of the League of Nations of devoting its small resources to assisting and supplementing the work of the Polish Government was a sound one in view of the fact that contributions of the League were small in proportion to the sum expended by the Polish Government.

(4) The Advisory Board submitted the following recommendation for consideration by the Council :

“ In view of the difficulties arising from the delay in payment of certain promised subscriptions, the Advisory Board recommends that the Secretary-General of the League of Nations be asked to consider the desirability of a further appeal being issued :

(1) to those countries which, having undertaken to contribute to the funds, have not yet done so, and

(2) to countries which have not yet replied to the original appeal.

“ The Board further recommends that the Joint Committee of the Comité international de la Croix-Rouge and the League of Red Cross Societies be asked to consider the possibility of further appeals to their constituent Societies. ”

The Council, in considering the conclusions of the Advisory Board during its 13th Session, decided that as two unsuccessful appeals had already been made to certain countries it would hardly be wise to issue a third.

It was therefore recommended that the individual Members of the Council should make strong representations to their Governments and to the Delegations to the Assembly, of other States which had not yet paid their contributions.

In the opinion of the Epidemic Commission, the campaign against typhus has been remarkably effective taking into consideration the limited means at the disposal of the organisers, and has been admirably conducted by the Polish health authorities.

V. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL INTELLECTUEL.

Par une résolution votée le 18 décembre 1920, la première Assemblée approuvait le concours que le Conseil avait apporté au développement de la collaboration internationale dans le domaine intellectuel, et, notamment, l'appui fourni à l'Union des Associations internationales. L'Assemblée émettait le vœu que le Conseil voulût bien poursuivre ses efforts dans cette voie.

En outre, le Conseil était invité à présenter à la seconde Assemblée un rapport détaillé sur l'influence éducative exercée par l'Union des Associations internationales et à étudier la possibilité de créer une organisation du travail intellectuel rattachée à la Société des Nations.

Le Conseil examina la question dans sa séance du 1^{er} mars 1921. Il observa que le Secrétariat avait déjà recueilli la documentation nécessaire pour rédiger un rapport sur l'activité de l'Union des Associations internationales, et que celui-ci pourrait être présenté à l'Assemblée en temps utile.

Le Conseil décida qu'il serait prématuré de créer une organisation technique affiliée à la Société des Nations. Il estima qu'il serait préférable pour la prospérité de la Société des Nations de borner ses dépenses à des questions d'une urgence plus immédiate. Le Conseil, tout en affirmant sa vive sympathie pour l'objet poursuivi par les organisations privées, telles que l'Union des Associations internationales, estima que, dans les circonstances actuelles, la collaboration intellectuelle serait mieux assurée par des efforts bénévoles auxquels la Société des Nations s'associerait volontiers, le cas échéant.

VI. PROTECTION DES MINORITÉS.

1. *Garanties.*

Le 29 novembre 1920, au cours de sa 11^{me} session tenue à Genève, le Conseil décida de placer sous la garantie de la Société des Nations, les dispositions relatives à la protection des minorités contenues dans le Traité signé le 10 septembre 1919, à Saint-Germain-en-Laye, entre les Principales Puissances alliées et associées et l'Etat serbe-croate-slovène.

La même garantie fut donnée en même temps à propos des dispositions contenues dans le Traité signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, entre les Principales Puissances alliées et associées et la Tchéco-Slovaquie. Ce traité contient des dispositions spéciales sur la constitution du territoire ruthène au sud des Carpathes, en unité autonome à l'intérieur de l'Etat tchéco-slovaque. Le Conseil décida que le Secrétaire général de la Société des Nations recueillerait des renseignements à ce sujet pour les soumettre en temps utile au Conseil de la Société.

En vertu de cette décision, le Secrétaire général communiqua, le 4 juillet 1921, aux Membres du Conseil, un memorandum du D^r Bénès, Ministre des Affaires Etrangères de Tchéco-Slovaquie, relatif au territoire en question.

2. *Procédure.*

Le 27 juin 1921, le Conseil a adopté une résolution inspirée de propositions présentées par les Gouvernements polonais et tchéco-slovaque, d'après lesquelles tout appel relatif à la protection des minorités, adressé en vertu des dispositions des traités, par d'autres requérants que des Membres de la Société, doit être communiqué à l'Etat intéressé avant que les Membres de la Société n'en aient connaissance. Il est prescrit que l'Etat intéressé doit, dans les trois semaines, faire connaître au Secrétariat s'il désire ou non envoyer des observations ; un délai de deux mois lui est accordé pour envoyer ces observations, qui sont communiquées, en même temps que l'appel, aux Membres de la Société. Pour des cas d'extrême urgence, une procédure spéciale plus simple est prévue.

V. THE INTERNATIONAL ORGANISATION OF INTELLECTUAL WORK.

The first Assembly, in a resolution adopted on December 18th, 1920, approved the assistance which the Council had given to the development of international co-operation in intellectual activity and particularly the support which had been extended to the Union of International Associations. The Assembly recommended that the Council should continue its efforts in this direction.

Further, the Council was invited to present to the second Assembly a detailed report on the educational influence which the Union of International Associations had exerted, and to report on the possibility of creating an organisation for intellectual work attached to the League of Nations.

The Council considered the question at a meeting held on March 1st, 1921. It noted that the Secretariat had already collected the material necessary for a report on the activities of the Union of International Associations, which would be prepared in due time for submission to the Assembly.

The Council decided that it was premature to create a technical organisation attached to the League. It considered that it would be safer for the welfare of the League to limit its expenditure to matters of more immediate urgency. The Council, while expressing itself as in deep sympathy with the aims of such private bodies as the Union of International Associations, was of the opinion that, in present circumstances, intellectual co-operation might best be advanced by means of voluntary efforts assisted by the League when suitable opportunities presented themselves.

VI. PROTECTION OF MINORITIES.

(1) *Guarantees.*

On November 29th, 1920, during its 11th session at Geneva, the Council decided to place under the guarantee of the League of Nations the stipulations relating to the protection of minorities contained in the Treaty signed on September 10th, 1919, at St. Germain-en-Laye, between the Principal Allied and Associated Powers and the Serb-Croat-Slovene State.

A similar guarantee was at the same date given to the stipulations contained in the Treaty signed at St. Germain-en-Laye on September 10th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Czecho-Slovakia. This Treaty contains special stipulations for the constitution of the Ruthene territory south of the Carpathians as an autonomous unit within the Czecho-Slovak State. The Council decided that the Secretary-General of the League of Nations should collect information on this subject for submission in due course to the Council of the League.

In accordance with this decision the Secretary-General, on July 4th, 1921, communicated to the Members of the Council a memorandum from Dr. Benes, Minister for Foreign Affairs of Czecho-Slovakia, concerning the territory in question.

(2) *Procedure.*

On June 27th, 1921, the Council adopted a resolution, based on proposals submitted by the Polish and Czecho-Slovak Governments, which provided that every request relative to the protection of minorities under the provisions of the treaties, from petitioners other than Members of the League should be communicated to the interested State before distribution to the Members of the League. It was laid down that the interested State should inform the Secretariat within three weeks whether or not it desired to send any observations, and that a period of two months would be granted for the despatch of these observations, which would be communicated, together with the request of the petitioners to the Members of the League. For extremely urgent cases, a special and simplified procedure was provided.

Cette décision est entrée immédiatement en vigueur pour la Pologne et la Tchéco-Slovaquie. Les autres Etats, qui ont accepté des stipulations analogues, pour la protection de minorités, furent invités à déclarer s'ils désirent se voir appliquer la même procédure.

3. *Minorités en Albanie et en Finlande.*

Par une recommandation adoptée le 15 décembre 1920, la première Assemblée a émis le vœu qu'au cas où l'Albanie et les Etats baltiques et caucasiens seraient admis dans la Société, ils prissent les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités des minorités et se missent d'accord avec le Conseil sur les détails d'application.

En faisant connaître aux Gouvernements de l'Albanie et de la Finlande leur admission dans la Société, le Secrétaire général, se référant à la recommandation de l'Assemblée, demanda à ces Gouvernements s'ils désiraient présenter à ce sujet des observations au Conseil.

Le Gouvernement albanais répondit qu'il était prêt à tenir compte de toute recommandation que le Conseil pourrait faire à ce sujet. En attendant, il acceptait intégralement les dispositions générales des traités sur les minorités. Le Gouvernement grec, par l'intermédiaire du directeur du Secrétariat permanent de la délégation hellénique près la Société des Nations à Genève, présenta certaines observations au sujet de la protection des minorités en Albanie, dont il désirait saisir le Conseil. Le Gouvernement albanais a, depuis, répondu à ces observations.

M. Enckell, Ministre de Finlande à Paris, a adressé à la Société des Nations, au nom de son Gouvernement, un mémoire sur les droits et le statut juridique des minorités en Finlande, tels qu'ils sont établis par la législation actuellement en vigueur dans ce pays.

La question des minorités en Albanie et en Finlande a été inscrite à l'ordre du jour des 12^{me} et 13^{me} sessions du Conseil. A sa 13^{me} session, le Conseil décida que des rapports sur ces questions lui seraient soumis en septembre.

VII. ARMÉNIE.

La première Assemblée, par une résolution du 18 novembre 1920, a confié au Conseil le soin de veiller sur le sort de l'Arménie, en en référant, s'il était nécessaire, aux Membres de la Société.

La situation de l'Arménie s'était complètement modifiée au moment où l'Assemblée se sépara. Le Gouvernement arménien, qui avait adressé un appel à l'Assemblée, avait été renversé et remplacé par un gouvernement en relations étroites avec le Gouvernement soviétique russe.

Le Président Wilson, à qui avait été confié, en vertu du Traité de Sévres, le soin de fixer les frontières entre l'Arménie et la Turquie, fit connaître sa décision le 2 janvier. Cette décision donnait à l'Arménie un vaste territoire comprenant Trébizonde, Erzigoun, Erzeroum, Mush, Bitlis et Van.

Le Conseil, au cours de sa réunion du 25 février 1921, examina comment il pourrait donner suite à la résolution de l'Assemblée.

Il estima qu'aucune action nouvelle n'était possible jusqu'à ce que la situation se fût éclaircie en Asie Mineure, et notamment jusqu'à ce que les diverses questions soulevées par le Traité de Sévres eussent été tranchées par les Puissances alliées. Entre temps, il laissait au Secrétaire général le soin de suivre les événements en Arménie, en prévision de décisions ultérieures du Conseil.

La Ligue philarménienne, par une lettre en date du 20 juin, attira de nouveau l'attention du Conseil sur la situation en Arménie. Elle déclarait que le Traité d'Alexandrinopol avait été confirmé par une Conférence russo-turque, à Moscou, en mars, et que, virtuellement, toute la république arménienne se trouvait entre les mains soit des nationalistes turcs, soit des Soviets.

This decision came into force immediately as regards Poland and Czechoslovakia. Other States which had accepted similar treaty provisions relating to the protection of minorities were invited to declare whether they desired to have the same procedure applied to them.

(3) *Minorities in Albania and Finland.*

The first Assembly, by a recommendation adopted on December 15th, 1920, requested that, in the event of Albania and the Baltic and Caucasian States being admitted to the League, they should take the necessary measures to enforce the principles of the Minorities Treaties and should arrange with the Council the details required to carry this object into effect.

The Secretary-General, in communicating to the Governments of Albania and Finland the admission of those countries to the League, referred to this recommendation of the Assembly and enquired whether the Governments concerned desired to present any observations on the subject to the Council.

The Albanian Government replied that it was ready to take into consideration any recommendations which the Council might make on the subject. Meanwhile, it accepted in their entirety the general provisions of the Minorities Treaties. The Greek Government, through the Director of the Permanent Secretariat of the Greek Delegation to the League of Nations at Geneva, submitted certain observations on the subject of the protection of minorities in Albania for the consideration of the Council, to which the Albanian Government has since replied.

M. Charles Enckell, Minister of Finland at Paris, has forwarded to the League of Nations, in the name of his Government, a memorandum on the rights and the legal status of minorities in Finland as established by the legislation at present in force there.

The questions of the Minorities in Albania and Finland were placed on the Agenda of the 12th and 13th sessions of the Council. At the 13th session it was decided that reports on these questions should be submitted to the Council in September.

VII. ARMENIA.

The first Assembly, by a resolution adopted on November 18th, 1920, entrusted the Council with the duty of safeguarding the future of Armenia, referring for advice, if it should be necessary, to the Members of the League.

The position of Armenia was, however, entirely changed when the Assembly separated. The Armenian Government which had appealed to the Assembly, had ceased to exist, and had been replaced by a Government in close relationship with the Soviet Government of Russia.

President Wilson, to whom, under the Treaty of Sèvres, the task of fixing the frontiers between Armenia and Turkey was entrusted, announced his decision on January 2nd. This decision allotted to Armenia an extensive territory, including Trebizond, Erzigun, Erzerum, Mush, Bitlis and Van.

The Council during its meeting held on February 25th, 1921, considered how it might best give effect to the resolution of the Assembly.

It decided that, until the situation in Asia Minor had become clearer, and, in particular, until the various questions in regard to the Treaty of Sèvres had been settled by the Allied Powers, no further action was possible. Meanwhile, it entrusted to the Secretary-General the duty of watching developments in Armenian affairs, with a view to preparing any subsequent decisions which might be necessary on the part of the Council.

The Philarmenian League, in a letter dated June 20th, again directed the attention of the Council to the position in Armenia. It was stated in this letter that the Treaty of Alexandrinopol had been confirmed by a Russo-Turkish conference at Moscow in March and that virtually the whole of the Armenian Republic was in the hands either of the nationalist Turks or of the Soviets.

VIII. SECOURS AUX ENFANTS DES PAYS ÉPROUVÉS PAR LA GUERRE.

La première Assemblée a adopté, le 15 décembre 1920, la résolution suivante :

« L'Assemblée, désirant prêter son appui à l'œuvre si urgente de secours aux enfants de tous les pays éprouvés par la guerre, invite le Conseil à examiner, dans le plus bref délai possible, par quels moyens l'autorité morale de la Société des Nations pourrait être mise au service de cette cause humanitaire. »

Le Conseil, examinant cette résolution le 23 février 1921, constata que l'œuvre de secours aux enfants était déjà efficacement accomplie par diverses organisations bénévoles et décida qu'il n'y avait pas lieu, pour la Société des Nations, d'y prendre une part active. Le Conseil exprima sa haute appréciation de l'activité de ces organisations, et exprima l'espoir qu'elles poursuivraient leurs efforts dans l'intérêt des enfants.

IX. COMMISSION D'ENQUÊTE DANS LES TERRITOIRES DE L'ANCIEN EMPIRE OTTOMAN.

Par sa résolution du 15 décembre 1920, l'Assemblée invita le Conseil à constituer une Commission d'enquête destinée à le renseigner sur la situation actuelle en Arménie et en Asie Mineure, en Turquie et dans les territoires voisins de ces pays, en ce qui concerne les déportations de femmes et d'enfants.

Le Conseil étudia la nomination de cette Commission au cours de sa séance du 22 février 1921 à Paris. Il constata que les territoires en question étaient soumis à des Gouvernements non reconnus et auprès desquels aucun représentant diplomatique n'était accrédité. Les hostilités se poursuivant dans ces territoires avec certains Membres de la Société, il était fort improbable qu'on pût y pénétrer ou qu'une commission qui s'y rendrait pût y recueillir des renseignements utiles.

Le Conseil décida donc, au lieu d'envoyer une Commission, d'inviter trois personnalités compétentes et déjà sur place à recueillir toutes les informations possibles. Les Membres du Conseil écriraient de leur côté à leurs Gouvernements pour leur demander d'accorder tout l'appui en leur pouvoir à ces personnes.

A la suite de quoi, le Dr Kennedy, Miss Emma Cushman et M^{me} Gaulis furent invités à se charger de cette enquête et à en communiquer les résultats au Conseil. M^{me} Gaulis ayant dû se récuser, M^{me} Kaaren Jeppe a bien voulu la remplacer.

X. MESURES DESTINÉES A ASSURER UNE PLUS GRANDE PUBLICITÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL.

Le 23 novembre 1920, la première Assemblée adoptait une résolution priant le Conseil de prendre en considération le moyen d'assurer une plus grande publicité de ses délibérations et de ses décisions.

Le Conseil a examiné cette question au cours de sa 12^{me} session, tenue à Paris, et a adopté les deux résolutions suivantes :

1^o Le Conseil décidera qu'une séance sera publique lorsqu'il le jugera utile ou opportun.

2^o Le Secrétariat assurera la publication immédiate des résolutions et des rapports, ainsi que d'un compte rendu sommaire des débats, approuvé préalablement par les Membres du Conseil.

VIII. THE RELIEF OF CHILDREN IN COUNTRIES AFFECTED BY THE WAR.

The first Assembly, on December 15th, 1920, adopted the following resolution :—

“ The Assembly, being desirous of giving its support to the urgent work of rescuing children in the countries affected by the war, invites the Council to consider as soon as possible the means by which the moral authority of the League of Nations may best assist this work which is being done in the cause of humanity. ”

The Council, considering this resolution on February 23rd, 1921, noted that the work of relieving the children was already being most effectively carried out by various voluntary organisations, and decided that there was no occasion for the League of Nations to take any active part. The Council expressed its appreciation of the activities of these organisations and hoped that they would continue their efforts on behalf of the children.

IX. THE COMMISSION OF ENQUIRY TO THE TERRITORIES OF THE FORMER OTTOMAN EMPIRE.

The Assembly, by a resolution of December 15th, 1920, invited the Council to appoint a commission of enquiry to inform it as to the present situation in Armenia, Asia Minor, Turkey and in the adjacent territories regarding deported women and children..

The Council considered the appointment of this Commission at its meeting held at Paris on February 22nd, 1921. It noted that the territories in question were ruled over by Governments which were not recognised and to which no diplomatic representative had been accredited. There were troops in these areas at war with certain Members of the League and it was extremely uncertain whether they could be visited or whether a commission despatched to them would be able to collect any useful information.

The Council accordingly decided, instead of sending out a commission, to invite three persons specially interested in the question and already on the spot to collect any information they might be able to obtain. It was decided that the Members of the Council would write to their respective Governments requesting them to assist these persons in all possible ways.

In execution of this decision, Dr. Kennedy, Miss Emma Cushman and Madame Gaulis were invited to conduct the enquiry and to report the result to the Council. Madame Gaulis was unable to assist and Madame Kaaren Jeppe has consented to act in her place.

X. MEASURES TO SECURE GREATER PUBLICITY FOR THE WORK OF THE COUNCIL.

On November 23rd, 1920, the first Assembly adopted a resolution by which the Council was requested to take into consideration the means for securing greater publicity for their discussions and decisions.

The Council considered this question during its 12th session at Paris and adopted the two following resolutions :—

(1) The Council shall decide that a meeting is to be open to the public whenever it considers this course to be advisable or opportune.

(2) The Secretariat will ensure the immediate publication of resolutions and reports and also of a short summary of the discussion, which shall have been previously approved by the Members of the Council.

Le Conseil décida, en outre, que les procès-verbaux de ses délibérations seraient publiés le jour même où ils seraient communiqués aux Membres de la Société.

Le Conseil, au cours de sa 13^{me} session à Genève, décida, le 17 juin, que les procès-verbaux de ses délibérations seraient publiés quotidiennement, après approbation, sous réserve qu'aucun procès-verbal sur un sujet quelconque ne serait publié avant que la discussion n'ait été épuisée et une décision prise. Certaines objections furent soulevées contre cette procédure lors d'une séance ultérieure, tenue le 20 juin. On décida alors :

1^o que les procès-verbaux des séances seraient publiés en volume, aussitôt que possible après la clôture de la session ;

2^o que le Secrétariat assurerait la publication immédiate d'un compte rendu des débats préalablement approuvé par les Membres du Conseil.

La tradition, qui consistait à tenir des séances publiques à la fin de la session pour entendre la lecture des rapports et des résolutions adoptés, a été abandonnée. Dans un rapport adopté le 21 février par le Conseil, M. Hymans faisait la déclaration suivante, à ce sujet :

« Quant aux séances publiques finales telles qu'elles ont eu lieu jusqu'à présent, elles n'ont souvent éveillé que peu d'intérêt. La lecture de nombreux documents accumulés pendant la durée de la session fatigue l'attention et leur nombre est un obstacle à une reproduction insuffisante dans la presse.

» Il vaudrait donc mieux rendre publiques les séances que le Conseil jugerait spécialement intéressantes pour l'opinion. »

Le 21 juin, le Conseil adoptait une nouvelle résolution relative aux réunions publiques :

« Les séances publiques seront réservées à l'exposé des questions intéressant plus particulièrement l'opinion. »

Des séances publiques ont été tenues au cours de la 13^{me} session à Genève, où ont été exposées et discutées les questions relatives aux îles d'Aland, au différend polono-lithuanien et à l'appel de l'Albanie.

The Council further decided that its minutes should be published on the day when they were communicated to the Members of the League.

When the Council assembled for its 13th session in Geneva, it was decided on June 17th that the minutes of the Council should be published daily, after approval by the Council, on the understanding that no minute dealing with any particular subject would be published until the discussion of that subject was completed and a final decision reached. Objections to this procedure were raised at a subsequent meeting of the Council held on June 20th, when it was decided :

(1) That the minutes of the session should be published in volume form as soon after the close of the session as possible ;

(2) That the Secretariat should prepare a summary of the debates for immediate publication. This summary would be previously approved by the Council.

The practice of holding public meetings at the close of the session for a reading of the reports and resolutions adopted during the session has been discontinued. In a report adopted by the Council on February 21st, 1921, M. Hymans made the following statement in regard to these meetings :—

“ Public meetings hitherto have in many cases aroused little interest. The reading out of numerous documents which have been accumulated during the session wearies the attention, while their number prevents them from being adequately reproduced in the Press.

“ It will, therefore, be a better plan to open those meetings to the public which the Council may regard as of special interest to public opinion. ”

On June 21st, the Council adopted a further resolution relating to public meetings :

“ That public meetings should be devoted to the presentation of questions of particular interest to public opinion.”

Public meetings were held during the 13th session of the Council at Geneva, at which the questions of the Aaland Islands, the dispute between Poland and Lithuania, and the appeal of Albania were presented and discussed.

B. TRAVAUX DES ORGANISATIONS TECHNIQUES CRÉÉES EN VERTU DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE.

I. CONFÉRENCE DU TRANSIT A BARCELONE.

Réunion de la Conférence.

La résolution adoptée par l'Assemblée, le 9 décembre 1920, en vue de la constitution d'une Organisation technique des Communications et du Transit, stipulait que les Membres de la Société seraient invités à envoyer des représentants à une Conférence générale sur la liberté des communications et du transit, qui se tiendrait à Barcelone le plus tôt possible après la session de l'Assemblée.

Le Secrétaire général de la Société des Nations adressa, en conséquence, des invitations à cette Conférence.

Suivant la recommandation de l'Assemblée du 16 décembre 1920, relative à la participation de certains Etats aux travaux des organisations techniques, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie et la Géorgie reçurent des invitations.

Le Conseil décida également d'inviter l'Allemagne et la Hongrie à assister à la Conférence, à titre consultatif.

Travaux de la Conférence.

Les travaux de la Conférence furent soigneusement préparés par la Commission provisoire des communications et du transit de la Société des Nations. Les résultats de ces travaux préparatoires furent présentés à la Conférence sous forme de conventions et de recommandations sur les sujets suivants :

- 1° Règlement d'organisation des conférences générales sur les communications et le transit et de la Commission consultative et technique ;
- 2° Liberté du transit ;
- 3° Voies navigables ;
- 4° Droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime ;
- 5° Voies ferrées ;
- 6° Ports.

La Conférence a siégé du 10 mars au 20 avril 1921. Quarante-quatre Etats s'étaient fait représenter. Le Président de la Conférence était M. Gabriel Hantaux.

La Conférence a adopté les instruments suivants :

- 1° Règlement d'organisation des conférences générales et de la Commission consultative et technique des communications et du transit ;
- 2° Règlement intérieur pour les conférences des communications et du transit ;
- 3° Convention et statut sur la liberté du transit ;
- 4° Convention et statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international ;
- 5° Protocole additionnel à la convention et au statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international ;
- 6° Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime ;

B. THE WORK OF THE TECHNICAL ORGANISATIONS CONSTITUTED UNDER THE RESOLUTIONS OF THE ASSEMBLY.

I. THE TRANSIT CONFERENCE AT BARCELONA.

The Convening of the Conference.

The resolution adopted by the Assembly on December 9th, 1920, for the constitution of a Technical Organisation for Communications and Transit, provided that the Members of the League should be invited to send representatives to a General Conference on Freedom of Communications and Transit to meet at Barcelona as early as possible in 1921.

Invitations to the Conference were accordingly issued by the Secretary-General of the League.

In accordance with the recommendation of the Assembly adopted on December 16th, 1920, concerning the participation of certain States in the work of the Technical Organisations, invitations were addressed to Estonia, Latvia, Lithuania and Georgia.

In accordance with a decision taken by the Council, Germany and Hungary were invited to attend in a consultative capacity.

The Work of the Conference.

The work of the Conference was carefully prepared in advance by the Provisional Committee on Communications and Transit of the League of Nations. The results of this preliminary work were presented to the Conference in the form of draft conventions and recommendations on the following subjects :

- (1) Scheme for the organisation of General Conferences on Communications and Transit and of the Advisory and Technical Committee ;
- (2) Freedom of transit ;
- (3) Navigable Waterways ;
- (4) On the right to a flag of States having no sea-coast ;
- (5) Railways ;
- (6) Ports.

The Conference sat from March 10th to April 20th, 1921. Delegates from 44 States were present. The President of the Conference was M. Gabriel Hanotaux.

The Conference adopted the following instruments :

- (1) Rules for the Organisation of General Conferences on Communications and Transit, and of the Advisory and Technical Committee ;
- (2) Rules of Procedure for General Conferences on Communications and Transit ;
- (3) Convention and Statute on Freedom of Transit ;
- (4) Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern ;
- (5) Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern ;
- (6) Declaration recognising the right to a flag of States having no sea-coast f

- 7° Recommandations relatives au régime international des voies ferrées ;
- 8° Recommandations relatives aux ports soumis à un régime international ;
- 9° Acte final.

Action du Conseil.

Le Conseil estima qu'aucun des textes votés par la Conférence n'était en désaccord ni avec l'esprit du Pacte ni avec la résolution de l'Assemblée, et qu'il n'avait pas à exercer son droit de contrôle.

Commission consultative et technique (session du 25 au 28 juillet).

La Commission consultative et technique des communications et du transit, instituée par la Conférence de Barcelone, tint sa première réunion à Genève, le 25 juillet 1921. M. van Eysinga (Pays-Bas) fut nommé président de cette Commission.

Parmi les questions que la Commission eut à examiner, il convient de noter les suivantes :

- 1° La Commission décida de demander au Président du Conseil de la Société d'inviter les Gouvernements qui n'avaient pas encore signé les Conventions de Barcelone, à désigner aussitôt que possible des plénipotentiaires à cet effet et indiqua que le meilleur moyen d'assurer une signature rapide était d'amener les Gouvernements à donner à leurs délégués à l'Assemblée pleins pouvoirs pour signer les Conventions en septembre.
- 2° La Commission rédigea un projet de résolution à soumettre à la deuxième Assemblée, faisant suite à une recommandation de la Conférence de Barcelone proposant que le Secrétaire général pût convoquer des conférences générales sur les communications et le transit à la demande d'un tiers des membres de la Société.
- 3° La Commission constata que plusieurs Gouvernements, se conformant aux recommandations de la Conférence des passeports d'octobre 1920, avaient déjà pris des mesures pour simplifier les formalités actuelles au sujet des passeports, des règlements de douane et des billets directs. La Commission demanda à l'Assemblée d'attirer l'attention des Etats qui n'avaient pas encore agi en ce sens sur l'importance de cette question.
- 4° La Commission étudia une recommandation du Conseil de la Société lui demandant d'examiner les moyens d'associer à ses travaux un ou plusieurs Etats riverains du Danube. La Commission décida de s'assurer la collaboration de M. Lankas (Tchéco-Slovaquie) à titre d'expert. De nouvelles nominations seront faites quand il y aura lieu.

La Commission a nommé trois sous-commissions pour étudier un certain nombre de questions sur lesquelles elles présenteront des rapports à sa prochaine session.

II. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE PROVISOIRE.

La Commission économique et financière provisoire a tenu quatre sessions plénières, sous la présidence de M. Ador. En outre, afin de faciliter sa tâche, elle s'est subdivisée en deux comités : le Comité financier et le Comité économique. Le Comité financier a tenu quatre sessions, sous la présidence de Sir Henry Strakosch, et le Comité économique deux sessions, sous la présidence de M. Henri Heer et de Sir Hubert Llewellyn Smith.

- (7) Recommendations relative to the International Regime of Railways ;
- (8) Recommendations relative to Ports subject to an International Regime ;
- (9) Final Act.

Action by the Council.

The Council did not consider that any of the instruments adopted by the Conference were in disagreement with the spirit of the Covenant or with the resolution of the Assembly and that therefore there was any necessity for exercising its power of control.

The Advisory and Technical Committee (Session, July 25th-28th).

The Advisory and Technical Committee for Communications and Transit constituted by the Barcelona Conference met for the first time at Geneva on July 25th, 1921. M. Van Eysinga (Netherlands) was appointed Chairman of the Committee.

Among the questions considered by the Committee were the following :

- (1) The Committee decided to ask the President of the Council of the League to urge the Governments which had not yet signed the conventions at Barcelona, to appoint plenipotentiaries as soon as possible for the purpose, and suggested that the most practical means of securing a rapid signature would be for the Governments to give their delegates to the Assembly full powers to sign the Conventions in September.
- (2) The Committee drafted a resolution for submission to the second Assembly, based upon a recommendation of the Barcelona Conference, providing that General Conferences for Communications and Transit might be convened by the Secretary-General of the League upon the request of one-third of the Members of the League.
- (3) The Committee noted that various Governments, acting upon the recommendations of the Passport Conference of October, 1920, had already adopted measures for simplifying existing formalities in respect of passports, Customs regulations, and through tickets. The Committee begs the Assembly of the League to draw the attention of the States, which have not yet acted, to the importance of the question.
- (4) The Committee considered a recommendation of the Council of the League that it should consider means for associating with its work one or several riparian States of the Danube. The Committee decided to secure the collaboration of M. Lankas (Czecho-Slovakia) in the capacity of expert, and proposed to make further appointments in certain circumstances.

The Committee appointed three sub-committees to study a number of questions, and to report to it at its next plenary meeting.

II. PROVISIONAL ECONOMIC AND FINANCIAL COMMITTEE.

The Provisional Economic and Financial Committee has held four joint Sessions under the Presidency of M. Ador. In addition, with a view to facilitating its task, the Committee has been divided into two Committees, one Financial and the other Economic. The Financial Committee has held four Sessions under the Presidency of Sir Henry Strakosch, and the Economic Committee has held two Sessions under the Presidency of M. Henri Heer and Sir Hubert Llewellyn Smith.

On peut diviser les questions traitées par cette Commission en :

- 1^o Questions relevant principalement du Comité financier ;
- 2^o Questions relevant principalement du Comité économique ;
- 3^o Questions intéressant les deux Comités.

1^o QUESTIONS RELEVANT PRINCIPALEMENT DU COMITÉ FINANCIER.

a) *Le projet des crédits internationaux.*

Le 14 décembre 1920, le Conseil a approuvé le projet de crédits internationaux, connu sous le nom de projet Ter Meulen, et a chargé le Comité financier de prendre les mesures nécessaires pour le mettre à exécution sans délai.

Comme suite à cette décision, Sir Drummond Drummond-Fraser a été nommé organisateur des crédits internationaux en février 1921, sous la direction générale d'un sous-comité du Comité financier. Il s'est immédiatement mis en rapport avec les représentants autorisés des Gouvernements qui pouvaient s'intéresser au projet, soit à titre de prêteur, soit à titre d'emprunteur. D'autre part, il a saisi toutes les occasions d'attirer l'attention des milieux commerciaux, dans les différents pays, sur les avantages qu'ils pourraient retirer du projet. Le Comité a pu, en juin 1921, présenter un rapport au Conseil comme suite aux démarches faites par l'organisateur auprès des différents Gouvernements. On peut conclure de ce rapport que le projet de crédits internationaux paraît destiné à recevoir un accueil favorable et à rendre tous les services que l'on était en droit d'en attendre.

L'organisateur fait remarquer que le meilleur moyen d'assurer le succès du projet consisterait à créer une demande réelle d'obligations Ter Meulen parmi les ressortissants des pays exportateurs. Aussi les efforts de l'organisateur ont-ils surtout tendu à mettre en lumière les avantages du projet, dans tous les pays susceptibles de devenir emprunteurs. Ces efforts ont été couronnés de succès. Le 14 juin, la Conférence mondiale du coton à Liverpool et à Manchester a adopté, à l'unanimité, deux résolutions. La première déclare qu'en ce moment le projet Ter Meulen constitue le meilleur mécanisme à la disposition des exportateurs, quand ils ont affaire à des pays étrangers appauvris. La Conférence engage tous ceux qui s'occupent de l'industrie cotonnière et des opérations financières qui s'y rattachent à se servir du système des crédits internationaux. La seconde résolution approuve chaleureusement le projet du Comité financier pour le relèvement de l'Autriche.

En outre, le Congrès général de la Chambre de commerce internationale, tenu à Londres du 27 juin au 1^{er} juillet, a adopté à l'unanimité une résolution reconnaissant la nécessité de l'ouverture de crédits sous les auspices des Gouvernements pour aider à la reconstitution des pays appauvris et déclarant également que le Congrès était disposé à accorder son appui au projet Ter Meulen, tel qu'il a été modifié et mis en œuvre par le Comité financier de la Société des Nations.

Il est, enfin, important de noter que le projet a reçu l'approbation entière, en Grande-Bretagne, de la *Cooperative Wholesale Society* (Société coopérative des négociants en gros). Elle a adressé à toutes les sociétés des autres pays une circulaire déclarant qu'elle est prête à leur fournir des crédits pour l'expédition des marchandises, approuvées contre dépôt en nantissement de bons Ter Meulen.

b) *Le relèvement de l'Autriche.*

A la suite d'une Conférence qui réunit à Londres, du 12 au 17 mars 1921, sous la présidence de Mr Austen Chamberlain, les délégués financiers du Conseil suprême des Puissances alliées et les délégués financiers de la République d'Autriche, dans le but de rechercher les meilleurs moyens de rétablir la situation financière de l'Autriche, le Comité financier a été convoqué, sur la demande du Conseil suprême, pour examiner s'il était possible d'adapter le projet des crédits internationaux aux besoins spéciaux de l'Autriche.

It will be convenient to divide the Report of the Committee's work into :—

- (1) Subjects dealt with primarily by the Financial Committee ;
- (2) Subjects dealt with primarily by the Economic Committee ;
- (3) Subjects of joint interest.

(1) SUBJECTS DEALT WITH PRIMARILY BY THE FINANCIAL COMMITTEE.

(a) *International Credits Scheme.*

On December 14th, 1920, the Council approved the International Credits Scheme known as the Ter Meulen Scheme and entrusted to the Financial Committee the duty of taking the steps necessary to apply this scheme without delay.

In execution of this decision, Sir Drummond Drummond-Fraser was appointed Organiser of International Credits in February, 1921, to work under the general direction of a sub-committee of the Financial Committee. He immediately approached the competent representatives of those Governments which might be interested in the scheme, either as borrowers or as lenders. At the same time, he has taken every opportunity of drawing the attention of financial and commercial circles in various countries to the advantages which would be derived from the scheme. The Committee was able to report to the Council in June, 1921, that, as a result of the Organiser's consultation with the various Governments, hope might be entertained that the International Credits Scheme would, on the whole, be favourably received and would render the services which might justly be expected from it.

The Organiser has pointed out that the best means of ensuring the success of the scheme would be the existence of an effective demand for Ter Meulen bonds among the nationals of exporting countries. The efforts of the Organiser have therefore been largely directed to securing a proper understanding of the advantages of the scheme in all possible borrowing countries. These efforts have had distinctly successful results. On June 14th, the World Cotton Conference at Liverpool and Manchester passed two unanimous resolutions : one stating the view that, at the moment, the Ter Meulen Scheme offered the best instrument for the transmission of imports into impoverished countries by exporters in other countries, and urging all engaged in the cotton industry and in the financing of it to avail themselves of the Scheme ; and the second, expressing the strong approval of the Conference of the Financial Committee's scheme for the rehabilitation of Austria.

Further, the General Congress of the International Chamber of Commerce, held in London on June 27th to July 1st, passed a unanimous Resolution, recognising the necessity of credits under Government auspices for the reconstruction of impoverished countries, and declaring the readiness of the Congress to support the Ter Meulen Scheme as modified and put into operation by the Financial Committee of the League of Nations.

Another important practical advance has been made by enlisting in Great Britain the active support of the Co-operative Wholesale Society. This organisation has addressed to all Societies in other countries a circular, stating that it is prepared to grant them credits for the shipment of approved goods, provided that they deposit Ter Meulen Bonds as security.

(b) *The Relief of Austria.*

As a result of a Conference held in London from March 12th to March 17th, 1921, between the Financial Delegates of the Supreme Council of the Allied Powers under the chairmanship of Mr. Austen Chamberlain, and Financial Delegates of the Austrian Republic, the purpose of which Conference was to examine the best means of restoring the financial situation of Austria, the Financial Committee was called upon by the Supreme Council of the Allied Powers to examine the possibility of adapting the International Credits Scheme to the special requirements of Austria.

Le Comité financier a adressé, le 4 avril, au Conseil suprême, par l'intermédiaire du Président du Conseil de la Société des Nations, une première réponse relative aux conditions qu'il lui semblait nécessaire de voir réaliser avant qu'on pût entreprendre de rétablir le crédit de l'Autriche. Cette réponse déclarait, en outre, que le Comité s'occupait de recueillir tous les renseignements nécessaires en vue de cette tâche. Le Comité était d'avis que l'application du projet Ter Meulen à l'Autriche dépendait des efforts que l'Autriche elle-même était prête à faire pour mettre de l'ordre dans ses finances et pour fournir des gages acceptables en garantie des crédits qui pourraient lui être accordés. Le Comité faisait, en outre, connaître aux Gouvernements intéressés son opinion au sujet du nombre d'années pendant lesquelles ils devaient suspendre leurs privilèges (cette mesure avait été acceptée en principe à la Conférence de Londres mentionnée ci-dessus). En outre, le Comité financier exposait les conditions auxquelles devait être subordonnée cette suspension. De l'avis du Comité, la période de suspension des privilèges ne saurait être inférieure à 20 ans. De plus, les emprunts et crédits de toute nature contractés par le Gouvernement autrichien, avec l'approbation préalable du Comité financier au cours des cinq premières années, devraient jouir pour leur service, pendant une période allant jusqu'à leur complet amortissement, même si cette période devait être supérieure à 20 ans, d'un droit de priorité absolue par rapport aux droits et privilèges mis en suspens.

Après avoir examiné les conclusions d'une délégation, qui s'était rendue à Vienne pour étudier sur place la situation financière et économique de l'Autriche et recevoir les propositions du Gouvernement autrichien, le Comité rédigea un rapport définitif contenant sa réponse finale au Conseil suprême. Ce rapport, adressé le 3 juin par le Président du Conseil de la Société au Conseil suprême des Puissances alliées, concluait à la possibilité d'entreprendre le relèvement de l'Autriche, conformément au plan élaboré par le Gouvernement autrichien avec le consentement de tous les partis politiques. Le rapport indiquait également la possibilité de se procurer des fonds suffisants, sous forme d'emprunts temporaires à l'étranger et de garanties au moyen de bons Ter Meulen, lorsque les privilèges sur l'Autriche que possèdent les Gouvernements intéressés auraient été suspendus. La mise à exécution du projet dépendait donc de la décision de ces Gouvernements.

Le Comité déclare également qu'il a reçu l'assurance que l'on pourrait disposer d'avances temporaires qui seraient faites dans les conditions indiquées par le rapport. Ces avances suffiraient à assurer la mise en œuvre pendant quelques mois du programme de réforme financière du Gouvernement autrichien. Ce programme, tel qu'il est esquissé dans le rapport de la Commission d'enquête envoyée par le Comité à Vienne, est hardi et complet. Il comprend à l'intérieur une réforme radicale des finances, l'émission d'un emprunt intérieur pour assurer l'équilibre du budget, la création d'une nouvelle banque d'émission indépendante et la réforme monétaire. A l'extérieur, il envisage l'obtention de crédits étrangers pour lesquels le Gouvernement autrichien offre des garanties suffisantes et la création d'un contrôle international.

On ne peut encore exposer en détail les mesures prises à la suite de ce rapport du 3 juin. Actuellement, dix gouvernements ont accepté de suspendre toutes leurs hypothèques sur l'Autriche.

En juillet 1921, la Conférence des ambassadeurs, agissant au nom du Conseil suprême, a décidé de faire faire une démarche par les représentants diplomatiques des Puissances alliées à Washington, en vue d'obtenir des Etats-Unis qu'ils consentent à la suspension des privilèges sur l'Autriche, qu'ils tiennent des obligations souscrites pour les crédits de secours.

c) *Crédits de finition.*

A sa première session, le Comité financier, d'accord avec le Comité économique, a confié à une Commission d'experts juridiques et d'hommes d'affaires le soin d'examiner les possibilités d'application du système des crédits de finition. D'après ce système, les matières premières continuent, au cours de leurs transformations successives, à servir de garanties aux avances consenties. Le remboursement de ces crédits de finition constitue une première hypothèque sur les sommes réalisées par la vente des articles manufacturés.

Cette enquête, comme beaucoup d'autres travaux des deux Comités, avait son point de départ dans un vœu de la Conférence financière internationale de Bruxelles.

The Financial Committee transmitted, on April 4th, to the Supreme Council, through the President of the Council of the League, a preliminary reply laying down the conditions which appeared to it to be necessary before the restoration of Austrian credit could be undertaken and stating that the Committee was taking steps to collect all the information necessary for the fulfilment of its task. The Committee realised that the application of the scheme to Austria must depend on the efforts which Austria herself was prepared to make to introduce order into her finances, and to assign acceptable assets as security for the credits to be granted. The Committee communicated to the Governments concerned its opinion in regard to the duration of the suspension of liens (which had been agreed to, in principle, at the London Meeting referred to above), and to the conditions to be attached thereto. In the opinion of the Committee, the period of the suspension of liens should not be less than 20 years. Further, until their repayment was completed, the Committee held that any loans or credits of any nature, contracted by the Austrian Government, with the previous approval of the Committee, during the first five years, should enjoy for the whole of its term, even if for longer than twenty years, a right of absolute priority over all rights and liens suspended.

After having considered the conclusions of a Delegation which it had sent to Vienna to enquire on the spot into the financial and economic situation of Austria, and to hear the proposals of the Austrian Government, the Committee drew up a definitive report, submitting its final reply to the Supreme Council. This report, which was sent on June 3rd by the President of the Council of the League to the Supreme Council of the Allied Powers, established the possibility of undertaking the relief of Austria, in accordance with a plan drawn up by the Austrian Government with the consent of all political parties in the country. The report also indicated that sufficient funds in the form of temporary loans obtained abroad and securities by Ter Meulen bonds might be forthcoming when the liens on Austria in favour of the Governments concerned had been suspended. The execution of the scheme was therefore dependent upon the decision of these Governments.

The report of the Committee also states the fact that definite assurances have been received by them that temporary advances will be available on the basis indicated in the report, sufficient to enable the Austrian Government's programme of financial reform to operate for some months. The Austrian Government's programme for reform, as outlined in the report of the Committee's Commission of Enquiry in Vienna, is drastic and comprehensive. It includes, internally, the complete revision of Government finances, the issue of an internal loan so as to secure the balancing of the Budget, the establishment of a new and independent Bank of Issue and the reform of the currency. Externally, it contemplates foreign credits for which sufficient guarantees are offered by the Austrian Government, and an international control is envisaged.

The further action arising out of the Committee's report of June 3rd cannot yet be detailed in its entirety. At the date of the present report ten Governments have agreed to suspend any liens which they may hold on Austria.

Further, in July, 1921, the Council of Ambassadors, acting for the Supreme Council of the Allied Powers, decided to approach the Government of the United States through the Allied diplomatic representatives in Washington with the object of obtaining the consent of the United States Government to the suspension of American claims upon Austria in respect of relief credits.

(c) Finishing Credits.

At its first Session, the Financial Committee, acting in agreement with the Economic Committee, entrusted a Committee of legal experts and business men with the task of investigating the possibility of applying the system of Finishing Credits, a system under which raw materials continue through their successive transformations to serve as security for the credits which have been granted, while the reimbursement of the credit is a first charge upon the sums realised by the sale of the manufactured article.

This enquiry, like many of the activities of both Committees, was a result of a recommendation of the International Financial Conference of Brussels.

Au cours de sa réunion à Genève, au début de février 1921, la Commission d'experts juridiques et d'hommes d'affaires estima que les législations actuelles étaient suffisantes ou pouvaient être modifiées pour permettre l'emploi du système des crédits de finition.

Le rapport de la Commission d'experts à la Commission économique et financière signalait les difficultés juridiques du problème et la nécessité de consulter les milieux d'affaires des différents pays sur l'aspect économique du projet. La Commission économique et financière, après avoir approuvé ce rapport, qu'elle considère comme un exposé remarquable de la situation en ce qui concerne les crédits de finition, a prié les membres du Comité économique de se charger de consulter les milieux d'affaires de leurs pays respectifs. Les renseignements obtenus jusqu'à présent ne laissent guère de doute sur le peu de faveur que semble devoir rencontrer ce système de crédits.

d) *Autres questions soulevées par la Conférence financière internationale de Bruxelles.*

Le Comité financier a commencé l'examen des rapports rédigés par quelques-uns de ses membres au sujet des questions suivantes, soulevées par les résolutions de la Conférence financière internationale de Bruxelles.

Double taxation, en particulier double impôt sur le revenu.

Traitement de réciprocité pour les succursales des banques étrangères dans les différents pays.

Accord international à propos des valeurs perdues, volées ou détruites.

Réclamations des détenteurs d'obligations dont le paiement des intérêts a été suspendu.

e) *Publicité à donner aux décisions de la Conférence financière internationale de Bruxelles.*

Le Comité financier, au cours de l'année, s'est efforcé de donner la plus large publicité possible aux décisions de la Conférence financière internationale de Bruxelles.

II. QUESTIONS RELEVANT PRINCIPALEMENT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE.

a) *Enquête sur la situation économique générale.*

Le Comité économique s'est vu obligé, dès sa première réunion, de renseigner le Conseil sur la question si importante et si complexe de la fourniture aux divers pays des denrées alimentaires et des matières premières nécessaires à leur prospérité et parfois même à leur existence. Pour être en mesure de remplir ce rôle consultatif, le Comité économique devait commencer par établir un tableau d'ensemble de la situation économique actuelle et par compléter sa documentation sur certains points.

Un premier questionnaire fut donc adressé aux différents gouvernements, en janvier 1921, les priant d'envoyer des renseignements sur les points suivants :

a) Restrictions d'importation et d'exportation (licences, prix d'exportation, réserves pour la consommation intérieure, mesures contre le dumping, etc.);

b) Monopoles ;

c) Concurrence déloyale.

Un second questionnaire fut envoyé, en février 1921, pour prier les gouvernements de donner tous les renseignements qu'ils possèdent sur leurs stocks de denrées alimentaires et de matières premières, afin d'arriver à une vue d'ensemble de la situation.

Le Secrétariat a déjà reçu un certain nombre de réponses et le Comité économique présentera son rapport en temps opportun.

At a meeting held at Geneva early in February, 1921, the Committee of legal and business experts considered that legislative measures already existing, or to be enacted, could be adapted to assist the application of the proposed system.

Their report to the Economic and Financial Committee drew attention to the legal difficulties of the problem and pointed out the necessity for the consultation of business circles in the various countries on the economic aspects of the Scheme. The Economic and Financial Committee endorsed this report as a valuable exposé of the main facts of the situation as regards finishing credits, and requested the members of the Economic Committee to undertake the task of consulting business circles in their respective countries. The results, to date, of these enquiries leave little doubt as to the small favour with which these credits are likely to be received.

(d) Other Questions arising out of the International Financial Conference of Brussels.

The Financial Committee is engaged in the consideration of reports by certain of its Members bearing on the following questions, arising out of the resolutions of the International Financial Conference of Brussels.

Double Taxation, with special reference to the question of double Income Tax.

The Reciprocal Treatment of branches of foreign banks in the various countries.

An international understanding on the subject of lost, stolen, or destroyed securities.

Claims by the holders of bonds the interest of which is in arrear.

(e) Publicity for the decisions of the International Financial Conference at Brussels.

The Financial Committee has, during the year, taken steps to ensure the widest possible publicity for the decisions of the International Financial Conference at Brussels.

II. — SUBJECTS DEALT WITH PRIMARILY BY THE ECONOMIC COMMITTEE.

(a) Enquiry into the world's economic situation.

The Economic Committee was, at its first meeting, confronted with the necessity of advising the Council upon the very large and complex question of the supply to the various countries of the food stuffs and raw materials necessary for their well-being, and, in some cases, even for their existence. In order adequately to fulfil the advisory rôle with which it had been invested, it was necessary for the Committee, as a first step, to draw up a general summary of existing economic conditions, and to supplement the data at its disposal with regard to certain aspects of the question.

With this object in view, a preliminary Questionnaire was addressed to the different Governments, in January, 1921, asking for information on the following points :—

(a) Import and export restrictions (licences, export prices, reserves for home consumption, anti-dumping bills, etc.).

(b) Monopolies.

(c) Unfair competition.

A further Questionnaire was also addressed to the Governments in February, 1921, requesting them to give any information in their power with regard to their stocks of foodstuffs and raw materials which might tend to throw light on the situation throughout the world.

A certain number of replies have already been received by the Secretariat, and the report of the Committee will be submitted in due course.

b) *Crédits de finition.*

Voir paragraphe c du chapitre précédent, consacré aux travaux du Comité financier.

Certains membres du Comité économique ont, en outre, mené personnellement des enquêtes dans les milieux industriels de leurs pays respectifs, pour s'assurer de l'accueil que recevrait, le cas échéant, le projet des crédits de finition.

Dans la plupart des cas, cette enquête n'a pas donné de résultats favorables.

c) *Unification des mesures législatives relatives aux lettres de change.*

D'accord avec le Comité financier et conformément à une résolution de la Conférence de Bruxelles, le Comité économique a envoyé aux divers gouvernements un questionnaire sur l'unification des mesures législatives touchant les lettres de change, afin de savoir si les gouvernements sont disposés à prendre part à une conférence ayant pour objet un examen plus approfondi de ce problème.

On n'a reçu, jusqu'ici, qu'un petit nombre de réponses.

III. QUESTIONS D'UN INTÉRÊT GÉNÉRAL.

a) *Publications statistiques et autres publications.*

Au cours de sa première réunion, le Comité économique, d'accord avec le Comité financier, a décidé de demander au Conseil que la Société des Nations se charge de la publication du *Bulletin mensuel de statistique*, recueil de tableaux indiquant le mouvement commercial et industriel des divers pays. Ce bulletin était publié auparavant par le Ministère du Commerce britannique et le Ministère du Commerce français, sous les auspices du Conseil suprême économique. A la suite de cette recommandation, adoptée par le Conseil de la Société en décembre 1920, des mesures ont été prises pour confier dorénavant au Secrétariat de la Société des Nations, à Genève, tout le travail de préparation et de publication du *Bulletin de statistique*. D'autres mesures ont été prises également pour assurer la vérification officielle de tous les chiffres fournis, et pour obtenir certains renseignements complémentaires des gouvernements des différents Etats intéressés. On espère que toutes les données nécessaires pourront parvenir régulièrement au Secrétariat tous les mois. En raison du temps nécessaire pour obtenir cette vérification officielle, on a cru devoir retarder le transfert à Genève de cette publication. Ce transfert vient d'avoir lieu et le premier numéro du *Bulletin* à Genève a déjà paru.

Conformément aux recommandations du Comité financier, rédigées d'accord avec le Comité économique et adoptées par le Conseil, le Secrétariat a entrepris la publication de rapports périodiques sur les finances publiques et la circulation monétaire des différents pays. Un questionnaire détaillé, relatif à la première de ces publications, a été adressé aux gouvernements en juin 1921.

b) *Constitution de l'organisation économique et financière définitive.*

La première Assemblée, par une résolution adoptée le 9 décembre 1920, a décidé de constituer une Commission consultative économique et financière définitive à la place de la Commission économique et financière provisoire instituée par le Conseil. Le Conseil a été autorisé également à convoquer, si les circonstances le demandent, une Conférence économique et financière. Cette Conférence aura le pouvoir de constituer ladite Commission consultative.

En décembre 1920, le Président de la Commission économique et financière provisoire a fait savoir au Conseil que, de l'avis de la Commission financière, il était prématuré de convoquer en 1921 une Conférence générale pour la discussion des questions financières. Le Comité économique, qui avait entrepris l'étude de la question des matières premières, du ravitaillement et des monopoles, se réservait de proposer, s'il le jugeait nécessaire, la convocation d'une Conférence économique en 1921. Le 2 mars, au cours de sa session à Paris, le Conseil fut informé de nouveau que le Comité ne se trouvait pas encore en mesure de lui donner un avis sur la date à laquelle pourrait être convoquée cette Conférence.

(b) Finishing Credits.

For particulars of the work accomplished under this head, see Section (c) of the work of the Financial Committee.

In addition, certain members of the Economic Committee have undertaken enquiries in industrial circles in their own country, to ascertain what reception the Finishing Credits Scheme would be likely to receive. The result of these enquiries is in most cases unfavourable to the scheme.

(c) Unification of legislation regarding Bills of Exchange.

In agreement with the Financial Committee, and in order to give effect to a resolution of the Brussels Conference, the Economic Committee has sent to the various Governments a Questionnaire regarding the unification of legislation dealing with bills of exchange, enquiring whether the Governments feel disposed to take part in a further Conference with a view to further consideration of the problem. A small number only of replies have so far been received.

III. SUBJECTS OF GENERAL INTEREST.

(a) Statistical and other Publications.

At its first meeting the Economic Committee, in agreement with the Financial Committee, decided to recommend to the Council that the League of Nations should take over the publication of the *Monthly Bulletin of Statistics* (a collection of indices illustrating commercial and industrial movements in the various countries), previously issued by the British Board of Trade and by the French Ministry of Commerce, under the auspices of the Supreme Economic Council. In accordance with this recommendation, which was adopted by the Council of the League in December, 1920, steps were taken to transfer the work of the preparation and the publication of the *Bulletin of Statistics* to the seat of the League of Nations at Geneva. Measures were also taken to obtain official verification of all figures quoted, as well as certain additional information from the Governments of the various States concerned, and it is hoped that arrangements may be made for the regular supply of the necessary data to the Secretariat month by month. In view of the time necessary for the obtaining of such official verification, it was considered desirable to postpone the transference of the publication of the *Bulletin* to Geneva. This transference has, however, now been effected, and the first issue of the *Bulletin* from Geneva has already taken place.

In accordance with recommendations of the Financial Committee, made in agreement with the Economic Committee, and adopted by the Council, the Secretariat has undertaken the publication of periodical statements in respect of the Public Finances and the Currency Systems of various countries. For the purposes of the former publication, a detailed Questionnaire was addressed to the Governments in June, 1921.

(b) Constitution of the Definitive Economic and Financial Organisation.

The first Assembly, by a resolution adopted on December 9th, 1920, decided that a standing Advisory Economic and Financial Committee should be constituted which would replace the Provisional Economic and Financial Committee established by the Council. The Council was also empowered to summon a general Economic and Financial Conference, as circumstances might require, with power to constitute the standing Advisory Committee in question.

In December, 1920, the President of the Provisional Economic and Financial Committee informed the Council that, in the view of the Financial Committee, it would be premature to summon in 1921 a general Conference to discuss financial questions. The Economic Committee which was engaged in studying the question of raw materials and food supplies and of monopolies reserved the right to propose, if necessary, the convocation of an Economic Conference in 1921. On March 2nd during its meeting in Paris, the Council was again informed that the Committee was not yet in a position to advise when a Conference should be convened.

Cependant, les deux Comités avaient examiné, dans la mesure où leurs travaux le leur permettaient, la question de la constitution d'une Commission consultative définitive. En février 1921, le Comité économique présenta à la Commission économique et financière provisoire un rapport dans lequel il exposait ses vues sur la question de la Commission consultative définitive et de la Conférence générale, sur le nombre des membres et la composition de la Commission consultative, sur le choix des Etats qui y seraient représentés, sur son règlement et sur sa compétence. La question fut réservée pour être étudiée en détail par le Comité financier.

Le Comité financier, à sa session de mai 1921, reprit l'étude de la question, interrompue par les travaux sur le problème autrichien. Il examina un rapport préliminaire, dont l'objet principal était de recommander au Conseil de différer une décision définitive au sujet de la Commission consultative, une solution trop rapide de la question pouvant présenter des inconvénients; il semblait nécessaire de posséder plus de données sur le sujet, afin d'aboutir à une conclusion pratique. Ce rapport, ainsi qu'un rapport du Comité économique, fut réservé, pour être discuté par les présidents des deux Comités et on décida que la question serait examinée au cours de la prochaine session de la Commission économique et financière, qui doit se tenir à Genève quelques jours avant la deuxième Assemblée.

III. ORGANISATION D'HYGIÈNE.

La résolution adoptée par l'Assemblée le 10 décembre 1920, à propos de l'organisation d'hygiène de la Société, prévoyait :

- 1^o l'institution d'une Commission générale, dont l'Office international d'hygiène publique de Paris devait être la base ;
- 2^o l'institution d'une Commission technique ;
- 3^o la désignation d'un secrétaire technique.

Le Conseil a examiné, dans sa séance du 2 mars, les mesures qui pourraient être prises immédiatement pour mettre en œuvre ces résolutions. Le Dr Steegman accepta d'entrer provisoirement au Secrétariat pour s'occuper des travaux préparatoires.

Aux termes de la résolution de l'Assemblée, la Commission générale devait comprendre des délégués à l'Office international d'hygiène publique, nommés en conformité de la Convention internationale de Rome du 9 décembre 1907, et des délégués nommés par les pays non adhérents à cette Convention, mais qui sont Membres de la Société. Pour la nomination de cette Commission générale, il fallait d'abord obtenir le consentement à la transformation de l'Office international d'hygiène publique des Etats signataires de la Convention de Rome de 1907. Le Gouvernement français avait déjà été prié, au moment où le Conseil avait examiné la question, le 2 mars, de prendre l'initiative de consulter ces Etats.

Le Conseil se rendit compte que cette consultation nécessaire prendrait quelque temps, étant donné surtout que certains Etats non Membres de la Société étaient représentés à l'Office international d'hygiène publique. Il décida, en attendant l'institution de l'organisation définitive demandée par l'Assemblée, de nommer une Commission technique provisoire. Dans la résolution de l'Assemblée, il avait été stipulé que la Commission technique de l'Organisation d'hygiène devrait comprendre, outre les délégués des Etats représentés d'une façon permanente au Conseil de la Société, cinq représentants de la Commission générale et le président de cette dernière. La Commission générale n'étant pas encore créée, le Conseil décida d'inviter le Président de l'Office international d'hygiène publique actuel à faire désigner cinq délégués à la Commission technique provisoire. En même temps, le Conseil décida de communiquer ses conclusions aux Etats signataires de la Convention de Rome, afin d'obtenir aussitôt que possible leur adhésion à la transformation de l'Office international d'hygiène publique.

In the meantime, the two Committees had considered, so far as their work allowed them, the question of the constitution of the definitive Advisory Committee. In February, 1921, the Economic Committee laid before the Joint Session of the Committee a report setting out its views on the position of the definitive Advisory Committee and of the General Conference, the size and mode of construction of the Advisory Committee, the mode of selection of States to be represented upon it, its procedure and the subjects within its scope. This report was reserved for the detailed consideration of the Financial Committee.

The Financial Committee, at its meeting in May, 1921, resumed the study of the question which had been somewhat interrupted by its labours on the Austrian question. At this meeting, the Committee considered a preliminary report the main purport of which was to recommend to the Council that it should defer a definite decision on the subject of the standing Advisory Committee, in view of the fact that a hasty solution of the question would not entail good results, and that it seemed essential that wider experience should be available before a practical conclusion could be arrived at. This report, together with a report of the Economic Committee, was reserved for discussion between the Presidents of the two Committees and it was arranged that the question should be discussed at the next joint Session, to be held in Geneva shortly before the second Assembly.

III. THE HEALTH ORGANISATION.

The resolution on the Health Organisation of the League adopted by the Assembly on December 10th, 1920, provided :

- (1) For the establishment of a General Committee, of which the Office international d'Hygiène publique at Paris was to serve as the foundation ;
- (2) For the establishment of a Standing Technical Committee ;
- (3) For the appointment of a Medical Secretary.

The Council, on March 2nd, considered what steps might immediately be taken to carry the above provisions into effect. Dr. Steegman had already been asked, and had consented, to become a temporary member of the Secretariat in order to take charge of the preliminary work.

According to the resolution of the Assembly, the General Committee was to consist of the delegates to the Office international d'Hygiène publique holding appointments in accordance with the International Agreement signed at Rome on December 9th, 1907, together with delegates appointed by the countries not parties to the Agreement of 1907, but Members of the League. The first step in the appointment of this General Committee was to obtain the consent of the States which had signed the Rome Convention of 1907 to the transformation of the Office International d'Hygiène Publique. The French Government, when the Council considered the question on March 2nd, had already been asked to take the initiative in consulting these States.

The Council realised that this necessary consultation would take some time particularly as certain States not Members of the League were represented on the Office International d'Hygiène Publique. The Council therefore decided that, pending the institution of the definitive organisation desired by the first Assembly, a Provisional Technical Committee should be appointed. It was provided in the resolution of the Assembly that the Technical Committee of the permanent organisation should include, in addition to the delegates of the States permanently represented on the Council of the League, five representatives and the Chairman of the General Committee. As the General Committee was not constituted, the Council decided to invite the President of the Office international d'Hygiène publique, as at present constituted, to appoint five delegates to represent the Office international d'Hygiène publique on the Provisional Technical Committee. Meanwhile, the Council decided to acquaint the States which had signed the Rome Convention with its conclusions in order to obtain their consent to the transformation of the Office International d'Hygiène Publique as soon as possible.

L'Office international d'hygiène publique se jugea malheureusement dans l'impossibilité d'accepter l'invitation du Conseil de désigner des représentants à la Commission technique provisoire, parce que les Etats-Unis, membres de l'Office international, ne consentaient pas à ce qu'aucune organisation internationale où ils étaient représentés fût, d'une manière quelconque, rattachée à la Société des Nations. L'Office international d'hygiène publique prit cette décision le 25 avril. Néanmoins, le Comité technique provisoire décida de se réunir à Paris, le 5 mai, sans le concours des représentants de l'Office international d'hygiène publique. Ce comité comprenait des délégués de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon, un représentant du Bureau international du Travail et un représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge. Il vota une résolution affirmant qu'à la suite du refus de l'Office international d'hygiène publique, sa composition n'était plus conforme à la résolution du Conseil adoptée à Paris et qu'il lui était, en conséquence, impossible d'exécuter son programme. Le Dr Steegman fut, toutefois, invité par le Comité à poursuivre la mission qu'il avait assumée.

Le Conseil examina de nouveau la question le 22 juin, au cours de sa session de Genève. Il prit acte du refus de l'Office international d'hygiène publique de participer aux travaux du Comité provisoire et décida que, dans ces conditions, celui-ci serait composé de douze personnes au plus, invitées nominativement par le Conseil en raison de leur compétence technique et non point de leur nationalité, ainsi que d'un représentant du Bureau international du Travail et d'un représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le Conseil, se rendant compte qu'une collaboration entre ce Comité et l'Office international d'hygiène publique était de la plus grande importance, pria le Secrétaire général de se mettre en rapport avec le Président de l'Office international d'hygiène publique, afin d'arrêter les modalités les plus propres à assurer cette collaboration et d'assurer la représentation au Comité de la Société des Nations de l'Office international d'hygiène publique, si l'Office international le juge opportun. Le Conseil demanda également au Secrétaire général d'assurer le Secrétariat du Comité technique provisoire, d'après les mêmes principes et méthodes adoptés par le Conseil et l'Assemblée relativement à l'organisme économique et financier.

Unfortunately, the Office international d'Hygiène publique found itself unable to accept the invitation of the Council to appoint representatives to sit on the proposed Provisional Technical Committee, on the ground that the United States, which was a member of the Office International, was not willing that any international organisation, on which it was represented, should in any way be attached to the League. This decision was taken by the Office international d'Hygiène publique on April 25th. The Provisional Technical Committee, nevertheless, decided to meet in Paris on May 5th, without the assistance of the representatives of the Office international d'Hygiène publique. This Committee, which consisted of the British, French, Italian and Japanese delegates, a representative of the International Labour Office and a representative of the League of Red Cross Societies, passed a resolution affirming that, as a result of the refusal of the Office international d'Hygiène publique, its composition did not conform with the resolution of the Council adopted at Paris and therefore did not allow of the execution of its programme. Meanwhile, Dr. Steegman was invited by the Committee to continue to fulfil the duties he had undertaken.

The Council resumed consideration of the question on June 22nd, during its session at Geneva. It noted the refusal of the Office international d'Hygiène publique to participate, and decided that, in view of this refusal, the Provisional Technical Committee should be composed of not more than twelve persons, individually invited to sit, on the strength of their technical qualifications and not of their nationality, together with a representative nominated by the International Labour Office and a representative nominated by the League of Red Cross Societies.

The Council realised that it was important that there should be co-operation between this Committee and that of the Office international d'Hygiène publique. It accordingly requested the Secretary-General to get into touch with the President of the Office international d'Hygiène publique in order to decide upon the best method of ensuring such co-operation and of securing the representation on the Committee of the Office international d'Hygiène publique, should it so desire. The Secretary-General was, at the same time, requested to provide for a secretariat of the Provisional Technical Committee on the same lines as those adopted by the Council and by the Assembly for the Economic and Financial Committee.

C. TRAVAUX DES COMMISSIONS ET CONFÉRENCES CONVOCÉES PAR LE CONSEIL EN EXÉCUTION DES RÉSOLUTIONS ET DES VŒUX DE L'ASSEMBLÉE.

I. — COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PERSONNEL ET SUR L'ORGANISATION DU SECRÉTARIAT.

Nomination de la Commission.

La première Assemblée adopta, le 17 décembre 1920, un vœu par lequel elle invitait le Conseil à faire les démarches nécessaires, afin qu'aussitôt que possible une commission peu nombreuse d'experts pût examiner l'organisation du Secrétariat permanent de la Société et du Bureau international du Travail. La Commission devait étudier « l'organisation, les méthodes de travail, l'efficacité, le nombre, les traitements et indemnités du personnel, les dépenses générales de toute l'organisation, ainsi que tout autre élément pouvant permettre à l'Assemblée de juger en pleine connaissance de cause ».

La Commission d'enquête fut instituée par une résolution du Conseil du 21 février 1921. Le Conseil demanda à la Commission de communiquer son rapport à temps pour qu'il pût être communiqué le 1^{er} juillet aux Membres de la Société.

La Commission commença son enquête le 18 avril et déposa son rapport le 7 mai 1921.

Rapport de la Commission.

La Commission est d'avis que le Secrétariat de la Société a bien compris sa tâche, qu'il est resté dans les limites prescrites par le Pacte, et qu'il est organisé selon une méthode rationnelle.

La Commission pense que si la moyenne des traitements peut paraître élevée en comparaison de ceux accordés dans les administrations gouvernementales établies de longue date, ils se justifient pleinement au cours de la période critique d'organisation. Elle a annexé à son rapport un tableau des traitements, d'après lequel les membres du Secrétariat pourraient être désormais recrutés avec un traitement de base moins élevé que celui généralement accordé jusqu'ici, mais qui leur permettrait d'arriver, par un système d'augmentations annuelles à un chiffre approximativement équivalent à celui accordé au personnel actuellement en fonctions. La Commission recommande, en outre, de faire varier les traitements suivant le prix de la vie, et elle propose de désigner une Commission de fixation des traitements, qui ferait dépendre ces derniers des fluctuations du prix de la vie. Elle recommande, enfin, de payer en francs suisses tous les traitements du personnel.

La Commission estime que les indemnités payées aux membres du Secrétariat, au cours de leurs déplacements officiels, devraient être légèrement réduites. Elle propose de fixer ces indemnités à 60 fr. suisses, par jour, pour le haut personnel, à 40 fr. suisses pour les membres de section et les chefs de services administratifs, et à 30 fr. suisses pour le personnel subalterne. La Commission propose également d'instituer un fonds commun de frais de représentation, auquel les membres du Secrétariat pourraient recourir, avec l'autorisation d'un fonctionnaire spécialement désigné. Le haut personnel du Secrétariat serait prié de renoncer à une partie de ses frais de représentation en retour de son droit de recourir à ce fonds commun.

La Commission fait remarquer que si le siège de la Société était transféré dans une ville comme Bruxelles, Fontainebleau, Turin ou Vienne, il en résulterait une

C. THE WORK OF THE COMMITTEES AND CONFERENCES APPOINTED OR CONVENEED BY THE COUNCIL IN EXECUTION OF THE RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE ASSEMBLY.

I. — THE COMMITTEE OF ENQUIRY INTO THE STAFF AND ORGANISATION OF THE SECRETARIAT.

The Appointment of the Committee.

The first Assembly adopted a recommendation on December 17th, 1920, requesting the Council to take the necessary steps to appoint as soon as possible a small Committee of experts to examine the organisation of the permanent Secretariat of the League and the International Labour Office. The Committee was to consider "all factors connected with the organisation, method of work, efficiency, number, salaries and allowances of the staff and with the general expenditure of the whole organisation."

The Committee of Enquiry was appointed by the Council under a resolution adopted on February 21st, 1921. The Committee was notified that its report should be placed in possession of the Members of the League by July 1st, 1921.

The Committee began its preliminary investigations on April 18th and presented its report on May 7th, 1921.

The Report of the Committee.

The Committee considered that the Secretariat of the League had grasped its duties correctly, keeping well within the bounds prescribed by the Covenant and that it was soundly and scientifically organised.

The Committee was of opinion that, while the average of salaries was on the high side in comparison with those paid in government departments of long standing, they were fully justified during the critical period of organisation. It appended a schedule of salaries under which members of the Secretariat might henceforth be recruited at somewhat lower figures than those hitherto generally obtained, but which might permit of officers so recruited rising by annual increases to approximately the same salaries as those paid to the officers already appointed. The Committee further recommended that the salaries should vary with the cost of living and suggested that a Salaries Adjustment Committee should be appointed to adjust the salaries given in the schedule to the fluctuations in the cost of living. The Committee also recommended that the salaries of the staff should be paid in Swiss francs.

The Committee considered that the subsistence allowances paid to members of the Secretariat when proceeding on duty to places away from the headquarters of the League should be slightly reduced. It suggested that these allowances should be 60 Swiss francs a day for the higher officers, 40 Swiss francs for the members of sections and the heads of administrative departments, and 30 Swiss francs for the clerical staff generally. The Committee further recommended the establishment of an entertainment fund to which members of the Secretariat might have recourse whenever authorised by a special officer appointed for the purpose. In return for the right to draw on this fund, the higher officers of the League should be asked to surrender a whole or part of their *frais de représentation*.

The Committee pointed out that, if the League were transferred to a town such as Brussels, Fontainebleau, Turin or Vienna an immediate economy would

économie immédiate, en raison du coût de la vie et du change. Elle déclara également que l'on pourrait éviter des dépenses inutiles en tenant à Genève les réunions du Conseil, des Commissions et des Conférences, sauf impossibilité.

La Commission recommande de donner au personnel du Secrétariat, autant que possible et sans plus attendre, des engagements à terme défini, pour une longue période, comportant une retraite, sur le modèle des administrations gouvernementales, et d'opérer le recrutement, dans la mesure du possible, par voie de concours. La Commission pense notamment que le Secrétariat devrait être composé aussi largement que possible de membres attirés par la perspective d'une carrière définitive à la Société des Nations.

La Commission recommande de nommer une Commission de contrôle de quatre à six membres désignés par le Conseil parmi les Etats Membres de la Société. Cette Commission se réunirait chaque année à Genève et examinerait le budget de la Société pour l'exercice suivant, ainsi que les comptes de l'exercice financier précédent. La Commission d'enquête propose, en outre, de nommer, pour une période de cinq ans, un expert financier choisi dans l'une des administrations financières nationales, pour servir de rapporteur de la Commission de contrôle.

Les recommandations générales de la Commission s'appliquent aussi bien au Bureau international du Travail qu'au Secrétariat, surtout en ce qui regarde les traitements, les indemnités et le contrôle financier.

La Commission propose que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail désigne quatre de ses membres, chargés d'aller présenter à la Commission de contrôle, dont la création est recommandée, les propositions budgétaires du Bureau international du Travail pour l'exercice financier suivant.

Action du Conseil.

Le Conseil prit acte du rapport de la Commission d'enquête, le 17 juin. Il décida de le faire transmettre par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société et de le soumettre à l'examen de l'Assemblée. Le Conseil invita en même temps les membres de la Commission, et en particulier le président et le rapporteur, à assister aux débats de l'Assemblée au moment de la discussion de ce rapport.

II. COMMISSION DES AMENDEMENTS AU PACTE.

Programme de la Commission.

La première Assemblée, par une résolution adoptée le 2 décembre 1920, a invité le Conseil à désigner une Commission chargée d'étudier les amendements au Pacte proposés par les Gouvernements norvégien, danois et suédois, ainsi que tous les autres amendements qui pourraient être soumis par un Membre de la Société dans un délai fixé par le Conseil. La Commission devait présenter un rapport au Conseil qui, à son tour, devait soumettre ses conclusions à la deuxième Assemblée.

La première Assemblée, par une résolution en date du 11 décembre 1920, a décidé, d'autre part, que la Commission des amendements au Pacte présenterait également ses conclusions sur les diverses propositions qui avaient été étudiées par la Commission n° 1 de la première Assemblée, relativement au mode de désignation des quatre membres non permanents du Conseil.

L'Assemblée a adopté également, le 17 décembre 1920, un vœu aux termes duquel la Commission devait étudier les mesures à prendre à l'égard des Etats qui n'auraient pas versé leur quote-part aux dépenses de la Société dans une période déterminée.

Enfin, le 17 décembre 1920, l'Assemblée a exprimé le vœu que la Commission veuille bien examiner si et comment il serait possible de rattacher à la Société des Nations les Etats souverains qui, en raison de l'exiguïté de leur territoire, ne peuvent être admis comme membres ordinaires.

be effected, taking into consideration the cost of living and the rate of exchange. It also stated that unnecessary expenditure might be avoided by holding the meetings of the Council and of Committees and Conferences at Geneva, except when it was impracticable to do so.

The Committee recommended that the staff of the Secretariat should, as far as possible and without delay, be given definite terms of engagement for a long period and pension rights on the model of persons employed in Government departments, and that it should be appointed as far as possible by competitive selection. The Committee was definitely of the opinion that the Secretariat should be as largely as possible composed of persons attracted by the prospect of definite careers with the League.

The Committee recommended the creation of a Commission of Control consisting of four or six members to be appointed by the Council from the Members of the League. This Commission would meet in Geneva annually and investigate the budget of the League for the ensuing financial year and the accounts of the preceding fiscal period. The Committee further suggested that a special financial expert, chosen from one of the national Treasuries, should be appointed for a period of five years to act as rapporteur of the Commission.

The general recommendations of the Committee apply to the International Labour Office as well as to the Secretariat, more particularly in regard to salaries, allowances, and financial control. The Committee suggested that four members of the Labour Office should be appointed to meet the proposed Commission of Control to discuss and explain the budget proposals of the Labour Office for the ensuing financial year.

Action taken by the Council.

The Council noted the report of the Committee of Enquiry on June 17th and resolved that the Secretary-General should forward it to all the Members of the League for consideration by the Assembly. The Council at the same time invited the members of the Committee, especially the chairman and the rapporteur, to be present at the Assembly when the report of the Committee was under discussion.

II. COMMITTEE ON AMENDMENTS TO THE COVENANT.

Terms of Reference of the Committee.

The first Assembly, by a resolution adopted on December 2nd, 1920, invited the Council to appoint a Committee to study the amendments to the Covenant which had been proposed by the Norwegian, Danish and Swedish Governments, together with any others which might be submitted by a Member of the League within a period to be fixed by the Council. The Committee was to report to the Council, which, in turn, was to present its conclusions to the second Assembly.

The first Assembly, by a resolution adopted on December 11th, 1920, decided that the Committee on Amendments should also report on the various proposals which had been considered by Committee No. 1 of the first Assembly on the method of selection of the four non-permanent Members of the Council.

The Assembly adopted a further recommendation on December 17th, 1920, asking the Committee to consider what steps should be taken with reference to States failing to pay their contributions to the budget of the League within a specified period.

By a recommendation adopted on December 17th, 1920, the Assembly expressed a wish that the Committee should also consider whether and in what manner it would be possible to attach to the League of Nations sovereign States, which, by reason of their small size, could not be admitted as ordinary Members.

Une décision du Conseil, prise à Genève le 17 décembre 1920, fixa au 31 mars 1921 le dernier délai pour la présentation d'amendements par les Membres de la Société.

Nomination de la Commission.

Les membres de la Commission ont été désignés à Paris, par le Conseil, le 21 février 1921. Ce sont :

MM. Balfour (*président*).
Benés.
Blanco.
Hatoyama.
de Palacios.
Restrepo.
Scialoja.
de Visscher.
Viviani.
Wang-Chung-Hui.
Zahle.

MM. Benés, de Visscher et Zahle furent élus, le premier, vice-président, les deux autres, rapporteurs pour le premier rapport.

La Commission tint une première réunion à Genève, le 6 avril ; elle décida de désigner une sous-commission restreinte chargée d'étudier les questions paraissant nécessiter un examen technique et juridique.

La Commission s'est réunie de nouveau à Londres, le 1^{er} juin 1921, pour examiner les rapports de la sous-commission et étudier tous les autres problèmes qui lui avaient été soumis, à l'exception des questions relatives au *blocus* et à l'*arme économique*. MM. Giannini et Noblemaire ont remplacé MM. Scialoja et Viviani à cette réunion.

Conclusions de la Commission.

Admission de nouveaux Membres. (Article 1^{er}.) — La Commission n'a pas jugé qu'il était de sa compétence d'examiner la proposition présentée à la première Assemblée, le 4 décembre 1920, par la délégation de l'Argentine pour demander l'admission automatique, dans la Société, de tous les Etats souverains reconnus par la communauté des nations, à moins d'un désir contraire formellement exprimé par eux. La Commission signale que les Membres de la Société, en adhérant au Pacte, croyaient acquérir par là même le droit de décider de l'admission de nouveaux Membres, aux termes de l'article 1^{er} du Pacte. La proposition de l'Argentine constituait non pas seulement un amendement au Pacte, mais une modification fondamentale de la structure de la Société, et la Commission a jugé qu'un tel problème ne pouvait être étudié que par l'Assemblée, en présence des délégués de tous les Membres de la Société.

Situation des petits Etats. (Article 1^{er}) — La Commission a proposé trois solutions pour le rattachement à la Société des Nations des petits Etats qui ne peuvent y être admis comme membres ordinaires :

- 1^o Ces Etats pourraient être associés à la Société et avoir le droit de s'y faire représenter, mais sans droit de vote ;
- 2^o Ils pourraient être représentés par un autre Etat, déjà Membre de la Société ;
- 3^o Ils pourraient jouir de tous les privilèges des membres ordinaires de la Société, sous la réserve de n'en user que pour les questions qui les intéressent directement.

La Commission a laissé à l'Assemblée le soin d'adopter l'une des trois solutions proposées.

Réunions de l'Assemblée. (Article 3.) — La Commission a étudié divers amendements proposés à la première Assemblée par les Gouvernements danois, norvégien et suédois au sujet de la procédure à suivre pour convoquer l'Assemblée en session

The Council, by a decision taken in Geneva on December 17th, 1920, fixed March 31st, 1921, as the date of the termination of the period within which additional amendments might be submitted for discussion by Members of the League.

Appointment of the Committee.

The Committee was appointed by a resolution adopted by the Council in Paris on February 21st, 1921. It was constituted as follows :

Mr. Balfour (*Chairman*).
M. Benes.
M. Blanco.
M. Hatoyama.
M. de Palacios.
M. Restrepo.
M. Scialoja.
M. de Visscher.
M. Viviani.
M. Wang-Chung-Hui.
M. Zahle.

M. Benes was afterwards elected vice-chairman and M. de Visscher and M. Zahle were appointed rapporteurs for the first report.

The Committee sat for the first time in Geneva on April 6th, when it decided to appoint a small sub-committee to consider the questions before the Committee which appeared to require technical and legal examination.

The Committee held a second session in London, beginning on June 1st, 1921, when it examined the reports of the sub-committee and considered all the other matters which had been submitted for its consideration, with the exception of those relating to *Blockade* and the *Economic Weapon*. During this session M. Giannini and M. Noblemaire sat as substitutes for M. Scialoja and M. Viviani.

Conclusions of the Committee.

The admission of new Members. (Article 1.) — The Committee did not consider itself competent to deal with the proposal presented to the first Assembly by the Argentine Delegation on December 4th, 1920, which involved the automatic admission to the League of all sovereign States recognised by the community of Nations in the absence of a voluntary decision on their part to the contrary. It pointed out that Members of the League, in adhering to the Covenant, presumed that they would have the right of voting on the question of the admission of new Members under Article 1 of the Covenant. The Argentine proposal implied, not merely an amendment of the Covenant, but a drastic change in the structure of the League, and the Committee considered that such a question could only be dealt with by the Assembly in the presence of the delegates of all the Members of the League.

The position of small States. (Article 1.) — The Committee presented three alternative methods whereby small States, not admissible as ordinary Members, might be attached to the League :

- (1) They might be associated with the League and given the right of full representation without a vote ;
- (2) They might be represented by some other State already a Member of the League ;
- (3) They might be admitted to enjoy all the privileges of ordinary Members, but the exercise of these privileges would be limited exclusively to cases in which their own interests were involved.

The Committee has left it open to the Assembly to adopt any one of the three solutions suggested.

Meetings of the Assembly. (Article 3.) — The Committee considered various amendments presented to the first Assembly by the Danish, Norwegian and Swedish Governments with regard to the procedure to be followed in summoning

ordinaire ou extraordinaire. La Commission fait remarquer que l'objet de ces amendements a été atteint par l'adoption, le 30 novembre 1920, du règlement de l'Assemblée, voté après le dépôt de ces amendements.

Nomination des Membres du Conseil. (Article 4.) — Le 11 décembre 1920, l'Assemblée a émis le vœu qu'en désignant les quatre membres non permanents du Conseil pour 1921, les délégués en choisissent trois parmi les Etats d'Europe ou d'Amérique Membres de la Société des Nations et le quatrième parmi les Etats de l'Asie et du reste du monde. La Commission devait examiner s'il y avait lieu de modifier le Pacte pour assurer une distribution géographique équitable des sièges du Conseil, conformément aux propositions soumises par les délégations de la Chine et du Venezuela à la Commission n° 1 de la première Assemblée. La Commission a décidé que, étant données les dispositions de l'Assemblée, il n'y avait pas lieu d'introduire dans le Pacte un amendement d'un caractère si limitatif.

Cependant, la Commission a jugé utile d'établir des règlements précis pour le choix de quatre membres non-permanents du Conseil. En conséquence, la Commission a proposé de modifier de la façon suivante la phrase 2 du paragraphe 1 de l'article 4 du Pacte :

« Ces quatre Membres de la Société sont désignés librement par l'Assemblée, suivant des règlements déterminés et modifiables par l'Assemblée, à la majorité des deux tiers. »

Les dispositions à suivre doivent, d'après la Commission, être indiquées dans le règlement, sans qu'il soit nécessaire de les insérer dans le Pacte. Voici les dispositions proposées :

« Les Membres non permanents du Conseil et de la Société sont nommés par l'Assemblée à la majorité, pour une durée de quatre ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les deux ans.

» En ce qui concerne les premiers Membres, nommés pour quatre ans, deux d'entre eux, dont les noms seront tirés au sort par l'Assemblée, ne resteront en fonctions que deux années.

« Les Membres sortants ne seront pas rééligibles pendant les quatre années suivant la fin de leur mandat. »

Dérogations à la règle de l'unanimité. (Art. 5.) — La Commission a procédé à l'examen d'un amendement de la délégation de Colombie. Celle-ci demandait la suppression de la règle de l'unanimité pour les décisions de l'Assemblée dont l'objet pratique était l'application des dispositions ou des principes du Pacte. Elle estimait que, dans ce cas, une majorité des deux tiers devait suffire.

La Commission est d'avis que la distinction établie par la Colombie entre les questions relevant du Pacte et les questions qui lui sont étrangères ou tendent à le modifier, ne peut pas être rendue assez claire pour justifier une exception à la règle de l'unanimité.

La Commission a décidé que la règle de l'unanimité devrait être maintenue, en principe, pour les résolutions adoptées par le Conseil ou par l'Assemblée dans tous les cas où ces résolutions prendraient la forme de décisions, ainsi que pour toutes les résolutions du Conseil, quelle que soit leur nature : décisions ou simples recommandations. Elle a fait remarquer, d'autre part, que, sans qu'il soit nécessaire de modifier le Pacte, l'Assemblée pourrait continuer à voter à la majorité les simples vœux, comme au cours de la première Assemblée, ces vœux n'engageant pas définitivement les Etats Membres de la Société. (Voir au paragraphe suivant une disposition spéciale proposée par la Commission, établissant une dérogation à la règle de l'unanimité.)

Dispositions d'ordre financier. (Article 6.) — La Commission a examiné les trois questions suivantes :

regular or extraordinary sessions of the Assembly. The Committee pointed out that the object of these amendments was already fully satisfied by the Rules of Procedure adopted by the Assembly on November 30th, 1920, after the submission of the amendments.

Membership of the Council. (Article 4.) -- The Assembly on December 11th, 1920, recommended that, in selecting the four non-permanent Members of the Council for 1921, the delegations should vote so that three might be selected from among the Members of the League in Europe and the two American continents, and one from among the Members in Asia and the remaining parts of the world. The Committee had to consider whether the Covenant should be amended in order to secure a fair geographical distribution of the seats of the Council in accordance with definite proposals submitted by the Chinese and Venezuelan delegations to Committee No. 1 of the first Assembly. The Committee decided that, in view of the spirit prevailing at the Assembly, no such limiting amendment to the Covenant was necessary.

The Committee considered it desirable, however, that definite rules should be laid down for the procedure to be followed in selecting the four non-permanent Members on the Council. The Committee accordingly recommended that Article 4, paragraph 1, sentence 2, of the Covenant should be amended to read as follows :

“ These four Members of the League shall be selected by the Assembly in its discretion in accordance with a procedure which the Assembly by a two-thirds vote may determine and may modify. ”

The regulations to be followed should, in the opinion of the Committee, be indicated in the Rules of Procedure and not be inserted in the Covenant. The following regulations are suggested :

“ The non-permanent Members of the Council of the League shall be selected by the Assembly by a majority vote for a period of four years. Half of this number should be renewed every two years.

“ Of the first number, selected for four years, two, to be selected by the Assembly by lot, shall remain in office for two years only.

“ The retiring Members shall not be re-eligible for a period of four years following the expiration of their term of office. ”

Derogations from the principle of unanimity. (Article 5.) — The Committee considered an amendment proposed by the Colombian delegation to the effect that unanimity should not be required for decisions of the Assembly which aimed at the development, in practice, of the provisions or principles laid down in the Covenant, but that in such cases a two-thirds majority should suffice.

The Committee was not of opinion that the distinction drawn in the Colombian proposal between questions within the scope of the Covenant and questions foreign to it, or tending to modify it, could be rendered sufficiently clear to become the basis of an exception to the rule of unanimity.

The Committee decided, as a general principle, that the rule imposing unanimity should be maintained for resolutions adopted by the Council or by the Assembly in all cases where such resolutions took the form of decisions, and for all resolutions of the Council of whatever nature, whether decisions or simple recommendations. It pointed out, on the other hand, that the Assembly might, without any amendment of the Covenant being necessary, continue the practice followed during the first Assembly of adopting simple recommendations by a majority vote, since such recommendations were not definitely binding upon the States Members of the League. (See the following section for a special provision recommended by the Committee constituting a derogation from the principle of unanimity.)

Financial provisions. (Article 6.) — The Committee devoted its attention to the three following points :

1^o Détermination des pouvoirs de l'Assemblée en matière financière.

La Commission a recommandé l'adoption de la proposition du Gouvernement néerlandais en vue d'introduire dans le Pacte une disposition affirmant nettement les pouvoirs et les responsabilités de l'Assemblée en matière financière.

La Commission propose l'adoption de l'amendement suivant au Pacte qui serait inséré, sous un alinéa 5, à la suite de l'alinéa 4 actuel de l'article 6 :

« L'Assemblée vote le budget annuel et arrête les comptes de la Société. »

La Commission a été d'avis que la règle de l'unanimité ne peut pas s'appliquer au vote du budget sans risquer qu'une petite minorité ne compromette le fonctionnement des services de la Société. La Commission a donc proposé qu'on insère l'addition suivante audit amendement :

« Ces décisions seront prises à la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les Membres représentés au Conseil. »

2^o Répartition des dépenses de la Société.

La Commission a été d'avis que l'article 6 du Pacte pourrait être amendé de la façon suivante :

« Les dépenses de la Société sont supportées par les Membres de la Société dans la proportion établie par le règlement des finances adopté par l'Assemblée. »

Suivant la Commission, il n'y a pas lieu, cependant, d'amender le Pacte avant que l'Assemblée ne se soit prononcée sur la nouvelle méthode de répartition des dépenses.

3^o Mesures à prendre à l'égard des Etats qui n'auront pas versé leur quote-part des dépenses de la Société dans un délai fixé.

La Commission n'a pas jugé nécessaire d'introduire dans le Pacte un amendement autorisant des mesures coercitives contre les Etats qui tardent à effectuer leurs versements. Elle a rédigé, cependant, pour être soumis à l'approbation de l'Assemblée, le projet de résolution suivant, qui ne saurait en aucun cas prendre la forme d'un amendement :

« Au cas où un Etat Membre de la Société ne paierait pas sa contribution à la date à laquelle elle doit être versée, le Secrétaire général avertira cet Etat qu'à défaut de versement dans les trois mois, l'intérêt, calculé au taux du siège de la Société, sera exigible à partir de la date de réception de la notification ; le rapport annuel de la Commission de contrôle et de vérification des comptes, fera, en outre, mention nominative des Etats n'ayant pas effectué leurs paiements aux dates fixées. »

La Commission de contrôle et de vérification des comptes, dont il est question dans cette résolution, est celle dont la Commission d'enquête sur l'organisation du Secrétariat a recommandé la création à l'Assemblée.

Suppression de l'article 10. — La délégation canadienne a présenté à l'Assemblée, le 4 décembre 1920, une proposition de suppression de l'article 10 du Pacte. La Commission a décidé de surseoir à son examen jusqu'à réception d'une déclaration écrite du Gouvernement canadien en faveur de cette proposition. Elle a estimé qu'il était nécessaire de trancher certaines questions juridiques avant de pouvoir formuler une opinion définitive à ce sujet. La Commission a fait remarquer qu'on n'a pas pu réaliser l'unanimité au sujet de l'interprétation juridique de cet article et des obligations qu'il impose aux Membres de la Société. La Commission a donc prié la Commission de juristes, chargée d'examiner la portée et la valeur de l'article 18 du Pacte (enregistrement des traités), de donner son avis sur la question suivante :

(1) *Determination of the powers of the Assembly with regard to the finances of the League.*

The Committee recommended that a proposal of the Netherlands Government should be adopted for the introduction into the Covenant of a provision definitely asserting the powers and the responsibilities of the Assembly with regard to finance.

The Committee proposed the adoption of the following amendment of the Covenant to be inserted as paragraph 5 between the present paragraphs 4 and 5 of Article 6 :

“ The Assembly shall vote the annual budget and approve the accounts of the League. ”

The Committee was further of opinion that the rule of unanimity could not be applied to the voting of the budget without the risk of compromising the activities of the League through the opposing vote of a small minority. It therefore suggested that its proposed amendment should contain the following additional sentence :

“ These matters shall be decided by a three-fourths majority, in which there shall be included the votes of all the Members of the League represented on the Council. ”

(2) *The Allocation of the Expenses of the League.*

The Committee was of the opinion that Article 6 of the Covenant should eventually be amended to read as follows :

“ The expenses of the League of Nations shall be borne by the Members of the League in the proportions fixed by the Assembly. ”

In the opinion of the Committee, the Covenant should not, however, be amended, until the Assembly had actually approved the new method of allocation.

(3) *Steps to be taken with reference to States which have not paid their contributions to the League within a specified period.*

The Committee did not consider that an amendment should be made in the Covenant authorising the use of measures of compulsion against States whose payments were in arrears. It drafted, however, the following resolution for the approval of the Assembly, which should, in no case, take the form of an amendment :

“ In case any Member of the League fails to pay its contribution on the date on which the contribution falls ordinarily due, the Secretary-General shall notify the delinquent Member that unless the contribution is paid within three months, interest at the rate current at the seat of the League will become payable from the date of receipt of the notification ; in addition, the annual report of the Control and Audit Committee will mention by name those States which have not paid their contributions on the dates fixed. ”

The Control and Audit Committee referred to in this resolution is the Committee which the Assembly is recommended to appoint by the Committee of Enquiry into the Staff and Organisation of the Secretariat.

The Deletion of Article 10. — The Canadian Delegation presented to the Assembly on December 4th, 1920, a proposal to the effect that Article 10 of the Covenant of the League of Nations should be struck out. The Committee decided to await a written statement, which had been prepared by the Canadian Government, in support of this proposal. It further considered that there were certain legal questions which required solution before a definite opinion on the subject could be given. The Committee pointed out that a unanimous opinion had not yet been formed with regard to the legal interpretation of this Article, and with regard to the obligations imposed by it on the Members of the League. The Committee accordingly requested the Committee of Jurists, appointed to consider the scope and force of Article 18 (registration of treaties) of the Covenant, to express its opinion on the following question :

« Quelles obligations supplémentaires l'article 10 impose-t-il aux Membres de la Société, en dehors des obligations précisées par les autres articles ? »

Constitution de Commissions de conciliation et d'arbitrage. (Articles 12 et 15.) — La Commission a étudié un certain nombre d'amendements présentés par les Gouvernements danois, norvégien et suédois, au sujet de l'organisation de commissions de conciliation et d'arbitrage, aux termes des articles 12 et 15 du Pacte. Ces amendements ont été présentés, pour la première fois en juillet 1919. Selon ces amendements, les différends internationaux devraient être examinés d'abord par des Commissions nommées à l'avance et composées d'un président impartial et de membres désignés en nombre égal par les parties en litige. A l'appui de ces propositions, on invoquait le caractère trop politique du Conseil et que le grand nombre des membres de l'Assemblée empêche cet organisme d'assumer cette tâche de conciliation.

La Commission fait remarquer que le Pacte offre l'alternative suivante aux parties : recours soit à l'arbitrage, soit au Conseil et à l'Assemblée. Elle s'est demandé s'il y avait lieu d'établir une troisième procédure. La Commission s'est rangée à l'opinion de la Commission de la Société des Nations à la Conférence de la Paix, qui, ayant étudié un projet d'établissement d'une Commission de conciliation, a conclu qu'il y avait été donné satisfaction par l'attribution au Conseil et à l'Assemblée des pouvoirs nécessaires pour nommer des commissions de ce genre.

Arbitrage. (Article 13.) — La Commission a examiné une proposition des Gouvernements danois, norvégien et suédois, en vue de supprimer le mot « généralement » dans le second paragraphe de l'article 13 du Pacte, qui déclare certains différends *généralement* susceptibles de solution arbitrale.

La Commission fait remarquer que le mot « généralement » a été intentionnellement inséré dans le Pacte, afin de laisser aux Gouvernements une certaine latitude pour décider s'ils devaient ou non soumettre leurs différends à l'arbitrage ; la Commission a estimé que l'obligation d'avoir recours exclusivement à l'arbitrage n'est pas conforme au Pacte. Les Membres doivent avoir la liberté de recourir au Conseil ou à l'Assemblée, s'ils ne veulent pas avoir recours à l'arbitrage.

En conséquence, la Commission décide de conserver le mot « généralement ».

Blocus. (Article 16.) — Les Gouvernements danois, norvégien et suédois ont proposé d'ajouter, après le premier alinéa de l'article 16 du Pacte, la phrase suivante :

« Toutefois, sur la demande d'un Membre pour lequel l'application de ces dispositions viendrait à présenter un danger grave, le Conseil peut autoriser le Membre en question à maintenir, dans la mesure qu'il déterminera, ses relations avec l'Etat en rupture de pacte. »

La Commission a décidé d'attendre le rapport de la Commission internationale du Blocus, au sujet des mesures nécessitées par l'application de l'article 16 du Pacte, avant de donner son avis sur l'amendement proposé.

Encouragements donnés par la Société à la conclusion d'accords internationaux et à la réunion de conférences à caractère limité. (Article 21.) — La Commission a proposé d'ajouter, à l'article 21 actuel, les deux alinéas suivants :

« Tous accords entre des Membres de la Société, tendant à préciser ou à compléter les engagements en vue du maintien de la Paix ou de la collaboration internationale, tels qu'ils sont stipulés dans le Pacte, pourront être non seulement approuvés par la Société des Nations, mais encouragés et négociés sous ses auspices, à condition que ces accords soient conformes aux stipulations du Pacte. Des conférences spéciales des Membres intéressés de la Société pourront être convoquées dans ce but par le Conseil ou par l'Assemblée. »

“ What obligations does Article 10 impose on Members of the League in addition to and apart from the obligations contained in the other Articles ? ”

The Institution of Commissions of conciliation and arbitration. (Articles 12 and 15.) — The Committee considered a number of amendments presented by the Danish, Norwegian and Swedish Governments for the organisation of Commissions of conciliation and arbitration under Articles 12 and 15 of the Covenant. These amendments were first proposed in July, 1919. Under the system proposed, the investigation of international disputes would be undertaken, in the first place, by a commission previously appointed consisting of an impartial president and an equal number of members nominated by the parties to the dispute. In support of these proposals it was urged that the Council of the League is a body too political in character, and that the Assembly is too large to assume the duties of conciliation.

The Committee points out that the Covenant offers two alternatives to the parties to a dispute— either recourse to arbitration, or recourse to the Council and to the Assembly. It questions whether there is any need to resort to a third course. The Committee represents that, in taking this view, it is of the same opinion as the League of Nations Commission of the Peace Conference, which examined suggestions for the establishment of a Commission of Conciliation, but concluded that the object of such a system was already realised by the powers to appoint such commissions given to the Council and to the Assembly.

Arbitration. (Article 13.)— The Committee considered a proposal of the Danish, Norwegian and Swedish Governments to omit the word “ generally ” from the second paragraph of Article 13 of the Covenant, under which certain disputes are declared to be “ among those which are *generally* suitable for submission to arbitration. ”

The Committee represents that the word “ generally ” was deliberately inserted into the Covenant in order that Governments might be left a certain freedom to decide whether they would submit their disputes to arbitration or not, and the Committee considers that an obligation to resort exclusively to arbitration is not in conformity with the Covenant. Members should be left free to have recourse to the Council or to the Assembly as an alternative to arbitration.

The Committee accordingly decided that the word “ generally ” should be retained.

Blockade. (Article 16.) — The Danish, Norwegian and Swedish Governments proposed to add to paragraph 1 of Article 16 of the Covenant the following sentence :

“ At the request of a Member for whom the application of the above provision might entail serious danger, the Council may authorise this State to maintain intercourse, in such measure as the Council shall decide, with the covenant-breaking State. ”

The Committee decided that it would await the report of the International Blockade Commission on the measures required to carry out Article 16 of the Covenant before giving its opinion regarding this amendment.

The promotion of international agreements and conferences of a limited nature by the League. (Article 21.) — The Committee recommends that the following addition should be made to Article 21 of the Covenant :

“ Agreements between Members of the League tending to define or complete the engagements contained in the Covenant for the maintenance of peace, or the promotion of international co-operation, may not only be approved by the League, but also promoted and negotiated under its auspices, provided these agreements are not inconsistent with the terms of the Covenant. Special conferences of the Members of the League concerned may be summoned for this purpose by the Council or by the Assembly. ”

Deux projets avaient été présentés à la Commission : l'un par le Gouvernement chinois, l'autre par le Gouvernement tchéco-slovaque. Le Gouvernement chinois proposait de rédiger ainsi l'article 21 :

« La doctrine de Monroe est reconnue comme non-incompatible avec aucune des dispositions du présent Pacte. »

Le Gouvernement tchéco-slovaque désirait que l'article 21 sanctionnât la conclusion d'engagements internationaux d'un caractère particulier.

L'objet de l'amendement proposé par la Commission est de donner à la Société la possibilité d'encourager, entre certains groupes d'Etats, des accords et des conventions qui leur permettent de défendre et d'assurer plus efficacement leur sécurité, ou le développement de leur vie économique, d'échanger des garanties mutuelles et de se mettre d'accord sur une procédure plus précise en vue du règlement pacifique des différends. La paix du monde a tout à gagner à la formation de groupements destinés à favoriser, conformément au Pacte, une collaboration plus étroite et plus effective entre nations placées en présence de problèmes communs.

III. COMMISSION DE RÉPARTITION DES DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ.

Nomination de la Commission.

Par un vœu adopté le 17 décembre, la première Assemblée pria le Conseil de nommer une Commission spéciale de cinq membres, comprenant le délégué suisse à l'Union postale universelle, afin d'étudier la question de la répartition des dépenses de la Société et d'élaborer un projet de répartition équitable. Le Conseil nomma cette Commission le 14 décembre 1920, avant la fin de la première Assemblée. Ont siégé à cette commission :

M. Reveillaud (*président*).
M. Barboza Carneiro.
M. Alfred Georg.
M. Glückstadt (remplacé dans les premières réunions par M. Sthyr et, à la dernière, par M. de Kaufmann).
Sir Henry Strakosch.

Les Membres de la Société furent informés par le Secrétaire général, le 2 mai 1921, que la Commission n'avait pas pu présenter un rapport définitif au Conseil le 31 mars 1921, date prévue par le vœu de l'Assemblée. A la requête du Conseil, la Commission a poursuivi son étude de la question et a pu, le 10 juin 1921, adresser au Conseil son rapport, adopté à l'unanimité.

Conclusions de la Commission.

La question dont était saisie la Commission avait déjà fait l'objet d'une étude en 1920, de la part d'une Commission de la Conférence financière internationale de Bruxelles; cette Commission avait estimé que le principe directeur de la répartition des dépenses de la Société devait être la capacité de paiement des divers membres, et qu'en l'absence d'un criterium plus satisfaisant en matière de richesse nationale, on devait prendre comme indices de cette capacité le chiffre de la population globale au 31 décembre 1919 et celui du revenu net pour l'année 1913.

La Commission de répartition, tout en se rendant compte que les indices de la population et du revenu net ne constituaient pas un criterium absolument sûr pour déterminer la capacité de paiement, estima qu'aucun autre facteur, pris isolément, n'avait une valeur intrinsèque égale à celle donnée par les deux indices recommandés par la Conférence de Bruxelles; il eût été impossible à la Commission d'aboutir dans le court délai qui lui était imparti, si elle avait abandonné le point de vue précédemment adopté et réclamé des documents et des statistiques d'un caractère entièrement nouveau.

Two draft proposals were before the Committee, one submitted by the Chinese and one by the Czecho-Slovak Government. The Chinese Government proposed that Article 21 should read :

“ The Monroe doctrine is recognised as not incompatible with any of the provisions of the Covenant. ”

The Czecho-Slovak Government desired that the Article should sanction the conclusion of international agreements of a certain character.

The object of the amendment proposed by the Committee is to enable the League to promote among certain groups of States agreements and conventions which may permit them to secure more completely their national safety or their economic life, to exchange mutual guarantees and to agree among themselves upon more definite rules of procedure for peaceful settlement. It was realised that the peace of the world had everything to gain from the formation of groups which aimed at fostering a closer and more real co-operation in accordance with the Convention between the countries faced with problems common to them all.

III. COMMITTEE ON THE ALLOCATION OF THE EXPENSES OF THE LEAGUE.

Appointment of the Committee.

The first Assembly, by a recommendation adopted on December 17th, requested the Council to appoint a special committee of five members, including the Swiss delegate of the Universal Postal Union, to investigate the question of the allocation of the expenses of the League with a view to the devising of an equitable scheme. The Council appointed this Committee on December 14th, 1920, before the first Assembly separated. The Committee was composed as follows :

M. Reveillaud (*Chairman*).
M. Barboza Carneiro.
M. Alfred Georg.
M. Glückstadt (who was replaced at the earlier meetings
by M. Sthyr and at the last meeting by M. de Kaufmann).
Sir Henry Strakosch.

The Members of the League were notified by the Secretary-General on May 2nd, 1921, that the Committee had been unable to present a definitive report to the Council on March 31st, 1921, the date contemplated in the Assembly's resolution. At the request of the Council, the Committee continued its study of the question and were able on June 10th, 1921, to report to the Council unanimously.

Conclusions of the Committee.

The question before the Committee had already been studied in 1920 by a Committee of the International Financial Conference at Brussels which held that the guiding principle for the allocation of the expenses of the League should be the capacity for payment of the various Members, and that, in the absence of a more satisfactory criterion of national resources, this capacity should be gauged by taking into consideration total population as on December 31st, 1919, together with net revenue for the year 1913.

The Allocation Committee, while realising that the indices of population and net revenue were not a fully reliable standard for establishing capacity for payment, formed the opinion that no other factor taken singly had the same intrinsic value as that afforded by the two indices recommended at Brussels, and that it would not be possible to arrive at any result in the short time at the disposal of the Committee, if it were to abandon the point of view previously adopted, and demand documents and statistics of an entirely new kind.

La Commission s'est donc servie, pour établir son tableau de répartition, des indices de la population et du revenu net, sous réserve de certaines garanties et rectifications qui s'imposaient. Tenant compte, notamment, du fait que certains pays, situés hors d'Europe, ont une population indigène très nombreuse, qui ne contribue que dans une proportion infime à augmenter les ressources de ces pays, la Commission a décidé que, pour aucun Etat, le coefficient de la population ne pourrait dépasser 5 % de l'ensemble de la population des Etats Membres de la Société. La Commission a reconnu que c'était là une solution empirique qui ne saurait remédier aux difficultés que soulève la question des petits Etats tropicaux. Elle a présenté son rapport comme un classement approximatif qui ne pouvait être, étant donné les circonstances, un travail scientifique, mais qui représentait, à son avis, les dispositions les plus équitables qu'elle pût proposer.

La Commission a d'abord enregistré les chiffres les plus exacts qu'elle avait pu recueillir, tant pour l'indice « population » que pour l'indice « revenu net » ; elle a ensuite procédé à un classement provisoire de tous les Membres de la Société, d'après l'indice moyen qui résultait de ces deux facteurs. A la lumière des renseignements qu'elle possédait, elle a corrigé ce classement, lorsqu'il lui est apparu qu'il constituait une injustice à l'égard de tel ou tel Etat. Finalement, la Commission a groupé, par catégories, les Etats dont la capacité contributive paraissait équitablement et raisonnablement comparable.

La Commission a ensuite procédé à la fixation du nombre d'unités à attribuer aux différents groupes, c'est-à-dire de la quote-part des dépenses générales de la Société qui doit être versée par chaque Etat, suivant le groupement dans lequel il se trouve placé. Le barème actuel de l'Union postale universelle est apparu à la Commission comme trop peu en rapport avec la capacité de paiement respective des Membres de la Société. La Commission a également écarté l'idée de déterminer les coefficients en prenant la moyenne exacte des indices des Etats classés dans le même groupe. La rigueur mathématique apparente de ce système ne pouvait être que superficielle, étant donné l'incertitude des données sur lesquelles il reposait. La Commission a estimé qu'un système équitable de répartition devait également tenir compte d'autres facteurs, tels que l'utilisation à titre égal des services de la Société par tous ses Membres, quels que fussent leurs revenus. La Commission s'est donc arrêtée à une conception intermédiaire entre la moyenne mathématique et le barème de l'Union postale universelle ; les différentes catégories paieraient respectivement 90, 65, 35, 15, 10, 5, 2 unités. Si le projet proposé par la Commission s'appliquait à un budget de 25 millions de francs-or, on obtiendrait les résultats suivants :

- GROUPE I** comprenant la France et le Royaume-Uni.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 90 unités, soit 2,291,242 francs-or.
- GROUPE II** comprenant la Chine, l'Inde, l'Italie et le Japon.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 65 unités, soit 1,654,786 francs-or.
- GROUPE III** comprenant la République Argentine, le Brésil, le Canada, l'Espagne, la Pologne, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, la Tchéco-Slovaquie.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 35 unités, soit 891,083 francs-or.
- GROUPE IV** comprenant l'Afrique du Sud, l'Australie, la Belgique, le Chili, les Pays-Bas, la Suède.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 15 unités, soit 381,873 francs-or.
- GROUPE V** comprenant la Bulgarie, la Colombie, Cuba, le Danemark, la Grèce, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Perse, le Pérou, le Portugal, le Siam, la Suisse, l'Uruguay.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 10 unités, soit 254,583 francs-or.

The Committee accordingly took as the basis for their schedule the indices of population and net revenue, subject to certain safeguards and adjustments which were found to be necessary. In particular, in order to allow for the fact that some non-European countries have very large native populations which do not appreciably increase their resources, the Committee decided that in no case should the coefficient of the population of any State be considered as exceeding 5 % of the total population of the States Members of the League. The Committee recognised that this purely empirical method could not in any way remove the difficulty with regard to the smallest tropical States. It presented the results of its work as an approximate classification which could not, in the nature of things, be of a scientific nature, but which represented the most equitable arrangement which it was able to suggest.

The Committee first tabulated the most accurate figures available under the two headings of population and net revenue, and provisionally classified all the Members of the League in accordance with the mean index number obtained from these two factors. It then checked this classification in the light of any available information which suggested that an injustice had been done to any particular State. Finally, the Committee arranged the States in groups of States whose capacity to pay could be regarded as fairly and reasonably comparable.

The Committee next proceeded to determine the number of units to be applied to the various groups, *i. e.*, the proportion of the total expenditure of the League to be borne by each State according to the group in which it was placed. The present scale of the Universal Postal Union appeared to the Committee too little in accord with the respective capacities for payment of Members of the League. The Committee also rejected the idea of determining the coefficients required by taking the exact mean of the indices of each of the States in each group. The apparent mathematical exactitude of this method would be necessarily superficial in view of the uncertainty of the data ; and the Committee also felt that an equitable system of allocation should take account of such elements as the fact that the services of the League are equally at the disposal of all its Members, whether their revenues are large or small. The Committee eventually recommended a system occupying an intermediate position between the mathematical mean and the scale of the Universal Postal Union, under which the respective groups would pay 90, 65, 35, 15, 10, 5, 2 units respectively. The practical results of the scheme proposed by the Committee, as applied to a League budget of 25 million gold francs, are as follows :

- GROUP I** comprises France and the United Kingdom.
Each State in the group pays 90 units, or 2,291,242 gold francs.
- GROUP II** comprises China, India, Italy and Japan.
Each State in the group pays 65 units, or 1,654,786 gold francs.
- GROUP III** comprises Argentine, Brazil, Canada, Czecho-Slovakia, Poland, Roumania, Serb-Croat-Slovene State, Spain.
Each State in the group pays 35 units, or 891,038 gold francs.
- GROUP IV** comprises Australia, Belgium, Chile, Netherlands, South Africa, Sweden.
Each State in the group pays 15 units, or 381,873 gold francs.
- GROUP V** comprises Bulgaria, Colombia, Cuba, Denmark, Greece, New Zealand, Norway, Persia, Peru, Portugal, Siam, Switzerland, Uruguay.
Each State in the group pays 10 units, or 254,583 gold francs.

- GROUPE VI** comprenant la Bolivie, la Finlande, Haïti, le Venezuela.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 5 unités, soit 127,291 francs-or.
- GROUPE VII** comprenant l'Albanie, l'Autriche, Costa-Rica, le Guatemala, Honduras, Liberia, le Luxembourg, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Salvador.
Chaque Etat de ce groupe est taxé à 2 unités, soit 50,917 francs-or.

Dans sa recommandation du 17 décembre 1920, l'Assemblée demandait que la Commission se mît en rapport avec la direction de l'Union postale universelle, afin de provoquer la mise en application, à la date la plus rapprochée, du projet de répartition que la Commission pourrait recommander avec l'approbation du Conseil. La Commission, au cours d'un entretien avec le directeur de l'Union postale universelle, a constaté que l'Union ne pourrait apporter aucune modification à son règlement avant un délai d'un an ou de dix-huit mois. Le directeur a donné également à comprendre que l'Union postale universelle pourrait ne pas être disposée à ratifier le projet de répartition proposé, par suite des modifications au système d'indices recommandées par la Commission.

Dans ces conditions, la Commission a dû conclure que c'est par la voie d'amendement à l'article 6 du Pacte que devait être réalisée l'introduction d'un nouveau projet de répartition des dépenses.

Entre temps, eu égard aux difficultés et aux délais qu'entraîne nécessairement toute modification du Pacte, la Commission a recommandé d'adopter un système provisoire de répartition qui emprunterait son système d'indices à l'Union postale universelle pour fixer la contribution des sept catégories (25, 20, etc.), celles-ci demeurant constituées comme le propose la Commission. Ce regroupement des Etats pourrait, de l'avis de la Commission, s'il était accepté à l'unanimité, être regardé raisonnablement comme non incompatible avec les dispositions actuelles du Pacte.

D'après ce système provisoire, les membres de chaque catégorie paieraient les contributions suivantes en francs or : Groupe I : 1,570,352 ; Groupe II : 1,256,281 ; Groupe III : 942,211 ; Groupe IV : 628,142 ; Groupe V : 314,070 ; Groupe VI : 188,442 ; Groupe VII : 62,814.

Action du Conseil.

Le Conseil a été saisi du rapport de la Commission le 17 juin. Il a décidé que ce rapport serait communiqué à tous les Membres de la Société et soumis à l'examen de l'Assemblée en septembre 1921. Il fut entendu que, comme il était impossible d'étudier le rapport en détail, les membres du Conseil réservaient toute liberté d'action pour les délégués de leur pays à l'Assemblée, à l'égard des propositions que contenait le rapport.

Question de procédure.

Le Conseil décida en même temps que, la question d'un amendement à l'article VI du Pacte ayant été également examinée par la Commission des amendements au Pacte (pages 65 et 66), il y avait lieu de faire préparer par la Section juridique du Secrétariat un court exposé de la situation et de le communiquer aux Membres de la Société.

La Section juridique du Secrétariat propose, dans son memorandum, que la procédure par voie d'amendement au Pacte devant entraîner nécessairement des délais, l'Assemblée, par une résolution prise à l'unanimité, autorise le Secrétaire général à adopter le nouveau système de répartition provisoire. Cette résolution n'aurait pas juridiquement pour effet d'amender le Pacte, mais elle pourrait être considérée, si elle était adoptée à l'unanimité, comme un acquiescement général de la part des gouvernements au nouveau système, ou comme une déclaration d'indemnité permettant d'appliquer ce système immédiatement, sans crainte d'objections ultérieures.

Cette proposition constitue une application plus complète du principe de « *nemine contradicente* » proposé par la Commission de répartition.

GROUP VI comprises Bolivia, Finland, Haiti, Venezuela.

Each State in the group pays 5 units, or 127,291 gold francs.

GROUP VII comprises Albania, Austria, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Liberia, Luxemburg, Nicaragua, Panama, Paraguay, Salvador.

Each State in the group pays 2 units, or 50,917 gold francs.

The Assembly, in its recommendation of December 17th, 1920, instructed the Committee to place itself in communication with the authorities of the Universal Postal Union in order to bring into force, at the earliest possible date, the scheme of allocation which, with the approval of the Council, it might recommend. The Committee, in conversation with the Director of the Universal Postal Union, ascertained that the Union would be unable to obtain any amendment of its regulations within a shorter period than one year or eighteen months. The Director also gave the Committee to understand that the Universal Postal Union might not be disposed to ratify the proposed scheme of allocation owing to the alterations in the index system recommended by the Committee.

In these circumstances, the Committee arrived at the conclusion that the new scheme of allocation of expenses must be introduced by means of an amendment to Article 6 of the Covenant.

In the meantime, having regard to the difficulties and delays necessarily attendant upon any alteration of the Covenant, the Committee recommended that, pending such amendment, a provisional scheme of allocation should be adopted under which the index system of the Universal Postal Union would be retained for the purpose of fixing the contributions to be made by the seven groups (25, 20, etc.), while the seven groups would be constituted as suggested by the Committee. Such a rearrangement of States within the groups could, in the Committee's opinion, if effected by unanimous consent, not unreasonably be regarded as allowable under the existing provisions of the Covenant.

Under the provisional scheme, the Members in each of the seven groups would pay contributions in gold francs as follows:— Group I, 1,570,352; Group II, 1,256,281; Group III, 942,211; Group IV, 628,142; Group V, 314,070; Group VI, 188,442; and Group VII, 62,811.

Action taken by the Council.

The report of the Committee was before the Council on June 17th. The Council resolved that the report should be circulated to all the Members of the League, and submitted for consideration by the Assembly in September 1921. It was understood that, as the Council was unable to study the report in detail, the Members of the Council reserved complete freedom of action for the delegates of their countries at the Assembly with regard to the proposals contained in the report.

The Question of Procedure.

The Council at the same time decided that, as the question of an amendment to Article 6 of the Covenant had also been considered by the Committee on Amendments (pages 65 and 66), a short legal statement on the position should be prepared by the Legal Section of the Secretariat and circulated to the Members of the League.

The Legal Section of the Secretariat suggests in its memorandum that, since the procedure by means of an amendment to the Covenant necessarily involves delay, the Assembly might by a unanimous resolution authorise the Secretary-General to adopt the new system of allocation provisionally. This resolution would not legally have the effect of amending the Covenant, but, if passed with unanimous consent, it might be regarded as a general acquiescence on the part of the Governments, or in the nature of a "declaration of indemnity" by means of which the new system of allocation might be applied immediately without fear of subsequent objections.

This proposal is a more complete application of the principle of "nemine contradicente" proposed by the Allocations Committee.

La Section juridique suggère l'adoption de la procédure suivante :

- a) l'Assemblée sera priée d'adopter le nouveau système de répartition, à établir par une résolution spéciale ;
- b) un projet d'amendement au Pacte sera en même temps présenté et incorporé dans un protocole pour signature durant l'Assemblée par les représentants des Membres ;
- c) une clause spéciale sera soumise à l'Assemblée ; par cette clause, les représentants, au nom de leurs Gouvernements, autoriseront à l'unanimité l'application provisoire du nouveau système, en attendant l'introduction définitive d'un amendement au Pacte ;
- d) un protocole de signature sera présenté pour ratification aux Membres de la Société.

IV. COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LA PORTÉE DE L'ARTICLE 18 DU PACTE.

(ENREGISTREMENT DES TRAITÉS.)

Nomination de la Commission.

La première Assemblée a adopté, le 23 novembre 1920, la résolution suivante :

« L'Assemblée décide que le Conseil sera invité à confier l'examen de la portée juridique de l'article 18 du Pacte à une Commission spéciale qui lui présentera les propositions nécessaires. Le Conseil fera rapport sur la question à la prochaine Assemblée et la saisira des propositions de la Commission spéciale. »

Le 21 février 1921, le Conseil a nommé comme membres de cette Commission :

MM. Scialoja (*président*).
Bourquin.
Fernandes.
Fromageot.
Struycken.
Sir Cecil Hurst.

La Commission s'est réunie à Genève le 24 juin. M. Fernandes n'a pu assister à la séance et M. Fromageot a été représenté par M. Gout.

Conclusions de la Commission.

La Commission a craint que l'article 18, dans sa forme actuelle, n'arrive à produire des complications juridiques et que, en pratique, il ne soit de nature à empêcher le libre développement des accords internationaux. Elle n'a pas cru que, dans sa rédaction actuelle, l'article pût être appliqué d'une manière complète et précise.

La Commission s'est déclarée en faveur de la suppression, dans cet article, de la stipulation énonçant qu'aucun traité ou engagement international ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré par le Secrétariat. La Commission a reconnu, toutefois, que cette solution comporte des aspects politiques, sur lesquels elle n'a pas qualité pour se prononcer.

La Commission a proposé de modifier la première partie de l'article 18 de la façon suivante :

« Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société, devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible, sous réserve des décisions que l'Assemblée pourra prendre à l'unanimité. »

The procedure suggested by the Legal Section is as follows :

- (a) That the Assembly be asked to establish the new system of allocation by means of a special resolution.
- (b) That a draft amendment of the Covenant be simultaneously submitted embodied in a protocol to be signed during the Assembly by the representatives of its Members.
- (c) That a special clause be submitted to the Assembly by which the Representatives, in the name of their Governments, authorise unanimously the provisional application of the new system pending the definite adoption of an amendment to the Covenant.
- (d) That a protocol be submitted to the Members of the League for their ratification.

IV. COMMITTEE APPOINTED TO STUDY THE SCOPE OF ARTICLE 18 OF THE COVENANT.

(REGISTRATION OF TREATIES.)

Appointment of the Committee.

The First Assembly on November 23rd, 1920, adopted the following resolution :

“ The Assembly resolves that the Council be requested to entrust the examination of the scope of Article 18 of the Covenant from a legal point of view to a special committee which will prepare for the Council all relevant proposals. The Council will report on the question to the next Assembly, and place before it the proposals of the special committee.”

The Council, on February 21st, 1921, appointed as members of this Committee:

M. Scialoja (*Chairman*).
M. Bourquin.
M. Fernandes.
M. Fromageot.
M. Struycken.
Sir Cecil Hurst.

The Committee met at Geneva on June 24th. M. Fernandes was unable to attend, and M. Fromageot was represented by M. Gout.

Conclusions of the Committee.

The Committee fears that Article 18 in its present form is calculated to produce legal complications, and that, in practice, it may hamper the free development of international arrangements. It does not think that the Article, as at present worded, can be fully and strictly carried out in practice.

The Committee favours the excision from the Article of the provision that no treaty or international engagement shall be binding until it is registered with the Secretariat. The Committee recognises, however, that this solution involved political considerations on which it was not qualified to pronounce an opinion.

The Committee proposes to modify the first part of Article 18 to read as follows :

“ Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat, and shall as soon as possible be published by it, subject to such provisions as the Assembly may unanimously decide upon.”

La Commission a fait remarquer que la suppression de la seconde partie de l'article marquerait le retour pur et simple au projet de rédaction primitif, tel qu'il a été soumis à la Commission de la Société des Nations à la Conférence de la Paix. Elle a signalé que, dans le projet de rédaction primitif, le principe de l'enregistrement obligatoire avait été nettement spécifié, mais qu'aucune stipulation n'avait été établie en vue de sanctionner son application. L'objet fondamental de cet article était de supprimer les traités secrets et d'assurer la publicité des accords internationaux.

La Commission a fait remarquer, en discutant cette question de publicité, que l'article 18 qui s'applique aux accords financiers ou aux conventions techniques les moins considérables aussi bien qu'aux traités et aux alliances les plus importantes, ne tient pas compte du fait que la publicité donnée à ces traités ou accords peut être de nature à rendre certaines clauses d'un traité inapplicables ou même dangereuses pour les relations ou le crédit international de l'un des Etats contractants.

La Commission a soumis un certain nombre de dispositions à l'Assemblée, en vue de définir la procédure et les principes à appliquer dans l'enregistrement des traités par le Secrétariat. La Commission a proposé que, au cas où l'Assemblée déciderait de supprimer la seconde phrase de l'article 18, la clause suivante soit insérée dans ces dispositions :

« Aucun traité, convention ou accord d'une nature quelconque, et quelles que soient les Hautes Parties Contractantes, ne pourra être invoqué devant le Conseil, devant l'Assemblée, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant toute autre organisation placée sous l'autorité de la Société, à moins qu'il n'ait été dûment enregistré au préalable. »

V. COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAFIC DE L'OPIUM.

Nomination de la Commission.

La première Assemblée, par une résolution adoptée le 15 décembre, a décidé que le Conseil nommerait une Commission consultative qui, trois mois avant l'ouverture de chaque session de l'Assemblée, présentera au Conseil, afin qu'il le soumette à l'Assemblée, un rapport sur tous les sujets relatifs à l'exécution des accords concernant le trafic de l'opium et autres drogues dangereuses. La Commission doit comprendre des représentants des pays les plus spécialement intéressés, en particulier des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Inde, du Japon, de la Chine, du Siam et du Portugal. Le Conseil est autorisé, s'il le juge nécessaire, à adjoindre à la Commission, en qualité d'assesseurs, trois personnes au plus, ayant une connaissance spéciale du sujet, mais ne représentant pas les Gouvernements.

La mission de contrôler l'exécution des arrangements conclus au sujet du trafic de l'opium et autres drogues dangereuses incombe à la Société des Nations aux termes de l'article 23 du Pacte. Jusqu'à présent, les charges administratives résultant de la Convention de l'opium, retombaient en grande partie sur le Gouvernement des Pays-Bas, qui, d'après cette convention, était chargé de recueillir les données relatives à ce trafic et de régler les différends qui pouvaient en résulter. L'Assemblée, d'accord avec le Gouvernement des Pays-Bas, a décidé que, désormais, le Secrétariat de la Société des Nations serait chargé de recueillir les renseignements sur les dispositions prises dans les divers pays pour appliquer la convention de l'opium, ainsi que sur la production, la répartition et la consommation de ces drogues. L'Assemblée a décidé que le Gouvernement des Pays-Bas serait prié de solliciter la collaboration de ceux des signataires de la Convention de l'opium qui n'étaient pas encore Membres de la Société. Une invitation spéciale serait adressée aux Etats-Unis d'Amérique, pour les prier de siéger à la Commission consultative avec les représentants des pays les plus spécialement intéressés.

Le 21 février, le Conseil a décidé que la Commission consultative serait composée d'un représentant de chacun des pays suivants : Pays-Bas, Grande-Bretagne, France, Inde, Japon, Chine, Siam et Portugal ; il a nommé comme assesseurs, pour une période de deux ans à dater de leur nomination, Sir John Jordan, M. Henri

The Committee points out that the excision of the second portion of the Article would be a return to the original draft as submitted to the League of Nations Commission of the Peace Conference. It draws attention to the fact that in the original draft of the Article the principle of compulsory registration was clearly laid down, but that no provision was made for any special sanction for its observance. The fundamental aim of the Article was to suppress secret treaties, and to secure publicity for international engagements.

The Committee points out, in discussing the question of publicity, that Article 18, which applies equally to the most unimportant financial agreement or technical convention as well as to the most important treaty or alliance, takes no account of the fact that publicity may be likely to render certain clauses of a treaty ineffective or may even be dangerous for the international relations or credit of one of the contracting States.

The Committee presents a number of regulations for the consideration of the Assembly intended to define the procedure and principles to be followed in the registration of treaties with the Secretariat. The Committee suggests that, if the Assembly should decide to omit the second sentence of Article 18, the following clause might be inserted in these regulations :

“ No treaty, convention, or agreement of whatever nature, and whoever may be the High Contracting Parties, may be invoked before the Council or the Assembly or before the Permanent Court of International Justice, or before any other organisation under the authority of the League, unless it has been previously registered. ”

V. THE ADVISORY COMMITTEE ON THE TRAFFIC IN OPIUM.

Appointment of the Committee.

The first Assembly, by a resolution adopted on December 15th, decided that an advisory committee should be appointed by the Council, which “three months before the beginning of every session of the Assembly, should present to the Council for submission to the Assembly a report on all matters regarding the execution of arrangements with regard to the traffic in opium and other dangerous drugs.” The Committee was to include representatives of the countries chiefly concerned, in particular the Netherlands, Great Britain, France, India, Japan, China, Siam and Portugal, and the Council was authorised, if necessary, to add as assessors to the Committee not more than three persons having special knowledge of the question who were not representatives of Governments.

The duty of supervising the execution of arrangements with regard to the traffic in opium and other dangerous drugs is imposed on the League by Article 23 of the Covenant. Hitherto the administrative duties arising out of the Opium Convention had to a large extent been performed by the Netherlands Government, which, under the Opium Convention, was entrusted with the collection of data concerning the traffic and with the regulation of disputes. The Assembly decided, with the concurrence of the Netherlands Government, that the Secretariat of the League should henceforth be entrusted with the duty of collecting information as to the arrangements made in the various countries for carrying out the Opium Convention, and as to the production, distribution and consumption of the drugs. The Assembly resolved that the Netherlands Government should be requested to invite the co-operation of the signatories of the Opium Convention which were not yet Members of the League, and it was decided that a special invitation should be addressed to the United States of America to sit on the Advisory Committee, together with the representatives of the countries specially concerned.

The Council on February 21st decided that the Advisory Committee should consist of one representative from the Netherlands, Great Britain, France, India, Japan, China, Siam and Portugal respectively, and appointed as assessors to the Committee, for a period of two years from the date of appointment, Sir John

Brenier et Mrs. Hamilton Wright. La Commission a été priée de se réunir au commencement de mai et de présenter son rapport au Conseil le 1^{er} juin 1921, au plus tard.

La Commission s'est réunie à Genève du 2 au 5 mai.

Les représentants des Gouvernements à la Commission ont été :

M.	W. G. van Wettum (<i>président</i>),	Pays-Bas.
Sir	Malcolm Delevingne,	Grande-Bretagne.
M.	Kahn,	France.
Mr.	J. Campbell,	Inde.
M.	A. Ariyoshi,	Japon.
M.	Tang Tsai-Fou,	Chine.
Le	Prince Charoon,	Siam.
M.	M. Ferreira,	Portugal.

Travaux de la Commission.

La Commission a recommandé l'envoi aux Gouvernements d'un questionnaire ayant pour objet de recueillir les renseignements relatifs à l'application de la Convention de l'opium. Ce questionnaire a été adressé à tous les Gouvernements.

La Commission a décidé qu'avant de présenter au Conseil un rapport qui serait soumis à l'Assemblée, selon la procédure suggérée par la résolution de celle-ci, il vaudrait mieux attendre les réponses des Gouvernements, afin de pouvoir examiner la situation dans son ensemble. La Commission a proposé, en conséquence, de se réunir à nouveau au début de 1922 ; tous les renseignements nécessaires auront probablement été reçus à cette date par le Secrétaire général et permettront de préparer un rapport complet pour la troisième Assemblée.

En attendant, la Commission a présenté au Conseil un rapport préliminaire contenant un certain nombre de recommandations destinées à obtenir une application plus complète de la Convention de l'opium et des moyens d'information plus détaillés sur le trafic.

Action du Conseil.

Le Conseil a examiné ces recommandations le 28 juin et a adopté les résolutions suivantes :

1^o Que les Etats Membres de la Société, qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention internationale de l'opium, soient invités à le faire le plus tôt possible.

2^o Que le Gouvernement des Pays-Bas soit invité à continuer ses efforts en vue d'obtenir la ratification de la Convention internationale sur l'opium par les Etats qui ne sont pas Membres de la Société.

3^o Que la Commission provisoire d'Hygiène de la Société ou toute autre organisation similaire soit invitée à procéder à une enquête, afin de déterminer les quantités moyennes de drogues mentionnées au chapitre III de la Convention internationale de l'opium, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les différents pays.

4^o Que les Gouvernements parties à la Convention soient invités à adopter la procédure suivante, en vue de remplir les obligations résultant des articles III et V et de l'article XIII de la Convention internationale de l'opium :

« Toute demande d'exportation faite par un importateur pour la fourniture de l'un quelconque des produits auxquels s'applique la Convention, devra être accompagnée d'un certificat du Gouvernement du pays importateur, déclarant que l'importation de la quantité mentionnée est approuvée par le Gouvernement et qu'elle est nécessaire pour des besoins légitimes.

» Dans le cas de drogues visées au chapitre III de la Convention, le certificat spécifiera expressément qu'elles sont uniquement destinées à des usages médicaux ou scientifiques. »

Jordan, M. Henri Brenier and Mrs. Hamilton Wright. The Committee was requested to meet at the beginning of May and to present its report to the Council not later than June 1st, 1921.

The Committee met at Geneva from the 2nd to the 5th May.

The Government representatives on the Committee were :

M. W. G. van Wettum (<i>Chairman</i>),	Netherlands.
Sir Malcolm Delevingne,	Great Britain.
M. Kahn,	France.
Mr. J. Campbell,	India.
M. A. Ariyoshi,	Japan.
M. Tang Tsai-Fou,	China.
The Prince Charoon,	Siam.
M. M. Ferreira,	Portugal.

The Work of the Committee.

The Committee adopted a questionnaire to be addressed to the Governments for the collection of information concerning the execution of the Opium Convention. This questionnaire has since been addressed to the Governments of all countries.

The Committee decided that, before presenting a report to the Council for submission to the Assembly, as suggested by the Assembly resolution, it would be better to await the replies of the Governments in order that the situation might be reviewed as a whole. The Committee accordingly proposed to meet again early in 1922, when all the information would probably have been received by the Secretary-General, in order to prepare a full report for submission to the third Assembly.

Meanwhile, the Committee presented a preliminary report to the Council, containing a number of recommendations designed to secure a more complete execution of the Opium Convention and fuller information in regard to the traffic.

Action taken by the Council.

The Council considered these recommendations on June 28th and adopted the following resolutions :

(1) That States which are Members of the League and have not signed or ratified the International Opium Convention be invited to do so as soon as possible ;

(2) That the Netherlands Government be requested to continue its efforts to secure ratification of the International Opium Convention by those States which are not Members of the League.

(3) That the Provisional Health Committee of the League, or any other similar organisation, be asked to undertake an enquiry to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the International Opium Convention for medical and other legitimate purposes in different countries.

(4) That, in order to carry out the obligations under Articles 3 and 5 and under Article 13 of the International Opium Convention, the Governments, which are parties to the Convention, be invited to adopt the following procedure :

“ Every application for the export to an importer of a supply of any of the substances to which the Convention applies shall be accompanied by a certificate from the Government of the importing country that the import of the consignment in question is approved by that Government and is required for legitimate purposes.

“ In the case of drugs to which Chapter III of the Convention applies, the certificate shall state specifically that they are required solely for medicinal or scientific purposes. ”

5° Que l'attention des Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine soit particulièrement attirée sur les dispositions de l'article 15 de la Convention internationale de l'opium, en vue de faire prendre les mesures les plus efficaces pour réprimer la contrebande de l'opium et autres drogues dangereuses.

6° Que l'examen du cinquième vœu présenté par la Commission consultative soit ajourné.

7° Qu'étant donné l'intérêt témoigné par le monde entier à l'attitude de la Société à l'égard de la question de l'opium et le désir universel de limiter la production de l'opium aux besoins strictement médicaux et scientifiques, la Commission consultative du Trafic de l'Opium soit invitée à étudier, au cours de sa prochaine session, la possibilité de procéder à une enquête, afin de déterminer la quantité moyenne d'opium brut et préparé spécifiée aux chapitres I et II de la Convention pour les besoins médicaux et scientifiques dans les différents pays. La Commission présentera un rapport sur les résultats de cette enquête.

VI. CONFÉRENCE SUR LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Préparation de la Conférence sur la traite des femmes et des enfants.

L'Assemblée, dans une résolution votée le 15 décembre 1920, a décidé que le Secrétariat de la Société des Nations devrait établir et envoyer à tous les Gouvernements un questionnaire en vue de savoir quelles mesures législatives ils avaient prises, pour lutter contre la traite des femmes et des enfants, et quelles nouvelles mesures ils se proposaient de prendre à l'avenir. L'Assemblée décida, en outre :

1° d'inviter immédiatement les Gouvernements signataires des Conventions de 1904 et de 1910 à mettre en vigueur lesdites conventions ; et

2° d'inviter les Gouvernements à envoyer des représentants à une conférence internationale, qui devrait se réunir avant la prochaine Assemblée.

Cette conférence devrait collationner les réponses au questionnaire et s'efforcer de provoquer une entente entre les divers Gouvernements, en vue d'une action concertée à l'avenir.

Le Conseil, dans sa séance du 22 février 1921, à Paris, prit acte de l'envoi, par le Secrétaire général, du questionnaire mentionné dans la résolution précitée et de l'arrivée probable des réponses avant la fin de juin. Il demanda au Secrétaire général d'inviter les pays qui avaient ratifié les Conventions de 1904 et de 1910, ainsi que les autres Gouvernements désireux d'y prendre part, à se faire représenter à la Conférence internationale prévue pour la dernière semaine de juin à Genève.

La Conférence se réunit le 30 juin ; elle comprenait des délégués de trente-quatre pays.

Conclusions auxquelles a abouti la Conférence.

La Conférence a étudié, avec le plus grand soin, les réponses au questionnaire, reçues par le Secrétaire général. Elle trouva que tous les États signataires avaient rempli avec exactitude les obligations qui leur incombaient, en vertu des Conventions de 1904 et de 1910, et prit acte du désir des États non signataires de mettre, s'ils ne l'avaient pas encore fait, leur législation en harmonie avec les principes de ces Conventions.

Voici le résumé des principales résolutions et recommandations votées par la Conférence :

1° La Conférence recommande au Conseil de la Société d'inviter, de la façon la plus pressante, tous les Membres de la Société et les autres États qui

(5) That the special attention of the Contracting Powers having treaties with China be invited to the provisions of Article 15 of the International Opium Convention, so that the most effective steps possible should be taken to prevent the contraband trade in opium and other dangerous drugs.

(6) That consideration of the fifth recommendation of the Advisory Committee on Traffic in Opium be deferred.

(7) That in view of the world-wide interest in the attitude of the League towards the Opium question and of the general desire to reduce and restrict the production of opium to strictly medicinal and scientific purposes, the Advisory Committee on Traffic in Opium be requested to consider and report, at its next meeting, on the possibility of instituting an enquiry to determine approximately the average requirements of raw and prepared opium specified in Chapters I and II of the Convention for medicinal and scientific purposes in different countries.

VI. THE CONFERENCE ON THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

Preparations for the Conference on the Traffic in Women and Children.

The Assembly, by a resolution adopted on December 15th, 1920, decided that the Secretariat of the League of Nations should draft and forward to all Governments a questionnaire enquiring what legislative measures had been taken by them to combat the traffic in women and children, and what additional measures they were proposing to take in the future. The Assembly further resolved :

(1) that the Governments which had signed the Conventions of 1904 and 1910 concerning the traffic should at once be urged to execute these conventions ; and

(2) that the Governments should be invited to send representatives to an international conference to be held before the next Assembly.

It was proposed that this conference should co-ordinate the replies to the questionnaire, and endeavour to secure a common understanding between the various Governments with a view to future united action.

The Council, at its meeting held in Paris on February 22nd, 1921, noted that the Secretary-General had already despatched the questionnaire mentioned in the above resolution, and that the replies would probably be available by the end of June. It decided to instruct the Secretary-General to invite the countries adherent to the Conventions of 1904 and 1910, and any other Governments willing to take part, to send representatives to an international conference to be held in Geneva during the last week in June.

The Conference met on June 30th. It comprised delegates from thirty-four countries.

Conclusions of the Conference.

The Conference carefully considered the replies to the questionnaire which had been received by the Secretary-General. It concluded that all the contracting States had carried out very exactly the obligations imposed upon them by the Conventions of 1904 and 1910, and noted that the States which were not adherent to these Conventions had brought, or were intending to bring, their legislation into conformity with the principles of these Conventions.

The following is a summary of the principal resolutions and recommendations adopted by the Conference :

(1) The Council of the League is recommended to urge upon all Members of the League and other States which have not yet ratified the

n'ont pas encore ratifié les Conventions de 1904 et de 1910, à donner leur ratification à ces actes en leur propre nom et au nom de leurs colonies et dépendances.

2° Elle recommande au Conseil de prier les Gouvernements d'adopter des prescriptions législatives permettant de punir non seulement le délit de proxénétisme, mais également toute tentative ou tout acte préparatoire, et il est recommandé d'élever l'âge minimum du consentement de 20 à 21 ans.

3° La Conférence recommande aux Etats de prendre toutes les mesures en leur pouvoir en vue de l'extradition des personnes poursuivies pour les infractions susdites mentionnées dans les conventions.

4° La Conférence recommande aux Etats d'adopter certaines mesures de précaution, afin d'assurer la protection des femmes émigrantes ou immigrantes, ou voyageant seules, et d'établir des licences et un contrôle spéciaux des agences de placement.

5° La Conférence recommande au Conseil d'inviter tous les Etats Membres de la Société et tous les Etats signataires des Conventions à fournir un rapport annuel sur les mesures prises pour combattre la traite.

6° La Conférence recommande de créer une Commission consultative, composée de cinq ou six délégués des Etats, et de trois à quatre assesseurs, chargée de fournir au Conseil des avis sur le contrôle de tous les accords se rapportant à la traite des femmes et des enfants. Elle propose de laisser au Conseil le soin de désigner les membres de cette Commission, mais en recommandant qu'un de ces membres soit délégué par le Gouvernement français, qui a assumé certaines obligations spéciales, d'après les Conventions de 1904 et de 1910. Elle propose, en outre, que les assesseurs représentent l'Office international pour la suppression de la traite, une Organisation internationale féminine, l'Association juive pour la protection de la jeune fille, l'Association catholique internationale pour la protection de la jeune fille, et la Fédération des unions nationales pour la protection de la jeune fille.

Elle propose également que la Commission consultative soit réunie sur la demande du Conseil et que les Gouvernements supportent les dépenses de leurs délégués. La Commission restera en relations, grâce aux assesseurs, avec les organisations nationales et internationales et pourra ainsi assurer la coordination de tous les efforts officiels ou privés pour supprimer la traite.

7° La Conférence demande au Conseil de prier la Société d'intervenir, afin d'empêcher la déportation des femmes et des enfants dans un but politique ou militaire, pratique contraire aux principes d'humanité.

VII. ARMEMENTS.

a) *Constitution d'une Commission temporaire pour la réduction des armements.*

La Sous-Commission de la Commission N° 6 de la première Assemblée de la Société des Nations, chargée d'étudier la question du désarmement, a donné à ses propositions la forme de trois résolutions, votées par l'Assemblée le 14 décembre 1920.

La troisième de ces résolutions invite le Conseil :

« A charger, à titre temporaire, une Commission composée de personnalités possédant la compétence voulue en matière politique, sociale et économique, de préparer, pour soumission au Conseil dans un avenir prochain, toutes études et propositions sur la question de la réduction des armements prévue à l'article 8 du Pacte. »

Le Conseil de la Société des Nations a examiné la question au cours de sa douzième session, et a voté, le 25 février, les résolutions suivantes :

« Il sera créé, à titre temporaire, une Commission chargée de soumettre au Conseil, dans un avenir prochain, toutes études et propositions sur la

Conventions of 1904 and 1910 to ratify these instruments without delay and to notify their adherence also on behalf of their colonies and dependencies.

(2) The Council is recommended to request the Governments to provide in their legislation for the punishment, not only of the offence of procurement, but also any attempt to commit, or any act preliminary to, such offences, and to raise the minimum age of consent from 20 to 21 years of age.

(3) The Conference recommends that States should take all measures within their power to extradite persons accused of offences under the Conventions.

(4) The Conference recommends that certain precautionary measures should be taken to protect emigrant or immigrant women and women travelling alone, and that there should be a special licensing and supervision of employment agencies.

(5) The Conference recommends that the Council should request all Members of the League and all States parties to the Conventions to supply it with an annual report on the measures taken to check the traffic.

(6) The Conference recommends that an Advisory Committee consisting of five or six representatives of States and of three to five assessors should be constituted to advise the Council on the general supervision of agreements with regard to the traffic in women and children. It proposes that the appointment of the members of this Committee should rest with the Council, but recommends that one of the members should be a representative of the French Government, which has assumed certain obligations under the Conventions of 1904 and 1910. It further proposes that the assessors should represent the International Office for the Suppression of the Traffic, a women's international organisation, the Jewish Association for the Protection of Girls, the International Catholic Association for the Protection of Girls and the Federation of National Unions for the Protection of Girls.

It is suggested that the Advisory Committee should meet at the request of the Council and that the expenses of the representatives should be borne by the Governments. This Committee would keep in touch through its assessors with the national and international organisations, and thus be enabled to ensure co-ordination in official and unofficial efforts to suppress the traffic.

(7) The Council requests the League to intervene in order to prevent the deportation of women and children for political and military purposes, which is contrary to the laws of humanity.

VII. ARMAMENTS.

(a) *Constitution of the Temporary Commission for the Reduction of Armaments.*

The views of the Sub-Committee of the Committee No. 6 of the first Assembly of the League of Nations, which dealt with the question of disarmament, were embodied in three resolutions which were adopted by the Assembly on December 14th, 1920.

The third of these resolutions invites the Council :

“ To instruct a temporary commission, composed of persons possessing the requisite competence in matters of a political, social and economic nature, to prepare for submission to the Council in the near future reports and proposals for the reduction of armaments as provided for by Article 8 of the Covenant. ”

The Council of the League of Nations considered the question at its twelfth session, and adopted, on February 25th, the following resolutions :

“ That a Temporary Commission shall be formed for the purpose of submitting to the Council in the near future all evidence and proposals

question de la réduction des armements prévue par l'article 8 du Pacte, en tenant compte des conditions préalables auxquelles l'Assemblée a subordonné la limitation définitive et générale des armements.

» Cette Commission comprendra :

» Six personnalités connues pour leur compétence en matière politique, sociale et économique ;

» Six membres de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, désignés par celle-ci ;

» Quatre membres de la Commission économique et financière provisoire ;

» Six membres du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, dont trois membres patrons et trois membres ouvriers¹ ;

» Le Secrétaire général est autorisé à constituer le Secrétariat civil de la Commission temporaire pour la durée de cette Commission, et la Section du Secrétariat qui comprendra les Secrétariats des deux Commissions. »

Conformément à ces résolutions, la Commission temporaire fut instituée et tint, à Paris, sa première session du 16 au 19 juillet.

Suivant la résolution du Conseil, le Secrétariat civil de la Commission temporaire, ainsi que le Secrétariat de la Commission permanente consultative, ont été placés sous la direction du professeur Bernardo Attolico, directeur de la Section du désarmement au Secrétariat permanent de la Société.

b) *Fabrication privée des munitions et du matériel de guerre.*

L'article 8 du Pacte soulève la question de la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre. L'article 9 désigne la Commission Militaire (C. P. C.) comme spécialement chargée de donner au Conseil, entre autres, son avis sur l'exécution des dispositions du dit article.

Le 14 décembre 1920, l'Assemblée invita le Conseil à étudier la question de la fabrication privée, ainsi que la question de savoir si le Bureau central international, prévu par la Convention sur le trafic des armes pourrait servir également à remédier aux inconvénients de la fabrication privée.

Le 23 février 1921, le Conseil décida que la Commission militaire (C. P. C.), conjointement avec la C. T. M. (Commission temporaire), étudierait la question telle qu'elle est posée par l'article 8 du Pacte et adresserait à ce sujet un rapport au Conseil.

La sous-Commission militaire de la Commission militaire (C. P. C.) a eu, le 25 février 1921, un échange de vues sur la question, dont voici les conclusions :

1^o Aucune action directe, autre que celle déjà prévue par les Traités de Paix, ne peut être entreprise à l'égard des Etats producteurs affectant le droit de leur industrie privée de produire du matériel de guerre.

2^o Aucune action ne peut empêcher les Etats non producteurs de devenir producteurs eux-mêmes, s'ils en ont la volonté et les moyens.

3^o Si, dans l'avenir, des mesures étaient envisagées pour diminuer la production en limitant l'exportation ou la vente de matériel de guerre, elles ne seraient susceptibles d'être acceptées par les Etats producteurs Membres de la Société que si tous les Etats non Membres de la Société étaient prêts à accepter les mêmes restrictions.

¹ Le groupe patronal du Conseil d'administration ayant refusé de choisir des représentants parmi ses membres, les représentants des patrons ont été désignés d'office par le Conseil.

connected with the question of the reduction of armaments contemplated by Article 8 of the Covenant, due consideration being paid to the pre-existing conditions upon which the Assembly has made the definite and general limitation of armaments dependent.

This Commission shall include :

“ Six persons of recognised competence in political, social and economic matters ;

“ Six members of the Permanent Advisory Commission for Naval, Military and Air Questions selected by the Commission ;

“ Four members of the Governing Body of the International Labour Office, of which three members shall be employers and three workmen representatives¹ ;

“ That the Secretary-General is authorised to form the civilian secretariat of the Temporary Commission for the duration of this Commission and the section of the Secretariat which shall include the secretariats of the two Commissions. ”

In conformity with these resolutions, the Temporary Commission was constituted, and held its first session in Paris from July 16th to 19th.

In accordance with the Council's resolution, the civilian secretariat of the Temporary Commission, together with the Secretariat of the Permanent Advisory Commission, have been placed under the charge of Prof. Bernardo Attolico, Director of the Disarmament Section of the Permanent Secretariat of the League.

(b) *Private Manufacture of Munitions and of War Material.*

Article 8 of the Covenant deals with the question of the private manufacture of munitions and of war material. Article 9 designates the Military Commission (P.A.C.) as specially constituted to advise the Council on the execution of the provisions, amongst others, of this Article.

On December 14th, 1920, the Assembly requested the Council to investigate the question of the private manufacture of munitions and of war material, and at the same time to consider whether the Central International Bureau contemplated by the Arms Traffic Convention could not also be utilised to obviate the evils arising from the private manufacture of arms.

On February 23rd, 1921, the Council decided that :

“ The Military Commission (P.A.C.) acting in conjunction with the Temporary Commission (T.M.C.) shall study the question as contemplated by Article 8 of the Covenant, and shall submit a report on the subject to the Council. ”

On February 25th, 1921, an exchange of views took place between the Members of the Military Sub-Commission of the Military Commission (P.A.C.). The following conclusions resulted :

1. No direct action, other than that already provided for by the Treaties of Peace, can be taken in the case of producing States against the right of their private factories to manufacture war material.

2. No action can be taken to prevent non-producing States from becoming producers if they have the will and the means.

3. If, at some future time, measures were contemplated to diminish production by limiting the exportation or sale of war material, these would be unlikely to be accepted by producing States Members of the League, unless non-Members were ready to accept similar limitations.

¹ As the employers' group in the Governing Body declined to select representatives from its own members, the employers' representatives have been nominated by the Council.

4^o Actuellement, la seule mesure dont on peut espérer une atténuation des fâcheux effets de la fabrication privée est l'application des clauses de la Convention de Saint-Germain, révélant par la publicité les quantités de matériel de guerre circulant entre Etats. Les résultats qui seront obtenus par l'application de cette Convention fourniront la meilleure indication sur les mesures qui pourraient être ultérieurement acceptables et efficaces¹.

Lors de sa cinquième session, la Commission militaire (C. P. C.) décida, avant de poursuivre ses travaux sur la question, d'attendre d'avoir reçu communication du programme d'études suivi par la C. T. M. (Commission temporaire).

c) *Trafic des armes et des munitions.*

Le Conseil de la Société (17 mai 1920) posa la question à la Commission militaire (C. P. C.) dans les termes suivants :

« La Commission militaire (C. P. C.) est requise de demander aux Gouvernements signataires de la Convention sur le trafic des armes et munitions, du 10 septembre 1919, et aux autres Membres de la Société, les informations nécessaires sur les exportations des armes et des munitions d'après les principes de l'article 23, § d, du Pacte et de la dite Convention, y compris son protocole final, et de soumettre au Conseil les propositions pour la formation d'un Office central international. »

A sa réunion d'août 1920, la Commission militaire (C. P. C.) pria le Secrétariat de demander aux Gouvernements signataires de la Convention de Saint-Germain et aux autres Membres de la Société les informations susmentionnées.

Les Gouvernements des pays suivants : Australie, Canada, Chine, Empire britannique, Grèce, Haïti, Hollande, Inde, Japon, Norvège, Siam, Suisse ont envoyé les informations désirées.

Le 27 octobre 1920, et sur l'avis de la Commission militaire (C. P. C.), le Conseil n'estima pas que l'on pût envisager utilement à l'heure actuelle la constitution du Bureau central international pour le trafic des armes et munitions, tant que la Convention de Saint-Germain ne serait pas en vigueur.

Ensuite, la question fit l'objet d'études de la part de l'Assemblée, du Conseil de la Société et du Secrétariat général.

Après avoir reçu un rapport de Sir Cecil Hurst, l'Assemblée proposa au Conseil de constituer sans retard le Bureau international de contrôle prévu par la Convention de Saint-Germain et l'invita à presser les Gouvernements de ratifier sans retard la Convention de Saint-Germain ou d'y adhérer.

En date du 8 mars 1921 et au nom du Conseil, le Secrétaire général rappela aux Membres de la Société le vœu de l'Assemblée relatif à la ratification de la Convention de Saint-Germain. Cette lettre fut adressée à tous les Etats signataires ou non de la Convention ; une réserve éventuelle y était contenue : au cas où un gouvernement le jugerait nécessaire, la ratification ne deviendrait effective qu'au moment où d'autres Puissances signataires auraient ratifié ladite Convention.

Ont répondu à cette lettre les Gouvernements suivants :

Belgique, Brésil, Chili, Chine, Finlande, France, Pays-Bas, Roumanie, Siam.

¹ La délégation belge a fait, en ce qui concerne la proposition 4, les remarques suivantes :

• La publicité préconisée ne produira aucun effet pour enrayer la fabrication et le trafic des armes. La délégation belge se demande s'il n'est pas possible d'arriver à un meilleur résultat par une entente des Etats Membres de la Société pour décréter des lois à l'effet d'enrayer ou de limiter cette fabrication et ce trafic. Cela ne peut présenter aucune difficulté au point de vue intérieur, attendu que des Etats, dans l'intérêt de l'humanité, n'ont pas hésité à atteindre des industries privées et, notamment, celles relatives à la fabrication et à la vente de l'alcool (Etats scandinaves, Belgique, Etats-Unis d'Amérique).

4. At the present moment, the only measure which may be expected to diminish the evil effects of private manufacture is that of applying the clauses of the Convention of Saint-Germain and thus ensuring the publication of the amount of war material passing between different countries. The results obtained by the execution of this Convention will be the best guide to ascertaining what further measures are possible and likely to prove effective¹.

The Military Commission, during its fifth session, decided to wait until it had been "informed of the programme of work adopted by the Temporary Commission" (T.M.C.) before proceeding further with its consideration of the question.

(c) *The Traffic in Arms and Ammunition.*

On May 17th, 1920, the Council of the League referred this question to the Military Commission (P.A.C.) in the following terms :

"The Military Commission (P.A.C.) is instructed to request the Governments signatories of the Arms Traffic Convention of September 10th, 1919, and other States Members of the League, to furnish all necessary information regarding the export of arms and munitions, in accordance with the principles laid down in Article 23, paragraph (d), of the Arms Traffic Convention, including the final protocol, and to submit to the Council proposals for the formation of a Central International Office."

The Commission, during its session held in August, 1920, instructed the Secretariat to request the signatory Governments of the Convention of Saint-Germain, and also other Members of the League, to supply the information mentioned above.

Replies furnishing the details asked for were subsequently received from the following Governments: Australia, British Empire, Canada, China, Greece, Haiti, Holland, India, Japan, Norway, Siam, Switzerland.

On October 27th, 1920, the Council adopted the opinion put forward by the Military Commission (P.A.C.) that "it does not consider that at the present time any useful purpose could be served by considering the constitution of a central International Office while the Convention of Saint-Germain is not in force."

Later, the question was considered by the Assembly, the Council and the Secretariat of the League.

The Assembly, having received a report by Sir Cecil Hurst on the Arms Traffic Convention, proposed to the Council that the Central International Office, contemplated by the Convention of Saint-Germain, should be established without delay, and also invited the Council to urge upon all Governments speedy ratification of, or adhesion to, the Convention.

On March 8th, 1921, the Secretary-General, on behalf of the Council, drew the attention of Members of the League to the Assembly Resolution in regard to the ratification of the Convention of Saint-Germain. This letter was addressed to all States, signatories and non-signatories of the Convention. It contained the suggestion that, should any Government consider it necessary, its ratification or adhesion might be accompanied by the reserve that it should not take effect until other Powers had also ratified.

Replies were received from the following Governments : Belgium, Brazil, Chile, China, Finland, France, Netherlands, Roumania, Siam.

¹ The Belgian Delegation made the following observations with regard to conclusion 4 :

"The publicity which it advocated would not produce any result so far as the restriction of the traffic in arms, and their manufacture, was concerned. The Belgian Delegation wondered if it would not be possible to attain better results by an agreement between the States Members of the League, to pass legislation with a view to reducing or limiting this industry and traffic. There could be no difficulty in doing this from a domestic point of view, seeing that some States had not hesitated, in the interests of humanity, to interfere with private industry — in particular, with industries concerned with the manufacture and sale of alcohol (Scandinavian countries, Belgium, United States)."

Les Etats dont les noms suivent ont ratifié la Convention de Saint-Germain :

Chili, 5 avril 1921.
Chine, 18 juin 1920.
Grèce, 14 juillet 1920.
Siam, 16 décembre 1919.

d) *Institution d'un Bureau international de contrôle du trafic des armes.*

A sa séance de Paris du 25 février 1921, le Conseil a adopté un rapport de M. Léon Bourgeois, qui contient les passages suivants :

« La Convention place le Bureau international, chargé de coordonner l'exécution de certaines de ces mesures, sous l'autorité de la Société des Nations. Il existe déjà, à Bruxelles, un bureau administré par le Gouvernement belge, qui remplit les mêmes fonctions en vue de l'application de la Convention du 2 juillet 1890. Jusqu'à ce que la nouvelle Convention ait été ratifiée et que ses résultats commencent à se manifester, il est difficile de préciser quelle sera l'importance de la tâche qui incombera au Bureau international de contrôle.

» Par mesure de prudence et d'économie, je propose au Conseil, pour le moment, d'utiliser l'organisme existant. Le Conseil demanderait au Gouvernement belge de bien vouloir continuer à s'occuper momentanément de cette tâche au nom de la Société des Nations. Le Bureau serait également chargé de l'application des mesures relatives au commerce des armes, qui seraient prises ultérieurement, si le Conseil jugeait utile de lui confier cette mission.

» Si le Gouvernement belge accueillait cette demande et maintenait en activité le Bureau existant, celui-ci pourrait être invité à adresser, tous les trois mois, un rapport circonstancié à la Commission consultative permanente, à Genève, puisque nous l'avons déjà saisi de cette question par la résolution de Rome. Le rapport serait publié par la Commission avec tous commentaires utiles.

» Les dépenses du bureau demeureraient, aux termes de cet accord, à la charge du Gouvernement belge, celui-ci restant libre de faire transférer le bureau, à sa convenance, au siège de la Société des Nations... »

Le Secrétaire général, ayant notifié cette décision du Conseil au Gouvernement belge, reçut en réponse deux communications du Ministre belge des Affaires étrangères. Dans la première, le Gouvernement belge acceptait en principe que le bureau de Bruxelles se chargeât de la tâche que le Conseil désirait lui confier, à la condition qu'il n'y eût aucune modification dans la méthode prévue à l'article 85 de l'Acte de Bruxelles pour répartir les dépenses du bureau parmi les Puissances intéressées. Dans la seconde communication, de nouveaux points importants étaient soulevés.

Ces deux communications demandèrent un nouvel examen de la question, le 18 juillet, par la première sous-Commission de la Commission temporaire, qui décida de remettre ses discussions sur le Bureau de contrôle jusqu'après ratification de la Convention de Saint-Germain.

e) *Droit d'investigation.*

Dans son rapport du 19 mai 1920, M. Léon Bourgeois, rapporteur au Conseil, soumit la question à l'étude de la Commission militaire (C. P. C.).

« L'Allemagne, par l'article 213 du Traité, s'est engagée à se prêter à toute investigation que le Conseil de la Société des Nations, votant à la majorité, jugerait nécessaire, concernant le maintien de la réglementation militaire qui lui est imposée par le Traité. Là encore, il faut que la Commission technique ait été organisée à l'avance pour pouvoir intervenir utilement, s'il était jugé nécessaire. »

A sa réunion de Bruxelles (octobre 1920), la Commission militaire (C. P. C.) étudia la question, non seulement en ce qui concerne l'Allemagne, mais aussi en relation avec les traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon, et fixa la constitution et la composition de l'organisme à mettre à la disposition du Conseil de la

The following States have ratified the Convention of Saint-Germain :

Chile, April 5th, 1921.
China, June 18th, 1920.
Greece, July 14th, 1920.
Siam, December 16th, 1919.

(d) *The Establishment of a Central International Office for the Traffic in Arms.*

At its meeting at Paris on February 25th, 1921, the Council adopted a report by M. Léon Bourgeois, in which the following passages occurred :

“ The Convention places the International Office, which is instructed to co-operate in the carrying out of certain of these measures under the authority of the League of Nations. There exists at Brussels an Office administered by the Belgian Government which carries out the same duties with regard to the application of the Convention of July 2nd, 1890. Until the new Convention has been ratified, and until its results become apparent, it is difficult to indicate with any precision the importance of the duties which will fall to the International Office of Control.

“ For reasons of prudence and economy, I would propose to the Council for the moment to make use of the organisation already in existence. The Council might ask the Belgian Government to be so good as to continue, for the moment, to perform these duties on behalf of the League of Nations. The Office might also be entrusted with the application of measures relative to the traffic in arms subsequently to be taken if the Council thought well to entrust it with this task.

“ If the Belgian Government acceded to this request, and continued the activities of the existing office, the latter might be asked to send every three months to Geneva a detailed report to the Permanent Advisory Commission (P.A.C.), since by the Rome Resolution, we have already referred this matter to it. The Report would be published by the Commission with any appropriate comments.

“ The expenses of the Office would, under the terms of this arrangement, continue to be borne by the Belgian Government, though the latter would be free, at its convenience, to transfer the Office to the seat of the League of Nations. ”

The Secretary-General notified this decision of the Council to the Belgian Government and received in reply two communications from the Belgian Minister for Foreign Affairs. In the first communication the Belgian Government agreed in principle that the Office at Brussels should undertake the work which the Council proposed to entrust to it, on the understanding that there would be no modification of the system provided in Article 85 of the Act of Brussels for the allocation of the expenses of the Office among the Powers concerned. The second communication raised new and important points.

In view of these communications, the question was again considered by the first Sub-Committee of the Temporary Commission on July 18, which decided to postpone its discussion on the central office until after the ratification of the Convention of Saint-Germain.

(e) *The Right of Investigation.*

M. Bourgeois, rapporteur to the Council, in his report of May 19th, 1920, referred the question for study to the Military Commission (P.A.C.).

“ . . . Under Article 213 of the Treaty, Germany has undertaken to give every facility for any investigation which the Council of the League of Nations, acting, if need be, by a majority, may consider necessary, with regard to carrying out the military regulations imposed by the Treaty. There, again, it is important that the Technical Commission should be organised beforehand, so as to be able to intervene effectively, should it be considered necessary to do so. ”

During its session in Brussels (October, 1920), the Military Commission (P.A.C.) studied the question, not only in its relation to Germany, but also in regard to the Treaties of Saint-Germain, Neuilly and Trianon, and decided on the constitution and composition of the organisation to be placed at the disposal of

Société des Nations pour exercer le droit d'investigation. A sa réunion de Genève (décembre 1920), la Commission militaire (C. P. C.) décida que : « Lorsque le Conseil charge la Commission militaire (C. P. C.) de procéder à une investigation, la Commission militaire (C. P. C.) désigne, parmi ses membres, une Commission composée d'un délégué (ou son représentant) de chaque nationalité représentée à la Commission militaire (C. P. C.). Ces délégués s'adjoignent des experts qualifiés. » Le Conseil se rallie à cette opinion.

En date du 8 mars 1921, le Secrétaire général de la Conférence des Ambassadeurs fit connaître au Secrétariat de la Société des Nations que, à l'expiration de leur mandat, les Commissions de contrôle fourniraient à la Commission militaire un « Rapport de fin d'opérations » visant les points suivants :

- 1^o Historique du fonctionnement des Commissions de contrôle ;
- 2^o Situation militaire et aéronautique de la Puissance ex-ennemie au moment de la fin des opérations de contrôle ;
- 3^o Points sur lesquels le Traité n'a pas été exécuté ; et
- 4^o Situation du matériel livré aux alliés.

A ce sujet, la Commission militaire (C. P. C.) envoya au Conseil un avis, dont les conclusions furent adoptées, en date du 27 juin 1921, et dont voici le résumé :

- 1^o Qu'il lui soit fourni, outre le rapport de fin d'opérations des Commissions de contrôle, copie de différents documents relatifs à la question ;
- 2^o Que le Conseil prenne à l'avance toutes mesures financières permettant un départ rapide des commissions d'investigation ;
- 3^o Que les différents Gouvernements tiennent préparées à l'avance leurs listes d'experts.

A la suite de cet avis, le Conseil, en date du 27 juin 1921, posa le principe que les dispositions financières, visées au § 2, devraient être étudiées par la Commission militaire (C. P. C.) avec le concours éventuel du Secrétariat de la Société des Nations et de la Commission économique et financière.

f) *Contrôle mutuel.*

- 1^o Echange de renseignements entre les Membres de la Société.
- 2^o Vérification mutuelle des renseignements prévue par l'article 8 du Pacte.

1^o *Echange de renseignements entre les Membres de la Société.* — La Commission militaire prit l'échange de renseignements, prévu à l'article 8 du Pacte, comme base de ses travaux sur la question générale du désarmement. Ces renseignements comprennent l'échelle des armements, les programmes militaires, navals et aériens et les conditions de celles des industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

Dans sa réunion de Genève, la Commission adopta des modèles d'états de renseignements à envoyer aux différentes Puissances, lorsque le Conseil le jugerait utile.

L'envoi au Conseil de ces modèles fut accompagné des considérations suivantes :

« La Commission militaire (C. P. C.) ne pense pas que la réduction des armements puisse être utilement envisagée et effectivement assurée dans l'état actuel du monde et avec la composition actuelle de la Société des Nations.

» Cette réduction dépend, en effet :

- » 1. de l'exécution intégrale des clauses militaires, navales et aériennes des Traités de Paix ;
- » 2. du maintien de cette exécution par les investigations prévues par les Traités de Paix ;

the Council of the League of Nations for the exercise of the right of investigation. At its session held in Geneva (December, 1920), the Military Commission (P.A.C.) decided that "at such time as the Council shall direct the Military Commission (P.A.C.) to proceed to an investigation, the Commission shall appoint from among its members a Commission composed of one Delegate (or his representative) of each of the States represented on the Military Commission (P.A.C.). To these Delegates shall be attached a number of experts." This opinion was adopted by the Council.

On March 8th, 1921, the Secretary-General of the Conference of Ambassadors informed the Secretariat of the League of Nations that the Commissions of Control, on the conclusion of their task, would hand over to the Military Commission a final report which would give :

- (1) an account of the work of the Commissions of Control ;
- (2) the position of the ex-enemy Power with regard to military and air forces at the termination of the work of the Control ;
- (3) points in regard to which the Treaty had not been entirely carried out; and
- (4) the amount of material in excess handed over to the Allied Governments.

The Military Commission (P.A.C.) furnished an opinion to the Council on this subject, the conclusions of which were adopted by the latter on June 27th, 1921. These conclusions may be summarised as follows :

- (1) That it is desirable to accept, in addition to the Final Report of the Commissions of Control, copies of various documents bearing on the subject ;
- (2) That the Council should consider the financial measures to be taken to permit the Commission of Investigation to begin its duties without delay ;
- (3) That the list of experts should be drawn up, in advance, by the respective Governments.

Following on this opinion, the Council, on June 27th, 1921, decided that the question of financial arrangements, alluded to in paragraph 2, should be studied by the Military Commission (P.A.C.), with the assistance, if necessary, of the Secretariat of the League of Nations and of the Financial and Economic Committee.

(f) *Mutual Control.*

1. *Interchange of Information between Members of the League.*
2. *Mutual Verification of Information provided for by Article 8 of the Covenant.*

(1) *Interchange of Information between Members of the League.*— The Military Commission took as a basis for its work on the general question of disarmament, the interchange of information respecting the scale of armaments, military, naval and air programmes, and the condition of such industries as are adaptable to warlike purposes, referred to in the last paragraph of Article 8 of the Covenant.

During its session in Geneva, the Commission adopted questionnaires for despatch to the various Powers, whenever the Council should decide to do so.

The following considerations were presented with the questionnaires :

" The Military Commission (P.A.C.) does not consider that a reduction of armaments can be profitably considered and effectively ensured in the present state of the world and having regard to the actual composition of the League of Nations.

" This reduction actually depends :

- " (1) upon the entire execution of the military, naval and air clauses of the Treaties of Peace ;
- " (2) upon the maintenance of such execution by means of the investigations provided for in the Treaties of Peace ;

» 3. de l'organisation pratique et rapide d'une action commune de la part de la Société des Nations.

» Jusque-là, la Commission militaire (C. P. C.) ne peut que préparer la réduction des armements par les renseignements dont elle s'entourera et qui seront demandés aux différents Etats.

» Il y a lieu, d'ailleurs, de remarquer que ces renseignements ne seront volontairement donnés par les Etats intéressés, qu'autant que toutes les grandes Puissances feront partie de la Société des Nations. »

Le Conseil adopta l'avis suivant de la Commission pendant sa session de Genève :

« La Commission militaire (C. P. C.) estime que les raisons qui avaient conduit le Conseil à juger, en décembre 1920, que ce moment de l'envoi du questionnaire n'était pas venu, persistent aujourd'hui — particulièrement le fait que toutes les Grandes Puissances ne font pas encore partie de la Société des Nations — et que l'état d'équilibre de paix n'est pas encore réalisé dans le monde. »

2^o *Vérification mutuelle.* — A la suite du rapport de M. Léon Bourgeois, sur les résolutions de l'Assemblée, rapport adopté par le Conseil le 24 février 1921, celui-ci décida « de charger la Commission militaire (C. P. C.) d'étudier les procédés qui pourraient être adoptés pour la vérification mutuelle des renseignements prévus par l'article 8 du Pacte, dans l'hypothèse où cette vérification pourrait être admise à la suite d'un amendement au Pacte ».

La Commission militaire (C. P. C.) adopta à cet égard (février 1921) l'avis suivant :

« D'après l'article 8 du Pacte, les Membres de la Société des Nations s'engagent à échanger de la manière la plus franche et la plus complète tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires et navals. Dans ces conditions, il paraît inutile et inopérant de constituer un nouveau contrôle des nations déjà signataires de cette déclaration. Si la bonne foi d'un pareil échange de renseignements peut être suspectée, n'en serait-il pas de même pour ceux que fournirait cet organisme de contrôle ? Chaque nation étant souveraine sur son propre territoire, les investigations qui y seraient faites seraient dirigées par elle ; on pourrait donc en suspecter la bonne foi tout autant que celle de ses propres déclarations. »

Le Conseil estima que l'avis de la Commission militaire (C. P. C.) ne saurait trancher définitivement la question soumise à la Commission temporaire (C. T. M.) et examinée par la deuxième sous-Commission de la Commission temporaire le 18 juillet. Celle-ci décida de demander aux membres de la Commission temporaire de soumettre à la Commission plénière, lors de sa prochaine réunion, des projets d'amendements à l'article 8 du Pacte.

g) *Limitation des budgets militaires.*

Le 14 décembre 1920, l'Assemblée émit le vœu suivant :

« Le Conseil soumettra à l'examen des Gouvernements la proposition d'accepter l'engagement de ne pas dépasser, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice, le chiffre global des dépenses militaires, navales et aériennes de cet exercice, sous réserve qu'il sera tenu compte :

- » 1^o de toute contribution d'effectifs, de matériel de guerre, d'argent, recommandée par la Société des Nations pour l'exécution des obligations prévues à l'article 16 du Pacte ou dans les Traités enregistrés par la Société ;
- » 2. de toute situation exceptionnelle qui sera signalée au Conseil de la Société des Nations, conformément à l'esprit des paragraphes 2 et 6 de l'article 8 du Pacte. »

“ (3) upon the practical and early organisation of co-operative action on the part of the League of Nations. ”

“ Until these conditions are fulfilled, the Military Commission (P.A.C.) can only prepare for the reduction of armaments by means of the information which is at its disposal, and which will be asked for from the different States. ”

“ There is also reason to observe that this information will not willingly be given by the States concerned until all the Great Powers have become Members of the League of Nations. ”

The following opinion of the Commission was adopted by the Council during its session at Geneva :

“ The Military Commission (P.A.C.) is of opinion that the reasons which led the Council, in December, 1920, to consider that the favourable moment for the despatch of the questionnaire had not yet come, continue, at present, to hold good, particularly the fact that all the Great Powers have not yet been included in the League of Nations, and that stable conditions of peace have not yet been restored throughout the world. ”

2. *Mutual Verification.* — The Council, adopting the report of M. Léon Bourgeois of February 24th, 1921, on the Resolutions of the Assembly with regard to Armaments, decided : “ to instruct the Military Commission (P.A.C.) to consider the mechanism by means of which the military information to be exchanged under the provisions of Article 8 of the Covenant could be verified, in the event of the principle of mutual verification by Members of the League being confirmed by an Amendment to the Covenant. ”

At its Session held in Paris (February, 1921) the Military Commission (P.A.C.) adopted the following resolution :

“ According to Article 8 of the Covenant, the Members of the League undertake to interchange full and frank information as to the scale of their armaments, their military, naval and air programmes. In view of this undertaking, it appears superfluous and futile to set up a new system of supervision for the nations which have already signed that declaration. If the good faith of such an interchange of information is open to suspicion, would not a similar doubt arise in regard to the information which would be supplied by this organ of control ? Every nation is sovereign in its own territory, and it would itself direct any investigation which might be carried out there. The good faith of these investigations will therefore be just as liable to suspicion as its own statement had been. ”

The Council, when considering this Report, observed that the opinion, put forward by the Commission, did not finally settle the question, which was referred for the consideration of the Temporary Commission (T. M. C.), and considered by the second Sub-Committee of the Temporary Commission on July 18th. The Sub-Committee decided to request the Members of the Temporary Commission to submit to the plenary Commission at its next meeting draft amendments to Article 8 of the Covenant.

(g) *The limitation of Military Budgets.*

On December 14th, 1920, the Assembly adopted the following recommendation :

“ That the Council submit for the consideration of the Governments the acceptance of an undertaking not to exceed, for the first two financial years following the next financial year, the sum total of expenditure on the military, naval and air services provided for in the latter budget subject to the reservation that account shall be taken of :

“ (1) Any contributions of troops, war material and money recommended by the League of Nations, with a view to the fulfilment of obligations imposed by Article 16 of the Covenant or by Treaties registered by the League. ”

“ (2) Exceptional conditions notified as such to the Council of the League of Nations in accordance with the spirit of paragraphs 2 and 6 of Article 8 of the Covenant. ”

En date du 25 février 1921, le Conseil décida de transmettre le vœu de l'Assemblée aux Gouvernements des Etats Membres de la Société, ce qui fut fait par la lettre du 8 mars 1921, du Secrétaire général.

A l'heure actuelle, les vingt-six Etats suivants ont envoyé leur réponse :

- CHINE :** Accepte le vœu.
- BOLIVIE :** A réduit de 30 % son budget militaire.
- AUSTRALIE :** Accepte le vœu avec les réserves qui y sont faites.
- BELGIQUE :** Accepte le vœu avec les réserves qui y sont faites.
- CANADA :** La politique du Gouvernement est en parfait accord avec l'esprit du vœu. La limitation des armements doit être subordonnée aux réserves contenues dans le vœu de l'Assemblée.
- GRANDE-BRETAGNE :** La politique du Gouvernement est en parfait accord avec l'esprit du vœu. La limitation doit être subordonnée aux réserves mentionnées dans le vœu et à l'adoption de celui-ci par les autres Puissances.
- NOUVELLE-ZÉLANDE :** Le Gouvernement s'associe aux vues exprimées par le Gouvernement britannique.
- INDE :** La politique du Gouvernement est entièrement d'accord avec l'esprit du vœu. La réduction des dépenses doit être subordonnée aux réserves contenues dans le vœu et à l'adoption de celui-ci par les autres Puissances.
- GUATEMALA :** Accepte le vœu, étant donné que la majorité des Etats l'ont officiellement approuvé.
- ITALIE :** Accepte le vœu, à condition que tous les autres Etats de la Société le fassent également. Réserve au sujet des dépenses navales qui ne touchent pas la préparation à la guerre.
- PAYS-BAS :** Accepteront le vœu, à condition que les autres Membres de la Société le fassent également et sous la réserve qu'une augmentation possible du budget, en vue de l'amélioration des conditions sociales et de la modernisation de l'armement militaire, ne soit pas considérée comme en opposition avec la proposition.
- CHILI :** Le Gouvernement n'a pas l'intention d'augmenter son budget militaire et naval pendant les deux prochaines années, mais cette déclaration ne saurait être prise comme un engagement formel de sa part.
- DANEMARK :** Considère comme improbable qu'il y ait une augmentation dans son budget militaire, naval ou aérien ; il demande à être tenu au courant des intentions des autres Membres de la Société.
- NORVÈGE :** La Commission désignée pour étudier la question de l'organisation future de la défense du Royaume n'a pas encore présenté son rapport, mais il est probable que les dépenses militaires seront réduites et que l'on n'envisagera pas de constructions navales nouvelles.

Etant donné le haut niveau des prix, il est difficile de donner une assurance formelle de ne pas dépasser le chiffre du budget 1921-1922, mais une augmentation du budget militaire et aérien peut être regardée comme des plus improbables.

VIII. THE INTERNATIONAL BLOCKADE COMMISSION.

The first Assembly adopted on December 10th, 1921, the following resolution :

“ The Council should be asked to appoint an International Blockade Commission to consider the application of Article 16 of the Covenant ; the Commission will report to the Council, which shall place the conclusions before the Assembly at its next session, for their acceptance, rejection, or amendment, without prejudice to any action that may have been provisionally taken upon them. The Commission should not exceed eight in number, with power to summon experts to advise them, and not less than half its members should be persons representing States which have not a right to permanent membership of the Council. ”

The Council, by a resolution adopted in Paris on February 22nd, decided to ask the Governments of Cuba, Spain, Norway and Switzerland to appoint representatives to sit on the Commission together with representatives of France, Great Britain, Italy and Japan.

It was decided that, should the Commission desire the advice of experts on special points, it should refer to the Provisional Economic and Financial Committee, to the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, and to the Secretariat of the League. The Council instructed the Secretary-General to ask each Member of the League to send information for the use of the Commission concerning the means at the disposal of the Member for carrying out the obligations arising out of Article 16 of the Covenant, together with any other information or memoranda likely to be of use in drafting and carrying out the programme suggested by the first Assembly.

The Committee was constituted as follows :

Cuba	M. Aristide de Agüero y Bethancourt.
France	M. Jean Gout.
Great Britain	Sir William Finlay.
Italy	M. Carlo Schanzer.
Japan	Dr. Minoru Oka.
Norway	M. Christian Sparre.
Spain	M. Pablo de Garnica.
Switzerland	M. Max Huber.

During its thirteenth session, the Council took note of these appointments the latest of which had been communicated to the Secretariat on June 15th.

The Secretary-General wrote on February 25th and March 15th to the Members of the League asking them to send him the information required by the resolution of the Council of February 22nd, together with any public comment or explanatory statement regarding Articles 12-17 of the Covenant which were available or any published reports on the effect of the blockade enforced against the Central Powers during the war.

Only nine Governments (Finland, France, Czecho-Slovakia, Great Britain, India, Norway, the Netherlands, Sweden and Switzerland) had replied to these demands when the Council met in June, and their replies did not form a sufficient basis for a general discussion of the question. The Secretary-General accordingly addressed to the Members a further appeal to communicate urgently as full replies as possible. He despatched at the time to the members of the Commission a preliminary plan for its work and invited them to meet at Geneva at the date most convenient to its majority.

CHAPITRE III.

TRAVAIL DU SECRETARIAT.

Le second des rapports qui doivent être présentés à l'Assemblée, aux termes de l'article 4 du règlement, doit traiter du travail du Secrétariat et des mesures prises pour mettre à exécution les décisions de l'Assemblée.

En réalité, la tâche du Secrétariat consiste à préparer et à appliquer les décisions de l'Assemblée, du Conseil et des autres organismes de la Société. Les deux premiers chapitres du présent rapport ont déjà suffisamment exposé la portée et la nature de ce travail. Il ne semble pas utile de présenter sur ce sujet un rapport séparé, ni d'essayer d'établir une distinction qui n'existe pas en réalité, ou qui, du moins, n'existe qu'à un degré très limité, entre le travail du Secrétariat et l'activité générale de la Société.

Le Secrétaire général, fonctionnaire chargé de mettre à exécution les décisions de l'Assemblée et du Conseil, dans certains cas, a agi en vertu d'instructions directes de l'Assemblée; par exemple, à propos de la convocation de la Conférence du transit ou de l'envoi du questionnaire relatif à la traite des femmes et des enfants. Dans d'autres cas, il a agi en vertu d'instructions du Conseil, par exemple, pour réunir la Commission consultative sur le trafic de l'opium, ou pour faire les démarches nécessaires en vue d'une ratification rapide du statut de la Cour permanente de justice internationale.

Sans parler de la correspondance qui, à elle seule, a augmenté de 130 pour cent, la tâche du Secrétariat, au cours de l'année qui vient de s'écouler, a été particulièrement lourde, étant donné le nombre des Commissions et conférences convoquées par la Société. La plus grande partie des travaux préparatoires relatifs à ces Commissions et à ces conférences a été effectuée par les soins du Secrétariat, qui a également fourni les secrétaires et le personnel nécessaires.

La Section juridique du Secrétariat a enregistré environ 150 traités, conformément à l'article 18 du Pacte.

CHAPTER III.

THE WORK OF THE SECRETARIAT.

The second of the reports required under Article 4 of the Rules of Procedure is described as a report "on the work of the Secretariat and upon the measures taken to execute the decisions of the Assembly."

Practically all the work of the Secretariat consists in preparing and executing the decisions of the Assembly, the Council and other organs of the League. The scope and character of these activities have already been indicated in the first two chapters of this report. It seems hardly desirable to deal with them separately, or to attempt to draw a distinction which in practice does not exist, or exists to a very limited extent, between the activities of the Secretariat and the activities already described.

It will be seen from the report that the Secretary-General, as the executive officer both of the Assembly and of the Council, has in some cases acted upon the direct instructions of the Assembly, as in convening the Transit Conference or in despatching the questionnaire concerning the traffic in women and children, and in other cases upon the instructions of the Council, as in convening the Advisory Committee on the Traffic in Opium, or in taking steps to procure an early ratification of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

The work of the Secretariat during the past year, apart from the current correspondence (which has increased by over 130 per cent.), has been heavy owing to the numerous committees and conferences meeting within the organisation of the League. By far the greater part of the preparatory work for these committees and conferences has been done by the Secretariat, which has also provided the necessary secretaries and the organising and clerical staff.

The Legal Section of the Secretariat has registered some 150 treaties under Article 18 of the Covenant.

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES REUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

Imprimé
pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)